

هكنا من الهم

# Le Monde

LE MONDE DES LIVRES

■ Paris en fête  
■ Festival russe



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16315 - 7,50 F

SAMEDI 12 JUILLET 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## Chasse aux criminels de guerre en Bosnie-Herzégovine

LA FORCE multinationale de l'OTAN en Bosnie (SFOR) a lancé, jeudi 10 juillet, une spectaculaire opération commando dans l'entité serbe de Bosnie pour arrêter deux criminels de guerre recherchés par le Tribunal pénal international. L'un d'eux a été tué au cours d'affrontements avec les militaires, et l'autre a été transféré au Tribunal de La Haye.

Après les multiples avertissements lancés au cours des dernières semaines par la communauté internationale, il s'agit, à l'évidence, pour les capitales occidentales d'accepter leurs pressions sur les dirigeants serbes, à un an de l'échéance prévue du retrait des troupes de la SFOR.

Lire page 2  
et notre éditorial page 14

## Valéry Giscard d'Estaing au « Monde » : l'euro ne dépend plus que de la France

L'Allemagne présente un budget conforme à Maastricht

DANS un entretien au *Monde*, Valéry Giscard d'Estaing critique sévèrement l'action diplomatique de Jacques Chirac et du gouvernement. Evoquant le dernier sommet européen, ceux du G7 et de l'OTAN, il affirme : « Amsterdam a été négatif. Devenir a été inutile. Madrid a été une déception pour la France. » L'ancien président presse Lionel Jospin de réduire les déficits publics, alors que Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France, insiste sur la nécessité de les limiter à 3 % du PIB dès 1997, comme le fait le gouvernement allemand, qui vient de présenter un budget conforme aux exigences de Maastricht. M. Giscard d'Estaing souligne les dangers pour la France d'un échec de l'euro.

La note laissée par Alain Juppé à Lionel Jospin sur « la situation économique et financière », dont nous publions l'intégralité, a provoqué l'embarras dans l'opposition et une vive protestation d'Edouard Balladur.

Lire pages 3, 6, 7 et 12



## Les nouvelles de l'été de huit dames en noir

Dans ce numéro, « L'âge d'or » de Ruth Rendell

LE MONDE commence aujourd'hui la publication de huit nouvelles d'auteurs féminins contemporains, huit dames de roman noir. L'anglaise Ruth Rendell, reine de la littérature policière, ouvre la série. De plus en plus nombreuses à investir le champ de la littérature policière, les femmes obtiennent des performances en librairie. Symbole : les records de vente d'une Patricia Cornwell, dont les livres s'attachent systématiquement à plus de 100 000 exemplaires en France et à plus de 1 million aux États-Unis. Les héroïnes remplacent les héros, balayant codes et stéréotypes machistes. Le polar accompagne ainsi l'évolution de la société. Le phénomène des auteurs noirs féminins s'inscrit dans une tradition : le premier auteur important après Edgar Poe fut une femme, l'américaine Anna Katharine Green.

Existe-t-il un « polar féminin » ? Cette hypothèse en agace plus d'une. Mieux vaut parler d'une diversité de talents, dont *Le Monde*



donne un aperçu. Jugez sur pièces ! La semaine prochaine : Fred Vargas, qui a emprunté son pseudonyme au personnage incarné par Ava Gardner dans *La Catinette aux pieds nus*. Archéologue, elle consacre ses récréations à ses criminelles activités littéraires.

## Mir en danger



Les trois cosmonautes s'entraînent à réparer la station spatiale russe. L'opération aura lieu le 18 juillet. p. 24

## Retour au calme à Phnom Penh

Alors que le calme semble revenu, le premier ministre, Hun Sen, ne comprend pas les critiques de la communauté internationale. p. 4

## Controverse à la Hague

La polémique rebondit sur les rejets radioactifs de la Hague après les mesures d'interdictions d'accès par la mer annoncées, jeudi, par M<sup>me</sup> Voynet. p. 11 et le point de vue p. 13

## Le sauvetage d'Eurotunnel

Les actionnaires d'Eurotunnel ont approuvé, jeudi, le plan de restructuration conçu avec les banques créancières en octobre 1996. p. 17

## L'affaire Tiberi rebondit

Le parquet d'Evry a ouvert, vendredi 11 juillet, une enquête préliminaire sur les emplois fictifs au cabinet de M. Dugoin, relançant ainsi l'affaire des époux Tiberi. p. 10

Allemagne, 3 DM; Angleterre, 9 F; Autriche, 26 ATS; Belgique, 45 F; Canada, 2,25 \$ CAN; Espagne, 166 PTA; France, 7,50 F; Grèce, 200 Dr; Italie, 200 L; Japon, 100 ¥; Pays-Bas, 10 Gld; Portugal, 200 Esc; Royaume-Uni, 9 F; Suède, 100 Kr; Suisse, 1,50 Sfr; Taiwan, 120 Nt; USA, 100 \$; USA (terrestre), 7,50 F.

M 0147-712-7,50 F



## Néandertal, le deuxième homme issu d'« Erectus »

LES ANTHROPOLOGUES l'espèrent sans trop y croire, leur rêve est devenu réalité. Pour la première fois, les gènes de l'homme de Néandertal ont parlé. Grâce aux progrès de la biologie moléculaire, des fragments d'ADN vieux de plus de 30 000 ans ont été extraits de ses ossements. Mieux : ils ont dévoilé sa véritable identité. Ni ancêtre, ni frère de l'homme moderne, le célèbre primitif au chignon crânien appartenait à une autre espèce. Humaine, elle aussi, mais plus malchanceuse. Peut-être apte comme la nôtre à conquérir le monde, mais qui aura trébuché en cours de route.

Publiée dans la revue scientifique américaine *Cell* (datée du 11 juillet), cette conclusion est l'aboutissement le plus spectaculaire d'un gigantesque ouvrage, entrepris depuis plus de dix ans par une nouvelle famille de scientifiques : les paléogénétiens. Leur objet est l'ADN ancien, matériel fragile et précieux qu'ils extraient des vestiges du vivant pour mieux retracer son histoire. Plus les fossiles sont vieux, plus les gènes qu'ils contiennent risquent d'être dégradés. Et l'entreprise devient plus incertaine encore lorsqu'elle implique des ossements d'hominiens, dont la proximité gé-

nétique avec notre propre espèce accroît les risques de contamination par l'ADN des chercheurs. C'est assez dire la performance des biologistes qui, pour la première fois, ont réveillé à l'université de Munich (Allemagne) des gènes néandertaliens. Dirigés par le Suédois Svante Pääbo - l'un des pionniers de ces recherches -, leurs travaux ont porté sur un fragment d'ADN « mitochondrial ». En étudiant une petite séquence de ce gène, les chercheurs ont démontré qu'il présente un degré de divergence avec ses équivalents modernes trois fois plus élevé que celui que l'on observe entre les populations humaines actuelles les plus éloignées. Un résultat qui, selon eux, exclut que Néandertal ait été l'ancêtre d'*Homo sapiens sapiens* et qui situe leur séparation évolutive à environ - 600 000 ans avant notre ère.

L'hominiidé qui occupa l'Europe entre - 100 000 et - 30 000 ans constituait ainsi une espèce indépendante qui a probablement évolué parallèlement à la nôtre à partir du très ancien *Homo erectus*. Peut-on pour autant le qualifier de « deuxième homme » ? Lorsque le premier fossile de Néandertal fut découvert en 1856, trois ans avant la publication du livre de Darwin *De l'origine des espèces*, l'idée même

aurait été impensable. Un siècle plus tard, il sera pourtant admis dans la grande famille des hominidés. On lui accordera les honneurs du titre, *Homo sapiens neandertalensis*. Mais pas au point de le considérer comme un homme. Pas encore.

Ces dernières années, pourtant, les raisons de lui accorder ce statut n'ont cessé de s'accumuler. Parole ou pas, on sait désormais qu'il possédait comme nous, à l'arrière de la langue, l'os hyoïde essentiel à l'articulation des sons. Sentiments ou non, il enterrait ses morts, allant peut-être, d'après les traces de pollen retrouvées, jusqu'à les couvrir de fleurs. Et s'il ne peignait pas les parois des cavernes, il n'est pas exclu qu'il ait fabriqué, en Europe, les premiers instruments de musique.

En éliminant l'hypothèse selon laquelle Néandertal n'était qu'un grossier prototype de Cro-Magnon, l'analyse de ses gènes accélère-t-elle son humanisation ? La recherche rejoindrait ainsi ses origines, puisque l'ADN étudié a été extrait du premier fossile, exhumé en Allemagne au lieu dit Neander Thal : le val de l'homme nouveau.

Catherine Vincent

Lire page 26

## A la City, mieux vaut être un homme blanc

DIPLÔMÉ d'Harvard, star du marché obligataire londonien et noir : Jim Curry, quarante-trois ans, a-t-il été licencié, en 1995, par la banque Goldman Sachs en raison de la couleur de sa peau ? La récente condamnation par un tribunal londonien de cette prestigieuse banque d'investissement new-yorkaise pour discrimination raciale a fait voler en éclats l'image de modèle d'intégration que le monde financier anglo-saxon aime se donner. Ne voit-on pas, en effet, un extraordinaire mélange des races dans les rues des grandes places boursières nord-américaines ou de la City ? Et toutes les institutions et tous les établissements financiers, Goldman Sachs en tête, se targuent d'être particulièrement actifs dans la promotion des gens de couleur.

« Goldman Sachs est une firme à l'échelle planétaire (...). Elle doit rester pluriculturelle et multi-ethnique. Notre diversité est un facteur essentiel de notre force et le sera encore davantage grâce à nos efforts pour attirer les meilleurs individus, afin de servir nos clients. » Comme l'indique le communiqué adressé par la banque à tous ses employés de la City, après le verdict Curry, cet établissement conteste vigoureusement l'arrêt du tribunal du travail. La direction de

Fleet Street rappelle que cinquante-trois nationalités sont représentées au sein de sa division internationale basée à Londres. La commission pour l'égalité raciale, l'organisme public britannique qui s'est saisi du jugement, n'en a pas moins ouvert une enquête sur le traitement des minorités ethniques dans la City.

Le constat est accablant. D'après les premiers témoignages recueillis, ils sont des centaines de membres de minorités ethniques à se heurter, jour après jour, à ce que le professeur Amin Rajan, le patron d'un bureau de consultants spécialisé dans les relations de travail, appelle le « plafond invisible » du racisme.

Certes, les employés de couleur représentent désormais 10 % de la main-d'œuvre des services financiers, contre 2 % en 1990. Le président de la Bourse des métaux et une poignée d'associés des six plus importants cabinets d'audit sont d'origine indienne. Mais la majorité des immigrés de la City - qui en Grande-Bretagne sont citoyens à part entière, éligibles et électeurs - restent confinés aux postes administratifs subalternes.

Marc Roche

Lire la suite page 14

## La « belle » du Tour



CÉDRIC VASSEUR

AU DÉPART de la 6<sup>e</sup> étape du Tour de France cycliste, au Blanc (Indre), Cédric Vasseur portait, vendredi 11 juillet, le maillot jaune endossé la veille au terme d'une échappée solitaire de 147,5 km. En 1970, un mois avant la naissance de Cédric, son père Alain avait gagné une étape après une « belle » de 172,5 km.

Lire page 22 et 23

International	2	Aujourd'hui	22
France	6	Jour	24
Société	8	Météorologie	25
Régions	11	Culture	26
Horizons	12	Géologie	28
Annonces classées	15	Communication	29
Entreprises	17	Abonnements	30
Finances/marchés	19	Radio-Télévision	30
Carrières	21	Alorsque	31



**ENTITÉ SERBE** La force multinationale en Bosnie a lancé, jeudi 10 juillet, une spectaculaire opération-commando dans l'entité serbe de Bosnie-Herzégovine afin de pro-

céder à l'arrestation de deux criminels de guerre recherchés par le Tribunal pénal international (TPI) de La Haye. Les principaux dirigeants serbes ont fait part de leur « indi-

gnation ». • L'OPÉRATION, réalisée par les troupes britanniques avec l'appui logistique des troupes américaines, avait été décidée au début du mois de juillet. L'ex-chef de la po-

lice de Prijedor a été tué, et un ancien responsable politique de la région a été transféré au Tribunal de La Haye. • **RADOVAN KARADZIC** et **RATKO MLADIC**, les chefs politiques et

militaire de la « République serbe » durant la guerre en Bosnie-Herzégovine, n'ont toujours pas, eux, été inquiétés (lire aussi notre éditorial page 14).

## L'OTAN mène une opération contre deux criminels de guerre en Bosnie

Après les multiples avertissements lancés par la communauté internationale, les capitales occidentales ont décidé d'accroître la pression sur les dirigeants de Pale, à un an du retrait de leurs troupes, en procédant à l'arrestation de deux Serbes recherchés par le Tribunal de La Haye

**LES OCCIDENTAUX** ont ouvert un nouveau chapitre de la politique envers les criminels de guerre de Bosnie en organisant, jeudi 10 juillet, la traque de deux responsables du « net-

**ANALYSE**  
Les Occidentaux ont changé de registre. Mais ne fallait-il pas frapper plus haut ?

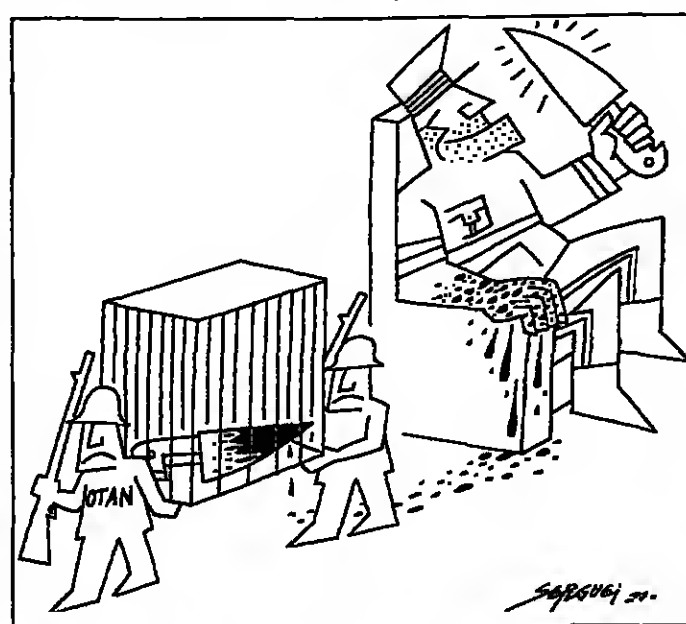
toyage ethnique » pratiqué en 1992 dans la région de Prijedor, dont l'un a été tué et l'autre transféré au Tribunal pénal international (TPI) de La Haye.

Depuis le déploiement de la force de l'OTAN (SFOR), au lendemain des accords de Dayton, il y a un an et demi, les criminels de guerre présumés continuent de jouer dans la République serbe de Bosnie d'une totale impunité et d'une très grande liberté de mouvement : la SFOR n'avait pour mission de les arrêter que s'ils venaient en quelque sorte se jeter dans ses bras. Les Occidentaux faisaient valoir les risques qu'auraient encourus leurs soldats s'ils avaient eu, envers Radovan Karadzic ou Ratko Mladic, une attitude plus offensive. Ils redoutaient aussi, sans le dire, que l'arrestation de hauts responsables des atrocités commises pendant la guerre ne galvanise de nouveau les Serbes, ne

réactive les solidarités « ethniques » et ne mette en péril le processus de paix laborieusement acquis à Dayton après des années d'impuissance de la communauté internationale. Inutile précision : le processus de paix est, de fait, en péril ou en tout cas précaire. Les anciens chefs de guerre restent les maîtres chez les Serbes de Bosnie (Radovan Karadzic gouverne en coulisse, Ratko Mladic jouit toujours de la bienveillance de Belgrade) et semblent prêts, s'il le fallait, à reprendre du service demain (lire ci-dessous). La paix ne tient qu'à la présence des 30 000 soldats de l'OTAN.

### OURCISSEMENT

Or cette présence ne sera pas éternelle. Les GI américains n'étaient à l'origine partis en Bosnie que pour une durée d'environ un an, mentionnée dans l'accord de Dayton. Bill Clinton a obtenu du Congrès que leur mission soit prolongée, à effectifs réduits, jusqu'en juin 1998. Il pourrait ne pas obtenir de nouvelle prolongation et ne souhaite sans doute pas avoir à la demander à un Congrès qui ne manquerait pas, après plus de deux ans, de dénoncer l'échec de sa politique en Bosnie. Le Pentagone y est hostile : le Congrès s'est prononcé récemment pour une suppression de tout crédit à l'intervention américaine en Bosnie au-delà de juin 1998. Les Européens font savoir,



comme l'année dernière, qu'ils ne resteront pas en Bosnie si les Américains se retirent. Ils seraient prêts, en réalité, à y maintenir seuls une certaine présence militaire, à condition que la situation y soit suffisamment stabilisée et une reprise des combats peu probable.

On en est loin aujourd'hui, du fait, essentiellement, du travail de sape opéré par Radovan Karadzic et ses fidèles. Ce

constat, dressé conjointement par les Occidentaux, justifie leur durcissement actuel, qu'on se soit tenu depuis plusieurs semaines. Le ton était monté envers les Serbes lors de la réunion des ministres de l'OTAN à Sintra à la fin du mois de mai. Le secrétaire d'Etat américain, Madeleine Albright, avait effectué au même moment une tournée dans l'ex-Yugoslavie durant laquelle elle n'avait ménagé dans

ses propos ni Zagreb, ni Belgrade, ni Pale. La réunion du G7 à Denver, puis celle de l'OTAN à Madrid, fournirent aux dirigeants américains, français et britanniques l'occasion de mettre au point leur nouvelle stratégie envers les criminels de guerre et de publier, en particulier le 7 juillet à Madrid, des communiqués qui ressemblaient à des coups de semonce plus sérieux que de coutume en direction des Serbes.

La semaine dernière, une première opération de commando, non revendiquée, avait permis l'arrestation en Croatie de l'ancien maire de Vukovar. Comme en écho, la Commission européenne a confirmé, jeudi, qu'elle allait toute aide économique à l'entité serbe de Bosnie, aussi longtemps que cette dernière ne se conformerait pas à l'accord de Dayton, qui stipule l'arrestation et le transfert à La Haye de tous les criminels de guerre présumés.

Ces nombreuses pressions, que l'opération de la SFOR vient encore renforcer, se produisent dans un lourd contexte, tant dans l'entité serbe de Bosnie-Herzégovine que dans la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro). La crise qui oppose, à Pale, la présidente Biljana Plavcic au bras droit de Radovan Karadzic, Momcilo Krajisnik, ne fait que s'amplifier depuis plusieurs semaines. La communauté internationale a pris

partie en faveur de la présidente, accusée par les « durs » du régime de Pale de faire trop de concessions aux Occidentaux. Un soutien qui ne saurait être absolu, la « dame de fer », comme elle a été surnommée, ne s'étant dans le passé jamais distinguée par des prises de position radicalement différentes de son prédécesseur. Elle a ainsi toujours fermement défendu le « nettoyage ethnique » mené par les Serbes en Bosnie en estimant qu'il s'agissait d'un « phénomène naturel ». Mais son attitude pragmatique et sa conviction que l'entité serbe ne peut se permettre la luxure de ne pas appliquer les accords de Dayton ont fait d'elle un partenaire à tout le moins nécessaire.

### DEMI-MESURE

A Belgrade, le président serbe, Slobodan Milosevic, se trouve lui aussi dans une situation délicate. Alors qu'il refuse toujours de collaborer avec le Tribunal pénal international et qu'il soutient les « durs » de Pale dans une tentative de pseudo-conciliation, il doit se présenter la semaine prochaine à la présidence de la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro), la Constitution lui interdisant de briguer un troisième mandat à la tête de la République de Serbie.

Avec l'opération contre l'ancien maire de Vukovar comme avec celle qui a visé, jeudi, Sino Drljaca et Milan Kovacevic, les Occidentaux ont incontestablement changé de registre. On peut néanmoins se demander si, politiquement, il ne s'agit pas encore d'une demi-mesure, s'il ne fallait pas — tant qu'à faire — frapper plus haut, si les dirigeants occidentaux n'en sont toujours pas à rêver qu'ils pourront venir à bout des anciens chefs de guerre en Bosnie, Radovan Karadzic et Ratko Mladic, en se contentant d'accroître la pression sur eux, sans avoir cependant à procéder à une arrestation que des opérations comme celle de jeudi rendent évidemment encore plus difficile.

Claire Tréan  
et Denis Hautin-Guiraut

« L'ONU a réalisé un important rapport sur la première vaste entreprise de « nettoyage ethnique » menée pendant la guerre en Bosnie dans le district de Prijedor, dont on trouvera l'analyse dans le livre d'Yves Heller *Des brasiers mal éteints* (Le Monde Éditions).

R. O.

### « Indignation » des dirigeants serbes

Momcilo Krajisnik, le bras droit de Radovan Karadzic et délégué serbe à la présidence collégiale bosniaque, a exprimé sa « consternation » et son « indignation », tandis que la présidente de l'entité serbe (RS), Biljana Plavcic, a accusé la SFOR de « rendre pire encore une situation déjà délicate en République serbe ». A Belgrade, le porte-parole du Parti socialiste (SPS) du président Milosevic a affirmé que l'opération de la SFOR « pourrait contribuer à une reprise de la guerre ». Ivica Dacic a souligné « la profonde inquiétude » de Belgrade à propos de la situation dans la RS. Dans l'opposition, Mirko Petrovic, député du Parti démocratique de Serbie (DSS) a également refusé son soutien à « l'initiative », exigeant que soit prononcée une « condamnation » de la SFOR. — (AFP)

### MM. Karadzic et Mladic narguent toujours les Occidentaux

**RADOVAN KARADZIC** et **RATKO MLADIC**, les chefs politiques et militaires de la « République serbe » durant la guerre en Bosnie-Herzégovine, n'ont jusqu'à présent jamais été inquiétés. Inculpés de « génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre », d'abord le 25 juillet 1995 pour le siège de Sarajevo, puis le 16 novembre 1996 pour les tueries commises lors de la conquête de Srebrenica, MM. Karadzic et Mladic ont continué à vivre, à peu près paisiblement, dans leurs fiefs respectifs.

La principale conséquence de l'accord de paix fut leur retrait progressif de l'avant-scène. Radovan Karadzic a été forcé de démissionner de son poste de « président » en juillet 1996, puis empêché de se présenter aux élections. Ratko Mladic, après avoir habilement entretenu ses relations avec le quartier général de l'OTAN, a finalement dû abandonner ses fonctions de commandant de l'armée serbe en novembre 1996, un an après la conclusion des négociations de Dayton. Depuis leur « disparition » du jeu politico-militaire bosniaque, MM. Karadzic et Mladic ont suivi des chemins très différents.

Le commandant militaire semble avoir effectivement pris sa retraite, après avoir passé la guerre et la première année post-daytonienne à narguer la communauté internationale. Ratko Mladic vit toujours dans sa résidence commanditaire de Han Pijesak, entouré de ses commandos. Il a apparemment perdu le contrôle de l'état-major, repris en main par le parti de Radovan Karadzic.

### PROTECTION RENFORCÉE

La presse serbe indique toutefois qu'il s'est rendu fin juin à Belgrade, dans un hôtel international, pour le mariage de son fils, et récemment en vacances au Monténégro. Des voyages qui sont aussi une façon de montrer qu'il bénéficie toujours du soutien de Slobodan Milosevic et de la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro), qui refuse farouchement de livrer des « criminels de guerre » à la justice internationale.

Radovan Karadzic, lui, n'a nul besoin de ces petits plaisirs d'après la bataille. Car le « président » de Pale poursuit sa guerre, à sa manière. M. Karadzic est resté persuadé que, dans

le bras de fer entamé avec les capitales occidentales, il aurait forcément le dernier mot, qu'il suffirait d'attendre que l'OTAN s'essouffât et s'en aille. Le psychiatre d'a jamais perdu son pouvoir. Le délégué serbe à la présidence bosniaque, Momcilo Krajisnik, et jusqu'à récemment la présidente de la République serbe, Biljana Plavcic, prenaient chaque jour leurs ordres chez l'ancien président. Il conserve d'ailleurs un bureau à l'usine Famos, siège du gouvernement serbe.

Le haut-représentant international, Carl Bildt, et les officiers de l'OTAN s'expriment sous couvert de l'anonymat ont toujours prétendu ne pas être dupes du rôle joué dans l'ombre par Radovan Karadzic, et de sa détermination à saper le processus de paix. Le leader serbe a renforcé sa protection, mais continue néanmoins à circuler dans Pale. Il franchit régulièrement des carrefours où les soldats de l'OTAN préfèrent ne pas savoir qui se dissimule derrière les vitres fumées d'une célèbre voiture blindée.

Le mandat de la SFOR est inchangé. Ses hommes ne sont toujours pas habilités à rechercher les criminels de guerre présumés. Ce qui s'est passé à Prijedor n'était qu'un acte de guerre contre les hommes de la SFOR et les suspects recherchés par le TPI, a commenté un porte-parole de l'OTAN à Sarajevo. Le déroulement de l'opération, tel qu'il a d'ailleurs été confirmé à Londres et au quartier général de l'OTAN, dément pourtant cette affirmation. Sino Drljaca et Milan Kovacevic ont bien été pourchassés lors d'une opération militaire soigneusement préparée. Sans que le Conseil atlantique ait modifié le mandat de la SFOR, cette dernière a donc élargi le champ d'interprétation de ce mandat.

### « AVERTISSEMENT MUSCLÉ »

L'opération s'est en revanche bien limitée aux arrestations de Prijedor, contrairement aux rumeurs qui faisaient état jeudi d'actions entreprises à Pale et à Han Pijesak, les fiefs respectifs de Radovan Karadzic et de Ratko Mladic. Les deux bourgades de montagne étaient très calmes, en dépit d'une certaine nervosité de la population, qui craint une prochaine offensive contre les anciens chefs de la République serbe. « Rien de tel n'est pro-

grammé pour l'instant, confie un officier de la SFOR. L'opération de Prijedor était un coup de semonce, un avertissement musclé. Nous avons prouvé que nous pouvons être déterminés, qu'il s'agit de tuer ou d'être tués. Il est désormais probable que nous attendions de mesurer les effets de cette opération avant de nous lancer dans une nouvelle aventure. »

A Sarajevo, où les gens commencent à fêter l'événement lorsque la télévision a évoqué une tentative d'arrestation de MM. Karadzic et Mladic, on est un peu déçu. « C'est déjà bien, ce changement de politique de l'OTAN, commente un Sarajévien. Bien entendu, nous espérons toujours plus. Nous espérons que justice sera faite. »

En République serbe, bien que la population soit souvent critique à l'égard des dirigeants de Pale, on voit en revanche d'un très mauvais œil ce qu'on considère comme une ingérence intolérable des Occidentaux dans des affaires intérieures. A Han Pijesak, un correspondant de presse estimait jeudi que la population, choquée par l'opération de Prijedor, était résolue à défendre par tous les moyens le général Mladic, toujours perçu comme un héros national, si la SFOR tentait de l'appréhender.

Rémy Ourdan

## Une action conduite par des commandos britanniques avec un soutien logistique américain

**LES SOLDATS** de la Force de stabilisation de l'OTAN (SFOR) ont fait irruption dans un restaurant de poissons où Sino Drljaca déjeunait en compagnie de son fils, de son beau-frère et d'un ami. Des blindés dans le quartier, et cinq hélicoptères de combat survolaient Prijedor. Les soldats occidentaux ont indiqué à Sino Drljaca qu'ils étaient venus procéder à son arrestation. Celui-ci, qui se vantait souvent publiquement qu'il ne serait jamais capturé vivant, a sorti un pistolet et tiré sur un soldat britannique, le blessant légèrement. Les combattants de la SFOR ont immédiatement riposté, tuant Sino Drljaca, et ont appréhendé ses compagnons, dont certains pourraient également être suspectés de « crimes de guerre ». Au même moment, un second commando arriva aisément Milan Kovacevic dans son bureau de l'hôpital de Prijedor, et le livrait aux enquêteurs du Tribunal pénal international (TPI), qui ont organisé son transfert vers La Haye.

Sino Drljaca et Milan Kovacevic, respectivement ancien chef de la police et ancien chef de l'exécutif de Prijedor, étaient recherchés par le TPI de pour « complicité de génocide ». Ils sont accusés d'avoir activement mis en œuvre la poli-

tique de « purification ethnique » du pouvoir serbe (meurtres, expulsions, internements, tortures) dans cette région du nord-ouest de la Bosnie-Herzégovine. Leurs actes d'accusation, datés du 13 mars 1996, avaient été tenus secrets, conformément à la nouvelle stratégie du TPI.

### ÉPOQUE RÉVOLUTIONNAIRE

La précédente opération d'arrestation, à Vukovar, fin juin, bien que spectaculaire, s'était déroulée dans une région placée sous administration onusienne, effectuée par des soldats occidentaux capotés et non identifiés, et endossée par la communauté internationale tout entière. Cette fois, c'est l'OTAN qui a frappé, par le biais d'un commando de soldats britanniques, lors d'une opération commandée au plus haut niveau par les États-Unis, qui ont d'ailleurs apporté leur « soutien logistique ».

L'époque semble donc révolue où les porte-parole de la SFOR tentaient d'expliquer à Sarajevo qu'ils n'avaient aucune photographie de Radovan Karadzic ou de Ratko Mladic, que les portraits envoyés par le TPI étaient de fort mauvaise qualité et que des photographes de presse hilares se voyaient dans l'obligation d'offrir, en couleurs, le signalement des « criminels de

guerre » à des officiers embarrassés. L'OTAN a reconnu qu'« en raison des fonctions officielles occupées par MM. Drljaca et Kovacevic, les forces de la SFOR ont eu des contacts avec eux dans le cadre de leurs missions », et que les officiers britanniques, responsables du secteur de Prijedor, connaissaient fort bien les habitudes et les déplacements des deux hommes.

Les services de renseignement de l'OTAN n'ont en fait presque jamais perdu la trace des « criminels de guerre » ex-yougoslaves. Les hommes recherchés par le TPI

### Des chefs locaux dévoués à la « purification ethnique »

Sino Drljaca, tué par les soldats de l'OTAN, avait été nommé chef de la police de Prijedor aux premiers jours de la guerre, en 1992. Il était un homme-clé de l'état-major politique serbe local, constitué par les partisans de Radovan Karadzic. M. Drljaca, diplômé en droit, était impliqué dans les exactions commises dans les camps de détention de Manjaca, Keraterm et Omarska. Dusko Tadic, accusé de « crimes de guerre » et emprisonné à La Haye, a accusé M. Drljaca de menacer de mort ceux qui sont prêts à témoigner. En septembre 1996, Sino Drljaca a été limogé à la demande de l'OTAN. Il avait braqué une arme contre des soldats de la SFOR. Les officiers occidentaux estimaient cependant qu'il continuait à jouer un rôle majeur à Prijedor.

Milan Kovacevic, interpellé par l'OTAN et transféré à La Haye, était le chef de cet état-major politique de Prijedor. Il faisait office de maire de la ville. Milan Kovacevic est accusé par le Tribunal pénal international, tout comme l'était Sino Drljaca, de « complicité de génocide » pour les exactions commises dans cette région entre avril 1992 et janvier 1993. M. Kovacevic était devenu le directeur de l'hôpital de Prijedor.

Clinton salue le retour de la Pologne dans la communauté occidentale

Le président américain, Bill Clinton, a salué jeudi le retour de la Pologne dans la communauté occidentale.

Le président américain, Bill Clinton, a salué jeudi le retour de la Pologne dans la communauté occidentale.

Le président américain, Bill Clinton, a salué jeudi le retour de la Pologne dans la communauté occidentale.

Le président américain, Bill Clinton, a salué jeudi le retour de la Pologne dans la communauté occidentale.

Le président américain, Bill Clinton, a salué jeudi le retour de la Pologne dans la communauté occidentale.

Le président américain, Bill Clinton, a salué jeudi le retour de la Pologne dans la communauté occidentale.

Le président américain, Bill Clinton, a salué jeudi le retour de la Pologne dans la communauté occidentale.

Le président américain, Bill Clinton, a salué jeudi le retour de la Pologne dans la communauté occidentale.

Le président américain, Bill Clinton, a salué jeudi le retour de la Pologne dans la communauté occidentale.

Le président américain, Bill Clinton, a salué jeudi le retour de la Pologne dans la communauté occidentale.

Le président américain, Bill Clinton, a salué jeudi le retour de la Pologne dans la communauté occidentale.

Le président américain, Bill Clinton, a salué jeudi le retour de la Pologne dans la communauté occidentale.



## M. Clinton salue le retour de la Pologne dans la communauté occidentale

Le président américain a recueilli à Varsovie les remerciements attendus

Le président des États-Unis, Bill Clinton, a fait, jeudi 10 juillet, une visite à Varsovie pour saluer la prochaine entrée de la Pologne dans l'OTAN. Il a notamment eu des entretiens avec son homologue, Alexandre Kwasniewski, qui lui a assuré que son pays était prêt à assumer ses nouvelles responsabilités au sein de l'Alliance.

**VARSOVIE**  
de notre correspondant  
« Poland comes back home » : la Pologne revient chez elle, c'est-à-dire dans le monde occidental. Bill Clinton était venu à Varsovie, jeudi 10 juillet, recueillir les remerciements qui lui sont dus pour le rôle, tardif mais ferme, qu'il a joué dans l'invitation de la Pologne, de la Hongrie et de la République tchèque dans l'OTAN. Et il s'est comporté en homme convaincu qu'une invitation valait admission, qu'il n'y aurait pas de mauvaise surprise du côté du Sénat américain. « La porte ne se refermera pas derrière vous », a-t-il ajouté, ce qui était une manière de préparer sa visite de consolation en Roumanie, et aussi de répondre aux attentes de ses hôtes polonais qui souhaitent que l'élargissement se poursuive à d'autres pays d'Europe centrale et orientale.

Devant la façade du château royal reconstruit longtemps après la guerre, l'actuel président américain, qui, ces dernières années, n'avait pas particulièrement bonne presse à Varsovie où l'un préférait clairement ses adversaires républicains, a su trouver quelques formules à la hauteur de l'événement : « L'histoire nous donne aujourd'hui une seconde chance de récompenser le sacrifice de ceux qui ont combattu pour notre liberté depuis les plages de Normandie jusqu'aux rues de Varsovie ». Et il a assuré à la Pologne « la sécurité, la démocratie et la liberté pour cent ans », dans une référence au toast traditionnel polonais : « Qu'il vive cent ans ! ».

« La Pologne est prête » lui a répondu le président Alexandre Kwasniewski, après avoir rendu les hommages d'usage non seulement à son hôte, mais aussi à Lech Walesa, son prédécesseur et adversaire, distingué pour le rôle « personnel et de longue haleine » qu'il joue pour promouvoir la candidature de son pays à l'OTAN. L'ancien président, très

vivement applaudi, salua la foule comme au bon vieux temps, deux bras écartés et les deux mains faisant le « V » de la victoire. L'hommage était d'autant plus mérité qu'à l'époque (1993) où Lech Walesa s'employait à convaincre Boris Eltsine d'accepter l'élargissement de l'OTAN, M. Kwasniewski voyait encore dans le Pacte atlantique « un vestige du passé ».

La cérémonie avec M. Walesa et de nombreux responsables de l'opposition, fut frappée et ému par l'attitude de tous ses interlocuteurs et par la satisfaction qu'ils exprimaient.

**ACCUEIL HONORABLE**  
Organisée comme une grande fête à l'américaine, avec ballons et saxophonistes jouant « Summer time » et des arrangements de Cho-

### A Bucarest, la visite sera plus délicate...

Après le refus américain d'inclure la Roumanie parmi les « premiers invités » de l'OTAN, la visite-éclair que doit effectuer Bill Clinton à Bucarest, vendredi 11 juillet, s'annonce délicate. Les organisateurs ont dû redoubler d'efforts pour assurer la réussite populaire de la venue du « plus puissant président du monde ». Il s'agit de la première visite d'un chef d'État américain en Roumanie depuis celle de Gerald Ford en 1975.

L'arrivée de M. Clinton « n'est pas un lot de consolation » pour la Roumanie, a précisé, jeudi, le ministre roumain des Affaires étrangères, Adrian Severin. « Je veux, en même temps, écartier toute idée selon laquelle un partenariat consolidé avec les États-Unis serait une sorte de substitut pour notre non-admission à l'OTAN », a-t-il ajouté. Bill Clinton et son homologue roumain, Emil Constantinescu, devaient s'adresser vendredi à la foule sur la place de l'Université, haut lieu de la « révolution » de 1989. — (Corresp.)

Mais l'actuel président a rapidement revu sa copie, et s'est à son tour engagé à fond dans les efforts destinés à animer solidement la Pologne à l'Occident. Il ne manque désormais plus une occasion de tirer son chapeau à ceux qui ont fait les premiers pas dans cette direction. Jeudi, pour parfaire cette belle démonstration d'unité nationale, M. Kwasniewski a aussi salué, après Lech Walesa, tous les premiers ministres et ministres des Affaires étrangères qui se sont succédé en Pologne depuis le changement de régime, avant de souligner que la « politique étrangère de son pays était « une et invariable ». A en croire le secrétaire d'État, Madeleine Albright, le président Clinton, qui s'entretient assez longuement après

pin, la visite de Bill Clinton à Varsovie était sans aucun doute destinée à saluer le rôle déterminant de l'Amérique dans l'OTAN, dans le monde... et en Pologne où elle est de loin le premier investisseur. L'ambassade des États-Unis avait financé une importante campagne d'affichage pour inviter les Varsoviens, au départ pas très enthousiastes, à répondre à « l'invitation du président Clinton ». La foule fut finalement au rendez-vous, pas immense mais très honorable. « Si l'on n'y a plus de monde, expliquait Lech Walesa, c'est que dans l'esprit de la société, cette étape est franchie depuis longtemps, ce sont les politiques qui sont en retard ».

Jan Krutze

## L'Allemagne se dote d'un budget conforme aux exigences de Maastricht

Malgré la hausse des dépenses, le déficit ne dépassera pas la limite, imposée par le traité, de 3 % du PIB. Bonn affiche sa détermination à respecter le calendrier de l'euro

**BONN**  
de notre correspondant  
Rarement l'Allemagne a connu un débat budgétaire plus animé qu'en cette année 1997, millésime de référence pour le passage à la monnaie unique. Comme chaque année avant la pause estivale, le conseil des ministres s'est réuni vendredi 11 juillet à la chancellerie de Bonn pour faire connaître ses choix. Il devait adopter, en l'occurrence, deux textes : un collectif budgétaire portant sur 1997 ainsi que la loi de finances pour 1998. Sans prévoir d'augmentation d'impôts, mais au prix d'un endettement public supplémentaire pour 1997, l'Allemagne devait finalement, selon le ministre des finances Theo Waigel, respecter la lettre des cibles annuelles du déficit imposées par le traité de Maastricht. « Nous atteindrons 3,0 % cette année, et serons clairement en-dessous de la barre en 1998 », a déclaré le ministre, jeudi, en présence de journalistes allemands.

Autrement dit, pour 1997, les déficits publics (État fédéral, Länder et sécurité sociale) ne devraient pas dépasser 110 milliards de deutschemarks (374 milliards de francs), ce qui correspond très exactement à la barre de 3 % du PIB fixée par le traité de Maastricht. En ce qui concerne l'État fédéral, le besoin d'endettement supplémentaire pour 1997 sera de 71 milliards de marks, une somme largement supérieure aux prévisions initiales, mais qui ne devrait pas empêcher l'Allemagne, conformément à l'objectif du chancelier Kohl, de figurer en tête des pays candidats à la monnaie unique. Au total, les dépenses inscrites au titre du budget de l'État fédéral pour 1997 s'élèvent à 458,6 milliards de deutschemarks.

En mettant un terme à un climat d'agitation fébrile, voire de confusion, le gouvernement de Bonn vient répondre à la face de l'Europe sa détermination à « respecter le critère

et le calendrier » de l'euro, comme le répète le chancelier à chaque occasion qui se présente. Mais il s'agit également de délivrer un message à l'opinion publique allemande : les partis de la coalition au pouvoir (CDU, CSU et FDP) demeurent fermement décidés à travailler ensemble jusqu'aux élections de l'automne 1998. Toute augmentation d'impôts aurait amené le parti libéral FDP à remettre en question sa participation au gouvernement et provoqué une grande instabilité politique en Allemagne. L'épreuve de force s'achève dans une relative sérénité, puisqu'il n'a même pas été décidé de renoncer, comme certains le redoutaient, au financement du programme d'avion de chasse européen (Eurofighter), dans lequel l'Allemagne est le principal partenaire avec la Grande-Bretagne, l'Espagne et l'Italie.

### DÉGRADATION DES FINANCES

Confrontée à une dégradation sensible de ses finances publiques en raison du chômage et de retournements de situation moins importants que prévu, l'Allemagne a passé une grande partie du printemps à chercher quelques milliards pour boucher ses trous budgétaires. Au mois de mai, le ministre des finances Theo Waigel a même osé s'en prendre aux réserves d'ur de la Bundesbank pour « gratter » quelques milliards de plus cette année, sans succès et au prix d'une perte de crédibilité sans précédent. Erreur de parcours, cette manipulation n'a pas contribué à améliorer l'image de la coalition au pouvoir, régulièrement dépassée par les sociaux-démocrates et les verts dans les sondages.

Finalement, c'est essentiellement au prix d'un accroissement sensible du endettement public que l'État fédéral se sort de l'impasse pour présenter un budget 1997 équilibré. D'autres facteurs, comme le bon ni-

veau du bénéfice annuel de la Bundesbank, des charges d'intérêt de la dette moins importantes que prévu, ainsi que l'équilibre attendu des comptes sociaux, devraient conjurer leurs effets positifs pour rendre les chiffres budgétaires présumés. Ceci alors que des mesures de rigueur renforcées et de contrôle des dépenses de l'État n'ont cessé d'être prises tout au long de l'année : on pense notamment à la réduction annuelle de 2 % des effectifs de la fonction publique, en vertu d'un principe accepté par tous les partis, « l'Etat amaigri » (« schlanker Staat »).

Au total, l'Allemagne continue de s'afficher comme le « bon élève » de l'Europe. Mais le pays pourrait faire beaucoup plus pour s'engager sur la voie de la croissance. Le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, a une nouvelle fois appelé les dirigeants de son pays à engager les réformes de structure qui s'imposent : « Les dépenses de l'Etat demeurent trop élevées, le poids des prélèvements obligatoires pèse sur l'économie », a-t-il dit à l'occasion de la réunion bimensuelle du conseil de la Banque centrale, qui s'est tenue jeudi, non pas à Francfort mais dans un petit bourg de Bavière.

Les milieux économiques allemands constatent avec déplaisir l'enlisement des discussions entre le pouvoir et l'opposition sociale-démocrate autour de la grande réforme fiscale, conçue pour relancer durablement la croissance à l'horizon 1998-1999. Le SPD, qui détiendait la majorité au Bundestag, a adopté une position dure sur la baisse de l'impôt sur le revenu. Or, si rien n'est fait dès le début de 1998 en la matière, les libéraux du FDP recommenceront à ruer dans les brancards, entraînant de nouvelles turbulences politiques à Bonn.

Lucas Delattre

## L'armée roumaine veut être « fournisseur de sécurité » dans les Balkans

**BUCAREST**  
de notre correspondant

Droit comme un « 3 » dans son uniforme, le commandant Ionel Mirea dévoile la fierté du 2<sup>e</sup> bataillon d'infanterie « Calugareni », qu'il

### REPORTAGE

Depuis 1993, la Roumanie a mis les bouchées doubles pour devenir un candidat crédible pour l'OTAN

dirige : une vitrine remplie de fanions, de plaquettes commémoratives et de diverses décorations glanées depuis 1989 sur des champs de manœuvre étrangers, voire à l'épreuve du feu. Ses hommes furent les premiers, en Roumanie, à participer à une mission de maintien de la paix aux côtés d'armées occidentales après la dissolution du pacte de Varsovie. Sous les fenêtres du commandant Mirea, seules quelques dizaines de jeunes appelés défilent maladroitement. « La quasi-totalité des deux cents militaires du bataillon sont en Bosnie, en Albanie ou en Angola », explique-t-il.

Jeune lieutenant fraîchement promu de l'Académie militaire roumaine, Florin Ciobanitzu fut l'un de ces pionniers. L'écusson bleu et blanc de l'ONU qui orne la manche de son treillis en atteste. Volontaire, comme tous ses camarades, Florin était parti en Angola avec d'autres jeunes de son âge, mais avec d'autres primes de risque ont décuplé sa solde mensuelle, d'à peine 100 dollars. Mais, à l'entendre, l'essentiel

est ailleurs. « Nous avons constaté que nous ne sommes pas des parias et que nous sommes mieux préparés que les militaires de beaucoup d'autres pays », affirme-t-il.

Depuis 1989, l'armée roumaine est sortie de son isolement. « Hermétiquement fermée vers l'ouest, la Roumanie était entrée en dissidence au sein du pacte de Varsovie après le départ de l'armée rouge de Roumanie en 1958. Le point culminant a été atteint dix ans plus tard lorsque Bucarest a condamné le coup de Prague », rappelle l'historien Petre Otu. Progressivement, l'armée roumaine n'a plus participé aux manœuvres militaires du pacte et plus aucun officier n'était formé à Moscou.

### CURE D'AMAIGRISSEMENT DRASTIQUE

Depuis 1993, la Roumanie a mis les bouchées doubles pour devenir un candidat crédible à l'élargissement de l'OTAN. Elle a mis un point d'honneur à être le premier pays à adhérer, en janvier 1994, au programme « Partenariat pour la paix », perçu à Bucarest comme « une étape préliminaire à l'adhésion à l'OTAN ». « Nous sommes aussi le seul pays d'Europe centrale et orientale à avoir participé simultanément à trois opérations de maintien de la paix [Angola, Bosnie, Albanie] », souligne le général Dégératu, chef de l'état-major général des armées.

Soudaine d'apparaître comme « un fournisseur de sécurité dans la région », selon les termes du ministre de la défense, Victor Babiu, la Roumanie s'est aussi empressée de normaliser ses relations avec les pays voisins, notamment la Hongrie.

Parallèlement, l'armée roumaine s'est prescrite une cure d'amaigrissement drastique. Ses effectifs (environ deux cent dix mille hommes) ne cessent de décroître. D'ici à 2005, l'armée de terre perdra un tiers de ses militaires, le nombre d'avions sera divisé par deux et les deux tiers des bateaux seront envoyés à la casse. La formation, les structures de commandement et l'organisation des forces armées ont été revues. L'acquisition de nouvelles technologies est amorcée. En 1996, Matra a ainsi vendu à Bucarest des missiles RR.

« Notre objectif est réaliste : maintenir une force de défense crédible, moderne, mobile et bien équipée », explique le général Dégératu. « Seuls les segments des forces armées intégrés aux opérations de l'OTAN ou des Nations unies sont au niveau occidental », reconnaît-il.

Pour ces militaires, être tout à fait « recadrés » par l'OTAN constituerait « une erreur stratégique et une injustice au regard des efforts qu'ils ont déjà accomplis ». Mais le fait que la Roumanie n'ait pas été incluse dans la première vague de l'élargissement ne devrait pas provoquer de tremblement de terre. En Roumanie aussi, l'armée est une « grande muette ». « [Le report de l'adhésion] n'est pas une catastrophe », affirme le général Dégératu, « plus que jamais, nous voulons intégrer l'OTAN ». Il évoque aussi des raisons d'ordre économique : « Les financements étrangers [permettant une modernisation des forces armées] risquent d'aller de préférence vers les candidats retenus... »

Christophe Châtelot

## Bruxelles propose d'ouvrir l'Union européenne à six pays

LA COMMISSION européenne va recommander au Conseil européen d'ouvrir, en 1998, les négociations d'élargissement de l'Union à six pays : la Pologne, la République tchèque et la Hongrie, l'Estonie et la Slovaquie, et enfin la République de Chypre. Les autres candidatures, celles de la Roumanie, de la Bulgarie et de la Slovaquie, des deux autres Républiques baltes (Lituanie et Lettonie) et de la Turquie ne sont pas considérées comme mûres.

Cette proposition a été décidée à Bruxelles, jeudi 10 juillet, lors d'une longue réunion du collège

des commissaires. Elle sera confirmée officiellement la semaine prochaine, à Strasbourg, où il est prévu que l'exécutif européen rende publics, le 16 juillet, ses avis sur les candidatures ainsi qu'un document sur les implications de l'élargissement sur les politiques communautaires. Après avoir été débattue au sein du conseil « affaires générales », la décision finale d'ouvrir les négociations sera prise au Sommet européen de Luxembourg, les 12 et 13 décembre.

Au sein de la Commission, un débat a eu lieu sur l'opportunité

d'inclure l'Estonie et la Slovaquie dans la première vague. La Pologne, la République tchèque et la Hongrie, admis cette semaine à rentrer dans l'OTAN, remplissent déjà, selon la commission, les conditions économiques et politiques pour commencer les négociations. L'Estonie et la Slovaquie ont été choisies pour des « raisons plus politiques ». Quant à Chypre, qui ne pose pas de problème sur le plan économique, son adhésion dépendra essentiellement de la capacité de ses dirigeants, de la Grèce et de la Turquie, à régler le conflit entre les deux communau-

tés, grecque et turque, de l'île. La reprise de discussions politiques, cette semaine, sous l'égide de l'ONU à New York, est de bon augure.

Les négociations d'élargissement vont être longues. Elles seront menées pays par pays, chacun présentant des difficultés particulières.

Les premières adhésions ne sont guère attendues avant l'année 2002, et il est probable qu'il faudra prévoir de longues périodes transitoires avant que ces adhésions puissent être complètes. — (APR, Reuters.)

## RECHERCHE

SPÉCIAL N° 300

300  
ANS DE SCIENCE

À la découverte de lieux de science :

L'Académie des sciences en 1699,  
la Compagnie des Indes en 1784,  
le Muséum de Paris en 1800,  
l'Observatoire de Poulkovo en 1839,  
le laboratoire Cavendish en 1874,  
le Jardin d'essais de Conakry en 1897,  
le laboratoire Curie en 1910,  
Du Pont de Nemours en 1935,  
l'hebdomadaire Nature en 1997,  
etc.

Et un poster géant : les hommes,  
les dates et les découvertes.

N° 300 juillet-août 1997 en kiosque 40 F



سكان الدول

## Les pays étrangers ont déjà évacué six mille ressortissants du Cambodge

Le premier ministre Hun Sen est confronté à l'hostilité de la communauté internationale

Environ deux mille étrangers ont quitté le Cambodge après les affrontements de la fin de semaine, à Phnom Penh, entre les royalistes et les

forces du premier ministre Hun Sen. La vie a cependant repris son cours dans la capitale et aucun affrontement de grande ampleur n'est si-

gnalé en province. Mais Hun Sen ne comprend pas les critiques de la communauté internationale après son « coup de force ».

**PHNOM PENH**  
de notre envoyé spécial

Sur l'aire du parking de Pochentong, l'aéroport de Phnom Penh, un A-320 de Vietnam Airlines, deux C-130 de l'armée de l'air malaisienne et deux Tristar de Thai Orient, une compagnie privée thaïlandaise, attendaient, jeudi 10 juillet, d'y embarquer un millier d'étrangers en train de remplir les formalités sous le vaste préau en plein air réservé aux hôtes de marque. Le terminal avait été évacué par les tris d'obus lors des affrontements du week-end précédent et le pillage qui avait suivi. L'opération s'effectuait sans précipitation et dans une atmosphère plutôt bon enfant alors qu'une armée de balayeurs nettoyait des débris de métal encore dispersés aux alentours.

Au lendemain de la grande peur provoquée par des affrontements en ville et des scènes de pillage, les étrangers abandonnent le Cambodge alors que le calme y prévaut, ne serait-ce que provisoirement. Le mouvement a été amorcé dans la précipitation par une noria de transports aériens thaïlandais. Ils ont été suivis par des avions venus de Singapour, des Philippines et de Malaisie. Australiens et Néozélandais vont prendre la relève.

Entretiens, Américains et Britanniques ont recommandé à leurs ressortissants de quitter le

pays. Même les organisations non gouvernementales étrangères, très nombreuses au Cambodge, réduisent leurs effectifs. En quelque sorte, l'évacuation, largement rapportée par les médias, n'est pas qu'un effet : en tout, quelque six mille étrangers ont quitté le Cambodge depuis le début des troubles.

**WASHINGTON DURCI LE TON**

Pour Hun Sen, qui a pris le pays en main en démontrant sa force, les 5 et 6 juillet, la psychose de la peur est devenue une réalité avec laquelle il doit sans doute davantage compter qu'avec la menace de la « guerre de résistance » promise par celui qu'il a évincé d'un pouvoir partagé, le prince Noro-

dom Ranariddh, qui défend sa cause aux Etats-Unis.

Les derniers membres de la famille royale encore présents à Phnom Penh sont partis, mercredi, alors que la plupart des « seigneurs de guerre » du Cambodge semblent vouloir éviter d'en découler. Vendredi matin, aucun affrontement de grande ampleur n'avait été rapporté en province alors que la vie reprenait un rythme beaucoup plus normal à Phnom Penh.

Hun Sen, le leader du Parti du peuple cambodgien (PPC) qui a géré le Cambodge avant l'intervention de l'ONU en 1992-1993 et qui avait, depuis, partagé le pouvoir avec le Funcinpec royaliste de Ranariddh, se retrouve confronté

à des réactions de défiance - de l'étranger, notamment - qu'il ne comprend pas. Il a encore répété, jeudi, qu'il n'avait pas fait de coup d'Etat, qu'il n'avait aboli ni la Constitution ni la monarchie, qu'il n'avait dissous ni le gouvernement - un conseil des ministres a en lieu le jour même, avec la participation de quelques ministres du Funcinpec - ni le Parlement, dont il souhaite la réunion dès la semaine prochaine, qu'il n'avait interdit aucun parti politique et qu'il ne pratiquait pas la chasse aux opposants en dépit d'arrestations, ça et là, notamment en province.

L'Asen (l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est) a réagi en déclarant qu'elle reportait sine die l'admission en son sein du Cambodge, prévue pour le 23 juillet, et qu'elle envoyait deux émissaires à Pékin pour y rencontrer le roi Norodom Sihamoni, muet depuis dimanche. Washington a durci le ton et annoncé que les Etats-Unis suspendaient « temporairement » leur aide au Cambodge, tout en reconnaissant qu'il ne s'agissait pas d'encourager la résurgence d'une guérilla ou de faciliter le retour des Khmers rouges dans le jeu politique cambodgien. Une allusion aux négociations engagées, en juin, par le prince Ranariddh avec les rebelles de l'extrême-nord cambodgien.

Jean-Claude Pomonti

### Le co-premier ministre déchu lance un appel à l'ONU

De passage à New York, jeudi 10 juillet, le premier co-premier ministre cambodgien déchu, le prince Norodom Ranariddh, a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle prenne « une position nette et claire » après le coup de force de son homologue Hun Sen à Phnom Penh. Le prince Ranariddh a aussi demandé l'application de sanctions économiques contre le gouvernement du Cambodge.

Des mesures punitives collectives seraient « hors de question », dit-il à l'ONU. L'ancien premier ministre a ajouté que « malgré les affirmations des putschistes, le coup d'Etat au Cambodge n'est pas une affaire intérieure », car, selon lui, la paix et la stabilité de la région seraient affectées par une nouvelle guerre civile dans ce pays. Le prince s'est entretenu avec le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, pour demander que la question cambodgienne soit inscrite sur l'agenda du Conseil et que le gouvernement de Hun Sen ne soit pas reconnu par l'ONU. - (Corresp.)

## Salman Rushdie invite l'Europe à se ressaisir face à l'Iran

JACK LANG refuse que la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale qu'il préside « se laisse enfermer dans les relations d'Etat à Etat » et veut l'entraîner sur une voie combattive en matière de respect des droits de l'homme. A commencer par l'affaire Salman Rushdie, l'écrivain britannique condamné à mort depuis 1989 par une fatwa de l'imam Khomeiny, pour son ouvrage *Les Versets sataniques*, jugé blasphématoire à l'égard de l'Islam. Aussi l'ancien ministre français de la culture avait-il invité, jeudi 10 juillet, M. Rushdie - qui vit dans la clandestinité sous la protection de Scotland Yard - à s'exprimer devant cette commission.

Pour M. Lang, « la realpolitik n'est pas nécessairement la plus réaliste des politiques » et « les pays de terreur » ne respectent pas « les faibles ». Si au contraire, plaide-t-il, l'Iran « sent qu'il y a du côté européen une détermination et la volonté » de refuser la politique « de terreur », alors, c'est déjà un acte.

Il faut, dit M. Lang, que l'Iran sente que l'Union européenne (UE) - et singulièrement la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne - « est prête à aller jusqu'à la rupture ». Cela signifie qu'en lieu et place du « dialogue critique » instauré en 1992 avec l'Iran, l'UE doit user du levier économique et financier. Les Européens doivent refuser de renégocier la dette de l'Iran ira-

nien aussi longtemps que la fatwa n'est pas « clairement retirée », estime M. Lang.

Salman Rushdie est moins catégorique. Lorsqu'on lui fait remarquer que, de l'aveu des Etats-Unis eux-mêmes, la politique des sanctions économiques imposée par Washington au régime iranien n'a pas porté les fruits escomptés, il dit « ne pas savoir » si les pressions devraient être « politiques ou financières ». « L'oppression » de l'Iran est tel, juge-t-il néanmoins, que le levier économique peut être très efficace.

**UN POUVOIR AFFAIBLI**

Il estime aussi qu'un concours de circonstances affaiblit aujourd'hui la position des autorités de Téhéran et décuple les chances de succès de pressions européennes : outre l'« appauvrissement » de l'Iran, l'écrivain britannique relève la contestation du régime par les Iraniens eux-mêmes, comme l'a montré la récente élection présidentielle. Il rappelle aussi le récent verdict d'un tribunal de Berlin, accusant « le plus haut sommet de l'Etat iranien » d'être le commanditaire de l'assassinat de quatre opposants iraniens en 1992, dans cette même ville.

S'il se réjouit de la suspension par l'UE, dans la foulée de ce verdict, de son « dialogue critique » avec Téhéran, il demande aux Européens d'aller plus loin, en refusant

de renvoyer en Iran leurs ambassadeurs rappelés pour consultation, aussi longtemps que le pouvoir iranien n'aura pas fourni de « garanties sur les questions des droits de l'homme et la fatwa de Khomeiny ». « C'est l'occasion », souligne-t-il, « de renforcer la position européenne ». Evoquant le meurtre de dizaines d'opposants iraniens en Europe,

### « Communauté d'interprétation »

Dans un ouvrage analytique très documenté sur les circonstances de ce qu'il est convenu d'appeler « l'affaire Rushdie », Emile Reuë, chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (CERI) examine le concept de « communauté musulmane mondiale » que nombre d'analystes appliquent à cette affaire. Partant des débuts de la mobilisation de musulmans britanniques et asiatiques contre Salman Rushdie, l'auteur montre comment s'est constituée une « communauté d'interprétation » transnationale, conjoncturelle et partielle » autour de cette « affaire ». L'ouvrage de 54 pages est publié dans la collection Les Cahiers du CERI.

L'arrestation en Iran de l'écrivain Faraj Sarkis, les soupçons portés par les Etats-Unis sur Téhéran à propos d'un attentat anti-américain commis en juin 1996 en Arabie saoudite, ou encore un récent témoignage recueilli par la justice allemande, selon lequel l'Iran serait le commanditaire de l'attentat contre un avion américain à Lockerbie, en Ecosse, en décembre 1988, M. Rushdie se demande quand les pays de l'UE se décideront à réagir. « Il ne s'agit plus de s'interroger au-

jourd'hui sur la nature (du gouvernement) de l'Iran, mais sur celle de l'Europe », commente-t-il. Quelle Europe voulons-nous ? L'Europe du cynisme, de l'amoralité, du commerce, du club des riches, au l'Europe de la civilisation » et de la défense des droits de l'homme ?

Il n'est pas vrai, dit encore M. Rushdie, que la menace de

meurtre émane de « hordes » à travers le monde. « Il n'y a qu'un seul auteur, c'est le gouvernement iranien. » Il s'indigne du fait que l'affaire de la fatwa soit « au bas de l'échelle des priorités du président du iranien », Mohammad Khatami, dont il met en doute la « modération » présumée. Autant d'arguments qui, dit-il, plaident pour une action énergique de l'UE envers l'Iran.

Mouna Naim

## Le camp retranché de l'ambassade de France à Brazzaville

**BRAZZAVILLE**

de notre envoyé spécial  
« La condition de prisonnier commence à peser... » Les mots sont adoucis par le sourire. Ce fonctionnaire de l'ambassade de France vit depuis le 15 juin dans son bureau. Il dort sur un lit de camp. Ils sont une quarantaine, comme lui, à camper dans une ambassade transformée en place forte, pour se protéger des combats qui font rage au centre-ville.

Par un malencontreux hasard, la chancellerie est située à l'endroit où se croisent les tris des belligérants. « Les premiers temps, j'avais peur d'un obus mal tiré. Mais, on s'habitue... », confie, fataliste, le fonctionnaire dévoué à sa patrie, l'un de ces derniers Mohicans « qui tiennent à maintenir la présence française », après le départ précipité de tous les diplomates étrangers.

Raymond Césaire, l'ambassadeur formé à l'Ecole d'administration de la France d'outre-mer, un habitué de l'Amérique latine et de l'Afrique, devait, à soixante-cinq ans bientôt, partir à la retraite en août. Il venait d'arriver à Bordeaux quand Brazzaville s'est embrasée. Il est immédiatement revenu à son poste, fidèle à son sens du devoir et du service public. Les di-

plomates, l'attaché militaire et le chef de son réseau sont restés avec lui. Des gendarmes parachutistes de l'EPIGN (escadron parachutiste d'intervention de la gendarmerie nationale) ont été dépêchés pour assurer leur sécurité et trente-cinq gendarmes mobiles spécialisés sont arrivés de Rennes pour protéger la chancellerie.

**« TÉMOINS D'ACTIONS PEU RELUISANTES »**

Sacs de sable, pneus et meurtriers « ornent » le péron, les gendarmes observent derrière les grilles du jardin fleuri. Les journées sont rythmées par les repas, « des rations d'excellente qualité heureusement », estime ce gourmet qui déplore ne plus pouvoir « sortir sans la présence d'un officier de liaison des Forces armées congolaises (FAC) ». Celui-ci vient au gré de la présidence, dégage que le gouvernement français lui ait refusé l'aide de ses troupes. Quand l'officier congolais se présente, l'ambassadeur, ou ses collaborateurs, vont faire un tour à la « Case de Gaulle », la résidence du chef de la France libre, située à Baongo, un quartier resté « neutre ».

Là, au bord du fleuve Congo, tout est douceur et charme. Mais Raymond Césaire et ses

diplomates ne s'attendent jamais. Ils rentrent bien vite dans leur bunker. L'officier de liaison a parfois du mal à leur faire franchir les barreaux tenus par les militaires ou les miliciens zélés du président Pascal Lissouba. Il faut alors rebrousser chemin et changer d'itinéraire.

« Nous sommes les seuls à pouvoir transmettre aux belligérants les messages envoyés par le médiateur de l'ONU, Mohammed Sahnoun, ou par le président Bongo qui dirige la médiation africaine », explique Raymond Césaire. Ce briscard aux cheveux gris est sûr qu'« il faut garder le contact avec les deux camps. C'est le rôle que la France peut jouer. Et si notre présence dérange, c'est que nous sommes témoins de faits et d'actions peu reluisantes », dit-il.

Quand viendra donc la force d'interposition évoquée par les médiateurs ? « J'ai bon espoir », affirme Raymond Césaire. Les fonctionnaires de l'ambassade et l'escouade de gendarmes peuvent encore tenir dans cette chancellerie à la porte entrouverte sur une ville qui fut naguère la capitale de la France libre.

Danielle Rouard

## Les protestants font des concessions sur leurs parades en Ulster

BELFAST. Les protestants de l'ordre d'Orange ont officiellement annoncé, jeudi 10 juillet, leur décision d'annuler ou de modifier le trajet de quatre de leurs défilés controversés prévus, samedi, en Ulster, désamorçant ainsi la tension créée par l'annonce des marches. Cette décision, accueillie avec surprise et soulagement de la part de la majorité de la population de la province, survient après les journées de violences provoquées par la marche à travers un quartier de Portadown, dimanche 6 juillet. Pour sauver la face, les Orangistes ont insisté sur le fait qu'ils ne renonçaient pas au droit de défilé, mais que cette décision avait été prise « pour éviter de donner aux ennemis de notre héritage protestant l'opportunité de causer des troubles avec le risque de perte de vies humaines ». Les gouvernements irlandais et britannique, eux-aussi, ont salué cette décision. - (AFP)

## La Libye ne respectera plus les sanctions de l'ONU

NEW YORK. La Libye a annoncé, jeudi 10 juillet, qu'elle ne respecterait plus les sanctions économiques que le Conseil de sécurité de l'ONU lui a imposées en 1992. « Désormais, nous allons agir comme si ces sanctions n'existaient plus », a déclaré l'ambassadeur libyen à l'ONU, Abouze Omar Dorda, après la reconduction des sanctions par le Conseil. « Nous disposons de beaucoup d'options que nous allons étudier avec attention avec nos frères arabes », a-t-il ajouté. Les sanctions visent à forcer la Libye à livrer à la justice américaine ou britannique les coupables présumés d'un attentat commis contre un avion de la Pan Am, qui a explosé en vol, en décembre 1988, au-dessus de Lockerbie, en Ecosse. Tripoli est aussi prêt de coopérer avec la justice française à propos d'un attentat contre un avion français d'UTA qui a explosé au-dessus du Niger en 1989. - (Corresp.)

## Chamil Bassaev annonce sa démission du gouvernement tchétchène

MOSCOU. Chamil Bassaev, le jeune et populaire chef de guerre tchétchène toujours considéré comme un « terroriste » par la Russie, a annoncé, jeudi 10 juillet, sa démission du gouvernement, dont il était le numéro 2 après le président Aslan Maskhadov. Le même jour, Moscou et Grozny ont annoncé comme imminente la signature d'un accord final sur les douanes et les relations bancaires. Chamil Bassaev, arrivé second à l'élection présidentielle en février dernier, détiendrait cependant la majorité au nouveau Parlement tchétchène, d'où il peut menacer le pouvoir de M. Maskhadov. Une telle perspective pourrait par contre inciter le Kremlin à plus de souplesse dans ses négociations avec le pouvoir actuel. De leur conclusion dépend la signature d'un accord russo-tchétchène-azéri permettant le transit, retardé depuis des mois, des premiers flux de brut de la mer Caspienne par la Russie. - (Corresp.)

## Le ministre belge Elio Di Rupo victime d'une machination de la police

BRUXELLES. Elio Di Rupo, vice-premier ministre socialiste francophone du gouvernement Dehaene, a été victime de « fautes graves » commises par la police judiciaire et la gendarmerie belges qui enquêtent sur son éventuelle implication dans une affaire de pédophilie. C'est la conclusion à laquelle est arrivé le comité de contrôle des services de la police qui a déposé, mercredi 9 juillet, son rapport à la Chambre et au Sénat, à Bruxelles. M. Di Rupo avait été soupçonné, en novembre 1996, d'avoir eu des relations sexuelles avec un mineur. Au bout de quatre semaines, le dossier instruit à sa charge avait révélé ses nombreuses lacunes. Cette fois, le rapport évoque non seulement une « guerre des polices », mais aussi des « méthodes inadmissibles » ou encore « le manque de crédibilité de l'appareil policier ». Stefaan De Clerck, le ministre belge de la justice, a annoncé qu'une procédure de sanction serait mise en route contre certains enquêteurs. - (Corresp.)

**DÉPÊCHES**

■ **RUSSE** : 730 tonnes de viande de bœuf britannique, en principe frappée d'embargo, ont été importées en Russie via la Belgique, a annoncé, jeudi 10 juillet, le gouvernement russe. « La situation est extrêmement sérieuse », a déclaré le vice-premier ministre chargé de l'agriculture, Viktor Khlystoun, évoquant « un danger » pour la santé publique. - (AFP)

■ **ETATS-UNIS** : le petit-fils du leader noir assassiné, Malcolm X, a plaidé coupable jeudi 10 juillet pour la mort de sa grand-mère, Betty Shabazz, décédée le 23 juin, à la suite d'un incendie criminel dans son appartement. Malcolm Shabazz, âgé de 12 ans, échappa ainsi à un procès et devrait être condamné à 18 mois de prison, peine maximum encourue compte tenu de son âge, a indiqué une porte-parole du tribunal des mineurs de New York, en banlieue de New York. - (AFP)

■ **COLOMBIE** : Juan Manuel Avela, un ancien trésorier de la campagne électorale du président colombien Ernesto Samper, en 1994, a été condamné jeudi 10 juillet, à 78 mois de prison. Juan Manuel Avela, qui est en détention préventive depuis septembre, a été condamné pour enrichissement personnel illicite en faveur de tiers (la campagne présidentielle) et faux en écritures. Il est le troisième des responsables de la campagne électorale de M. Samper, présumée avoir été en partie financée par l'argent de la drogue, à être condamné. - (AFP)

■ **EGYPTE** : le gouvernement a fait appel de la décision d'un tribunal administratif d'autoriser l'excision en Egypte, indique un communiqué de l'ambassade d'Egypte publié jeudi 10 juillet à Paris. « Le gouvernement demeure fondamentalement opposé » à l'excision qui « demeure interdite en Egypte » du fait de la décision du gouvernement de faire appel, précise le communiqué.

## Paris prône une nouvelle politique de coopération en Afrique

PARIS. « L'image de la France est brouillée dans un certain nombre de pays d'Afrique », a estimé le secrétaire d'Etat à la coopération, Charles Josselin, qui tenait jeudi 10 juillet sa première conférence de presse. Pour la clarifier, il faut « redéfinir une politique de coopération » faite de « transparence », de « dialogue avec les nouvelles élites » du continent noir, qui saura séparer « les intérêts économiques et les enjeux politiques ». Le soutien financier de l'Etat aux groupes tricolores présents en Afrique reste cependant acquis. A l'inverse d'autres pays européens, dont la Grande-Bretagne, la France, a indiqué M. Josselin, n'entend pas supprimer l'« aide liée », qui fait que les crédits mis à la disposition des pays en développement par la France doivent être consacrés auprès d'entreprises tricolores - une contrainte très critiquée par l'OCDE parce qu'elle ne favorise pas la concurrence.



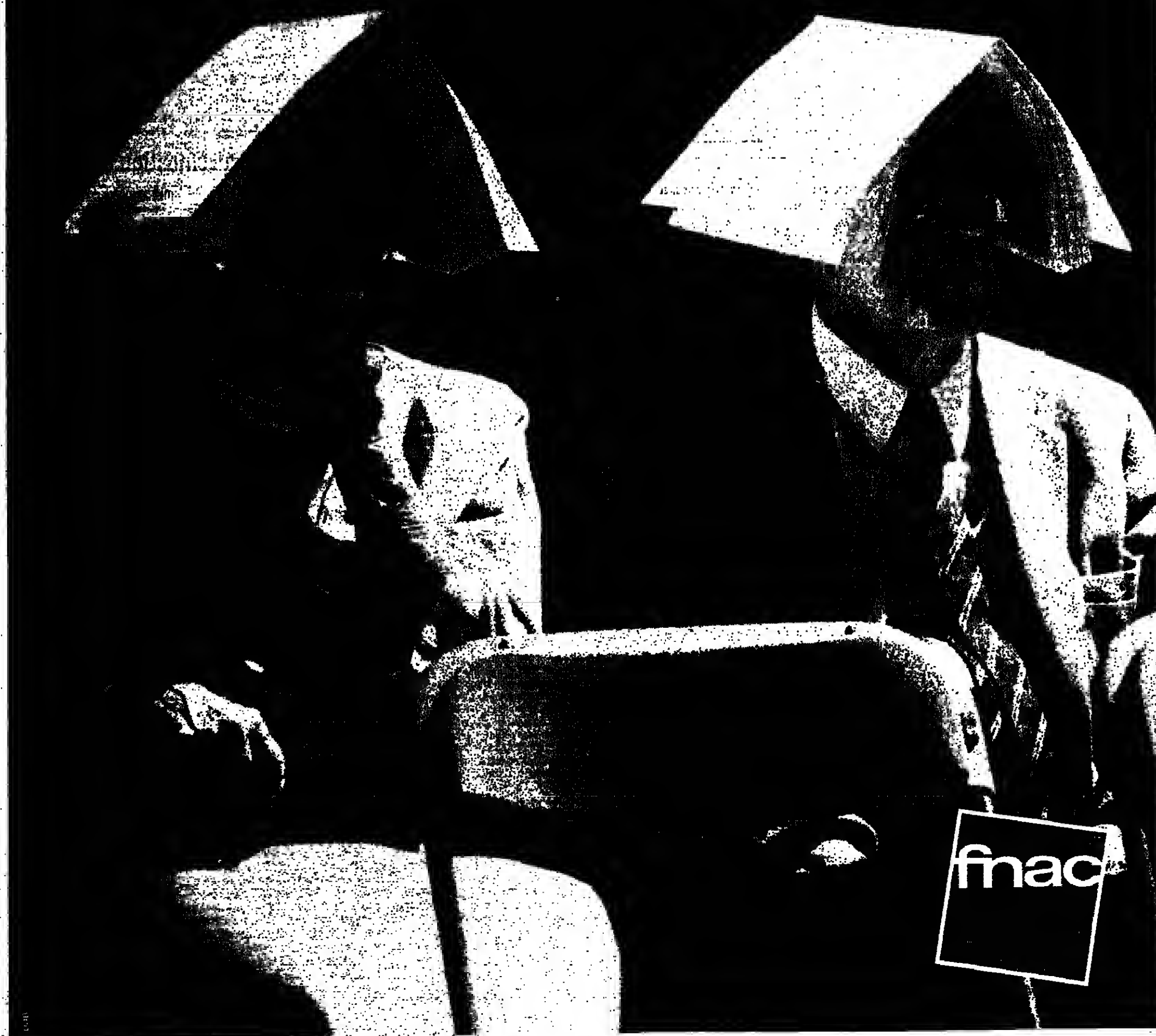


المكان من الذهب

Publicité

LE MONDE / SAMEDI 12 JUILLET 1997 / 5

Cet été, distinguez-vous  
des autres touristes.  
Achetez  
votre bob à la Fnac.





# FRANCE

LE MONDE / SAMEDI 12 JUILLET 1997

**OPPOSITION** Dans un entretien au Monde, Valéry Giscard d'Estaing estime à propos de la cohabitation, jugée « viable », mais « lourde de conséquences », que le domaine réservé

« n'existe pas dans notre Constitution ». ● LE PRÉSIDENT du conseil régional d'Auvergne revient sur les derniers sommets internationaux : « Amsterdam a été négatif. Denver a

été inutile. Madrid a été une déception pour la France. » M. Giscard d'Estaing affirme que, pour réaliser l'euro, il faut réduire les dépenses publiques. ● L'ANCIEN président de la Répu-

blique, depuis deux ans, prodigue conseils et critiques, au nom de son expérience, au chef de l'Etat. ● L'ATTITUDE de la France face à l'élargissement de l'OTAN a donné lieu, jeudi

10 juillet, à un débat au sein des commissions des affaires étrangères et de la défense de l'Assemblée nationale où s'est manifestée une certaine grogne anti-américaine.

## Valéry Giscard d'Estaing redoute les risques de la cohabitation

Pour l'ancien président de la République, la défaite de la droite aux élections législatives crée une situation dans laquelle le chef de l'Etat ne pourra plus exercer le pouvoir qu'il tire, depuis 1962, de son élection au suffrage universel. Il refuse ce « retour en arrière »

« Vous étiez hostile à la dissolution de l'Assemblée nationale car, expliquez-vous, ce que les Français voulaient, c'était être gouvernés autrement. Les choses étant ce qu'elles sont, estimez-vous que le gouvernement de Lionel Jospin répond davantage aux vœux des Français ?

« Pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté, je vous rappelle que j'appartiens à l'opposition, dont je suis évidemment solidaire. J'avais indiqué que les Français me paraissent mécontents de la façon dont ils étaient gouvernés et que donc, si on les interrogeait, ils le diraient. C'est ce qu'ils ont fait. Le propre d'une dissolution, c'est qu'il faut lui donner une raison et qu'on n'est pas maître de la façon dont l'opinion publique choisit de répondre. Elle a répondu en disant qu'elle voulait être gouvernée autrement. A l'heure actuelle, on peut dire qu'elle a eu satisfaction sur un point, puisqu'elle est gouvernée par d'autres.

« Elle a eu satisfaction sur un deuxième point. A certains égards, le style de Lionel Jospin répond à certaines préoccupations des Français : l'honnêteté de la démarche, la sincérité et la modestie des propos, et une certaine prudence dans la manière de gouverner. En revanche, les Français s'aperçoivent que le nouveau gouvernement subit des contraintes très voisines de celles des gouvernements précédents. Ils se demandent si sa démarche va être plus efficace. Je ne crois pas qu'ils se soient encore fait une opinion sur ce point.

« Le vote de juin exprime en partie la résistance des Français à l'acceptation des conséquences individuelles de la mondialisation. Ils ont été, à mon avis, séduits par la démarche britannique, c'est-à-dire qu'ils ont pensé que l'on pouvait concilier une démarche de gauche et une reconnaissance réaliste du caractère inéluctable des adaptations à la mondialisation. Mais ce n'est pas la démarche du gouvernement actuel, qui reste attaché à des dogmes et à des comportements qui correspondent à une vision du passé.

« Par rapport à ces contraintes liées à la mondialisation, quel bilan faites-vous des sommets internationaux d'Amsterdam, de Denver et de Madrid ?

« Amsterdam a été négatif. Denver a été inutile. Madrid a été une déception pour la France. Amsterdam a été négatif pour l'Europe puisqu'on n'a pas avancé sur l'adaptation des institutions européennes avec l'élargissement, qui était le cœur du sujet. Denver était inutile. A vrai dire, on ne sait même pas ce qu'il s'est passé. On a publié un communiqué dont il

était clair que les participants n'avaient pas eu le temps de le rédiger, ni même de le lire.

« Madrid est un échec ou, au moins, une déception, car la France avait pris comme enjeu l'élargissement de l'OTAN à la Roumanie et à la Slovaquie. Auparavant, il avait fallu trancher la question du retour de la France dans le commandement intégré. Il était clair, depuis le mois d'avril, que les Etats-Unis ne donneraient pas satisfaction à la demande française sur le commandement de la zone Sud. J'avais suggéré au président de la République d'en tirer très vite les conséquences, c'est-à-dire d'indiquer que les conditions n'étaient pas réunies pour que la France rejoigne l'organisation intégrée. Il me semblait préférable de le faire à une distance suffisante de la conférence de Madrid, de façon à ne pas avoir l'air de placer la France en situation de conflit à l'occasion d'une réunion qui avait un autre objet. Je regrette que cela n'ait pas été fait.

« Sur l'élargissement, Madrid n'a fait qu'entériner la décision américaine de ne pas accueillir que la Pologne, la République tchèque et la Hongrie. Au-delà d'une satisfaction de forme, dans le communiqué, sur la Roumanie et la Slovaquie, la position des Etats-Unis n'a pas changé : ils restent hostiles à l'entrée de ces nouveaux membres dans l'organisation.

« Sur le principe même du rapprochement de la France et du commandement intégré, vous



VALÉRY GISCARD D'ESTAING

« L'issue du sommet d'Amsterdam vous fait-elle craindre pour la suite de la construction européenne ?

« N'oublions jamais qu'il y a deux projets en cours en Europe : un projet d'organisation du continent, qui comporte l'élargissement et une amélioration raisonnable des institutions, ce qui n'est pas hors d'atteinte. Cette démarche, qui est longue, aboutira à une structure assez voisine, en fait, de celle qui avait la préférence britannique, c'est-à-dire une grande zone économique avec de faibles institutions politiques.

« L'autre projet est celui des Etats qui ont depuis longtemps une volonté politique commune d'aller plus loin. C'est le rôle du couple moteur franco-allemand d'assumer ce projet dans les années à venir. Or cette volonté politique va trouver une matière à traiter : l'environnement politique de l'Union monétaire. C'est

compagnable avec cet objectif. L'effort doit porter sur la réduction des dépenses publiques, et non sur la création de recettes supplémentaires. Cela serait inefficace. Si on le tentait, on s'apercevrait que, au niveau de charges où nous sommes, les augmentations des taxes d'imposition n'ont pas d'impact important sur le niveau de recettes, car elles font fuir la matière imposable et ont évidemment un impact négatif sur l'emploi global. On a eu la démonstration après l'augmentation de la TVA.

« Si l'Union monétaire ne se réalise pas, c'est une situation très dangereuse pour la France. Elle serait interprétée par l'opinion mondiale comme la preuve de l'incapacité de la France à s'adapter aux conditions de la monnaie européenne. Ce serait la fin d'une longue période d'organisation franco-allemande de l'Europe, et le passage à une influence prépondérante de l'Allemagne. Il n'y a pas, à l'heure actuelle, d'autre monnaie européenne que le deutschemark pour avoir une vocation internationale. De cette échéance dépend ainsi toute la politique européenne de la France. Si l'Union monétaire ne se fait pas, je ne vois pas de progression possible pour l'intégration européenne.

« Si l'Union monétaire se réalise, elle implique alors un accompagnement politique fort, dont la France - y compris le gouvernement actuel - devra prendre l'initiative. On peut imaginer, par exemple, que le conseil des ministres de l'économie et des finances de l'Union monétaire décide d'être un président stable. Pourquoi pas ? Qui l'en empêcherait ? On peut aussi créer un comité parlementaire de l'euro.

« Serait-ce le « gouvernement économique » dont parlent les socialistes ?

« Ce serait une instance de concertation et de décision en matière de politique économique, mais qui n'aurait pas autorité sur la banque centrale. Les dirigeants français, qu'il s'agisse du président de la République ou du nouveau gouvernement, conservent à mon avis à l'esprit une orientation qu'ils devraient expurger : l'idée que la banque centrale européenne pourrait être remplacée sous un chapeau étatique. Lorsqu'ils cherchent à avancer dans cette direction, ils vont à l'échec, car cette attitude est inacceptable pour nos partenaires et pour la pensée moderne. Ce qui est vrai, c'est que le système institutionnel de l'Union monétaire devra être complété, car on ne peut pas laisser une banque centrale isolée dans la nature.

« Les critiques de Lionel Jospin au sujet de Denver ou les an-

nonces du Quai d'Orsay avant la réunion de Madrid relèvent-elles du fonctionnement normal de la cohabitation ?

« Cela me paraît conforme aux institutions. Ce que l'on a appelé jadis le « domaine réservé », qui n'existe pas dans notre Constitution, c'était en fait la codification du rôle et des pouvoirs du président de la République vis-à-vis de sa propre majorité. De Gaulle considérait que dans le nouveau système institutionnel, et avec la majorité parlementaire qui le soutenait, il serait le principal inspirateur de la politique sur les questions de politique étrangère et de défense. Ce principe d'organisation trouvait son sens dans une situation où la majorité parlementaire et la majorité présidentielle coïncidaient, et où l'oo codifiait les

« La France détient la clef du système : si elle règle le problème de son déficit, nous réaliserons l'Union monétaire. L'effort doit porter sur la réduction des dépenses publiques »

rôles du président et du gouvernement.

« Dans une situation de cohabitation, on retombe sur les textes constitutionnels : le gouvernement a des responsabilités éminentes, et le président de la République a les siennes. Sujet par sujet, il faut regarder qui est, en fait, le principal acteur. Sur la réalisation des conditions de l'Union monétaire, c'est évidemment le gouvernement, puisqu'il est le seul à pouvoir agir sur les données économiques du problème. Dans le cas de Denver, où il s'agissait en principe d'une réflexion collective, elle relevait du président de la République. Pour l'OTAN, la négociation ayant été engagée sous l'ancienne majorité, il était normal que le président conserve la première place et il était normal, aussi, que le gouvernement s'exprime.

« Cette cohabitation qui doit, sur le papier, durer cinq ans, vous paraît-elle viable ?

« Elle est viable, mais elle sera lourde de conséquences. Si chacun reste dans ses compétences consti-

tutionnelles, cela peut durer. Mais la modification introduite dans la vie politique française par l'élection du président de la République au suffrage universel, en 1962, va être graduellement atténuée, puis effacée. Le président de la République va retrouver les compétences inscrites initialement dans la Constitution de 1958 et ne pourra plus exercer le pouvoir qu'il tirait de son élection au suffrage universel. C'est donc un changement important et qui, à mon avis, n'est pas souhaitable, car il nous fait revenir en arrière.

« Que faut-il faire ? Réviser la Constitution ?

« Oui, le moment venu.

« On repart du quinquennat...

« Enfin ! Depuis le temps qu'on l'attend... C'est une des réformes qu'il faut faire. J'avais demandé publiquement au gouvernement Balladur de proposer le référendum. Que l'on cesse de l'évoquer de manière abstraite ! Nous avons dans notre Constitution tous les moyens de réaliser cette réforme, soit en soumettant au référendum le texte qui a déjà été approuvé par le Parlement en 1973, soit en reprenant la procédure sur initiative parlementaire, ce que l'article 89 autorise.

« Quel doit être le rôle de l'opposition ? Doit-elle d'abord soutenir le président de la République ou bien se préoccuper avant tout de préparer une alternative à la situation actuelle ?

« L'opposition doit se ressourcer. Elle a détenu le pouvoir pendant quatre ans, en disposant d'une majorité très large, et les Français le lui ont retiré. Dans le monde, ce qui s'est passé en Grande-Bretagne est ressenti comme une victoire - des travaillistes -, et ce qui s'est passé en France est ressenti comme une défaite. A partir du moment où le pouvoir a été retiré à notre ancienne majorité, elle doit définir les conditions qui permettront à l'opinion française de souhaiter le lui rendre.

« Ce n'est pas principalement un problème d'organisation, mais de propositions et de grandes orientations. Face à un socialisme qui n'accepte pas clairement les conséquences de l'économie de marché, la proposition de l'opposition doit être celle d'une modernisation de la France à préoccupation sociale. Nous sommes parmi les derniers pays à ne pas avoir fait le choix de la modernisation. Il est urgent de le faire. Mais les conséquences individuelles de la modernisation doivent être rendues supportables. »

Propos recueillis par Cécile Chambraud et Patrick Jarreau

« Le style de Lionel Jospin répond à certaines préoccupations des Français : l'honnêteté de la démarche, la sincérité et la modestie des propos, et une certaine prudence dans la manière de gouverner »

n'aviez pas d'opposition ?

« J'étais très réservé. Il paraît étrange que la France, qui avait placé son dispositif militaire en dehors de la structure intégrée à un moment où il y avait un risque de devoir agir en son sein, dans l'hypothèse d'une agression soviétique, la rejoigne au moment où ce risque a disparu ! Nous pouvions garder la liberté d'appréciation du moment et de la forme de notre contribution militaire. Pour le président de la République, il s'agissait d'une contrepartie à un progrès de l'intégration de la politique européenne de défense. Comme je suis sceptique sur ce progrès, je ne crois pas que cette démarche aurait été efficace.

la grande question pour demain.

« Les conditions pour la réalisation de l'Union monétaire pourrout-elles être réunies en temps et en heure ?

« Elles peuvent l'être. Sur ce sujet, le conseil européen d'Amsterdam a été positif puisque le pacte de stabilité, qui était le dernier obstacle politique sur la voie de l'Union monétaire, a été approuvé. Il ne reste plus qu'un seul obstacle, celui des déficits budgétaires. C'est pourquoi la France détient la clé du système : si elle règle le problème de son déficit, nous réaliserons l'Union monétaire.

« L'Allemagne, à mon avis, va traiter son problème. L'espère que la France va prendre les décisions

## Un rôle de tuteur auto-institué

LA DÉTENTE est vive, toujours inattendue, parfois déconcertante. La griffe, prestement sortie, promptement rentrée, atteint souvent sa cible, érafle et laisse un souvenir irritant sur le cuir. Ce n'est pas parce qu'il a publiquement constaté, en mai 1995, que la « phase active » de sa carrière politique était achevée que Valéry Giscard d'Estaing se contente d'une retraite tranquille. Entre l'Auvergne et sa Fondation pour la démocratie en Europe, entre la préparation des conférences à l'étranger, l'ancien président de la République se sent une obligation : prodiguer ses conseils à son lointain successeur à l'Elysée, Jacques Chirac, et le faire profiter de son expérience. Et, s'il le juge nécessaire, donner quelques coups de patte lorsque le président de la République s'écartera du chemin qui lui semble le bon pour la France.

Depuis deux ans, l'ancien chef de l'Etat, docte et roublard, ne s'est pas privé d'exercer ses fonctions de tuteur auto-institué. Des octobre 1995, il met en cause

la nécessité de certains des essais nucléaires ordonnés par M. Chirac. Deux mois plus tard, l'avertissement est plus cruel. Après les grèves de l'automne, il reproche au chef de l'Etat de ne pas avoir su fixer de cap clair à son septennat et l'invite à réparer cette « erreur politique initiale ». Donner « une direction au pays, c'est une affaire de président de la République », grince-t-il.

Il faut dire que le député du Puy-de-Dôme n'a pas accepté que les Européens transforment l'euro en « opération technocratique, inesthétique, difficile à prononcer ». En janvier 1996, d'ailleurs, M. Giscard d'Estaing somme le chef de l'Etat de clarifier sa stratégie européenne et économique. « Je lui demande, avec beaucoup d'insistance, de tenir une grande conférence de presse (...) à la manière de celles que faisait le général de Gaulle, pour expliquer aux Français et aux autres le projet français pour l'union de l'Europe », déclare-t-il.

En novembre 1996, il bouscule

avec éclat le débat politique sur la politique monétaire en préconisant la dépréciation du franc par rapport au mark pour pallier la sous-évaluation du dollar. Applaudi à tout rompre par le RPR à l'Assemblée nationale, critiqué par l'UDF, il provoque une certaine agitation au sein du couple franco-allemand. Un mois plus tard, alors que M. Chirac vient de s'exprimer dans une longue émission télévisée, il estime que l'on attend toujours des « perspectives » claires. « C'est d'ailleurs la fonction présidentielle par nature », glisse-t-il à nouveau. Enfin, lorsque M. Chirac, passant outre l'avis négatif prodigué par M. Giscard d'Estaing, dissout l'Assemblée nationale, l'ancien chef de l'Etat le met en garde : « Les Français veulent être gouvernés autrement. » Désormais privé de majorité parlementaire, flanqué d'un premier ministre socialiste, M. Chirac peut s'attendre, plus que jamais, à des conseils de M. Giscard d'Estaing.

Cé. Ch.

## Grogne anti-américaine à l'Assemblée nationale

UNE certaine grogne anti-américaine s'est manifestée, jeudi 10 juillet, à l'occasion de la réunion conjointe des commissions des affaires étrangères et de la défense de l'Assemblée nationale. Au cours de cette réunion, Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères, et Alain Richard, ministre de la défense, déplorant « l'isolement » de la France, ont tiré pour les députés le bilan du sommet de Madrid, mardi, sur l'élargissement de l'OTAN, au cours duquel la France n'a pas réussi à convaincre ses partenaires d'admettre dès maintenant au sein de l'Alliance atlantique la Roumanie et la Slovaquie, les Etats-Unis ; étant opposés.

M. Védrine a réaffirmé, après Jacques Chirac, que la France n'était donc nullement engagée par la date butoir de décembre 1997 pour la répartition des commandements de l'OTAN ou pour le retour de Paris dans le commandement intégré. Le ministre a rappelé que « le président de la République a récemment constaté que les conditions qu'il avait posées ne sont pas remplies : la date de décembre 1997 ne concerne donc pas la France ».

Les présidents des deux commissions, Jack Lang (affaires étrangères) et Paul Quilès (défense), se sont félicités de cette situation. M. Quilès a, une nouvelle fois, rejeté toute idée de retour de la France dans le commandement militaire intégré de l'OTAN et a rendu hommage à la décision du général de Gaulle en 1966 : « Lorsque la France a quitté l'OTAN, elle n'a affaibli ni sa défense ni celle de l'Europe. » A l'issue de la réunion, M. Lang a rappelé qu'il est de ceux qui « ont admiré l'acte du général de Gaulle de retrait de l'OTAN ». M. Lang a rappelé que « deux sensibilités » se sont exprimées parmi les députés, au sein même de chaque camp : « Les gaullistes-mitérandistes », qui ne veulent pas céder aux Américains, et les parisiens de « la realpolitik, qui se résignent à l'atlantisme et acceptent l'hégémonie des puissances », regrettant que la France se soit « laissée un peu emporter par le vent du moment ».

Ces critiques volées de la poli-

tique étrangère menée jusqu'ici rejoignent celles exprimées, plus nettement, par M. Quilès, lors d'une rencontre avec des journalistes, mercredi. L'ancien ministre de la défense avait critiqué « l'attitude maladroite » de M. Chirac par laquelle il avait « engagé », en décembre 1995, la France dans un rapprochement avec l'OTAN. Finalement, M. Chirac « s'en sort bien, grâce à la cohabitation et au gouvernement », a indiqué M. Quilès, dans une allusion à l'intervention du gouvernement de M. Jospin à la veille du sommet de Madrid (Le Monde daté 29-30 juin).

M. Chirac avait averti, à l'issue du sommet de Madrid, que la France n'avait « pas l'intention d'augmenter sa contribution » financière pour faire face à l'entrée de trois nouveaux membres. Le porte-parole de Bill Clinton, Sandy Berger, a affirmé, jeudi à Varsovie, qu'il était « certain que la France honorerait ses responsabilités et ses obligations » vis-à-vis de l'OTAN.

Fabien Roland-Lévy

la note d'Alain Juppé sur les c  
met la droite dans l'em

M. Séguin... à la du

Le Monde

TOUS LES

JEUDIS

100 F

100 F

100 F

100 F

100 F

100 F

100 F

100 F

100 F

100 F

100 F

100 F

100 F

100 F

100 F

100 F

100 F

100 F

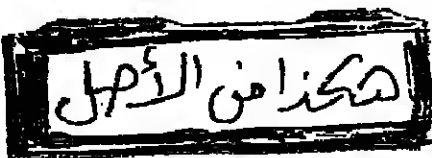
100 F

100 F

100 F

100 F





FRANCE

LE MONDE / SAMEDI 12 JUILLET 1997 / 7

## La note d'Alain Juppé sur les déficits publics met la droite dans l'embarras

Edouard Balladur publie une « mise au point »

La publication par *Le Monde* (du 11 juillet) de la note sur l'état des finances publiques, remise le 2 juin par Alain Juppé à Lionel Jospin, relance la

controverse sur les déficits. Alors que la droite avait jusqu'à présent nié tout dérapage, le bilan dressé par l'ancien premier ministre gêne l'oppo-

sition qui, jusqu'à ces derniers jours, avait vu dans l'audit décidé par le gouvernement une simple opération politicienne (lire aussi page 12).

LA POLEMIQUE sur l'état des finances publiques a pris une étrange tournure. Jusqu'à ces derniers jours, le débat s'était déroulé selon un scénario classique : dans l'attente des conclusions de l'audit, dont l'annonce est prévue pour le 21 juillet, le gouvernement suggérait que les déficits étaient beaucoup plus préoccupants que ne laissent entendre les chiffres officiels ; à droite, on persistait à démentir tout dérapage. Or, la publication par *Le Monde* (du 11 juillet) des principaux extraits de la note qu'Alain Juppé a remise à Lionel Jospin le 2 juin, lors de la passation des pouvoirs, et dans laquelle l'ancien premier ministre admet une dérive des déficits autour de 3,5 % de la richesse nationale en 1997, et au-delà de 4 % en 1998, a profondément modifié les termes de la polémique.

D'abord, cette note a ramené de vieilles querelles au sein de l'opposition. Déjà critiqué, en juin 1995, par M. Juppé, pour lui avoir laissé des déficits « calamiteux », Edouard Balladur a très mal pris

que son successeur reformule le même reproche, en observant, dans la note, que « les déficits publics avaient atteint en 1993 et 1994 avec 5,6 % du PIB, leur niveau le plus élevé depuis plus de vingt-cinq ans ». Dans un communiqué, en forme de « mise au point », jeudi 11 juillet, M. Balladur s'est insurgé contre cette présentation des choses. « Il est inexact de prétendre qu'en 1994, les déficits publics avaient atteint un niveau jamais égalé dans notre pays », a-t-il observé, avant de souligner qu'il a diminué les déficits publics de 1 point, entre 1993 et 1995.

De plus, la publication de cette note a visiblement déstabilisé le système de défense de l'opposition. Dès la campagne des élections législatives, lorsque *Le Monde* (du 18 avril) avait fait état d'une note alarmiste de la direction du budget, le gouvernement de l'époque s'était appliqué à nier tout dérapage. En réponse aux socialistes qui le soupçonnaient de tenir caché un plan de rigueur, il avait souligné que la dissolution

avait pour but de donner « un nouvel élan » à la France, et non de relégitimer la majorité, avant la mise en œuvre de mesures de redressement.

### « INUTILE ET PARADOXAL »

Plus récemment, le 2 juillet, Philippe Auberger, porte-parole du RPR au sein de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a estimé que « l'audit n'est pas vraiment utile » et qu'il constitue une opération « politicienne », le dérapage des comptes ne dépassant pas « 0,3 ou 0,4 % du PIB ». Il a aussi jugé que si le gouvernement retient une estimation de déficits publics de 3,7 % ou 3,8 %, cela signifierait qu'il « ne veut pas faire la monnaie unique » et qu'il cherche « à en rejeter la responsabilité sur l'actuelle opposition ». Tout juste élu président du RPR, dimanche 6 juillet, Philippe Séguin a, de son côté, dénoncé « une espèce d'audit ridicule, inutile et paradoxal ». « Venir reprocher son laxisme aux gouvernements d'Alain Juppé et d'Edouard Balladur, c'est un peu

fort de café », s'est-il insurgé. Or, la reconnaissance par M. Juppé lui-même que les chiffres sont plus mauvais que prévu modifie évidemment les termes de la controverse sur « l'héritage ».

Face à des estimations aussi contradictoires, le gouvernement pourra arguer que l'audit est plus que jamais justifié. Dans un long communiqué remis jeudi à l'AFP, « l'entourage » de M. Juppé change d'ailleurs de ligne d'attaque. Admettant que la fameuse note « n'occulte en rien des difficultés relatives à l'exécution de la loi de finances pour 1997 et à la préparation de la loi de finances pour 1998 », le communiqué observe que « l'acte fondateur de la politique économique du nouveau gouvernement est de dépenser les 10 milliards de francs d'économies faites depuis le début de l'année », par le précédent gouvernement. Sous-entendu : de grâce, parlons maintenant de l'avenir et le moins possible du passé...

Laurent Mauduit

## M. Séguin réhabilite M. Sarkozy à la direction du RPR

QUATRE FEMMES, trois anciens ministres du dernier gouvernement d'Alain Juppé, mais aucun vrai juppéiste, trois anciens partisans d'Edouard Balladur lors de l'élection présidentielle de 1995, mais un seul vrai balladurien, quatre séguinistes, trois estampillés chiraquiens, et les autres qui le sont aussi, peu ou prou, une majorité d'anti-maistrichiens et d'élus d'Ile-de-France, un représentant des « collègues d'archives » et Charles Pasqua, cofondateur du RPR, qui se représente lui-même : l'équipe de transition, présentée, jeudi 10 juillet, par Philippe Séguin, pour engager la « conciliation » et la « rénovation » du mouvement néogaulliste est le fruit d'un savant dosage.

Le président du RPR s'est défendu d'avoir voulu représenter des « tendances ». Tout au plus a-t-il admis la permanence de « sensibilités ». De même, M. Séguin a refusé l'idée selon laquelle M. Chirac serait intervenu dans la composition de la « structure provisoire » chargée de préparer la réforme des statuts du RPR et l'organisation, dans les six mois, de nouvelles assemblées. Interrogé sur le déjeuner qu'il avait partagé, quelques heures auparavant, avec le chef de l'Etat, le maire d'Epinal a répondu qu'il fallait « bannir deux hypothèses » : « Celle

d'un président de la République qui s'occuperait de la composition des instances dirigeantes d'un parti politique, et celle du président d'un mouvement politique créé par Jacques Chirac qui ne laisserait à celui-ci que la possibilité d'apprendre par une dépêche d'agence la composition de sa direction ». Ultime habileté : le président du RPR a présenté cette équipe par ordre alphabétique, ce qui lui a permis de placer en dernière position le nouveau numéro 2 du mouvement, Nicolas Sarkozy, contre lequel certains chiraquo-juppéistes s'étaient mobilisés. L'intéressé a exprimé sa satisfaction au terme de la première réunion de travail de la nouvelle direction collégiale. Sans avoir le titre de secrétaire général du RPR, M. Sarkozy est, à la fois, coordonnateur et porte-parole de l'équipe de transition. Il en est aussi le seul balladurien. Louis de Broissia, député de la Côte-d'Or, qui a été, un moment, susceptible de l'accompagner, n'a finalement pas été retenu. M. Séguin a résisté, de la même façon, aux pressions qui s'exerçaient en

faveur de Patrick Stefanini, ancien secrétaire général adjoint du mouvement et proche collaborateur de M. Juppé.

Du reste, un seul membre de la direction sortante conserve ses fonctions : Renaud Muselier, premier adjoint au maire de Marseille, député et secrétaire départemental de la puissante fédération RPR des Bouches-du-Rhône. L'appareil du mouvement est confié à l'un des principaux lieutenants de M. Séguin, le député de la Sarthe, François Fillon, et l'important secteur des élections à Eric Raoult, chiraquien. Tout ce qui relève de la rénovation, à savoir la formation des militants, la conception du projet politique, l'ouverture et l'élargissement du mouvement, est de la compétence de trois femmes, séguinistes : Nicole Catala, Elisabeth Hubert et Françoise de Panafieu.

Charles Pasqua, qui, dès le début du mois de juin, avait encouragé M. Séguin à sauter le pas, devient conseiller du président, avec la charge de réformer les statuts, ceux-là même qu'il avait rédigés, en 1976, et qui font l'objet, aujourd'hui, de sévères récriminations de la part de la base. Enfin, M. Séguin a découvert, le 6 juillet, Magali Benelli, militante de Seine-Maritime, agent de probation à la prison de Rouen et ceinture noire de judo, qui avait recueilli près de 7 % des mandats lors de l'élection du président du RPR. Il a tout de suite compris l'intérêt qu'il aurait à associer cette jeune candidate qui avait refusé toutes les étiquettes, sauf celle de « gaulliste », et se voulait la représentante des militants anonymes.

Jean-Louis Saux

### Les « dix » de la rénovation

Les dix membres de « l'équipe de transition » autour de Philippe Séguin, président du RPR, sont les suivants : Magali Benelli, ex-présidente des militants ; Nicole Catala (séguiniste, ancien ministre de Jacques Chirac), formation, relations avec les partis étrangers ; Guy Drut (chiraquien, ancien ministre d'Alain Juppé), animation, séminaires professionnels ; Jeanne-Marie Fillon (séguiniste, ancien ministre de M. Juppé), fédérations ; Elisabeth Hubert (séguiniste, ancien ministre de M. Juppé), études et projets politiques ; Renaud Muselier (chiraquien, secrétaire de la fédération des Bouches-du-Rhône), relations avec les groupes politiques parlementaires et territoriaux ; Françoise de Panafieu (séguiniste, ancien ministre de M. Juppé), ouverture politique et élargissement du mouvement ; Charles Pasqua (ancien ministre de M. Chirac et d'Edouard Balladur), conseiller du président en charge de la réforme des statuts ; Eric Raoult (chiraquien, ancien ministre de M. Juppé), élections ; Nicolas Sarkozy (ancien ministre de M. Balladur), coordonnateur et porte-parole de l'équipe de transition.

## M<sup>me</sup> Aubry ouvre une concertation avec les syndicats de médecins

LE MINISTRE de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, a engagé une série de rencontres avec les organisations de médecins libéraux, vendredi 11 juillet, en recevant le syndicat de généralistes MG-France. Après le fluide entretenu durant la campagne électorale sur l'avenir du plan Juppé de réforme de la Sécurité sociale, puis son souci affiché de maintenir le statu quo tant qu'elle n'aurait pas trouvé de nouveaux outils de maîtrise des dépenses de santé, M<sup>me</sup> Aubry devait mettre à profit ces entretiens - menés avec le secrétaire d'Etat à la Santé, Bernard Kouchner jusqu'au 15 juillet - pour préciser sa position devant les organisations de praticiens libéraux, mais aussi prendre le pouls d'une profession qui a mis le gouvernement en observation.

Le président de MG-France, Ri-

chard Bouton, a ouvert le bal, en insistant sur les réformes de fond que son organisation soutient. Ainsi, il a plaidé pour un « transfert massif » de la cotisation maladie des salariés vers la contribution sociale généralisée (CSG) élargie à tous les revenus, opération inscrite dans le programme du Parti socialiste mais qui se révèle plus difficile à conduire que les experts socialistes ne l'avaient imaginé. M. Bouton a également appuyé la création d'une assurance-maladie universelle, couvrant tous les résidents, et défendu une amélioration des conditions d'accès aux soins, des millions de Français limitant leur consommation médicale en raison de l'importance des dépenses restant à leur charge, notamment en médecine de ville.

### « CONTRAT DE SANTÉ »

Dans l'immédiat, M. Bouton a souhaité l'agrément rapide de l'avenant à la convention Sécurité sociale-généralistes, qui doit permettre aux assurés sociaux qui le souhaitent, dès la rentrée, de « s'abonner » pour un an chez le généraliste de leur choix (*Le Monde* du 5 juillet). Cette forme de « contrat de santé », préconisée depuis 1991 par MG-France, est une amorce des filières de soins également défendues par ce syndicat. Elle est très contestée par plusieurs syndicats de médecins, qui y voient une atteinte à la liberté de choix du

malade et le début d'une médecine à deux vitesses, les ménages modestes étant incités à souscrire un contrat pour bénéficier de la dispense d'avance de frais chez le médecin alors que les plus aisés pourront se permettre d'être hors filières.

La Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), dont le président, Claude Maffioli, sera reçu par M<sup>me</sup> Aubry, mardi 15 juillet, a demandé au gouvernement de ne pas agréer cet avenant à la convention médicale. Le premier syndicat de praticiens libéraux lui demande aussi la suspension du mécanisme de reversement d'honoraires en cas de dérapage des dépenses, inscrit dans le plan Juppé.

La CSMF, qui a donné jusqu'en septembre au gouvernement pour lever ce dispositif de sanctions, a peu de chance d'être entendue : M<sup>me</sup> Aubry a déjà déclaré que le gouvernement « ne lâchera pas la proie pour l'ombre ». Recevant le président de la Mutualité française, Jean-Pierre Davant, mardi 8 juillet, le premier ministre a affirmé que le plan Juppé restera en l'état tant que le nouveau gouvernement n'aura pas trouvé d'autres dispositifs pour maîtriser les dépenses de santé, qui progressent désormais à un rythme compatible avec les prévisions de croissance économique à court terme.

Jean-Michel Bezat

## Sondages : confiance en hausse pour M. Jospin et M. Chirac

LE PREMIER MINISTRE tire indéniablement bénéfice, dans l'opinion publique, de son début de parcours à l'hôtel Matignon. Selon le baromètre d'Ifop, réalisé les 4 et 5 juillet auprès d'un échantillon national représentatif de 1 012 personnes et publié par *Le Point* (daté 14 juillet), plus de la moitié des personnes interrogées (52 %) portent un jugement favorable sur Lionel Jospin, soit une hausse de 8 points en un mois, contre 30 % qui ont un jugement négatif (en hausse de 9 points). Les indécis, très nombreux en juin (35 %), ne sont plus que 18 %. Quant au président de la République, qui avait inattendu chuté début juin, il retrouve, avec 46 % de bonnes opinions (contre 48 % de mauvaises), son niveau du mois de mai.

Un autre sondage, réalisé par Louis-Harris les 5 et 6 juillet auprès d'un échantillon de 1 001 personnes et publié par *Valéryennes* (daté 12 juillet), dresse un constat similaire. Le premier ministre progresse de 5 points, avec 48 % de bonnes opinions (contre 29 % de mauvaises) et le chef de l'Etat passe de 32 % à 42 % d'opinions favorables, contre 49 % de défavorables.

### DÉPÊCHES

■ **ALLOCATIONS FAMILIALES** : Jean-Paul Probst, président de la CNAF, demande à Lionel Jospin un « véritable débat » sur le projet visant à placer les allocations familiales sous condition de ressources, dans une lettre ouverte adressée, mercredi 9 juillet, au premier ministre, au lendemain du conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales. M. Probst considère que « si la redistribution des revenus est nécessaire, surtout dans les circonstances économiques et sociales actuelles, elle doit être opérée par le système fiscal et non par une dénaturation de la politique familiale ».

■ **RECOURS** : Thierry Mariani, député RPR du Var, s'apprête à déposer, comme l'an passé, un recours devant le tribunal administratif de Marseille contre l'arrêté du maire (FN) d'Orange qui interdit la distribution de tracts sur la voie publique et aux abords des sites touristiques jusqu'à 31 août. M. Mariani estime que Jacques Bompard « tente de nettoyer, d'épurer toute contestation dans sa ville ». Un arrêté similaire avait été pris pendant l'été 1996 et annulé par le tribunal administratif après la plainte que le député RPR avait déposée.

■ **CAISSE DES DÉPÔTS** : Jean-Pierre Balligand (PS, Aisne) et Jean-Pierre Brard (app. PCF, Seine-Saint-Denis) ont été nommés, mercredi 9 juillet, à la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations (CDC). Jean-Jacques Jégou (UDF-FD, Val-de-Marne), qui siégeait déjà sur cette instance, a, lui, été reconduit dans ses fonctions. MM. Balligand et Brard remplacent Jean-Pierre Delalande (RPR, Val-d'Oise) et Alain Gritteray, ancien député UDF-PR du Val-de-Marne. Le président de la commission des finances du Sénat, Christian Poncelet (RPR, Vosges), est également membre de cette commission.

■ **PARLEMENT** : Louis Mexandeau, député socialiste du Calvados, a été élu, jeudi 10 juillet, président de la commission politique et de l'administration générale de l'Association internationale des parlementaires de langue française. L'AIPLF regroupe des représentants de cinquante-cinq Parlements, du Canada aux pays d'Europe, d'Afrique du Nord, d'Asie, qui ont « totalement ou partiellement le français en partage ».

■ **DÉMISSION** : Jacques Bialski, sénateur PS du Nord, soixante-huit ans, qui a été questeur durant douze ans, a démissionné de son poste de sénateur et sera remplacé par Dinah Derycke, cinquante et un ans. La démission de M. Bialski était prévue et faisait suite à un accord intervenu lors des sénatoriales de 1992. Conseiller référendaire à la Cour des comptes, M<sup>me</sup> Derycke est conseillère régionale depuis 1986, déléguée régionale aux droits de la femme de 1982 à 1986.

■ **ÉLYSÉE** : Jacques Chirac sera interrogé le 14 juillet, en direct de l'Élysée, à partir de 13 heures, sur TF 1 et France 2, à l'occasion de la célébration de la fête nationale. Le chef de l'Etat, dont ce sera le premier entretien télévisé depuis l'échec de la droite aux élections législatives, répondra pendant environ une heure aux questions posées par Arlette Chabot, de France 2, et Patrick Poivre d'Arvor, de TF 1.

■ **CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL** : Lionel Jospin se rendra à l'automne devant le Conseil économique et social, a annoncé, jeudi 10 juillet, le CES après que son bureau, conduit par son président Jean-Marc Mattéoli, eut été reçu par le premier ministre. M. Jospin « a précisé que le Conseil économique et social serait saisi dans les prochains mois de plusieurs questions inscrites au programme législatif » du gouvernement.

■ **CNPF** : le conseil exécutif du CNPF a décidé, le 7 juillet, à l'unanimité d'organiser le 16 septembre une assemblée générale « exceptionnelle » qui définira la mission d'un « comité pour la réforme » de l'organisation patronale. Ce comité sera composé de vingt-sept patrons et devra aboutir à une réorganisation du CNPF dans le courant de l'année 1998.

■ **AGRICULTURE** : le fonctionnement de la future agence sanitaire devra faire apparaître la nécessité de séparer la gestion des risques et leur évaluation qui doit être menée par les experts et les scientifiques, a indiqué, jeudi 10 juillet, le ministre de l'Agriculture et de la Pêche, Louis Le Penec, précise qu'il organisera à l'automne des opérations « portes ouvertes » dans l'ensemble des services vétérinaires et de contrôle, et que des journées de l'alimentation seront organisées au niveau national et régional en fin d'année.

■ **RENCONTRE** : la fédération CGT de la fonction publique territoriale, qui a été reçue, jeudi 10 juillet, par Emile Zuccarelli, ministre de la fonction publique, a estimé que la rencontre a permis « une vraie discussion », mais que « les questions posées restent entières ». « C'est notamment le cas pour les revalorisations salariales et les 350 000 emplois annoncés à grands cris dans la fonction publique par le gouvernement », a déclaré le secrétaire général de la fédération, après l'entretien.

## LE RENDEZ-VOUS DES POLITIQUES

### France Culture - Le Monde

**Guy Hascoët**  
député Vert

répond aux questions de Thomas Ferenczi,  
Alain Finkelkraut et Alain-Gérard Slama sur le thème :

“De la place de l'écologie dans le projet de la gauche”

Dimanche 13 juillet 1997, 11h-12h

France  
Culture

Le Monde

**Le Monde**  
« IMMOBILIER »  
TOUS LES  
LUNDIS DATES MARDIS ET  
MERCREDIS DATES JEUDIS.  
PASSER VOTRE ANNONCE AU  
01.42.17.39.45



## SOCIÉTÉ

LE MONDE / SAMEDI 12 JUILLET 1997

**JUSTICE** Le président de la commission de réflexion sur la justice, Pierre Truche, a remis, jeudi 10 juillet, son rapport sur le statut du parquet et le respect de la présomption d'innocence au chef de l'Etat. Jacques Chirac a insisté

sur sa volonté de « suivre avec beaucoup d'attention » les réformes à venir. ● ELISABETH GUIGOU, ministre de la justice, a estimé que ce rapport constituait principalement deux avan-

ces. ● PHILIPPE COURROYE, ancien juge d'instruction de l'affaire Botton-Noir et substitut général à la cour d'appel de Lyon, déclare, dans un entretien au Monde, qu'il faut « aller plus loin pour lever l'ambiguïté » qui pèse sur les liens entre la chancellerie et les parquets. ● Appareu

sous la pression des « affaires », le débat sur la partialité de l'action publique est récent. Au début des années 1990, rares étaient les hommes politiques ou les magistrats favorables à l'indépendance des parquets.

# Elisabeth Guigou « se réjouit des avancées » du rapport Truche

La ministre de la justice se félicite de la suppression des instructions individuelles et du mode de nomination des magistrats du parquet proposés par la commission. Jacques Chirac a affirmé qu'il suivrait « avec beaucoup d'attention » la réforme annoncée

AU COURS d'une cérémonie qui s'est tenue à l'Elysée, jeudi 10 juillet, le président de la commission de réflexion sur la justice, Pierre Truche, a remis au chef de l'Etat le rapport sur l'indépendance du parquet et le respect de la présomption d'innocence qui lui avait été demandé il y a six mois. Entouré des vingt membres de la commission, Pierre Truche a plaidé en faveur d'une justice « indépendante, responsable et transparente ». « Nous avons été une commission de réflexion, nous n'avons surtout pas pour mission de saumettr des textes clés en main », a-t-il conclu.

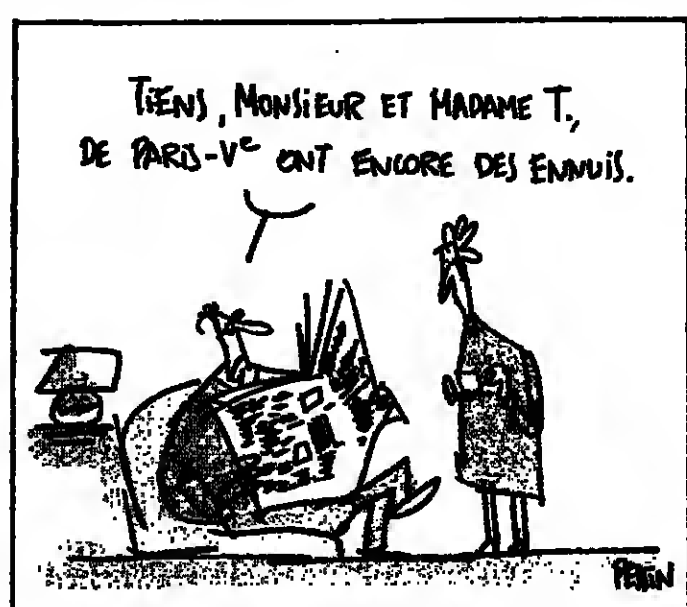
Dans une courte allocution, Jacques Chirac a affirmé qu'il suivrait « avec beaucoup d'attention » le mouvement qu'il a lancé en décembre 1996. « J'y apporterai ma propre réflexion, a-t-il ajouté. Il s'agit en effet de donner à notre pays une justice adaptée à son temps et aux exigences de nos concitoyens. C'est, en premier lieu, une justice réellement indépendante à l'égard des autres pouvoirs, une justice forte de sa légitimité à juger et à requérir, une justice responsable, une justice respectueuse des principes républicains qui fondent notre système constitutionnel. » J'ai ins-

crit dans la priorité de mon septennat une profonde réforme de la justice, a-t-il conclu. C'est une mission de l'Etat qui a probablement été trop longtemps négligée.

En rappelant qu'il était, aux termes de la constitution de la Ve République, le garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire, Jacques Chirac a clairement indiqué qu'il souhaitait être associé aux projets de réforme de la justice qui ont été annoncés dans la déclaration de politique générale de Lionel Jospin. Si les pouvoirs ou la composition du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) étaient modifiés, ce qui semble être le vœu à la fois de l'Elysée et de Matignon, la présidence de la République et le gouvernement devront de toute façon travailler ensemble puisqu'une réforme de cette ampleur exige un texte constitutionnel.

### « DEUX AVANCÉES »

Invité, jeudi 10 juillet, sur TF 1, la ministre de la justice, Elisabeth Guigou, a donné quelques précisions sur ce que le gouvernement pourrait retenir du rapport Truche. Pour le garde des sceaux, les propositions de la commission présentent deux « avancées » : la



suppression des instructions du garde des sceaux dans les dossiers individuels et le renforcement des garanties de nomination des magistrats du parquet. « Ce sont deux engagements que Lionel Jospin, dans sa déclaration de politique générale, avait pris et de façon solennelle, a-t-elle ajouté. Je ne peux que

me réjouir de voir les propositions du président Truche rejoindre les orientations du gouvernement. » M<sup>me</sup> Guigou devrait définir le nouveau cadre des relations entre les parquets et la chancellerie lors d'une réunion avec les procureurs généraux, vendredi, place Vendôme.

En revanche, la ministre s'est montrée nettement plus réservée au sujet des propositions de la commission Truche sur la présomption d'innocence. « Je souhaite que le débat se poursuive, a-t-elle noté. Je trouve très normal que l'on essaye d'interdire les images des gens menottés dans les journaux et à la télévision parce que cela peut marquer pour la vie des personnes qui ne seront pas nécessairement jugées coupables. En revanche, je m'interroge sur le fait d'interdire, dans tous les cas, de citer les noms des personnes qui sont mises en cause, s'agissant de personnalités publiques. Il me semble que quand on est un élu, quand une personnalité publique, il faut assumer ce statut-là. »

Au cours d'une conférence de presse, jeudi 10 juillet, les membres de la commission Truche ont précisé leurs propositions. Insistant sur la nécessité d'une politique « d'action publique » faisant l'objet d'un rapport annuel devant le Parlement, ils ont estimé que la « concertation » entre les parquets et le garde des sceaux dans les dossiers individuels n'aurait rien d'ambigu. « C'est extraordinaire ! a lancé Pierre Truche. Si un magistrat dis-

cute avec le pouvoir politique, ce serait forcément pour se coucher. Quelle idée ! Nous croyons à la vertu du dialogue. » « Nous avons besoin de relations claires et transparentes avec la chancellerie, a ajouté Marie-Thérèse Lesœur de Givry, procureur à Thionville. Il y a des moments où l'on se sent seul dans un ressort. Face à des pressions locales, on peut avoir besoin de concertation. »

### PRÉSUMPTION D'INNOCENCE

Sur la présomption d'innocence, Pierre Truche s'est défendu de vouloir « balancer la presse », selon l'expression d'un syndicat de journalistes. « Il y a bien sûr des interdictions, et notamment celle de citer les noms avant toute présentation ou parquet, mais pourquoi le faire ? a-t-il demandé. En Angleterre, les noms sont interdits. L'Angleterre est pourtant une démocratie. » Le premier président de la Cour de cassation s'est étonné que la loi sur la presse de 1881, qui a subi de telles modifications depuis son adoption qu'il ne reste aujourd'hui plus grand-chose du texte initial, soit devenue un véritable « tabou ».

Anne Chemin

## Philippe Courroye, substitut général du parquet général de Lyon « Il faut aller plus loin pour sortir de l'ambiguïté »

ANCIEN juge d'instruction, Philippe Courroye a été en charge des affaires concernant Michel Noir, Alain Carignon et Pierre Botton.

« Que pensez-vous des propositions de la commission Truche sur les relations entre la chancellerie et les parquets ?

« Le problème de l'indépendance des magistrats du parquet est récurrent, mais c'est un débat mal posé. L'estime tout à fait normal que les grandes directives de politique pénale soient définies par le garde des sceaux, lequel a la confiance du Parlement. C'est cette politique pénale qui fonde la légitimité des parquets à agir et qui permet d'avoir une politique unifiée. A ce niveau-là, l'indépendance ne peut exister.

« Aujourd'hui, à tort ou à raison, un soupçon s'est instauré sur l'immixtion du politique dans les affaires judiciaires. C'est pourquoi la suppression des instructions individuelles dans les dossiers, tout en préconisant la concertation sur ces mêmes affaires peut apparaître ambiguë. Il faut aller plus loin pour sortir de cette ambiguïté. Mais l'alignement du mode de nomination des magistrats du parquet sur celui des magistrats du siège me paraît être de nature à lever le soupçon.

« Chargé d'affaires politico-judiciaires sensibles, avez-vous senti le poids de la

chancellerie sur la conduite de vos dossiers ?

« Le juge d'instruction est un magistrat du siège qui ne reçoit pas d'instructions de la chancellerie et qui ignore s'il y en a. De toute façon, s'il y avait eu concertation entre la chancellerie et le parquet à propos des affaires que je traitais, cela ne m'aurait pas empêché de mener à bien mes investigations.

« Pensez-vous que l'idée de confier le placement en détention provisoire à une collégialité de trois magistrats dont le juge d'instruction serait exclu est une bonne chose ?

« Sur le principe oui, mais a-t-on les moyens de le faire ? Dans les petites juridictions, où il n'y a parfois que cinq magistrats du siège, cela va nécessiter de créer des postes de greffiers et de magistrats suppléentaires. Cependant, je ne pense pas qu'exclure le juge d'instruction de cette collégialité soit une formule idéale. Le juge d'instruction suit une logique de dossier. Si cette collégialité est composée de magistrats non pénalistes, cette logique risque d'être complètement occultée.

« Que pensez-vous de la présence de Favocat dès la première heure de garde à vue ?

« Cela risque d'être très lourd à appliquer, en raison de la multiplication des avocats. Et puis, quel sera leur rôle, pourront-ils avoir connaissance des dossiers, assister aux confrontations, aux perquisitions ? Il ne faut

pas croire que la garde à vue est une mesure policière déconnectée de tout contrôle des magistrats puisque le placement en garde à vue et sa prolongation sont déjà sous leur contrôle.

« Estimez-vous que le fait d'interdire la publication des noms des personnes placées en garde à vue ou mises en cause dans le cadre d'une enquête préliminaire soit une entrave au droit à l'information ?

« Bien sûr, c'est important dans le respect des libertés individuelles et de la présomption d'innocence de ne pas jeter le nom des gens en pâture, mais cela relève essentiellement de la déontologie de la presse. Cependant, il apparaît difficile de passer sous silence l'audition par la police d'une personne qui a une certaine notoriété. Par ailleurs, quand on fait un appel à témoins, quand on fait circuler un portrait-robot dans le public, on livre là encore le nom des personnes. C'est la même chose avec le secret de l'instruction. Avec l'apparition de la photocopie, il n'y a pas un mais cinquante dossiers qui peuvent circuler. Cela paraît difficile d'empêcher qu'une personne qui n'est pas surnommée au secret divulgue les éléments qui sont dans son intérêt et, qu'à force, la presse reconstitue le puzzle.

Propos recueillis par Cécile Prieur

## « Respecter notre héritage judiciaire tout en s'efforçant d'en corriger les travers »

VOICI un extrait du rapport de la commission Truche.

L'institution judiciaire et la procédure pénale sont le résultat d'un très long développement historique (...).

L'expérience de l'Ancien Régime et de la féodalisation des cours de justice a notamment installé dans notre culture une peur du « gouvernement des juges » qui a pu servir de levier à un certain assujettissement de l'autorité judiciaire par le pouvoir politique. Or, cet héritage est doublement préjudiciable à l'heure où explose la demande de justice : il nourrit le soupçon à l'égard de l'institution judiciaire tout entière lorsque le pouvoir politique paraît se considérer au-dessus des lois ; il ravive la crainte d'un pouvoir judiciaire arbitraire et sans contrôle lorsque juges et procureurs paraissent vouloir prendre une revanche sur les pouvoirs politiques et économiques, au détriment parfois des droits de la

personne et du respect des grands principes. Dans les deux cas, l'Etat de droit et, à travers lui, la démocratie se trouvent mis à mal.

En abordant les interrogations qui lui étaient soumises, la commission a eu à cœur de respecter notre riche héritage judiciaire tout en s'efforçant d'en corriger pour l'avenir les travers traditionnels. Elle a ainsi souhaité se tenir à égale distance de la politisation de la justice et du corporatisme judiciaire, fût-il paré de l'idéal de l'indépendance de la magistrature. La légitimité de l'autorité judiciaire ne saurait en effet résider dans la seule vertu professionnelle ou éthique des magistrats. Elle trouve avant tout sa source dans la fonction éminente de la justice au cœur de l'Etat de droit et dans une relation directe ou indirecte avec le politique : les magistrats ont pour mission première l'application de la loi votée par le Parlement et sont nommés par décret du président de la République ; le juge statue au nom du peuple français et le ministre public met en œuvre la politique judiciaire de la Nation que détermine et conduit le gouvernement.

## Six ans de valse-hésitations et de revirements politiques sous la pression des affaires

LORSQUE le juge Jean-Pierre est soudainement dessaisi du dossier Urba, un dimanche d'avril 1991, nul, ou presque, ne songe à lancer un débat sur l'indépendance du parquet. Henri Nallet dénonce avec vigueur les méthodes des « nouveaux justiciers », la gauche critique les abus de pouvoir des juges d'instruction mais le statut du ministère public fait « encore » l'objet d'un consensus. Le parquet est pourtant loin d'être étranger à la curieuse équipée du magistrat : c'est parce que le procureur de Marseille a refusé pendant des mois, à la demande de la Chancellerie, d'ouvrir une information judiciaire sur le financement du PS que Thierry Jean-Pierre a décidé d'agir aux frontières du code de procédure pénale.

A l'époque, les partisans de l'indépendance du parquet se comptent sur les doigts d'une main. Dans le monde politique, le sujet ne passionne guère. La plupart des élus considèrent la justice non comme un pouvoir, mais comme une simple « autorité », selon le mot de la Constitution de la Ve République. Le monde judiciaire lui-même se désintéresse quelque peu

de cette question. La commission « Justice pénale et droits de l'homme », présidée par Mireille Delmas-Marty, vient de rendre ses travaux et, dans les colloques et les congrès, le débat porte essentiellement sur les pouvoirs du juge d'instruction.

### LOI « COUPANT LES PONTS »

Bien que les « affaires » bouleversent jour après jour la donne, le monde politique campe alors sur des positions traditionnelles. En 1991, Henri Nallet explique aux procureurs généraux que « la fonction judiciaire ne procède que de l'Etat, pas de la nation, ni de la société, ni du peuple, ni de la loi ». Un an plus tard, son successeur, Michel Vauzelle, revendique « l'exercice plein et entier de [ses] attributions de chef de parquet ». « Si l'on entend que le ministre exerce ses responsabilités, si l'on ne souhaite pas qu'il se réfugie dans le confort de l'obscureté, on le mettra en mesure non seulement de donner aux parquets des instructions à caractère général, mais aussi des instructions particulières qui peuvent être des instructions de poursuite ou de non-poursuite. »

En ce début des années 1990, un seul homme politique important, à droite, se prononce clairement en faveur de l'indépendance du parquet : c'est Jacques Toubon. En 1989, il a déposé une proposition de loi « coupant les ponts » entre les procureurs et le gouvernement. Trois ans plus tard, il appelle à une véritable « révolution mentale ».

« Le procureur libre n'aurait pour guide que la loi et sa conscience. N'est-ce pas assez pour que justice soit rendue ? L'ordre du ministre serait-il plus juste ? écrit-il dans Le Quotidien de Paris. L'instauration d'un véritable ministère public, indépendant du gouvernement, est au cœur de cette révolution tranquille dont la France a besoin. »

Sous la pression des « affaires », le monde judiciaire se saisit peu à peu du débat. En 1992, lors de son congrès de Toulouse, l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée) rappelle que les parquets sont avant tout des magistrats. « Ils doivent être mis à l'abri du pouvoir politique, ce qui suppose que leur carrière soit gérée comme celle de leurs collègues du siège, par un CSM rénové », souligne l'USM. Le syndi-

cat ajoute que « la pratique trop répandue des ordres de classement sans suite transmis par la voie hiérarchique » doit être « explicitement prohibée ». Deux ans plus tard et après de longues discussions, le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) demande, « au minimum », « l'autonomie du parquet ».

Peu à peu, ces débats trouvent un écho dans le monde politique. Au lendemain de l'affaire Longuet, Raymond Barre estime qu'il « faut à tout prix couper le lien entre la magistrature et le pouvoir exécutif ».

« Le garde des Sceaux [Pierre Méhaignerie] a dit qu'il avait demandé l'avis du premier ministre [Edouard Balladur] pour savoir s'il choisirait tel type d'action plutôt que tel autre, explique-t-il en 1992. Le fait qu'un ministre puisse intervenir dans une affaire ne me paraît pas tout à fait convenable. » Les centristes restent cependant prudents : dans une proposition de loi déposée en 1994, Charles Millon et Jean-Jacques Hyst se contentent d'interdire les instructions « qui ont pour objet le classement d'une affaire ou pour effet de différer la mise en mouvement de l'action publique ».

### INTERVENTIONNISME

Les soubresauts de la période Toubon mettent cependant fin à cet espoir. L'interventionnisme de la Chancellerie décide les magistrats à faire un pas de plus. En 1996, l'USM demande l'interdiction des instructions individuelles et l'alignement des conditions de nominations des magistrats du parquet sur celles des

magistrats du siège. La même année, dans les « dix principes pour l'indépendance de la justice », le SM s'engage plus fermement qu'auparavant dans la voie de l'indépendance du parquet. Seule l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite) continue à défendre le principe de la subordination hiérarchique.

Après avoir longtemps défendu une conception républicaine et centralisée du ministère public, le PS, lui aussi, évolue en adoptant, en 1996, son texte sur « Les acteurs de la démocratie ». « Pour restituer la justice aux citoyens, il faut la soustraire aux injonctions ou aux pressions du pouvoir politique et tourner le dos à deux siècles de soumission organique et fonctionnelle des juges aux autorités de l'Etat », note le texte. Estimant que le lien entre le garde des Sceaux et le parquet « doit être coupé », il propose « de retirer définitivement à l'exécutif la possibilité d'intervenir dans les affaires individuelles » et de donner aux magistrats du parquet le même statut qu'à ceux du siège.

Anne Chemin



أهكذا من الأهل

LE MONDE / SAMEDI 12 JUILLET 1997 / 9

Publicité

du rapport Truche

Interdit  
par Napoléon III  
en 1869.  
Il n'y a que la vérité  
qui blesse.

The Economist

## La revalorisation des aides au logement vise les familles les plus démunies

Ces mesures représentent 2,5 milliards de francs en année pleine

Le secrétaire d'Etat au logement, Louis Besson, a présenté au Conseil national de l'habitat (CNH), vendredi 11 juillet, les mesures de revalorisation et

d'actualisation du barème des aides personnelles au logement au 1<sup>er</sup> juillet 1997. Ces dépenses supplémentaires s'élèvent à 2,5 milliards de francs en

année pleine. Elles bénéficient au tiers des familles françaises les plus démunies. Depuis 1993, leurs barèmes n'avaient pratiquement pas été actualisés.

ENTRE les polémiques sur les allocations familiales et les débats sur le coup de pouce au SMIC, l'actualisation et la revalorisation des aides personnelles au logement ont éprouvé quelques difficultés à faire parler d'elles. Évoquées dans la déclaration de politique générale de Lionel Jospin, le 19 juin, ces mesures s'y trouvaient éclipsées par leurs voisines controversées. Le lendemain, Jean-Claude Gaysot, le ministre de l'équipement, des transports et du logement, en avait précisé le montant, lors de la clôture du congrès du mouvement HLM, sans parvenir à attirer beaucoup d'attention (*Le Monde* du 22-23 juin). Vendredi 11 juillet, en les détaillant devant le Conseil national de l'habitat, le secrétaire d'Etat au logement, Louis Besson, entendait donc remettre en perspective leur importance sociale.

« Les aides personnelles ou logement offrent une grille de lecture fidèle de l'évolution sociale du pays, a déclaré M. Besson au Monde. Si leur montant explose, c'est que le nombre de ceux qui se trouvent dans des situations telles qu'ils remplissent les conditions pour les toucher ou montent le plus élevé ne cesse d'augmenter. » Le nombre de leurs bénéficiaires a ainsi doublé au cours des quinze dernières années.

Aujourd'hui près de 6 millions de

personnes touchent, pour un montant total supérieur à 70 milliards de francs, l'une des trois prestations : l'aide personnalisée au logement (APL), versée aux locataires du parc social conventionné et qui absorbe plus de la moitié du total ; l'allocation de logement social (ALS), pour les locataires du parc privé et toutes les catégories – notamment les étudiants – qui n'avaient pas droit à l'APL ; ou encore l'allocation de logement familiale (ALF) destinée aux ménages avec enfants et aux jeunes couples dont le type de logement ne permet pas d'obtenir l'APL.

Ces prestations accueillent des populations de plus en plus durement touchées par la pauvreté. En 1993, 56 % des personnes aidées disposaient de revenus inférieurs ou égaux au SMIC. L'année suivante, parmi les personnes comptées, 1,3 million de chômeurs ou d'allocataires de minima sociaux. Or, depuis 1993, les très complexes barèmes des aides n'ont pas été actualisés par les gouvernements d'Edouard Balladur – à l'exception de 1994, où ils le furent de moitié – puis d'Alain Juppé.

Ainsi que les loyers continuaient d'augmenter, ce gel s'est traduit par « une érosion sensible du pouvoir d'achat des personnes qui ont droit

au plus besoin de solidarité active », constate Louis Besson. *Ceux-là mêmes qui aujourd'hui se solidarisent avec les familles les plus démunies, à propos des allocations familiales, ont pris alors la responsabilité politique lourde de ne pas faire ce geste en faveur des ménages modestes, dix fois plus nombreux ».*

### EFFACEMENT DU RETARD

MM. Gaysot et Besson ont donc plaidé pour un effacement de ce retard, à compter du 1<sup>er</sup> juillet. Sur les 2,5 milliards débiqués en année pleine, 1,9 sera consacré à cette actualisation. Les 600 millions restants y ajouteront un coup de ponce supplémentaire. Pour la deuxième moitié de 1997, la part de l'Etat, qui couvre directement environ 50 % des aides, a été financée par le « décret d'avance » du 10 juillet. Elle s'élève à 600 millions de francs. Selon M. Besson, cette revalorisation « équivaut à un cinquième point d'augmentation du SMIC » et correspond à « un gain d'environ 2 % de pouvoir d'achat, qui marque nettement un changement d'orientation ».

Tous les bénéficiaires d'aides personnelles au logement ne le ressentiront pas de la même manière. Car ces mesures vont coïncider avec les premiers effets de l'unification des deux barèmes de l'APL, en

vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril (*Le Monde* du 19 mars). Cette réforme, menée par Pierre-André Périssol, ministre du logement du gouvernement Juppé, doit avoir pour conséquence de faire baisser l'aide d'un quart des bénéficiaires. D'autres par contre, représentant eux aussi environ 25 % des bénéficiaires, y gagneraient. L'analyse des conséquences de cette réforme sera toutefois rendue malaisée par l'actualisation, qui pourrait, en retour, devenir moins lisible pour les locataires.

Le secrétaire d'Etat a également apporté des précisions récemment, au Sénat et à l'Assemblée nationale, sur la réhabilitation de 100 000 logements supplémentaires dès cette année. 1,1 milliard de francs ont été inscrits dans l'autorisation de programme dans le « décret d'avance » pour financer 50 000 primes à l'amélioration des logements sociaux (Paludos), 35 000 primes à l'amélioration de l'habitat (PAH) et 15 000 opérations aidées par l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH). Selon le ministre, ces actions devraient générer entre 5 et 6 milliards de francs de chiffre d'affaire et permettront de préserver de 30 000 à 35 000 emplois.

Jérôme Fenoglio

## Rue Compans, eau et plomb à tous les étages

MURS lépreux et fissurés, fenêtres cassées, infiltrations d'eau. A chaque entresol, des saletés sales et cassées. Aux murs également, des restes de peintures au plomb. Un plomb que l'on retrouve dans la poussière et dans le sang

**REPORTAGE**  
Mamadou Cissé : « J'ai peur, bien sûr, pour la santé de mes enfants mais où aller ? »

des enfants. Le 55, rue Compans, un hôtel meublé dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris, abrite 200 habitants dans 550 m<sup>2</sup> habitables. Le nouveau propriétaire, la société HR Corporation, ne perçoit aucun loyer et est invisible depuis quatre mois : les habitants, méfiants, n'envoient plus les 756 francs mensuels qu'ils payaient jusqu'alors.

Depuis le 7 juillet, plusieurs familles campent sur le trottoir. Les habitants demandent à être relogés dans des logements sociaux. La plupart des familles, d'origine africaine et en situation régulière, ont déposé des demandes de HLM auprès de la Ville de Paris depuis dix, voire quinze ans, sans succès. Jeudi 10 juillet, accompagnées par l'association Droit au logement (DAL) et des élus de gauche, des femmes

et des enfants se sont rendus à l'Hôtel de Ville, pour tenter de rencontrer Jean Tiberi. Encadrés par des CRS, ils ont dû patienter sur le parvis, avant qu'un rendez-vous leur soit fixé pour le lendemain.

Mamadou Cissé habite rue Compans depuis 1985, dans une pièce avec coin cuisine, sans sanitaire ni chauffage collectif. Dix mètres carrés pour lui, sa femme et leurs six enfants. Mamadou Cissé essaie bien d'arranger son appartement, il repointe, bouche les trous et nettoie sans cesse, sans grand succès. « Vous pouvez laver tous les jours, ça puie le caco ou bout d'une demi-heure », se lamente-t-il. Ses enfants souffrent aussi de la maladie du plomb, le saturnisme, qui provoque des troubles du développement. En 1990, Bangaly et Banansa Cissé ont fait des analyses au laboratoire d'hygiène de la Ville de Paris (LHVP). Les résultats ne seront communiqués aux familles que sept ans plus tard, mercredi 9 juillet 1997. Banansa, qui a toujours vécu rue Compans, a un taux de plombémie de 150 microgrammes de plomb par litre de sang, c'est-à-dire le seuil toxique.

Pour avoir enfin ces résultats, les habitants ont dû occuper le laboratoire, le 9 juillet. Son responsable, le professeur Squinazi, a réalisé de nouvelles prises de sang pour les jeunes présents. Une bonne partie des enfants de l'immeuble pourraient être atteints de saturnisme.

Le lendemain, des membres du LHVP sont venus dans le 19<sup>e</sup> pour analyser la présence de plomb dans le bâtiment. Un décret d'insalubrité pourrait être pris, ce qui obligerait les autorités à reloger les habitants, comme cela fut fait pour le 5, rue Keller, dans le 11<sup>e</sup> arrondissement. Malheureusement, ce jeudi matin, l'appareil de mesure du LHVP est tombé en panne, interdisant un diagnostic complet.

### SATURINISME

« J'ai peur, bien sûr, pour la santé de mes enfants, mais où aller ? », se désespère Mamadou Cissé. « Je fais, tous les ans, des demandes de logement HLM depuis 1987. Rien. » Dans ce dossier, tout le monde se renvoie la balle. « La ville n'est pas propriétaire, c'est le maire du 19<sup>e</sup> [le socialiste Roger Madec], à l'Etat et à la préfecture de régler ce problème », explique Michel Bulté, adjoint au maire (RPR), en charge du logement. A la mairie d'arrondissement, on rappelle qu'on avait demandé, sans succès, que la Ville rachète l'immeuble lors de sa vente aux enchères, en novembre dernier, pour 1,64 million de francs. Buntout Sadio, qui vit depuis neuf ans rue Compans avec quatre enfants et bientôt un cinquième, n'a pas attendu. Elle a déjà renvoyé ses deux premiers fils chez sa mère, en Mauritanie.

Vincent Hubé

## Les poursuites judiciaires visant les époux Tiberi sont relancées

L'AFFAIRE du rapport de Xavière Tiberi n'est pas définitivement classée. Annulée, le 4 juillet, par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, les poursuites contre le maire (RPR) de Paris et son épouse, ainsi qu'à l'encontre du président (RPR) du conseil général de l'Essonne, Xavier Dugoin, pour « détournement de fonds publics » pourraient, à terme, être relancées sur d'autres bases.

Le procureur de la République à Evry (Essonne), Laurent Davenas, devait en effet ouvrir, vendredi 11 juillet, une enquête préliminaire sur l'existence probable d'« emplois fictifs » au sein du cabinet de M. Dugoin.

Confiée à la direction régionale de la police judiciaire (DRPJ) de

Versailles, les vérifications doivent porter sur le « contrat cabinet » établi, en 1994, en faveur de M<sup>me</sup> Tiberi – contre une rémunération mensuelle de 20 000 francs nets –, mais également sur d'autres contrats jugés suspects. Selon ainsi évoqués les emplois accordés par M. Dugoin au vice-président (RPR) du conseil général du département voisin des Hauts-de-Seine, Alain Aubert, et à l'ancien collaborateur de Charles Pasqua Bruno Tellenne, par ailleurs président du groupe humoristique Jofons, sous le pseudonyme de Basile de Koch.

### ACTES ANNULÉS

Cette saisine élargie répond au vœu des élus socialistes du conseil général de l'Essonne, qui avaient réclamé « une enquête pour l'établissement de la vérité sur la fictivité ou la non-fictivité des emplois de cabinet de la présidence du conseil général » (*Le Monde* du 11 juillet).

### ACTES ANNULÉS

Ce retour en arrière procédural devrait surtout permettre de contourner l'obstacle dressé par l'arrêt de la chambre d'accusation qui annulait les poursuites contre les époux Tiberi.

Fondées sur le désormais fameux rapport intitulé « Réflexions sur les orientations du conseil général de l'Essonne en matière de coopération décentralisée », dont M<sup>me</sup> Tiberi assure qu'il justifiait les

émouvements perçus, ces poursuites ont été annulées en raison de plusieurs vices de procédure. L'arrêt de la chambre d'accusation soulignait notamment que « ce document », saisi par le juge Halphen au domicile du maire de Paris, « ne constituait pas à lui seul et en lui-même un fait nouveau susceptible d'incrimination pénale ». Aussi l'hypothèse de nouvelles poursuites engagées sur cette seule base, telles que les sollicitait le conseiller général (divers gauche) Jean-Louis Englander, semble-t-elle avoir été écartée par le procureur d'Evry, d'autant que l'arrêt disposait aussi que les « actes annulés (seraient) retirés du dossier (...) et qu'il [serait] interdit d'y puiser aucun renseignement contre les parties ».

L'option préconisée par les élus socialistes et retenue par M. Davenas, en ignorant d'emblée l'existence du rapport de M<sup>me</sup> Tiberi, évite cet écueil, mais elle devrait conduire les enquêteurs à examiner de près les conditions dans lesquelles l'épouse du maire de Paris effectuait le travail commandé par le conseil général.

Interrogée le 18 juillet 1996 par le juge de Créteil (Val-de-Marne) Eric Halphen, M<sup>me</sup> Tiberi avait indiqué : « Le travail au conseil général consistait uniquement dans le rapport que je vous ai remis. Je ne me suis pas rendue sur place. »

Transmis de Créteil à Evry, ces éléments avaient conduit M. Davenas à ouvrir, en octobre 1996, une enquête préliminaire pour les besoins de laquelle les policiers étaient rendus, le 25 octobre, au conseil général. Mais ces vérifications, qui avaient commencé à montrer l'existence d'un contrat rattachant l'épouse du maire de Paris au cabinet de M. Dugoin, avaient été interrompues par l'ouverture d'une information judiciaire, requise par le procureur adjoint Hubert Dujardin, en l'absence de M. Davenas.

### « GROUPES DE PRESSION »

Un an plus tard, la procédure est donc en passe d'être relancée. Dénouant certains « groupes de pression », le défenseur des époux Tiberi, M<sup>me</sup> Thierry Herzog, s'interroge, lui, de voir le procureur « se laisser influencer par des militants politiques ».

A la veille de son départ en vacances, M. Davenas s'est en tout cas préservé, cette fois, de toute action intempestive de son procureur adjoint. Dans une note de service fixant la répartition des tâches en son absence, il a exclu des attributions de M. Dujardin « les affaires concernant directement ou indirectement les élus ».

Hervé Gattegno

## Le producteur de cinéma Alain Sarde est écroué pour viol

L'enquête est liée à un réseau de proxénétisme

LE PRODUCTEUR de films Alain Sarde a été incarcéré à la prison de la Santé, à Paris, et mis en examen le mardi 8 juillet pour « viol et tentative de viol » par le juge parisien Frédéric N'Guyen. Les premiers résultats de l'enquête semblent démontrer, sur la foi des témoignages de deux victimes, qu'un proxénète, Jean-Pierre Bourgeois, sous couvert de son métier de photographe, aurait conduit les deux jeunes femmes chez le producteur sous un prétexte fallacieux et que ce dernier les aurait violentées.

Les faits reprochés à Alain Sarde sont apparus de manière incidente dans le cadre de l'instruction menée par le magistrat sur des réseaux de proxénétisme internationaux (*Le Monde* du 10 juin) qui visait directement les entours de d'hommes d'affaires et de princes saoudiens et qatari. La mise en cause de telles personnalités avait d'ailleurs suscité des remous diplomatiques et inquiété le premier ministre de l'époque, Alain Juppé, qui avait demandé à son cabinet de suivre pas à pas l'évolution de l'enquête (*Le Monde* du 2 juillet).

Pour étayer les faits de « proxénétisme aggravé » à l'encontre de Jean-Pierre Bourgeois, placé en détention et mis en examen le 31 janvier, dans cette première affaire, le juge avait, en effet, entendu nombre de filles en contact avec ce photographe habitué des couvertures des revues *New Look*, *Lui*. Au cours de ces interrogatoires, les policiers ont découvert qu'au-delà d'une affaire de prostitution de luxe, se cachaient aussi des violences sexuelles et psychologiques.

Parmi ces jeunes femmes, Nadia et Laurence ont expliqué aux enquêteurs de la brigade de répression du proxénétisme comment, dans l'espoir d'une séance de photos et d'une hypothétique apparition cinématographique, elles s'étaient retrouvées prises au piège dans le bureau ou dans l'appartement d'Alain Sarde. Non saisi de ces éléments, le juge N'Guyen avait transmis au parquet, qui avait alors ouvert une information judiciaire distincte.

Nadia, âgée de dix-huit ans au moment des faits, issue d'un milieu social difficile, pensait pouvoir sortir de son foyer de jeunes travailleurs en se lançant dans la photo

comme le lui avait promis Jean-Pierre Bourgeois. L'autre victime, Laurence, plus âgée, s'était rendue dans les bureaux du producteur avec son fiancé. Après avoir tourné des films pornographiques, elle souhaitait débiter une carrière d'actrice à part entière. Le caractère non spontané des témoignages, recueillis lors d'auditions portant sur les seules activités de M. Bourgeois, et la volonté, signifiée au juge d'instruction par les deux jeunes femmes, parties civiles dans le dossier du réseau de proxénétisme, de ne demander qu'un franc de dommages et intérêts, concourent, selon les enquêteurs, à renforcer le crédit accordé à ces révélations.

Ces faits revêtent d'ailleurs des similitudes avec ceux concernant William Kazan, diplomate et milliardaire libanais mis en examen par le juge N'Guyen pour « viol aggravé » sur une jeune Suédoise de seize ans. Prenant à sa charge son déplacement de Suède en France, Jean-Pierre Bourgeois avait joué le rôle de rabatteur en promettant à cette jeune fille la réalisation de photos sur le yacht du riche homme d'affaires, amarré dans le port de Cannes.

Considéré comme l'un des producteurs de cinéma français les plus actifs Alain Sarde, âgé de quarante-cinq ans, dirige la société Les films Alain Sarde, filiale de la chaîne cryptée Canal Plus. Partenaire financier traditionnel de Bertrand Blier, Bertrand Tavernier, André Téchiné et bien d'autres, il a produit près d'une centaine de films dans lesquels ont tourné les principaux acteurs et actrices du cinéma français.

Ses avocats, M<sup>re</sup> Georges Kiejman et Jean-Marc Fedida, se refusent à tout commentaire avant de connaître le résultat de la procédure de référé-liberté qu'ils ont engagée auprès la présidente de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris qui devait se prononcer, vendredi 11 juillet, à 14 heures, sur la justification de la détention provisoire. Ils tenteront, lors de cette audience, de démontrer le caractère infondé de cette incarcération motivée par des témoignages dont ils contestent la solidité.

Jacques Follorou

## La FSU pose ses conditions à la création des emplois jeunes

CINQ SEMAINES après l'arrivée rue de Grenelle de Claude Allègre et Séphora Royal, la puissante Fédération syndicale unitaire (FSU) a soulevé que l'objectif des « 80 % d'une génération ou niveau du bac » soit réaffirmé et que le seuil de la scolarité obligatoire à 16 ans soit relevé. Favorables à l'abaissement du temps de travail des enseignants envisagé par M. Allègre, les membres de la FSU ont estimé qu'il devrait s'accompagner de créations d'emplois. A propos des 40 000 « emplois jeunes » destinés à l'éducation nationale, M. Deschamps a souligné qu'ils ne pourraient être tous rémunérés sur la même base. « Nous sommes choqués par les attaques lancées contre telle ou telle composante de la FSU », a ajouté Michel Deschamps, le secrétaire général, faisant allusion à la charge de Claude Allègre contre le SNES, à travers le dossier de la déconcentration de la gestion des enseignants.

### DÉPÊCHES

■ **STAGES** : Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, qui a reçu, mercredi 9 juillet, Jean Gandois, président du CNPF, est revenu sur son intention de suspendre les unités d'expérience professionnelle (*Le Monde* du 4 juillet). Le ministre envisage toutefois de réunir une table ronde à la rentrée sur la question des stages d'étudiants en entreprise.

■ **RELIGIONS** : après l'annonce faite, jeudi 10 juillet, par le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, et par Mgr Billé, président de la Conférence des évêques, d'une déclaration de « repentance » en septembre sur les « silences » de l'Eglise pendant la période de Vichy (*Le Monde* du 11 juillet), Henri Haldeberg, président du Conseil représentatif des institutions juives de France, a estimé qu'il était « souhaitable qu'il y ait des engagements identiques de la part des grands corps de l'Etat, de l'administration, de la police, de la justice ».

■ **JUSTICE** : le procès de Maurice Papon, quatre-vingt-six ans, ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde entre 1943 et 1945, s'ouvrira le 8 octobre devant la cour d'assises de la Gironde. Accusé d'avoir organisé la déportation de 1 560 juifs de la région vers les camps de concentration, M. Papon est le premier haut fonctionnaire français à comparaître devant un jury populaire pour « crime contre l'humanité ».

■ **ENFANCE** : Gérard Hamel, député (RPR) et maire de Dreux (Eure-et-Loir), a signé un arrêté applicable à partir du 11 juillet pour que tout enfant de moins de douze ans circulant non accompagné dans les rues de la ville entre minuit et six heures du matin soit recueilli et conduit à l'hôtel de police. Le préfet du département a mis en doute la légalité de ce texte et le ministère de l'emploi et de la solidarité a souhaité qu'il ne soit pas appliqué.

### Le Carnet du Monde

POUR VOS HEUREUX ÉVÉNEMENTS  
**NAISSANCES, MARIAGES**

70 F la ligne hors taxes

☎ 01.42.17.39.80  
01.42.17.38.42



**ENVIRONNEMENT** Dominique Voynet, ministre (Verts) de l'aménagement du territoire et de l'environnement, a annoncé jeudi 10 juillet l'interdiction de la pêche et

de la navigation de plaisance aux abords de la canalisation de rejet des effluents de l'usine nucléaire de retraitement de la Hague (Manche). ● LA VEILLE, L'ORGANISATION ÉCO-

LOGIQUE GREENPEACE avait rendu publics de nouveaux résultats de mesures effectuées en juin à la sortie de ce tuyau (Le Monde du 11 juillet). Le cabinet de la ministre a tenté hier de

minimiser les mesures de protection. ■ LES PREMIERS RÉSULTATS d'une étude confiée à l'Office de protection contre les rayonnements ionisants (OPRI) confirment les analyses

effectuées par Greenpeace. L'OPRI affirme néanmoins que les mesures réalisées à proximité des plages ne montrent aucune radioactivité supérieure à la radioactivité naturelle.

## La polémique rebondit sur les rejets radioactifs de l'usine de la Hague

Après la décision de M<sup>me</sup> Voynet d'interdire « dans l'urgence » l'accès aux particuliers de la zone maritime autour du site, les pouvoirs publics minimisent les risques évoqués par Greenpeace, mais renforcent les contrôles. Sur place, habitants et touristes restent sceptiques, voire méfiants

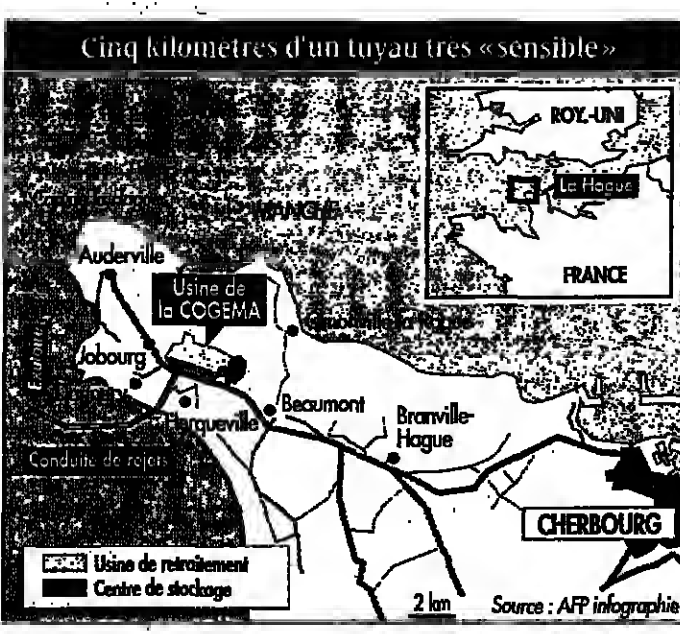
**LA DÉCISION** d'interdire la pêche et la navigation de plaisance aux abords de l'usine de la Hague, annoncée mercredi 10 juillet, par Dominique Voynet (Verts), à la sortie du conseil des ministres, a provoqué quelques flottements au sein du cabinet de la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement. Dans la cour de l'Élysée, M<sup>me</sup> Voynet avait déclaré que l'accès de la zone aux pêcheurs et plaisanciers sera « empêché » « par application du principe de précaution ». Cette décision, annoncée « dans l'urgence, et sans préjuger des résultats des études indépendantes » sur la radioactivité aux abords de l'usine de la Hague, intervient après la contre-expertise, due à un laboratoire allemand, des mesures effectuées par Greenpeace à la sortie de la canalisation sous-marine de rejet des effluents de l'usine de retraitement de la Cogema (lire ci-contre).

Le cabinet de M<sup>me</sup> Voynet tentait, jeudi après-midi, de minimiser la portée des déclarations de la ministre. « Il n'y a pas d'interdiction d'accès à la plage et à la mer. Seule une zone grosse comme un mouchoir de poche présente une radioactivité

importante. Au-delà, on fait juste attention qu'il n'y ait pas de bateau de plaisance ni de pêcheurs », expliquait ainsi un membre du cabinet, qui précisait que pour le reste un arrêté du préfet maritime déjà en vigueur interdisait le chalutage, le dragage et le mouillage à proximité de la canalisation.

### ILLÉGAL OUTRE-RHIN

Greenpeace avait lancé, début juin, une campagne de prélèvements des sédiments et des rejets liquides à l'extrémité de la canalisation. Le 21 juin, les responsables de l'association écologiste avaient rendu publics des analyses de ces rejets, relevant un taux de radioactivité de 209 à 216 millions de becquerels d'activité bêta par litre. La radioactivité naturelle normale de l'eau de mer est estimée entre 12 et 24 becquerels par litre. Une semaine plus tard, Greenpeace avait envoyé ces déchets vers les différents pays clients de l'usine de retraitement. Quelque 15 litres de liquide et 30 kilos de sédiments ont été remis aux autorités allemandes, qui les ont confiés à un laboratoire officiel de Brême pour de nouvelles analyses.



Les mesures du laboratoire ont montré un taux de radioactivité tel, a annoncé mercredi soir un porte-parole des services sanitaires de Hambourg, que, selon la législation allemande, de tels déchets seraient

illégaux outre-Rhin. Pour les responsables de Greenpeace, « il est clair que tout l'environnement marin est contaminé ». La Cogema, elle, a réagi à ces nouvelles mesures en affirmant : « Ces valeurs sont tout à

fait conformes à nos autorisations de rejets approuvées non seulement en France par le ministère de la santé, mais également par la Commission européenne ».

### DE TIMIDES MESURES

À la suite des révélations de Greenpeace, Dominique Voynet et le secrétaire d'État à la santé, Bernard Kouchner (PRS), avaient commandé le 16 juin une nouvelle étude à l'Office de protection contre les rayonnements ionisants (OPRI). Les résultats définitifs seront connus la semaine prochaine. Les premières mesures de l'OPRI « confirment celles réalisées en Allemagne et en Suisse, avec un taux de radioactivité pouvant atteindre 175 millions de becquerels de tritium par litre, avant dilution. Ces niveaux ne remettent pas en cause les valeurs limites fixées par les autorisations de rejet », selon un communiqué du ministère et du secrétariat d'État, qui ajoute que « les mesures réalisées par l'OPRI à proximité des plages ne montrent aucune radioactivité supérieure à la radioactivité naturelle ». Le cabinet de M. Kouchner a toutefois renforcé les contrôles de radioactivité sur la plage : d'un

rythme trimestriel ils passent à une fréquence « quinzennale ».

Les écologistes semblaient quelque peu dubitatifs après les déclarations de la ministre. « C'est une décision raisonnable. Pour la première fois, le principe de précaution est appliqué au nucléaire », affirme Pénélope Komités, directrice de Greenpeace France. L'organisation regrette cependant que le gouvernement ne soit pas allé plus loin : « au lieu de fermer la zone, il faudrait arrêter les rejets de l'usine », ajoute M<sup>me</sup> Komités. En pleine période estivale, les mesures prises risquent fort en effet de paraître trop timides pour ceux qu'inquiète l'activité de l'usine de la Hague. Les Verts, par le biais de leur porte-parole, Philippe Boursier, ont donné le ton en estimant que « les canalisations du laboratoire de Hambourg confirment que la Hague et, plus généralement, la centrale filière nucléaire mettent en danger les générations présentes et futures. Il faut au plus vite organiser la sortie progressive des sources d'énergie et par les économies d'énergie ».

Sylvia Zappi

## « C'est trop pourri, ce truc-là »

**CHERBOURG** de notre envoyé spécial La mer scintille comme du mica, reflétant la chaude lumière de l'après-midi finissant. Une mouette

### REPORTAGE

Pas l'ombre d'un panneau informant d'un éventuel danger, pas un signe, rien

survole la crique déserte baptisée « anse des Moutinets ». Pas une seule bouée flottant à l'horizon, pas l'ombre d'un panneau informant d'un éventuel danger, pas un signe, rien. C'est de la pourtant que part le fameux « tuyau » de la Hague que le gouvernement a décidé de mettre provisoirement en quarantaine.

Long d'un peu plus de 5 kilomètres, il transporte sous l'eau les déchets de l'usine nucléaire pour les déverser plus au nord, à la hauteur du raz Blanchard et de la baie d'Escalgrain. « C'est la deuxième année que je viens dans le coin. Mais je n'ai jamais permis à mes enfants de se baigner », commente un jeune père de famille. Originaire de Pau, il a fait le voyage de la Hague pour participer à un rallye moto. Son fils, un bambin de quatre ou cinq ans, puvre de grands yeux éblouis. « Ah non ! Pas question que mes enfants mettent un pied dans la mer », réplique le motard. D'un mouvement de menton, il désigne les bâtiments de l'immense usine atomique, au

sommet de la colline. Une double palissade métallique, renforcée d'un fil de barbelés, entoure le site. « C'est trop pourri, ce truc-là », conclut le jeune homme péremptoire.

À 5 kilomètres de là, dans un petit bistro d'Auderville, les habitués font grise mine. « Cela fait quinze ans que je vis ici. Quinze ans que je mange tous les jours du poisson ou des crustacés. Eh bien, je n'en suis pas mort ! », fanfaronne un client. Chacun l'écoute sans piper mot. « Attention, je ne dis pas qu'il n'y a rien, hein ! On ne nous dit pas tout, c'est sûr », grommelle l'homme en vidant son verre. « Comparé à l'an dernier, j'ai une chute de clientèle d'au moins 60 % », finit par lâcher le patron de l'établissement. « Avec toute la pub qu'on nous a faite ces derniers mois, les touristes ne risquent pas de se bausculer », ajoute-t-il en rangeant ses bouteilles.

Patron d'un hôtel-restaurant à Fermanville, en bord de mer, Nathalie Bonnemain n'est pas d'accord. « La saison touristique ne commence pas avant le 14 juillet. Chez nous, en tout cas, on n'a eu aucune annulation », souligne-t-elle. Native du Cotentin, la jeune aubergiste est aussi l'une des plus ardentes militantes du collectif « Mères en colère » créé au mois de février, après la publication du rapport du professeur Jean-François Viel faisant état d'une légère augmentation des cas de leucémie chez les enfants vivant dans un rayon de 35 kilomètres autour de

l'usine (Le Monde du 12 février). La décision annoncée par Dominique Voynet d'empêcher l'accès à la zone maritime à proximité de la fameuse canalisation n'a pourtant pas soulevé d'enthousiasme les « Mères en colère » du Cotentin : « C'est une mesure à double tranchant », lance Nathalie Bonnemain, la navigation va être interdite dans cette zone, très bien. Mais cela signifie aussi que tout prélèvement sera, dès lors, impossible à effectuer ».

Le fait que cette mesure soit annoncée au moment où la Cogema entame des travaux de détartrage sur cette même canalisation lui semble une « coïncidence » trop curieuse pour être honnête. « Tout cela nous inquiète un peu. Après tout, ce ne serait pas la première fois, depuis trente ans que la Hague existe, qu'il y a des pressions et des magouilles », insiste la jeune femme. C'est précisément pour contrer ses mauvaises habitudes que les « Mères en colère » ont récemment lancé une pétition, exigeant des autorités « des informations claires et objectives sur les risques liés à l'influence des rejets dans l'atmosphère et dans l'environnement marin de l'industrie nucléaire ». Les quelque quatre mille signatures recueillies n'ont pourtant pas ému grand monde en haut lieu. « Nous sommes amères », résume Nathalie Bonnemain. L'absence de contacts directs avec Dominique Voynet - « Peut-être qu'à ses yeux ce que pense la population locale est secondaire ? » - n'est sans

doute pas non plus étrangère à cet ostensible scepticisme. Dans le Cotentin comme ailleurs, la méfiance à l'égard du monde politique est grande. « Si les élus avaient fait leur boulot, il y a vingt-cinq ans, on n'en serait pas là ! », regrette Nathalie Bonnemain.

Aux yeux de la population, les dossiers du nucléaire et de la toute-puissante Cogema n'en demeurent pas moins des sujets sinon tabous, du moins « sensibles », reconnaît la jeune militante. « Dans le département, il n'existe pas une famille qui n'ait l'un des siens qui travaille à la Hague », souligne-t-elle. « L'usine atomique est la deuxième grosse unité de production de la région, après l'arsenal de Cherbourg - qui fabrique des sous-marins nucléaires », note de son côté l'écologiste Didier Angez, conseiller régional (Verts) de Basse-Normandie. « Je ne suis pas de catastrophisme, mais ce n'est pas encore cet été que j'ai pu aller à l'Escalgrain... Certains élus jouent les matamores à ce sujet. Ils ont tort. Ce n'est pas eux qui vont, ni leurs gosses ». La décision de Dominique Voynet va, certes, « dans le bon sens », mais il n'est pas question de s'arrêter en si bon chemin : pour l'Élu Vert, le gouvernement doit transformer l'essai en lançant une « étude d'impact » des travaux de détartrage programmés par la Cogema. « Ce n'est pas parce que Dominique est une copine, sourit-il, qu'on va mettre un mouchoir sur nos revendications ! »

Catherine Simon

## La polémique continue entre écologistes et scientifiques

**LES RÉSULTATS** des nouvelles mesures de radioactivité effectuées à la demande de Greenpeace au débouché de la canalisation d'effluents radioactifs de l'usine de retraitement de la Cogema, au large de la Hague (Manche), diffèrent des précédents. Les échantillons liquides confiés à un laboratoire universitaire de Brême présentent des taux moyens de radioactivité de 155 millions de becquerels de tritium par litre. Ces taux sont inférieurs à ceux relevés fin juin, qui allaient de 209 à 216 millions de becquerels (Bq) d'activité bêta par litre (Le Monde du 21 juin).

Cette différence tient au fait que nous avons mesuré la radioactivité de type bêta propre au tritium, alors que l'autre laboratoire avait pris en compte l'activité bêta de l'ensemble des radionucléides présents dans l'échantillon », explique Gerald Kirchner, responsable du laboratoire allemand. Les deux mesures sont donc parfaitement cohérentes et compatibles entre elles, mais aussi avec les rejets effectués par la Cogema, qui en évalue l'activité moyenne à 190 millions de Bq pour le tritium. Pour l'entreprise nucléaire comme pour l'Office pour la protection contre les rayonnements ionisants (OPRI), ces valeurs sont également compatibles avec les autorisations de rejets accordées à l'usine de retraitement.

Définies en 1980, ces autorisations fixent des limites annuelles de rejets, mais aussi des maxima d'activité

après dilution : à 1 kilomètre de l'extrémité de la conduite, le plafond ne doit pas dépasser 4 000 Bq/l pour le tritium et 200 Bq/l pour les autres éléments. Pour saisir la persistance des mesures de Greenpeace, il faut donc apprécier le taux de dilution des effluents, qui selon l'OPRI, correspond parfaitement aux normes actuelles.

Ce raisonnement a cependant l'inconvénient majeur d'éluder ce qui se passe aux environs immédiats de la conduite, où les pêcheurs locaux pouvaient jusqu'à maintenant capturer poissons et crustacés. Les mesures de l'OPRI devraient permettre de vérifier si la ressource halieutique est menacée.

### ÉTUDE D'IMPACT

Par ailleurs, Greenpeace a déposé un recours devant le tribunal administratif de Paris, demandant la suspension des travaux de détartrage de la conduite de la Cogema. Ceux-ci ont débuté mercredi 9 juillet. Il s'agit d'évacuer une couche de 1 centimètre environ de silicates cristallins à l'intérieur de la conduite, responsable d'une partie de l'irradiation mesurée à la fin de la conduite, notamment lors des grandes marées lorsqu'elle se découvre. Un robot radioréducteur doit retirer une centaine de tonnes de déchets solides, qui seront enfouis au centre de stockage de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) situé dans l'Aube.

Pour Pénélope Komités, directrice de Greenpeace France, ces travaux entraînent des « risques particulièrement sérieux de pollution » et nécessitent une étude d'impact préalable, « permettant de vérifier qu'il n'y a pas de plutonium en grande quantité dans la conduite ». Le principe de cette étude a été refusé par la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN), qui estime qu'il s'agit d'« une opération technique classique » et fréquente dans l'industrie chimique.

La DSIN considère en revanche que ces opérations doivent s'inscrire « dans un processus plus large de révision des autorisations de rejets du site de la Hague ». Un décret de mai 1995 soumet désormais ces autorisations à un arrêté conjoint des ministres de l'Industrie, de l'Environnement et de la Santé. « Nous souhaitons réduire ces autorisations entre deux et dix fois selon les radionucléides », précise Hervé Mignon, sous-directeur de la DSIN. Les enquêtes publiques à ce sujet seront lancées à l'automne.

Hervé Morin

## Une mouche fatale pour les lentilles vertes du Puy

**LE PUY-EN-VELAY** de notre correspondant

Les lentilles vertes du Puy-en-Velay (Haute-Loire) « pleurent », une mouche les a piquées et, selon l'expression des spécialistes, « elles poussent en fourrage ». Cela tombe on ne peut plus mal : l'appellation d'origine contrôlée (AOC) avait été obtenue en 1996 seulement. Une mouche, la cécidomyie, a piqué ses œufs, il y a environ deux mois, dans la fleur, au stade « torche », alors que la carotte n'avait pas encore atteint le stade papillonacé. La gestation a dorénavant naissance à un ver de couleur jaune qui s'est introduit dans les plantules et les a mangées de l'intérieur. Désormais, les plantules touchées présentent des gousses déformées et de couleur marron.

Cette catastrophe - car c'en est une - est due à la trop grande précocité des plantes provoquée par l'hiver clément et le printemps chaud et sec. D'habitude, quand les mouches passent, les plantes ne sont pas encore en fleur et ne sont donc pas en danger.

Un traitement existe contre cet insecte mais, selon les spécialistes du service de protection des

végétaux de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), il est désormais trop tard pour qu'il ait encore une efficacité quelconque.

La presque-totalité des huit cent cinquante producteurs a été touchée, alors que 3 500 hectares avaient été ensemencés, soit 300 à 400 de plus que l'an dernier. En 1996, la récolte avait été de 35 000 quintaux, payés aux producteurs 700 francs le quintal.

### FILETS ANTICÉCIDOMIE

Les estimations les plus sérieuses évaluent la perte à 50 % de la récolte. Le manque à gagner sera de quelque 10 millions de francs pour les producteurs. Les conditionneurs et les distributeurs seront, eux aussi, atteints. Qui plus est, les stocks sont inexistantes à cause de l'excellente année 1996, celle d'obtention de l'AOC.

Les lentilles qui seront sauvées - il y en aura tout de même - sont celles qui ont été semées très tôt au beaucoup plus tard que d'habitude. Déjà, les producteurs pensent à l'avenir : ils parlent de l'installation de filets anticécidomie.

Jean-Pierre Poron

## Le Monde DOSSIERS DOCUMENTS

### L'état des conflits dans le monde

L'effondrement de l'Union soviétique, la chute du mur de Berlin et la fin, donc, de la guerre froide Est-Ouest ont changé souvent la nature des conflits dans le monde. On observe moins d'affrontements entre États et davantage de conflits au sein même des nations ou d'entités plus ou moins arbitrairement constituées.

Au sommaire : l'Amérique latine, l'Asie, l'Afghanistan, le Proche-Orient, l'Afrique, le Caucase, les Balkans.

UNE PUBLICATION DU MONDE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



# La note d'Alain Juppé sur la situation économique et financière

Paris, le 2 juin 1997.

**1** Le gouvernement désigné après l'élection présidentielle de mai 1995 a dû faire face à un contexte économique et financier marqué par trois difficultés majeures :

- les déficits publics avaient atteint en 1993 et 1994, avec 5,6 % du PIB, leur niveau le plus élevé depuis plus de vingt-cinq ans ;
- le manque de confiance dans notre économie entraîné par cette dérive des comptes publics et le choix de ne pas utiliser les marges élargies de fluctuation au sein du SME contraignaient à une politique monétaire restrictive. Les taux d'intérêt étaient très élevés et marquaient un écart important avec les taux allemands (310 points de base d'écart pour les taux à 3 mois et 70 points pour les taux à 10 ans) ;
- un retournement conjoncturel s'amorçait en Europe qui ne pouvait épargner la France ;
- la politique de réforme et de redressement conduite depuis deux ans et l'évolution de la conjoncture économique en Europe permettront au gouvernement, issu des élections législatives de mai 1997, de bénéficier d'un contexte radicalement différent, même si à l'évidence le processus de transformation de notre économie et de retour à une croissance suffisante pour faire reculer nettement le chômage n'est pas achevé ;
- les déficits publics sont revenus au voisinage de 4 % en 1996 et sont, comme on le verra plus loin, clairement orientés à la baisse ;
- l'amélioration progressive des soldes budgétaires a permis un assouplissement de la politique monétaire et la baisse des taux d'intérêt à un niveau qui est parmi les plus bas du G 7. A la veille des élections, les taux d'intérêt étaient ainsi de 3,4 % pour les taux à 3 mois (soit 25 points de base au-dessus des taux allemands) et 5,7 % pour les taux à 10 ans (soit un écart en notre faveur de 15 points de base avec les taux allemands). Ces résultats témoignent d'un haut degré de confiance dans la politique économique suivie par la France ;
- les perspectives de croissance et d'emploi sont bonnes. Les mesures structurelles qui ont été décidées et tout particulièrement l'allègement des charges sociales sur les bas salaires (environ 42 milliards en année pleine) ont rendu la croissance plus riche en emplois. En 1996, avec une croissance de 1,3 %, le nombre d'emplois créés en France a pratiquement compensé le nombre d'emplois détruits, alors qu'en 1992, avec une croissance proche de 1,2 %, notre pays avait perdu 280 000 emplois. Cela nous met dans une situation plus satisfaisante que l'Allemagne, par exemple, qui a perdu 350 000 emplois, en net, en 1996, avec un taux de croissance comparable au nôtre.

L'économie française a clairement recommencé de créer des emplois : la progression est de 140 000 créations nettes en 1997 et 250 000 l'an prochain.

Le recul de l'inflation accentue les gains de pouvoir d'achat dont les salariés bénéficient depuis 1996 : sur un an, le salaire horaire ouvrier a progressé de 2 % en pouvoir d'achat (contre moins de 0,5 % jusqu'à la mi-96). Aussi l'application des règles de revalorisation automatique du SMIC va-t-elle conduire à un relèvement de l'ordre de 1,9 % au 1<sup>er</sup> juillet.

La diffusion de ce pouvoir d'achat ne peut que conforter les prévisions des experts, en particulier des organismes internationaux qui nous créditent d'une croissance d'environ 2,5 % en moyenne annuelle en 1997 et de 3 % en 1998. Les prévisions générales sont confirmées par les résultats des toutes dernières enquêtes de conjoncture. Celle réalisée en mai par l'Insee auprès des chefs d'entreprise de l'industrie montre une perspective d'activité soutenue dans les prochains mois et les carnets de commande sont aujourd'hui jugés « très étoffés ».

Un point d'incertitude demeure sur l'investissement qui ne manifeste pas de réel redémarrage. Mais les conditions financières sont favorables aux entreprises et la clarification des perspectives de croissance, une fois levées les incertitudes électorales, devrait permettre une reprise plus vigoureuse des dépenses d'équipement.

Au total, tout laisse penser que la politique menée en matière de finances publiques, la baisse des taux d'intérêt et le réajustement des parités entre les monnaies ont véritablement créé les conditions d'un redémarrage durable et sain de l'activité.

**2** La maîtrise des finances publiques a joué un rôle décisif dans le redressement de la situation économique de notre pays et a largement contribué à créer les conditions d'une croissance durable et soutenue.

Il est important de consolider cet acquis, d'autant qu'en sens inverse le redémarrage de la croissance est lui-même un atout important d'une politique de réduction des déficits publics, en raison de son impact sur les recettes.

La LFI 1997 et la loi de financement de la Sécurité sociale ont été adoptées dans cette perspective. Elles ont permis d'arrêter un niveau de déficit provisionnel de 3 % du PIB, autorisant la participation de la France à la monnaie unique dès sa mise en place, au 1<sup>er</sup> janvier 1999.

Ce résultat a été obtenu en maintenant les dépenses de l'Etat pour 1997 au même niveau qu'en 1996. Cette modération sans précédent des dépenses de l'Etat a permis d'amorcer en parallèle le processus plurianuel de baisse de l'impôt sur le revenu avec 25 milliards de francs d'allègement dès cette première année.

Transmise par l'ancien premier ministre à Lionel Jospin lors de la passation de pouvoirs, le 2 juin, la note confidentielle de six pages sur l'état des finances publiques françaises, ici reproduite dans son intégralité, révèle que le manque à gagner sur les recettes fiscales devrait dépasser 35 milliards de francs en 1997. Pour 1998, les déficits publics seraient sur une tendance de 4 % du PIB

*« La question qui devra être tranchée au cours de l'été – par des décisions de gestion et des mesures réglementaires et non pas obligatoirement par un collectif budgétaire – est celle de savoir à quelle hauteur exactement et par quels moyens (économies sur les dépenses, mobilisation de recettes exceptionnelles non fiscales, remise en cause de dépenses fiscales...) le gouvernement décide de compenser le défaut de certaines recettes »*

Le respect des objectifs fixés pour 1997 sera un enjeu important pour le gouvernement issu des élections. Il n'est pas définitivement acquis et nécessitera des mesures de réajustement, comme cela avait été le cas en 1996, où des ajustements à hauteur d'environ 25 milliards avaient dû être effectués sur le budget de l'Etat. Globalement, les écarts concernent les prévisions de recettes pour un total de l'ordre de 35 milliards, alors que les estimations et autorisations de dépenses peuvent tout à fait être respectées tant pour le budget de l'Etat que sur celui de la Sécurité Sociale, si les gestionnaires maintiennent leur vigilance.

La question qui devra être tranchée au cours de l'été – par des décisions de gestion et des mesures réglementaires et non pas obligatoirement par un collectif budgétaire – est celle de savoir à quelle hauteur exactement et par quels moyens (économies sur les dépenses, mobilisation de recettes exceptionnelles non fiscales, remise en cause de dépenses fiscales...) le gouvernement décide de compenser le défaut de certaines recettes.

Cet écart sur les recettes n'est pas définitivement connu à ce jour et peut varier sensiblement en fonction de l'évolution de l'emploi et de l'activité au cours des prochains mois. Son origine est triple :

- les recettes fiscales nettes progressent depuis deux ans à un rythme nettement inférieur à celui du PIB. Le constat des recettes effectives de 1996 entraîne, toutes choses égales d'ailleurs, une révision à la baisse de 15 milliards de prévisions pour 1997. Ce sont essentiellement les recettes de TVA dont l'évolution est décevante. Ce phénomène est pour partie explicable par les conditions particulières de la croissance qui, en 1996 et au début de 1997, a été tirée par les exportations. A ce titre, il est heureusement transitoire. Cependant, cette explication n'est pas apparue suffisante au ministre de l'économie et des finances, qui a confié à l'Inspection générale des finances une enquête permettant de savoir si de nouvelles formes de fraude dues aux nouvelles conditions des échanges au sein de la CEE sont ou non à l'origine de pertes significatives de recettes. Ce rapport sera disponible très prochainement ;
- les cotisations sociales devraient – sur la base de la tendance des recettes des premiers mois, où la masse salariale n'évolue pas au rythme anticipé – rapporter pour l'ensemble des régimes sociaux de l'ordre d'une dizaine de milliards de moins que prévu. L'écart sur le seul régime général étant limité à environ 5 milliards ;
- un accord conclu entre les partenaires sociaux sur l'Unedic, qui a notamment permis de baisser les cotisations chômage, aura pour effet d'absorber presque intégralement un excédent initialement prévu de 12 milliards. Cette évolution n'affecte pas directement la Sécurité sociale stricto sensu, mais le régime chômage étant inclus dans les comptes publics selon les normes européennes, la variation de son solde dégrade la prévision de plus de 0,1 point de PIB.

En matière de dépenses, les besoins supplémentaires de financement identifiés doivent pouvoir être couverts, sans difficultés majeures, par des dépenses inférieures sur d'autres postes.

Sur le budget de l'Etat, l'administration des finances anticipe les dépenses supplémentaires nettes d'environ 23 milliards, dont une partie peut justifier l'intervention d'un décret d'avances dans les prochaines semaines. En sens inverse, le maintien des taux d'intérêt de leur niveau actuel permettrait une économie de 5 milliards sur les crédits ouverts au titre des charges de la dette. De plus, le ministre de l'économie et des finances a mis en réserve 10 milliards qui ne seront pas dépensés si cette mesure n'est pas levée et qui peuvent à tout moment faire l'objet d'un arrêté d'annulation.

L'écart théorique est donc de 8 milliards, ce qui, à ce stade de l'année et par comparaison avec des dépenses budgétaires de plus de 1 500 milliards, n'a rien d'inhabituel.

S'agissant de la Sécurité sociale, il faut attendre la réunion en principe à la fin juin de la commission des comptes de la Sécurité sociale pour connaître les projections d'exécution de la LFSS.

L'écart par rapport à la prévision sur le régime général ne devrait pas excéder sensiblement celui de 5 milliards déjà cité.

Si les prévisions de dépenses s'avéraient néanmoins supérieures, il est dans la logique de la loi de financement – et les ordonnances d'avril 1996 en ont complété les moyens – d'arrêter les mesures correctrices permettant de respecter le texte adopté par le Parlement.

Il faut cependant ajouter que, parallèlement, la question de la dette accumulée en 1996 et au cours des premiers mois de 1997 devra être réglée avant l'automne pour éviter la saturation de l'enveloppe maximale des enveloppes CDC.

**3** Pour 1998, la préparation de la LFI et de la LFSS n'a pas encore dépassé véritablement le stade du travail de préparation technique par les services compétents.

Une lettre de cadrage a cependant été adressée le 22 avril dernier aux différents ministres leur prescrivant à ce stade un objectif similaire à celui retenu pour la présentation de la LFI 1997, à savoir une reconduction globale des dépenses de l'Etat en francs courants par rapport à l'année précédente.

Ce cadrage étant intervenu le lendemain de la dissolution de l'Assemblée nationale par le président de la République, les conférences budgétaires auxquelles il a donné lieu n'ont pu naturellement déboucher sur un projet finalisé remis au gouvernement.

Par ailleurs, les premiers travaux dits de « perspectives budgétaires » menés par la direction du budget évaluent la tendance des déficits publics à un chiffre supérieur à 4 % du PIB, sur la base, il est vrai, de prévisions de recettes spontanées particulièrement basses. Ce chiffre peut être ramené à 3 % après prise en compte de mesures d'économie sur les dépenses budgétaires et de Sécurité sociale, de remises en cause de certaines dépenses fiscales et de mobilisation de recettes exceptionnelles à caractère non fiscal. Cette proposition n'a fait l'objet d'aucun arbitrage gouvernemental et plusieurs des mesures suggérées soulèvent des difficultés politiques importantes.

*« Par ailleurs, les premiers travaux dits de « perspectives budgétaires » menés par la direction du budget évaluent la tendance des déficits publics à un chiffre supérieur à 4 % du PIB, sur la base, il est vrai, de prévisions de recettes spontanées particulièrement basses. Ce chiffre peut être ramené à 3 % après prise en compte de mesures d'économie sur les dépenses budgétaires et de Sécurité Sociale, de remises en cause de certaines dépenses fiscales et de mobilisation de recettes exceptionnelles à caractère non fiscal »*

Ces travaux mettent en évidence le fait que, malgré les progrès accomplis, il n'y a pas, aussi longtemps que la croissance retrouvée n'a pas, fortement affecté le rythme d'évolution des recettes de l'Etat et de la Sécurité sociale, de tendance spontanée à la réduction des déficits.

Celle-ci doit être poursuivie non seulement pour des impératifs de politique européenne, mais surtout pour sortir de la spirale de l'endettement et éviter la remontée des taux d'intérêt. Elle ne peut être obtenue – sauf à envisager des recettes nouvelles qui freineraient la croissance et seraient rejetées par une large majorité de l'opinion – que par une attitude volontariste de maîtrise des dépenses publiques.

Il est donc certain que la présentation de manière crédible en septembre prochain d'un PLF et d'un PLFSS faisant apparaître un déficit cumulé de 3 % exige son ensemble sur la limitation de la charge que les dépenses publiques font peser sur notre pays.

Un exercice indispensable s'imposera lors des choix budgétaires et des arbitrages sur les comptes sociaux au cours de l'été pour manifester la capacité de la France à tenir les engagements pris.

Cet exercice sera facilité si :

- il est partie intégrante d'un programme impliquant le gouvernement dans l'amélioration de la gestion publique, dans une politique permettant de rendre un service meilleur aux usagers, aux assurés sociaux, aux administrés, avec des dépenses stabilisées ;
- il est présenté comme une contribution à l'économie privée pour lui permettre de générer de la croissance, des emplois et des salaires grâce à un allègement des prélèvements. Sans limitation des dépenses publiques, il n'y a pas de politique crédible de réduction des impôts et des déficits ;
- il est accompagné de mesures montrant la volonté du gouvernement d'assurer la cohésion sociale en luttant contre le chômage et l'exclusion, tout en accélérant la croissance et la modernisation du pays.

Alain Juppé

Les historiens et les Aubrac : une question de trop

Antoine Prost

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

Le d...  
une...

C

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L



## Les historiens et les Aubrac : une question de trop

par Antoine Prost

**L**A publication par le quotidien *Libération* d'un « débat » avec les Aubrac est un fait de société qui surprend, inquiète et saurait. Je ne le dis pas ici en tant qu'historien, mais comme homme et comme citoyen.

Il est curieux, d'abord, en tout cas inédit, que l'on se mette à traiter les controverses historiques dans les salles de rédaction des quotidiens : leur lieu habituel est plutôt les séminaires, les comités de lecture des revues savantes ou les jurys de thèse. Dira-t-on qu'un jour en vaut un autre ? Ce n'est pas sûr : le changement de lieu implique l'entrée en scène d'autres acteurs. « Par ailleurs, disait Malraux à la fin d'un texte célèbre, le cinéma est une industrie. » Le journalisme aussi. Et qui croira que la presse a pour finalité la constitution des savoirs scientifiques ? Pas les Aubrac, sommés avec force par les historiens de rendre en copie à temps. Et pas davantage les historiens qui se sont précipités à ce qu'il faut bien appeler un coup médiatique, on qui s'y sont laissés piéger.

Tout homme a le droit d'être respecté dans ce qu'il a de plus humain. Tout homme, y compris les immigrés, les clochards, les simples citoyens, et même les vieillards. Même les résistants

En consacrant tant de pages à expliquer qu'il n'y a pas d'affaire Aubrac, on la crée, en effet, assurément. Comme historien, ce débat ne me passionne pas, mais il me gêne, car il fait qu'il ait lieu. Me gêne, en revanche, le fait qu'il ait lieu de cette façon, car il tourne au procès. La situation est proprement effarante. Voici les Aubrac, venus pour discuter, à leur demande, avec des historiens qu'ils estiment et à qui ils croient pouvoir faire confiance. Pendant un certain temps, le débat est effectivement intéressant, et chacun apporte sa part à une discussion collective. Puis la discussion dérape, et la logique de la situation transforme inexorablement les amis historiques en inquisiteurs.

En face des Aubrac, malgré les protestations d'amitié qu'ils multiplient, les experts, forts de leur autorité et de leur notoriété, se changent en accusateurs qui voudraient leur faire avouer ce qu'ils ne savent pas. L'un d'eux leur dit d'ailleurs crânement sa conviction qu'ils cachent des choses inavouables et leur demande ce qu'ils dissimulent. C'est un procès, pour lequel le grefier a été convoqué et dont on publie aujourd'hui les minutes. Mais de quel droit, et à quel titre ? Qui a fait juge et procureur ? Où sont les garanties de la défense ? Faut-il vraiment, pour combattre le stalinisme, se livrer à des comparutions qui devraient s'achever par une auto-critique ?

J'entends d'ici mes amis historiens - moi aussi, je suis jaloux des protestations d'amitié aux accusations - protester que sent l'âme le souci de trouver la vérité. Ce n'est pas vrai, et ils l'ont prouvé. Il suffit de les lire. Ils ont franchi la ligne jaune.

L'historien doit examiner toutes les hypothèses et il n'est pas pour lui de taire, j'en conviens : c'est son honneur et son risque. Mais il n'a pas le droit de formuler des hypothèses sans aucun fondement. A la fin de cet entretien, nos historiens demandent à Lucie Aubrac si elle n'a pas été involontairement responsable de l'arrestation de ses beaux-parents Samuel, par une imprudence qui aurait pu permettre une filature, trois semaines avant

cette arrestation. On aimerait que cette insinuation inconvenante - les parents Samuel sont morts en déportation - ait échappé dans le feu du débat, mais elle est défilée puisqu'elle se trouve dans un texte publié après que les auteurs l'ont corrigé.

Je le dis tout net : c'est indigne. Rien, dans les dossiers, ne permet d'établir le moindre lien entre l'arrestation d'Aubrac et celle de ses parents. D'ailleurs, aucun des historiens présents n'a avancé le moindre élément objectif en ce sens. Il y a, hélas, bien d'autres juifs vivant sous leur vrai nom sans se cacher qui ont été arrêtés et déportés. Un témoin encore vivant, arrêté en même temps que les Samuel et transporté à Drancy en même temps qu'eux, atteste qu'ils n'ont même pas été interrogés par la police ou la Gestapo après leur capture, ce qui n'aurait pas été le cas si celle-ci avait eu un lien avec une affaire de résistance, fût-ce par une filature.

Au demeurant, à l'explication d'Aubrac, les historiens n'opposent aucune objection. Qu'ont-ils fait de « la simple application de la méthode historique dans toute sa rigueur » ? Leur insinuation est entièrement gratuite. Même en les présentant comme des hypothèses, on n'a pas le droit - quand on se respecte - de formuler des accusations gratuites, comme d'émettre l'hypothèse que tel éducateur pourrait être pédophile ou tel élu corrompu : cela s'appelle de la calomnie.

On a encore moins le droit de demander à ceux que l'on soupçonne de faire la preuve de l'innocence de soupçons que l'on n'est pas capable de justifier. L'un des historiens demande aux Aubrac de « démontrer » que l'hypothèse gratuite est fautive. On croit rêver : c'est à l'accusation d'apporter ses preuves. Si les historiens se posent cette question, bien que rien dans le dossier ne les y autorise, avant d'en faire état publiquement, la déontologie de leur métier est de faire les recherches nécessaires pour la valider ou l'infirmer. Pas de demander à ceux qu'ils soupçonnent de faire leur travail à leur place !

Poser cette question, et la poser de cette façon, réflexion faite, dans un texte rendu public, c'est mettre en circulation une accusation grave. Il y a là une perversion : on franchit une limite éthique, on tente aux droits de la personne. Tout homme a le droit d'être respecté dans ce qu'il a de plus humain, et la pièce filiale en fait partie. Tout homme, y compris les immigrés, les clochards, les simples citoyens, et même les vieillards. Même les résistants.

Antoine Prost est professeur d'histoire à l'université Paris-1.

AU COURRIER DU « MONDE »

### LA MALÉDICTION D'ADAM

On dit que la croissance engendrerait l'emploi. C'était vrai jusqu'à un passé récent. C'est faux aujourd'hui, au temps de la production mécanisée. Toute croissance permet aux entreprises de s'équiper en machines, d'économiser de la main-d'œuvre et d'augmenter ses profits en licenciant. D'où vient cette opposition des pouvoirs à la diminution du temps de travail ? Certes, cette diminution exige un système de relais entre les équipes de travailleurs. Mais on sait faire cela dans les mines, les hôpitaux, les chemins de fer et les navires de haute mer depuis au moins cent cinquante ans. Il n'y a qu'à leur demander conseil. La raison de l'opposition à moins de travail vient sans doute de la tradition millénaire du travail : la malédiction d'Adam. Quand les princes vont-ils comprendre que les êtres humains vont remplacer le labeur-punition par l'activité épanouissante ? Ce projet, il est vrai, exigera de profondes modifications dans la distribution des richesses désormais produites sans hommes.

René Caron, Tanlay (Yonne)

## Le développement durable, une chance pour l'emploi

par Dominique Voynet

**C**OMME je l'ai affirmé dès ma prise de fonctions, la lutte pour l'emploi est ma priorité, comme elle est celle du premier ministre et de l'ensemble du gouvernement.

L'annonce par le premier ministre de l'abandon du canal Rhin-Rhône et de Superphénix a confirmé les engagements de la campagne électorale. Mais comme il s'agit d'opérations importantes ayant un impact sur l'emploi, ces décisions ont provoqué un certain émoi. Si je comprends la légitime inquiétude des personnes concernées, je regrette, par contre, que certains aient volontairement tenté d'accroître et d'instrumentaliser cette angoisse en utilisant des moyens financiers considérables pour diffuser désinformations et rumeurs.

C'est à l'heure de critères objectifs que doivent s'apprécier les grandes décisions qui structurent l'espace. Parce qu'une infrastructure peut détruire irrémédiablement une vallée, un paysage, partie intégrante de notre patrimoine, mais aussi atouts pour certaines activités (tourisme, agriculture), je serai attentive à la prise en compte des critères environnementaux dans les études d'impact. Parce qu'elle peut accroître les pollutions, notamment des gaz à effet de serre, je veillerai au respect dans ce cadre des engagements internationaux de la France. Parce qu'il n'est pas acceptable et souvent contre-productif que des décisions aussi importantes soient prises contre l'avis de la population et sans expertises contradictoires, la loi définissant les procédures d'initiation publique sera remise à plat. Seul un débat public serein et démocratique permettra de mettre fin aux querelles juridiques qui entraînent des surcoûts considérables pour la collectivité et pour les entreprises du BTP. Et, parce que certaines infrastructures, notamment autoroutes et TGV, désertifient au lieu de désenclaver, la loi d'orientation et le schéma national d'aménagement du territoire seront revus.

Je veux enfin ici ce que j'entends par un développement durable. Il ne se résume pas, comme on l'en-

tend souvent, à un développement sous la contrainte de la préservation de la nature. C'est un développement qui prend en compte et optimise l'ensemble des ressources dans le souci de permettre aux générations futures d'en disposer pour leurs propres besoins. J'entends par là la préservation, la gestion et la valorisation des ressources naturelles, des ressources culturelles et économiques, des ressources territoriales ou urbaines et bien sûr des ressources humaines. C'est donc un développement qui préserve et développe les ressources et en refuse tout gaspillage. Ne serait-ce que parce que ces gaspillages handicaperaient tout développement ultérieur.

C'est dans ce cadre que peut être commencée une relance durable.

maine d'investissement riche en emplois. La réhabilitation et l'isolation thermique et phonique génèrent trois fois plus d'emplois par franc investi que les infrastructures. On est là devant un choix triplement gagnant : l'amélioration des conditions de vie et l'économie d'énergie combinées à la création d'emplois. Et la rénovation de nombre de quartiers en difficulté, en s'attaquant à la banalisation de l'espace et au caractère angoissant de certains urbanismes, permettrait même de faire d'une pierre quatre coups.

Le nombre d'emplois créés par franc investi est plus important encore pour les travaux environnementaux comme l'entretien des rivières, des haies ou des forêts pérennes. Il a pu être montré

encore le secteur de l'eau, pour lequel la réalisation d'équipements d'épuration pour préserver nos ressources stratégiques en eau douce de qualité équivalait, en termes d'emplois, à la construction et à l'entretien d'infrastructures. Tous ces secteurs liés à la prévention ou à la remédiation des risques et des pollutions sont créateurs d'emplois bien souvent qualifiés.

Au-delà des emplois strictement liés à l'environnement, cette préoccupation constitue également l'une des contraintes avec lesquelles les entreprises doivent travailler. Il est même des secteurs, comme l'industrie chimique, où la contrainte environnementale est l'un des principaux moteurs de la compétitivité. Certaines de ces entreprises ont ainsi compris que la protection de l'environnement n'est pas la simple mise en conformité avec des réglementations mais un vecteur puissant d'innovation technologique.

Les 400 000 emplois de l'environnement existant aujourd'hui sont nés d'une volonté politique et législative. Il nous faut la réaffirmer. Et la France peut prendre exemple sur d'autres pays tels que l'Allemagne, qui a créé un million d'emplois et détient 29 % des brevets mondiaux en la matière. Ce mouvement ne peut que s'accroître, car tout ce qui touche à la qualité environnementale des produits, notamment alimentaires, et à la valorisation des territoires correspond à une demande importante de nos concitoyens.

Les emplois ainsi créés sont des emplois qualifiés qui préparent la compétitivité de demain et des emplois locaux qui renforcent la cohésion sociale et le sentiment civique. Ils ont l'avantage d'être totalement « indéslocalisables » et de ne nécessiter qu'une faible capitalisation initiale. Ils sont par définition répartis sur l'ensemble du territoire et permettent de valoriser les ressources spécifiques de chaque région. Ils constituent donc des éléments moteurs du développement local.

Dominique Voynet est ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement.

### Des gisements d'emplois importants existent, pour peu qu'on y consacre les budgets réservés à des infrastructures contestées

Car la révision des politiques publiques vers un mode de développement durable est une chance pour l'emploi.

Des gisements d'emplois importants existent, pour peu qu'on y consacre les budgets aujourd'hui réservés à des infrastructures contestées. Dans le domaine des transports, le transfert du trafic de marchandises de la route vers le rail implique l'ouverture de vastes chantiers d'infrastructures pour le fret et d'unification des matériels (rails, conteneurs, techniques de chargement-déchargement) avec les pays voisins.

Il en va de même pour le transport des passagers. Contrairement à une idée répandue, les transports en commun urbains créent deux à trois fois plus d'emplois (1,6 fois plus dans le cas de la SNCF) que la voiture particulière pour le même service, c'est-à-dire pour le même nombre de passagers sur les mêmes distances.

La réhabilitation des logements, dans laquelle s'est engagé le gouvernement, constitue aussi un do-

que l'entretien fin d'une rivière avec quarante à cinquante personnes revient au même coût qu'avec une personne et une tractopelle, pour un résultat environnemental bien meilleur. De même, les parcs naturels régionaux ont créé en trente ans entre 18 000 et 30 000 emplois, pour un soutien public de l'ordre de 3 700 F par emploi et par an. Cette efficacité considérable, bien plus élevée que toutes les aides à l'emploi habituelles, est un encouragement à poursuivre dans le soutien à la politique de protection et de qualité des espaces.

D'autres domaines aujourd'hui délaissés recèlent des gisements d'emplois importants : la recherche et le développement des énergies renouvelables, pour lesquelles la France a pris un retard considérable vis-à-vis d'autres pays européens ; la protection de l'air, par la conception et la fabrication d'équipements de combustion, de filtration, mais aussi de mesure ; la gestion des déchets, si l'on privilégie les collectes séparatives, le tri et le recyclage, plutôt que le tout-incinération ; ou

## Retour sur la grande révolution huguenote

par Emmanuel Le Roy Ladurie

**N**ÉGLIGEONS les attaques personnelles auxquelles M. Lourau a eu recours en ce qui me concerne en critiquant, dans *Le Monde* du 8 juillet, l'entretien que j'avais donné à ce journal et qui a été publié le 1<sup>er</sup> juillet. Je me garderais bien d'user de pareils procédés à l'endroit de mon collègue sociologue. Ils ne font de tort qu'à leur auteur. Venons-en

au fond des choses. J'ai simplement voulu montrer que l'anticléricalisme, anticatholicisme ou antipapisme, qui, jusqu'à une date récente, court comme un fil rouge tout au long de l'histoire pluri-séculaire de la gauche française remonte à la révolution protestante (chez nous, calviniste) du XVI<sup>e</sup> siècle, celle-ci très violemment hostile à l'Eglise traditionnelle comme chacun sait. On a assisté ainsi, à l'époque, à une première étape de la guerre idéologique franco-française qui fera rage ensuite pendant des siècles, et qui était jusqu'alors, avant la Réforme huguenote, une spécialité inconnue dans notre pays.

Le piquant de l'affaire est que M. Lourau, sans s'en douter, me donne raison. Car, tout en se contredisant et en reconnaissant tout à trac, au fil de la plume, « l'apport indéniable du protestantisme » dans l'affaire qui nous occupe, il attribue par ailleurs au jansénisme un rôle essentiel quant aux origines de la gauche française. Il a mille fois raison sur ce point, mais il a oublié apparemment que le jansénisme, qui, en effet, comme il le dit lui-même, est augustinien, se trouve être « chez nous » le fils bâtarde, en milieu catholique, du calvinisme. Ce dernier avait été préalablement marqué comme au fer rouge par la prédication augustinienne. Les protestants n'ont eu qu'à le léguer, par la suite, à jansénisme et à ses disciples.

Lesquels disciples adapteront à merveille l'augustinisme ci-devant huguenot aux besoins et aux singularités de la population catholique dans ce qui va devenir l'Hexagone. J'ai moi-même longuement développé ce point dans mon gros livre *L'Ancien Régime*

(Hachette, « Pluriel »), livre que M. Lourau apparemment ignore mais qu'il ne manquera pas de lire au terme de notre polémique telle que l'a déclenchée mon entretien dans *Le Monde*.

Je n'ai pas évoqué le dossier janséniste dans cet entretien parce que je l'avais minutieusement exploré voici quelques années dans le livre en question. J'estimais en effet que je m'étais suffisamment

dont les destins mutuels, dans cette affaire, furent inséparables, en effet, les uns des autres.

La réforme protestante, comme le jansénisme lui-même, fut presque immédiatement politisée. Le canon de M. Lourau, chronologiquement parlant, tire tantôt trop court (le jansénisme des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles), tantôt trop long (le catholicisme du XIII<sup>e</sup> siècle que M. Lourau évoque aussi mais qui,

### L'avantage du modeste historien que je suis par rapport à l'éminent sociologue qu'est M. Lourau, c'est d'avoir une bonne connaissance de la généalogie des grands systèmes religieux et politiques

exprimé sur ce point. J'avoue que je n'aime pas citer mes propres ouvrages *ad infinitum*.

Le jansénisme est donc bien, comme l'écrit M. Lourau, l'un des pères de la gauche française. Dans mes divers travaux, dont l'entretien du *Monde* n'est qu'un aboutissement parmi d'autres, je me suis simplement permis de remonter depuis le père (janséniste) jusqu'au grand-père (calviniste). D'où l'ire de M. Lourau, qui semble tout ignorer, ce qui est quand même étonnant de sa part, s'agissant des origines « réformées » de l'idéologie janséniste.

L'avantage du modeste historien que je suis par rapport à l'éminent sociologue, hardi de probité candide, qu'est M. Lourau, c'est d'avoir une bonne connaissance de la généalogie, fût-elle à plusieurs générations, des grands systèmes religieux et politiques

en dépit de son immense séduction, à laquelle j'ai succombé comme tout un chacun, fût trop régional et trop sans lendemain pour exercer l'effet généalogique original qui nous intéresse ici).

Tir trop court, tir trop long, les intuitions de M. Lourau sont généralement sympathiques, mais la cible, dans son analyse, est maladroite, dans son analyse, est maladroite, dans son analyse, est maladroite. Je veux parler de la vraie cible originelle. A mon sens, elle est à chercher du côté de la grande révolution huguenote (calviniste) du XVI<sup>e</sup> siècle, une formidable tempête à côté de laquelle les attirantes méditations de jansénisme et du très janséniste Père Quesnel font quand même assez pâle figure.

Emmanuel Le Roy Ladurie, historien, est professeur au Collège de France.



# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 6  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

## Une bonne action en Bosnie

**T**ROP longtemps, les Occidentaux ont laissé faire. Trop longtemps, les soldats américains, britanniques, français, notamment - de la force de maintien de la « paix » en Bosnie - ont détourné le regard lorsqu'ils croisaient certains des criminels de guerre recherchés par le Tribunal pénal international (TPI). Trop longtemps, les chefs, grands et petits, de l'épuration ethnique et des agressions de masse contre les populations de l'ex-Yugoslavie ont pu avoir l'impression qu'ils n'avaient plus rien à craindre de la communauté internationale. Trop longtemps, ils ont dormi tranquilles.

On ne pourra donc que se féliciter que les hommes de la SFOR - la Force de stabilisation de l'OTAN en Bosnie - soient enfin passés à l'action. On ne pourra que saluer la double opération de commando menée par les Britanniques jeudi 10 juillet dans l'entité serbe de Bosnie contre deux hommes que le TPI recherche pour « complicité de génocide » (contre les populations croate et musulmane) : l'un, Milan Kovic, d'ores et déjà transféré à La Haye (siège du TPI) ; l'autre, Slobodan Djodjic, ancien chef de la police de Prijedor, a été tué en tentant de résister à son arrestation.

A l'évidence, Washington, Londres et Paris ont décidé de changer de stratégie et de perturber le sommeil de quelque 78 criminels de guerre inculpés par le TPI. Encore une fois, c'est tant mieux. Mais est-ce uniquement pour le bon motif ? L'im-

pression est plutôt que l'opération de jeudi vient solder un an et demi d'échecs. La politique jusqu'alors suivie par les Occidentaux a consisté à laisser Zagreb et Belgrade, notamment, livrer les criminels recherchés par le TPI. Ils ne l'ont pas fait, comme on pouvait s'y attendre. Les responsables de certaines des pires violations des droits de l'homme que l'Europe ait connues depuis 1945 n'ont pas été inquiétés.

Et, depuis un an, les mêmes s'occupent, avec succès, à torpiller les accords de paix de Dayton (laborieuse mise en place d'un embryon d'administration commune aux différentes communautés bosniaques). Avec pour objectif, du côté des extrémistes croates, le rattachement à Zagreb, et, du côté bosno-serbe, l'union avec Belgrade. Cette politique-là conduit à une reprise de la guerre dès le départ de la SFOR. Comme le Congrès des États-Unis exige le retrait du contingent américain au printemps 1998 et que les Européens ont expliqué qu'ils suivraient les États, la reprise des combats se rapproche chaque jour un peu plus.

C'est cette perspective qui a incité les Occidentaux à changer de stratégie à l'égard des bribeurs de paix. L'opération de jeudi est d'abord destinée à inciter à plus de retenue un Radovan Karadzic, qui, dans l'ombre, dirige toujours l'entité serbe. Elle est un avertissement, plus qu'elle ne marque encore une vraie volonté de traquer les criminels de guerre de la région. Telle est sa limite.

## Révolution tranquille au Mexique

**POUR LA PREMIÈRE FOIS** depuis la révolution de 1910, les Mexicains ont découvert, le 6 juillet, qu'il suffisait d'un bulletin de vote pour faire peur au pouvoir. La rage au ventre, plusieurs millions d'électeurs ont basculé dans l'opposition, refusant de céder aux appels pressants, voire aux menaces d'éventuelles représailles, du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), qui dirigeait le pays depuis 1929. Les résultats montrent l'ampleur de la révolte : la mairie de la capitale a été remportée par le candidat de l'opposition de gauche, Cuauhtémoc Cárdenas ; le PRI a perdu, fait sans précédent, la majorité absolue à la Chambre des députés ; et les conservateurs du Parti d'action nationale (PAN) ont conquis le principal État industriel de la fédération, le Nuevo-León, dans le nord du pays.

Atterrés, les dirigeants du PRI se perdent en conjectures. « Le peuple nous a passé la facture des mesures d'austérité gouvernementales que nous avons appuyées parce que c'était le seul moyen de sortir le pays de la récession », a-t-il dit. La dévaluation de décembre 1994, affirmant-ils, en a été la cause. Ils ont refusé de voir que le désenchantement des Mexicains a des racines beaucoup plus profondes.

Pourtant, la colère était palpable dans les bureaux de vote. Une colère froide, presque serene, comme si les habitants des quartiers populaires surpeuplés de Mexico s'étaient donné le mot pour aller jusqu'au bout de leur audace.

« On est tous désespérés, écono-

miquement et moralement, expliquait un employé d'une agence de voyage qui s'apprêtait à voter, comme la plupart de ses collègues de travail, pour le Parti de la révolution démocratique (PRD), l'opposition de gauche. On a fini par se rendre compte que toutes les promesses du PRI n'étaient que de vulgaires mensonges pour se maintenir au pouvoir. Cette fois, on va lui donner une leçon, et j'espère qu'il n'y aura pas de fraude, comme en 1988, quand le gouvernement a empêché Cardenas de gagner la présidence. »

**CLIENTÈLISME ET ACHATS DE VOTE**

Lors des élections générales de 1988, un 6 juillet aussi, le candidat du PRI, Carlos Salinas, avait été proclamé vainqueur avec 50,7 % des suffrages à la suite d'une panne suspecte de l'ordinateur central du ministère de l'Intérieur. Neuf ans plus tard, jour pour jour, on allait assister à un scrutin totalement différent, confié à un organisme autonome au-dessus de tout soupçon, l'Institut fédéral électoral.

Le PRI n'ayant pas perdu ses bonnes vieilles habitudes en matière de clientélisme et d'achats de vote, il y eut quelques incidents, dénoncés par l'opposition, dans les régions rurales, plus difficilement contrôlables. Mais ce qui était autrefois la règle n'est plus aujourd'hui que l'exception. La fraude, qui était le principal thème de discussion après chaque scrutin, n'a guère retenu, cette fois, l'attention de la presse et des partis.

L'acceptation officielle des victoires de l'opposition est en soi

toute une révolution. « C'est un peu comme la révolution de velours en Tchécoslovaquie », constatait, euphorique, Amalia Garcia, membre de la direction du PRD. Le peuple a voté pour mettre fin à la dictature du pouvoir exécutif sur le Parlement, qui va enfin pouvoir exercer son autorité sans être soumis à l'écrasante majorité du PRI. Son collègue Porfirio Muñoz Ledo, qui dirigeait sans doute le groupe parlementaire du PRD à partir de septembre et s'est érigé en un des opposants les plus acharnés du régime, est convaincu que les élections de dimanche « ont mis fin à l'hégémonie du PRI et donné le coup d'envoi à la création d'un véritable système de partis qui permettra de conduire le Mexique à la normalité démocratique ».

Le Mexique, qui donna si souvent des leçons au reste de l'Amérique latine et accueillait généralement sur son territoire des milliers d'exilés politiques au cours des années 70, avait construit avec un certain succès l'image d'une nation où régnait un consensus démocratique basé sur les valeurs de la révolution de 1910. Les récentes promesses de l'opposition ont fini par imposer deux notions : l'alternance et la cohabitation, qui n'avaient pas droit de cité dans un pays où régnait jusqu'alors ce qu'on a appelé la « simulation démocratique ».

Le PRI exerçait en effet un monopole absolu sur le pouvoir et son exceptionnelle longévité à ses caractéristiques très particulières, avaient suscité l'admiration du général de Gaulle lors de

son voyage officiel au Mexique. Formidable machine créée par les généraux révolutionnaires et leurs successeurs, le PRI était un parti au service du « minarque » et exerçait, une simple courroie de transmission du pouvoir et de ses choix idéologiques du moment populiste dans les années 30, tiers mondialiste à partir de 1970 ou libéral depuis les années 80. Nations liste toujours et fort peu démocratique, le régime ayant établi pour règle d'or que l'opposition était contre-révolutionnaire par nature et ne pouvait donc en aucun cas accéder au pouvoir.

Grâce à un babile dosage combinant mesures sociales, prébende, fraude électorale et répression, le système s'assura durant plusieurs décennies le soutien des syndicats, des paysans et des intellectuels qui, aujourd'hui, se rebiffent contre la figure paternelle.

**LE PRI TIRE LA LEÇON**

La machine a donc fini par s'effriter sous la pression d'une société de plus en plus rebelle et organisée face à un pouvoir devenu incapable de gérer la modernisation du pays et de répondre aux défis posés par l'ouverture de frontières et la mondialisation des échanges. Quatre-vingts ans après l'avoir inscrit dans la Constitution de 1917, le vieux régime s'est vu contraint d'honorer le principe de respect du suffrage populaire en organisant des élections dont le résultats ont été acceptés par toutes les forces politiques.

Si le système a fait son temps, le PRI n'a pas nécessairement dit son dernier mot. Le président Ernesto Zedillo, qui s'était engagé à fonder dans la campagne électorale en faveur de son parti, a opéré un revirement spectaculaire quelques jours avant le scrutin pour limiter le coût politique de l'inévitable défaite. Avec un sens certain de l'opportunité, il a chaleureusement félicité M. Cárdenas quelques heures à peine après la fermeture des bureaux de vote, rappelant, à juste titre, qu'il avait été l'architecte de la réforme électorale adoptée en 1996 pour permettre aux partis de s'affronter à armes égales, ou presque.

Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, M. Zedillo a souligné que le PRI restait, malgré tout, « la première force politique à la Chambre des députés » et conservait la majorité absolue au Sénat. « En respectant pleinement les règles de la lutte électorale », a-t-il ajouté, le PRI a obtenu une légitimité démocratique incontestable. Le coup d'accélérateur à la démocratisation, si souvent ajourné, a créé une certaine euphorie au sein de l'opposition et, là où on attendait le moins, dans les milieux d'affaires, qui y voient le signe d'un retour à la stabilité politique après les turbulences provoquées, à partir de janvier 1994, par le soulèvement zapatiste au Chiapas et les assassinats de deux hauts dirigeants du PRI.

Bertrand de la Grange

## Les anges gardiens - 4 par Ronald Searle



## A la City, mieux vaut être un homme blanc

Suite de la première page

Les plus performants d'entre eux sont cantonnés au secteur informatique, aux relations extérieures ou aux services du personnel. Malgré l'existence d'une législation antiracisme musclée, en vigueur depuis 1978, les banquiers originaires des Caraïbes ou du sous-continent indien occupent des positions de manager se comptant sur les doigts d'une main.

**UN MUR INFRANCHISSABLE**

Les raisons de cette sous-représentation des Noirs, des Asiatiques et des Jamaïcains sont multiples. « Aux valeurs de la culture anglo-saxonne - travail d'équipe, self-control, prééminence des obligations collectives - s'oppose souvent la tradition des immigrants, plus individuels, fonceurs, flamboyants. La gestuelle est plus expressive », explique M. Rajan. Les

relations personnelles entre un banquier et son client sont au cœur du métier de la finance d'entreprise (corporate finance), tout comme du négoce d'actions qui se fait, lui, par téléphone. Un nombre de directeurs, qui affirment réduire les réactions négatives de leurs clients, semblent préférer promouvoir, pour éviter les ennuis, un collaborateur à leur image, c'est-à-dire, d'évidence, blanc et masculin.

Certaines pratiques peuvent retarder l'avancement des minorités ethniques. Ainsi, chez Goldman Sachs, il est de coutume de noter la performance de ses collègues. On imagine l'ambiance que cela peut créer. D'autres critiquent l'atmosphère sous pression des salles de marché, propice à l'éclosion de sentiments racistes.

Dans les banques d'investissement, il existe un mur infranchissable. D'un côté, se préparent les montages financiers relatifs aux grandes opérations boursières, comme les OPA. A ce niveau, le recrutement est souvent teinté d'élitisme pour impressionner le client. Comment expliquer autrement la tendance des banques étrangères, surtout américaines et japonaises, à privilégier la filière Oxford-Cambridge ? Une enquête récente montre que les minorités raciales se sentent mal à l'aise avec la culture « vieille Angleterre » que symbolisent ces

deux institutions au sommet de l'enseignement supérieur et avec ses signes variés, du culte du rugby aux bottes portées en passant par les grands bals en tenue de soirée. De l'autre côté, il y a la vente directe de titres sur le marché. Cette activité apparaît monopolisée par les Essex boys, fiers sur le tas, agressifs, qui relaient souvent le racisme de la classe ouvrière dont ils sont originaires. Dans cette structure, que l'on connaît dans une moindre mesure outre-Atlantique, les immigrants se retrouvent perdus dans un *na man's land*.

**MÉCANISMES DE CONTRÔLE**

Enfin, à l'inverse de ce que se passe aux États-Unis, les organisations antiracistes britanniques ne disposent pas des moyens juridiques pour contraindre les compagnies à modifier leurs procédures d'embauche et de promotion.

Pourtant, les choses évoluent. Il paraît bien loin le temps où les *gentlemen* protestants au chapeau melon et au costume sombre s'obstinaient à l'insigne Sigmund Warburg, fuyant le nazisme, qui avait osé s'attaquer - et avec quel succès - au domaine réservé auquel ses origines, suscitaient-ils, ne lui donnaient pas droit. Aujourd'hui, la Banque d'Angleterre, les grandes banques commerciales, de nombreuses compagnies cotées en Bourse, comme Mark & Spen-

cer, Boots ou United Biscuits ont mis en place des mécanismes de contrôle de la situation de leurs employés de couleur.

Les grands actionnaires, les fameux investisseurs institutionnels, s'intéressent pour leur part désormais à la question. Dans son dernier livre, *En Suisse, l'ar et les morts*, Jean Ziegler insiste sur la pression des fonds de pension new-yorkais pour attirer les banques suisses, très actives aux États-Unis, à soudain obliquer le dossier des fonds juifs en débauche. Dix ans plus tôt, les organisations avaient contraint la banque Barclays à cesser ses opérations dans l'Afrique du Sud de l'apartheid.

L'importance croissante des marchés émergents, en particulier en Asie, le caractère pluriethnique des activités des banques d'affaires et la concurrence exacerbée qu'elles se livrent sur tous les fronts favorisent une plus grande prise de conscience du problème. La complexité croissante des produits financiers et le boom des produits dérivés nécessitent d'attirer les meilleurs éléments, indépendamment de leur origine raciale et religieuse. A en croire *Business Week*, la moitié des quarante-quatre traders les mieux payés le Wall Street sont d'origine asiatique et nés en dehors des États-Unis.

Marc Roche

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

### Le « diktat » de Moscou

LA TCHÉCOSLOVAQUIE - qui était la seule de toutes les nations faisant partie de la sphère d'influence soviétique à avoir accepté l'invitation franco-britannique à la conférence de Paris relative au plan Marshall - est revenue sur sa décision.

Sur la demande impérative de Staline, qui lui fit connaître qu'il considérait sa participation à la conférence du 12 juillet comme un acte d'humilité envers la Russie soviétique, le président du conseil tchécoslovaque, M. Gottwald, à peine arrivé à Moscou, n'eut d'autres ressources que d'appeler Prague au téléphone et d'obtenir d'un conseil extraordinaire des ministres la décision de revenir sur son acceptation d'il y a trois jours. La Tchécoslovaquie n'aura donc point de représentants à la conférence européenne de reconstruction.

(12 juillet 1947.)

## Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-09-78

## Le Monde INITIA

LES OFFRES D'EMPLOI

## Cadres

BOURG  
BRESSE

Directeur Général  
des Services

à Ville du Havre

DIRECTEUR des Services  
Juridiques et des Marchés

38 000 Cadres de l'Administration  
pour tous renseignements  
après 1900 Cadres actifs





# Le Monde INITIATIVES LOCALES

LES OFFRES D'EMPLOIS CADRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

## Cadres Territoriaux



La Ville de CHALON-SUR-SAÔNE  
(Saône-et-Loire)

Cité de l'Image et Ville d'Art et d'Histoire  
56 000 habitants

recrute  
**un directeur adjoint**  
du service information  
et relations publiques

Il aura pour principales missions la direction du journal municipal (mensuel, 40 pages, 30 000 exemplaires), le suivi d'un ensemble de supports d'édition, le suivi d'événements, et participera, d'une façon plus générale en collaboration avec les autres responsables du service, à l'ensemble des campagnes de communication organisées par la Ville de Chalon-sur-Saône.

Interlocuteur privilégié des associations, il devra être également attentif aux projets ou aux initiatives qui participent à l'animation de notre cité.

Ce poste motivant et exigeant s'adresse à un candidat diplômé de troisième cycle de communication (DESS, CELSA, Sciences Com.), doté d'une bonne culture générale, d'une réelle aisance rédactionnelle et devant justifier, sur la base d'expériences significatives, de sa capacité à animer une équipe de rédaction et à gérer de façon autonome la conception, la réalisation et le suivi technique de produits de communication.

Le poste offert est de 140 à 160 KF bruts annuels suivant l'expérience du candidat. Le statut est celui de salarié sous contrat de la fonction publique territoriale.

Merci d'adresser votre candidature avec curriculum vitae, sous la référence CA SIRP, ainsi que quelques exemples de textes (articles de presse de préférence) manifestant de vos aptitudes rédactionnelles, avant le 15 juillet 1997, à :

Monsieur le Député-Maire  
Hôtel de Ville - B.P. 92  
71321 CHALON-SUR-SAÔNE CEDEX

VAL-DE-MARNE

Le Conseil général  
recrute son

**Directeur des services  
financiers (H/F)**

Poste à pourvoir le 1<sup>er</sup> novembre 1997  
par un administrateur  
ou un directeur territorial

Envoyer CV et lettre de motivation manuscrite  
à M. le Président du Conseil général  
du Val-de-Marne, direction du personnel  
départemental, Hôtel du Département,  
avenue du Général-de-Gaulle,  
94011 Créteil cedex.



Ville de Bourg-en-Bresse, 42 000 habitants, chef-lieu de province, centre d'un bassin de vie de 67 000 habitants.

**Journaliste Attaché territorial titulaire**

En relation directe avec le responsable de la communication, vous recueillirez, traiterez et mettrez en forme l'information à destination du public interne et externe.

Vous réaliserez des reportages, enquêtes, interviews et rédigerez des articles pour le bulletin municipal et le bulletin d'information interne.

Vous participerez à la réalisation de produits ou supports de communication relevant de la promotion de la ville.

Rigoureux, disponible et discret, vous ferez preuve d'aisance rédactionnelle et d'aptitude à communiquer avec les médias.

Vous avez utilisé les techniques de recueil de l'information et maîtrisez l'outil informatique (environnement Mac, utilisation des XRESS).

Vous êtes capable de vous intégrer rapidement dans le tissu local.

Les entretiens sont prévus le 26 août.

Poste à pourvoir pour le 1<sup>er</sup> octobre 1997.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation manuscrite, CV détaillé et photo), avant le 15 août 1997, à Monsieur le Député-Maire, service emploi, formation et recrutement, place de l'Hôtel de Ville, 01202 Bourg-en-Bresse cedex. Renseignements complémentaires : M. Laurent GUILLEBERT 04 76 45 70 01.

NOISY-LE-GRAND

(Seine-Saint-Denis - Marne La Vallée)  
Ville nouvelle en pleine expansion  
58.000 habitants

Dans le cadre du développement de sa politique  
en direction de l'animation de quartier  
Recherche

**• UN DIRECTEUR DE  
MAISON DE QUARTIER •**

Missions :

• Elaborer un projet d'animation prenant en compte la diversité des attentes des différents publics

• Mettre en place un partenariat avec l'ensemble des acteurs de terrain, institutionnels et associatifs

• Gérer un équipement de quartier (personnel, activité, budget).

Profil :

• DEFA

• Capacité à travailler en équipe et à élaborer des partenariats

• Capacité d'innovation et d'impulsion

• Disponibilité

• Expérience de plusieurs années dans un poste similaire

Poste à pourvoir de suite

Candidature à adresser à  
Monsieur le Député-Maire - Hôtel de Ville  
B.P. 49 - 93161 NOISY-LE-GRAND Cedex

L'A.R.Co.D.A.M.

de Bretagne

Association Régionale de Coordination  
pour le développement des Activités  
Musicales et Chorégraphiques

recrute **SON DIRECTEUR (H/F)**  
(poste vacant)

Missions :

• Mise en œuvre des objectifs définis par le Conseil d'administration en faveur du développement de la musique et de la danse en Bretagne.

• Conseil technique auprès des partenaires institutionnels et des structures associatives des secteurs concernés.

Profil souhaité :

• Bac + 3 et/ou expérience professionnelle équivalente

• Très bonne connaissance des secteurs d'activités, du milieu associatif des collectivités territoriales

• Bonne culture musicale et chorégraphique

• Aptitudes à l'animation d'une équipe et expérience de direction

• Compétences avérées de gestion

• Connaissances des enjeux du développement des secteurs musicaux et chorégraphiques

• Grande disponibilité

Rémunération :

• Application de la convention collective de l'animation socio-culturelle (groupe 9).

Lettre de candidature manuscrite et C.V. avec photo à adresser à : Monsieur le Président de L'A.R.Co.D.A.M. - BP 55 - 35410 Châteaugiron



VILLE DE GRENOBLE  
(Isère)

recrute

**UN DIRECTEUR DE LA  
LOGISTIQUE INTERNE**

Cadre A de la fonction publique territoriale

Missions :

• Gérer les services administratifs et techniques de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

• Assurer le suivi des projets de la Ville de Grenoble

VILLE DE VILLEPINTE



La commune de  
**VILLEPINTE**  
recrute par voie  
statutaire ou  
contractuelle son

**DIRECTEUR  
DU SERVICE  
ÉCONOMIQUE**

Cadre d'emploi des Attachés

Chargé d'animer la politique locale en matière de développement économique (détection des besoins, recensement des immeubles et terrains disponibles, constitution du dossier fiscal de la ville, conduite des projets), vous représenterez la collectivité auprès de tous les intervenants : services, entreprises, investisseurs, cabinets immobiliers, zones d'activités.

Vous êtes également responsable du secteur emploi et formation professionnelle.

Associés à vos compétences en matière de développement local, votre esprit d'initiative, vos capacités d'analyse et d'anticipation vous permettront de cerner rapidement les attentes et de concevoir des réponses innovantes.

Merci d'adresser candidature manuscrite et CV

à Monsieur le Maire, Direction des Ressources Humaines,

Hôtel de ville, 93420 Villepinte.

Les Centres de Gestion du Doubs - Meurthe et Moselle - Moselle - Vosges  
ORGANISENT UN CONCOURS D'ASSISTANT  
SOCIO-ÉDUCATIF SUR TITRES  
(femme ou homme)

Nombre de postes :

• 9 postes : Spécialité Educateur spécialisé

• 4 postes : Spécialité Assistant de service social

• 2 postes : Spécialité Conseiller en économie familiale et sociale

Dates entretiens : semaine du 17 au 21 novembre 1997

Inscriptions : du 25 août au 08 septembre 1997

Date limite de dépôt des candidatures : 19.09.1997

(cachet de la poste faisant foi)

Candidatures à retirer par écrit - env. format 21 x 29,7

timbrée à 6,70 F au :

Centre de Gestion du Doubs - 21, rue de l'Étave

B.P. 416 - 25208 MONTBELLARD CEDEX

AUCUNE INSCRIPTION NE SERA PRISE PAR TÉLÉPHONE

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Meurthe et Moselle organise, pour les Centres de Gestion de la Moselle, de la Meurthe et de la Moselle, le 19 novembre 1997, un concours interne sur épreuves pour le recrutement de fonctionnaires territoriaux.

• **CONSEILLERS TERRITORIAUX SOCIO-ÉDUCATIFS** : 30 postes

(soient au total membres du centre d'emploi des assistants socio-éducatifs et aux fonctionnaires de l'État détachés dans ce cadre d'emploi)

Dates de retrait des dossiers et période d'inscription : du 22 septembre au 17 octobre 1997 inclus.

Pour recevoir un dossier de candidature, joindre à la demande une enveloppe timbrée à 4,50 F.

Envoyer le dossier au C.D.G.F.P.T. de Meurthe et Moselle : 51, rue Emile Bertin - C.D. n° 74 - 54000 NANCY Cedex.

Ministère de la Culture

Direction de l'Architecture

L'Ecole d'Architecture de Strasbourg

recrute un enseignant du grade de

Professeur ou de Maître-assistant associé

dans le champ disciplinaire Espace et Territoire.

Architecte ayant une réelle expérience

du «projet urbain», il interviendra dans le cycle

DESS, et dans le certificat de projet de 5ème

année, durant l'année universitaire 97/98.

Contact et retrait du dossier de candidature

jusqu'au 25 juillet 1997 dernier délai :

Michel Jean DEBRUN, Secrétaire général

de l'Ecole d'Architecture de Strasbourg

Tel. (33) 06.08.27.69.26 - Fax : (33) 03.88.32.82.41

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale DES ALPES DE HAUTE PROVENCE organise le concours de :

**MONITEUR EDUCATEUR**

(1 poste)

Date de l'épreuve : 16 OCTOBRE 1997

RETRAIT DES DOSSIERS : 1<sup>er</sup> AOUT

au 10 SEPTEMBRE 1997 au plus tard au :

• CENTRE DE GESTION DES ALPES DE HAUTE PROVENCE

31, rue Frédéric Mistral - 04130 VOILE

Tel. 04.92.70.13.02 / Fax : 04.92.70.13.01

Les dossiers doivent être demandés par courrier accompagné d'une enveloppe affranchie à 4,50 F et libellée aux nom et adresse du candidat - ou retirés au siège du Centre de Gestion. Aucun dossier ne sera transmis sur demande téléphonique.

Le Département des Hautes-Alpes recrute

**1 PUERICULTRICE**

de classe normale

Diplôme : Diplôme d'Etat de puériculture

Missions : Suivis à domicile, consultations de Protection Maternelle et Infantile, soins de santé dans les écoles maternelles, agissements des Assistantes Maternelles.

Résidence Administrative : BRIANÇON

Date limite d'inscription : 15 septembre 1997 à 17 heures

Le dossier d'inscription est à retirer auprès

du Service du Personnel du Conseil Général

HAUTES-ALPES - Place St Amour 05008 GAP cedex.

CTIONNARIAT

La Bourse hésite après l'appro

Le gouvernement défend des intérêts

La Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre



**ACTIONNARIAT** L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires d'Eurotunnel a approuvé, jeudi 10 juillet, le plan de restructuration financière conclu avec les

banques créancières en octobre 1996. LES 174 BANQUES créancières vont entrer dans le capital à hauteur de 45 % au lendemain de la conversion d'une partie de leur dette

en actions. Leur part pourra s'élever à 60 % à terme. LES GOUVERNEMENTS britanniques et français récupéreront 25 % des profits après impôts à partir de l'année 2002, en

échange de l'allongement de la concession de 65 à 99 ans. LA SOCIÉTÉ devrait dégager son premier résultat d'exploitation positif dès cette année. Les charges financières,

qui auraient dû s'élever à 15 milliards de francs, sont plafonnées à 3,5 milliards jusqu'en 2003. Vendredi 11 juillet, le titre gagnait 11 % à l'ouverture de la Bourse de Paris.

## La Bourse hésite après l'approbation du plan de sauvetage d'Eurotunnel

Le titre du tunnel sous la Manche gagnait 11 % à l'ouverture vendredi 11 juillet avant de reculer après le vote positif des actionnaires la veille à Paris. Ils ont accepté de partager les profits futurs avec les banques et les Etats britannique et français

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE extraordinaire (AGE) des actionnaires d'Eurotunnel a approuvé, jeudi 10 juillet, le plan de restructuration financière conclu avec les banques créancières en octobre 1996. Les actionnaires des sociétés britannique et française ont accepté à 98 % l'entrée massive des banques créancières dans le capital d'Eurotunnel. Le franchissement du seuil réglementaire de 25 % de participation était la véritable inconnue du scrutin : 29,62 % des actions ont été finalement présentées ou représentées lors de l'assemblée générale.

Les actionnaires d'Eurotunnel n'avaient pas vraiment le choix. Leur société est en quasi faillite depuis le 14 septembre 1995, date à laquelle elle a cessé de payer les intérêts de sa dette de plus de 70 milliards de francs. « Je ne suis pas amoureux de ce plan de restructuration mais c'est le seul instrument réaliste du redressement et du développement de notre société », a expliqué Patrick Ponsolle, président d'Eurotunnel, aux actionnaires. L'alternative au dépôt de bilan était la prise de contrôle totale par les

banques, grâce à l'exercice de leur droit de « substitution ». Les gouvernements français et britannique avaient récemment déclaré qu'ils ne s'opposeraient plus à cette hypothèse radicale. « Eurotunnel a enfin tourné la page : j'espère que la prochaine sera heureuse », a ajouté M. Ponsolle.

Le tunnel vient de retrouver des conditions normales d'exploitation. Il a fallu six mois de travaux pour effacer les traces de l'incendie du 18 novembre 1996 et permettre la réouverture complète des services. La société affirme avoir retrouvé en mai 1997 le niveau de fréquentation de mai 1996. Elle devrait dégager son premier résultat d'exploitation positif après amortissement de cette année et son premier résultat net positif en 2004, dans l'hypothèse la plus favorable. Les charges financières qui auraient dû s'envoler jusqu'à plus de 15 milliards de francs en 2005 sont, grâce au plan, plafonnées pendant huit ans à 3,5 milliards de francs. Les actionnaires peuvent espérer percevoir un premier dividende sur l'exercice de 2005.

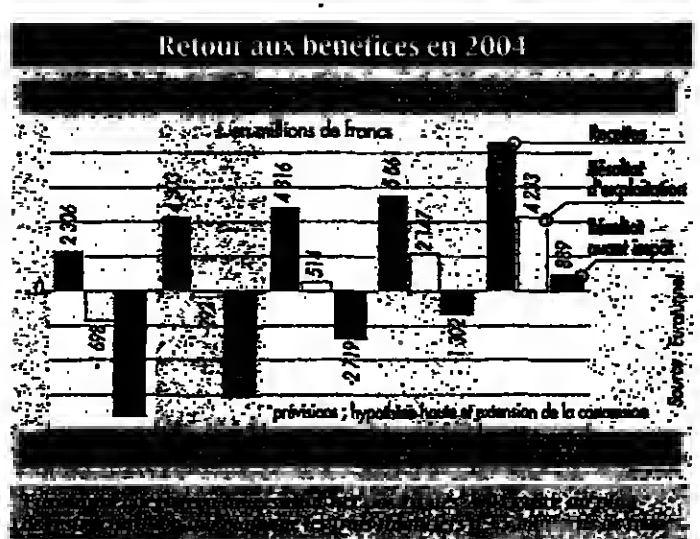
La grande majorité des actionnaires s'est donc résignée à partager cette espérance de profit futur avec les banques dont « le sacrifice » est évalué à plus de 20 milliards de francs par M. Ponsolle. En échange, les 174 banques créancières vont obtenir 45 % du capital

au lendemain de la conversion d'une partie de leur dette en actions, prévue à la rentrée. Le prix d'émission de ces actions nouvelles n'est pas encore connu. Il se situerait entre 10 et 11,40 francs. Si le cours de Bourse était alors égal ou supérieur à 85 % de ce prix, les actionnaires retrouveraient leur droit

préférentiel de souscription. Malgré la hausse de l'action de 11 % vendredi 11 juillet à l'ouverture de la Bourse de Paris, à 8,95 francs, cette perspective est pour l'instant peu probable.

Dans un deuxième temps, la part des créanciers pourrait monter jusqu'à 60 % du capital au moment de la conversion des obligations convertibles. Dans un troisième temps, d'ici à 2003, les actionnaires actuels pourraient reconquérir 55 % du capital s'ils exercent leurs bons de souscription. Dans tous les cas, les actionnaires devront partager les profits futurs avec les Etats britannique et français. En échange d'un allongement à 99 ans de la concession du tunnel sous la Manche (Le Monde du 3 juillet), les gouvernements ont en effet demandé de percevoir un quart du résultat après impôts après l'année 2002.

L'Adacta, une association de défense des actionnaires d'Eurotunnel, avait seule appelé au boycott du vote. « Seul le dépôt de bilan aurait permis la recherche des respon-



## Le gouvernement d'entreprise défend des intérêts très larges

LA RÉUNION d'Eurotunnel a clos en beauté, la saison des assemblées générales d'actionnaires en France. Cette saison s'est achevée par la tenue à Paris de la dernière conférence de l'International Corporate Governance Network (ICGN), le réseau international du gouvernement d'entreprise. Ce forum, lancé il y a quatre ans, a regroupé, jeudi 10 et vendredi 11 juillet, une centaine de professionnels concernés par les questions d'actionariat et de bonne gestion des entreprises cotées.

Intitulé « Dirigeants et actionnaires, rapprochons-nous », le colloque a montré que le gouvernement d'entreprise n'est pas une simple question de gros sous ou de mode, mais un mouvement de fond qui concerne tous les citoyens épargnant pour leur retraite. Les intervenants les plus élogieux n'étaient pas les banquiers gestionnaires de grandes fortunes, peu représentés, mais les porte-paroles de très larges institutions de retraite du monde entier ou encore des syndicats anglo-saxons.

Parmi eux : CalPERS, le fonds de pension des fonctionnaires de Californie, Scottish Widows, le célèbre fonds de retraite britannique des « veuves écossaises », le fonds de pension des employés de la ville de New York ou encore le syndicat américain AFL-CIO, qui supervise aussi des fonds de retraite.

« Au début, nous étions très sceptiques vis-à-vis du gouvernement d'entreprise, mais finalement nous sommes des actionnaires très actifs », a expliqué Bill Patterson,

représentant du syndicat AFL-CIO, défendant le rôle social et éthique que peuvent jouer les actionnaires, et notamment les actionnaires salariés. « Les dirigeants doivent gérer les entreprises comme des salariés, ayant qu'ils ne touchent la ligne de résultat et l'emploi », revendiquait un intervenant.

Les dirigeants de CalPERS ont, eux, souligné que le droit de vote était un actif comme un autre. Selon une recherche du cabinet Wilshire Associates, sur une période de cinq ans, CalPERS a dépensé quelque 2,5 millions de dollars en activités actionnariales (contre General Motors, American Express ou Sears), mais cela lui aurait rapporté plus de 600 millions de dollars en performance.

EN PROGRESSION EN FRANCE

Même si la France, avec ses conseils d'administration trop « endogènes » réunissant des « amis » liés par des « participations croisées » et un Etat actionnaire encore très présent, est loin d'être un cas idéal, le gouvernement d'entreprise y gagne du terrain, selon les intervenants.

Les entreprises en tiennent davantage compte. Et pour cause. « Cette année, mes clients se sont vraiment intéressés aux consignes de vote. D'ailleurs, la proportion de vote « contre » en assemblée progresse », explique Pierre-Henri Leroy, fondateur de Proxinvest, un consultant qui conseille les investisseurs institutionnels dans leurs décisions de vote.

## Les recettes de Wall Street pour mieux utiliser le capital

VOIR SON COURS de Bourse monter à Wall Street. C'est l'obsession des patrons américains qui ne revêtent que d'enrichir leurs actionnaires... et de faire fortune grâce

à la libéralisation du marché des capitaux, l'argent est facile à lever : les OPA hostiles se multiplient. C'est l'époque des leverages buy out (LBO), dont le plus célèbre fut le raid des financiers de Kohlberg Kravis Roberts (KKR) sur RJR-Nabisco pour 25 milliards de dollars en 1988. Un LBO consiste à racheter une entreprise à crédit et à se payer ensuite sur la bourse en remboursant ses dettes. Tous les moyens sont bons : cession des activités peu rentables ou au contraire des bijoux susceptibles d'intéresser un industriel ; restructuration draconienne des métiers de base ; arrêt des investissements inutiles. C'est ainsi que Rextec Food a disparu, dévorée par KKR.

Trop endettées, de nombreuses entreprises reprises en LBO ont fait faillite ou ont été revendues lors de la récession du début des années 90. Pourtant, les financiers américains en gardent la nostalgie.

« Les LBO étaient très motivants pour les dirigeants, qui étaient contraints d'investir dans l'avenir une part considérable de leur patrimoine. Ils n'avaient donc pas comme principal souci d'augmenter le résultat net ou la taille de leur entreprise, mais d'accroître considérablement sa valeur », explique George Bennett Stewart, associé fondateur de Stern, Stewart & Co. Notre philosophie est de parvenir au même résultat que les LBO, avec un risque moindre et une perspective plus durable », ajoute M. Stewart.

« Notre méthode consiste à faire comme si l'entreprise avait été reprise en LBO. Toutes les activités doivent avoir un taux de rentabilité qui leur permet de couvrir aussi bien le coût du capital que celui de la dette », poursuit-il. Son cabinet propose aux entreprises un outil comptable et financier relative-

ment complexe, qui, grosso modo, recalcule le résultat opérationnel de l'entreprise dont il déduit le coût de la dette et du capital. Ce solde est baptisé Economic Value Added (EVA), ou valeur ajoutée économique. S'il est positif, l'entreprise crée de la valeur pour l'actionnaire. S'il est négatif, elle en détruit. Ce système permet de faire comprendre aux managers qu'il ne suffit pas d'avoir un résultat à l'équilibre ou de verser son dividende annuel pour satisfaire son actionnaire. Le cabinet financier propose d'accorder aux cadres de l'entreprise un bonus en fonction de l'EVA dégagée par l'entreprise. Pour inciter les dirigeants à travailler sur le long terme, un tiers de cette prime est mis en réserve et peut être annulé si les performances des années suivantes ne sont pas au rendez-vous.

COUP DE FOUET EN BOURSE

Concrètement, les entreprises veillent à économiser leur capital, comme elles cherchaient naguère à réduire leurs coûts salariaux. L'EVA vise donc en premier lieu plus les géants de l'industrie traditionnelle, gourmands en capitaux. Réduction des investissements, diminution des stocks et des encours fournisseurs, cession d'actifs immobiliers : tout est bon pour économiser les capitaux utilisés.

Ainsi, la compagnie de chemin de fer CSX a réduit au début des années 90 sa flotte de locomotives d'un tiers et sa consommation de gazole de 25 %. Les dirigeants ont décidé de n'utiliser que trois locomotives sur quatre pour relier des convois entre la Nouvelle-Orléans et Jacksonville en Floride, à la vitesse de 25 miles par heure, au lieu de 28. Les trains, au lieu d'arriver à minuit et d'attendre l'aube

pour être déchargés, arrivaient plus tard dans la nuit.

Le fabricant d'appareils photographiques Polaroid, accusé de disperser ses efforts dans des projets qui ne débouchaient pas sur de nouveaux marchés, a réduit en 1996 de 30 % ses dépenses de recherche et développement. L'entreprise de production d'électricité Ispac a racheté en Bourse ses propres actions pour augmenter son taux d'endettement, la dette coûtant moins cher que le capital.

La défense de l'actionnaire peut conduire à des excès. CSX, zélé à améliorer son EVA, aurait, selon le Wall Street Journal, perdu un client important. AT&T, chef en exemple de créateur de richesse en 1993 par le magazine Fortune, a par la suite réalisé un parcours boursier décevant et a fini par éclipser en quatre en 1996. L'entreprise agroalimentaire Quaker Oats a réalisé en décembre 1994 l'acquisition malheureuse du groupe de boissons Snapple pour 1,7 milliard de dollars et a fini par le revendre début 1997. Les gourous de Wall Street donnent aux entreprises et à leurs dirigeants un leçon d'orthodoxie financière, qui permet de corriger des erreurs grossières et donne souvent un coup de fouet aux cours de Bourse.

Mais leurs conseils financiers doivent être accompagnés d'une vision stratégique. Tout en suivant les conseils de Stern, Stewart & Co, la poste américaine s'est lancée dans un plan de reconquête commerciale. Le cours de Bourse de Polaroid ne s'est envolé au printemps que lorsque les financiers ont vu que les efforts marketing de l'entreprise commençaient à porter leurs fruits.

## La Banque d'Angleterre relève son taux de base à 6,75 %

SANS SURPRISE, le Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre a pris la décision, jeudi 10 juillet, de relever d'un quart de point, à 6,75 % contre 6,50 %, son taux directeur. C'est le troisième resserrement monétaire d'un quart de point en trois mois en Grande-Bretagne. Dans la foulée, les principales banques commerciales britanniques ont relevé leurs taux de base d'un quart de point à 6,75 %.

La Banque d'Angleterre a expliqué sa décision par la « rapide expansion » de la consommation, mais a souligné que la force de la livre sterling rend plus délicate la conduite de sa politique monétaire. « La combinaison d'une ra-

pide expansion de la demande intérieure tirée par la consommation et de l'appréciation supplémentaire du sterling a renforcé le dilemme pour la politique monétaire », explique la banque centrale. En se contentant d'une hausse modérée, elle a clairement pris en compte les inquiétudes liées au renforcement de la livre, qui pénalise les entreprises exportatrices. La devise britannique a gagné près de 30 % par rapport au mark et au franc depuis un an.

Après l'annonce de la décision de l'Institut d'émission, la livre a perdu un peu de terrain, revenant sous les 10 francs et les 2,95 marks. Vendredi 11 juillet dans la matinée, la devise anglaise se renforçait à

nouveau à 10,002 francs et 2,9595 marks. La majorité des économistes des grandes banques londoniennes avaient estimé que le budget présenté le 2 juillet par le chancelier de l'Echiquier, Gordon Brown, ne comprenait pas de mesures fiscales suffisantes pour freiner la consommation, dont la très forte expansion pourrait rapidement alimenter l'inflation. De plus, les chiffres de la hausse des prix de détail pour juin, publiés cette semaine, ont montré une accélération de l'inflation. En rythme annuel et hors crédit immobilier, elle a atteint 2,7 %, s'écartant de l'objectif gouvernemental de 2,5 %.

## Les autorités monétaires philippines lâchent le peso

A BOUT d'arguments après avoir engagé une partie de ses réserves et relevé en une semaine son taux au jour le jour de 15 % à 32 % (Le Monde du 11 juillet), la banque centrale des Philippines a décidé, vendredi 11 juillet, de laisser flotter sa devise. Le 2 juillet, la Banque de Thaïlande avait cédé dans les mêmes conditions à des attaques répétées contre sa monnaie. Cette mesure qui revient à une dévaluation de fait vise « à permettre une réduction graduelle des taux d'intérêt compatible avec les conditions économiques », a expliqué le gouverneur de l'Institut d'émission Gabriel Singson. Michel Camdessus, le directeur général du Fonds monétaire interna-

tional (FMI), s'est félicité de la décision prise par les Philippines, plus conforme avec « le développement économique rapide du pays et son intégration dans un marché global ». M. Camdessus a indiqué qu'il allait saisir dans les prochains jours le conseil du FMI afin de fournir des financements supplémentaires aux Philippines.

La Bourse de Manille, qui affichait un recul de 21 % depuis le début de l'année, a saisi la décision en gagnant vendredi en clôture 7,57 %. « C'est une excellente décision pour l'économie philippine qui ne va pas se retrouver l'otage de sa monnaie et souffrir de taux d'intérêt extrêmement élevés », expliquait à l'agence Bloomberg Jason Ander-

son, responsable des études de la maison de courtage Nava securities. Le peso philippin, dont la valeur était liée de façon fixe à un panier de devises, et principalement au dollar, a perdu vendredi jusqu'à 11,5 % face au billet vert à 29,45 pour un dollar, contre 26,40 jeudi. La banque centrale a suspendu provisoirement les transactions sur les marchés de change.

La Malaisie est également à son tour victime d'une spéculation croissante contre sa monnaie, le ringgit. La banque centrale de Kuala Lumpur a porté vendredi son taux au jour le jour à 50 %, contre 9 % jeudi.

Eric Leser



# Les ténors des services informatiques changent de propriétaire et visent le marché américain

Daimler se retire de Cap Gemini et France Télécom se renforce dans Sema Group

La sortie de Daimler-Benz du capital de Cap Gemini et le remodelage de la structure financière de Sema Group, France Télécom en devenant le premier

actionnaire, illustrent les profondes modifications en cours dans le secteur des services informatiques. L'époque de la croissance à deux chiffres

s'est arrêtée en 1991. Depuis, les entreprises se regroupent. Il leur reste à confirmer leur présence en Europe et à s'implanter aux États-Unis.

MARDI 23 juillet 1991. L'enceinte de l'accord qui scelle l'entrée de Daimler-Benz au capital de Cap Gemini est à peine sèche. Déjà Serge Kampf, fondateur et PDG du numéro un français et européen des services informatiques, songe ouvertement à contrebalancer l'influence de l'industriel allemand. Il rêve d'attirer un autre actionnaire de poids, français celui-là, France Télécom.

Six ans plus tard, Daimler-Benz s'en va. Et France Télécom confirme son ancrage dans la société franco-britannique Sema Group. Le groupe allemand a renoncé, le 25 juin, à l'alliance avec Cap Gemini et a cédé, le 9 juillet, ses parts et sa place de premier actionnaire dans l'entreprise française à la CGIP, partenaire de M. Kampf depuis quinze ans. Le 7 juillet, Pierre Bonelli, PDG de Sema Group, a dévoilé un remodelage de la structure financière et du périmètre industriel de la société, qui vont conduire France Télécom à en devenir le premier actionnaire.

Ces opérations revêtent un caractère fortement symbolique. Cap Gemini et Sema Group font figure, depuis des années, de grands rivaux, pour ne pas dire d'ennemis jurés. Très exactement depuis que M. Kampf s'est fait « souffler » en 1988 la société britannique Cap Group par une société qui ne s'appelait encore que Sema Metra, avant de devenir Sema Group.

Les recompositions en cours constituent aussi les derniers exemples des restructurations. Marché, métiers, acteurs, actionnaires... tout, ou presque, a évolué en six ans.

Le retournement de conjoncture a servi de détonateur. Habitues à des taux de croissance à deux chiffres depuis les années 70, les sociétés françaises de services informatiques (SSI) ont accusé un brutal « trou d'air » en 1991. Daimler-Benz entre cette année-là chez Cap Gemini : en 1992, le numéro un français affiche de lourdes pertes. Tombée de 14,5 % en 1990 à 8 % en 1991, la croissance du marché français a été nulle en 1992 et 1993.

La consommation en logiciels et services est certes repartie. Mais pour ne croître que de 7 % en 1996, selon le cabinet d'études Pierre Audouin Conseil (PAC), quand elle progressait de 11 % à 13 % en Grande-Bretagne, dans les pays nordiques ou en Allemagne.

## ACTEURS HISTORIQUES

Cette « crise », a accéléré des changements structurels en gestation et servi de révélateur des faiblesses des SSI françaises. Les clients ont revu à la baisse la taille et la durée de leurs projets informatiques et se sont faits plus exigeants — ils demandent un engagement de résultats et non de moyens seulement. L'adaptation de l'offre et des structures de coût de nombre de SSI est devenue apparente. De même que l'absence de démarches industrielles et commerciales. Ou d'internationalisation.

Beaucoup ont dû renoncer. D'autres ont été rachetés par des SSI nationales (Marben par Slogos) ou étrangères (GSI par l'américain ADP), ou par des constructeurs, comme Axone et CGI par IBM.

Car, ces dernières années, les fa-

bricants d'ordinateurs ont aussi contribué à la modification du paysage. Leur intérêt pour ce secteur tient à la fois au souci de préserver leurs bases installées de clients et aux marges que ce domaine peut leur offrir, alors que celles qu'ils peuvent prélever sur les machines fondent d'année en année. IBM est ainsi devenu l'un des tout premiers acteurs mondiaux des services informatiques.

Un autre facteur a également contribué au remodelage de l'industrie des services informatiques : le désengagement — voulu, ou obligé — de certains actionnaires historiques, comme le Crédit Lyonnais, France Télécom, le CEA, Thomson, ou la Société Générale, « propriétaires » de quelques-unes des SSI les plus en vue.

La fusion d'Axone et de Slogos, qui a donné cette année naissance à la société Atos, est liée à la sortie du Crédit Lyonnais, enghé dans ses problèmes financiers, du capital de Slogos. La récente montée de France Télécom comme premier actionnaire de Sema Group consacre aussi l'abandon par l'opérateur téléphonique d'une politique de contrôle opérationnel de plusieurs sociétés de services : il a préféré céder ses actifs à Sema Group en échange d'une part de son capital.

Pour cette dernière, outre un renforcement au plan industriel dans certains métiers, l'opération avec France Télécom devait aussi conduire à une plus grande liberté d'action sur un marché dont elle fait sa priorité pour les mois qui viennent : les États-Unis. France Télécom supplantant Paribas

comme premier actionnaire, Sema Group ne sera plus considérée outre-Atlantique comme filiale d'un groupe bancaire, ce qui l'empêchait d'y exercer pleinement ses activités.

## TAILLE AMÉRICAINE

Cette volonté d'attaquer un marché américain qui représente une bonne moitié du marché mondial et où se définit pour une large part l'avenir de l'informatique mondiale témoigne de nouvelles ambitions de la part des SSI françaises. L'effort est cependant encore timide et s'annonce de longue haleine. Seul Cap Gemini s'est véritablement impliqué outre-Atlantique depuis 1981. Mais le groupe admet qu'il ne peut y rivaliser avec les ténors américains (EDS, Computer Sciences, Andersen Consulting, IBM) et que sa part de marché reste insignifiante (0,4 %, contre 6 % en Europe).

Pour nombre de firmes françaises, l'urgence serait plutôt de développer une internationalisation qui fait défaut, en commençant par étendre leur présence sur les autres marchés européens. Aujourd'hui, seuls Cap Gemini, Sema Group et Atos, selon le cabinet PAC, ont une véritable taille critique en Europe. Mais ces sociétés ont encore du chemin à accomplir avant d'être des acteurs globaux au sens de leurs homologues américains. IBM, ou EDS, première société mondiale de service informatique, sont quatre à cinq fois plus grosses que Cap Gemini, la plus importante des SSI européennes.

Philippe Le Cœur

# Le Crédit Lyonnais a supprimé 4 700 postes en trois ans

LA DERNIÈRE PHASE du plan social du Crédit Lyonnais n'est pas facile à mettre en œuvre. « Nous sommes un peu en retard sur nos prévisions », explique Joseph Musseau, le responsable des ressources humaines de la banque. Depuis mars 1994, la banque a déjà supprimé, sans licenciement, 4 700 emplois, dont 1 170 au titre du troisième plan social, qui prévoit la suppression de 5 000 postes. Il reste donc 3 800 postes d'ici à juillet 1998, le but étant de ramener les effectifs de la banque à 30 000 personnes fin 1998. « Nous serons à 32 400 à la fin de cette année » pronostique Joseph Musseau.

Il est toutefois de plus en plus difficile d'encourager les départs en préretraite. Ce « gisement » a déjà été largement sollicité. Plus difficile aussi de trouver des volontaires pour projets personnels. Le Lyonnais continue donc à mettre en œuvre son accord sur la réduction du temps de travail. Mais cela pose des questions d'organisation, qui ne peuvent être résolues que progressivement.

# Le gouvernement veut réorganiser l'industrie de la défense française

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE Alain Richard a estimé vendredi 11 juillet à propos des industries de défense qu'« il est possible de concilier un armement public important avec des alliances internationales. Airbus le montre depuis 25 ans ». Interrogé sur la restructuration des industries de défense, Alain Richard a indiqué sur RTL que le gouvernement évaluait « les différentes possibilités », « dans le calme et sans déclarations ». Ce sont des négociations compliquées avec des enjeux industriels et économiques, nous les faisons sans hâter.

Evocant la situation du GIAT, M. Richard a assuré que « l'état prendra ses responsabilités d'actionnaire vis-à-vis de cette société importante ». Reçu récemment par la commission de la Défense de la nouvelle Assemblée nationale, les industriels de l'armement ont plaidé pour une privatisation rapide et une restructuration européenne de l'industrie de défense française.

## DÉPÊCHES

■ IRI : l'assainissement de la plus grande holding publique italienne, sera effectué d'ici la fin de l'année grâce à la réalisation des cessions en cours. Le directeur général Pietro Ciucci de l'Institut pour la reconstruction industrielle (IRI) a indiqué, au cours d'une conférence de presse, que le volume global des cessions de IRI s'élèvera à la fin de 1997 à plus de 50 milliards de lire (170 millions de francs), y compris les opérations encore en cours pour la cession de la société Autostrade, Aeroporti di Roma, Banca di Roma, Fiamme (transport maritime), et Stet (télécommunications).

■ NATEXIS : le groupe bancaire français, né de la fusion entre le Crédit National et la Banque Française du Commerce Extérieur (BFCE), prévoit pour le premier semestre 1997 une hausse de 3 % de son produit net bancaire. Le produit net bancaire des activités concurrentielles devrait progresser de plus de 6 %, a précisé un communiqué.

■ FRANKFINANCE : la filiale de la Société Générale a signé un accord avec The International Leasing Company (ILC) pour lui racheter une partie de son réseau européen de sociétés de leasing. Elle veut développer le financement des ventes de biens d'équipement aux entreprises et recherche des partenariats dans les secteurs de l'informatique, de la bureaucratie, des technologies médicales ou du transport.

■ BELGACOM : l'opérateur téléphonique belge a annoncé jeudi 10 juillet un renforcement de son contrôle sur sa filiale française (à 80 %) Espadon Télécom, avec la nomination d'un nouveau PDG, Jean-François de Lantsheere, jusqu'à présent directeur général de sa division internationale et président de Belgacom Téléport. Marc Wisard et Olivier Wallut, respectivement directeur général et directeur du développement, se retirent de la gestion d'Espadon.

■ COMPAQ : le premier constructeur mondial d'ordinateurs personnels (PC) a annoncé jeudi 10 juillet une réduction allant jusqu'à 22 % sur les prix de l'ensemble de sa gamme pour les entreprises, avec une machine d'entrée de gamme pour 999 dollars. Compaq a également présenté les 13 premiers modèles d'ordinateurs qui seront construits à la demande, selon une nouvelle stratégie destinée à concurrencer le plus possible les prix.

■ DAIMLER-BENZ : le numéro un de l'industrie allemande compte créer 3 000 emplois environ en 1997, indique le chef du géant industriel, Jürgen Schrempp, dans une interview jeudi 10 juillet au quotidien Bild. Daimler-Benz augmentera par ailleurs de 10 % environ le nombre de places d'apprentissage, ajoute M. Schrempp.

■ AEROPOSTALE : Martin Vial, PDG de l'Aéropostale, filiale de La Poste et d'Air France a annoncé jeudi 10 juillet qu'en 1996 cette entreprise avait réalisé un chiffre d'affaires de 1,056 milliard de francs et un résultat net de 6,9 millions de francs.

■ AIR FRANCE : la compagnie aérienne régionale Protens Airlines et Air France ont signé un accord de franchise portant sur la desserte de la liaison Chambéry-Paris, qui doit entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre. Celui-ci prévoit trois vols quotidiens sur Orly-Ouest. Il pourrait, par la suite, être élargi. Les vols Paris-Chambéry (40 000 passagers par an) seront assurés par les appareils de Proteus, avec son propre personnel, sous numéro de vol Air France et sous la marque « Air France Express ».

■ LUFTHANSA : la compagnie allemande a choisi la capitale irlandaise Dublin pour installer un centre de réservations téléphoniques pour l'ensemble de l'Europe qui ouvrira le 1<sup>er</sup> octobre. Lufthansa va investir 4,9 millions de marks en systèmes de communication à Dublin et dans son organisme de réservations central à Cassel, en Allemagne. « Le nouveau système permettra au centre de Cassel de transférer instantanément les appels, en cas de surcapacité, vers Dublin », a expliqué Lufthansa. Dublin offre des coûts du travail compétitifs et de faibles coûts immobiliers.

■ ALITALIA : la commission européenne devrait donner son accord mercredi 16 juillet à une aide de 2 750 milliards de lire à Alitalia, dont 2 000 milliards seraient versés immédiatement, 500 milliards en mai 1998 et le solde en 1999. L'aide initiale prévue était de 3 000 milliards de lire. L'accord obligerait Alitalia à vendre sa participation de 35 % dans la compagnie aérienne hongroise Malev.

■ AERIEN : après trois jours de discussions, le Japon et les États-Unis se sont mis d'accord pour conclure leurs négociations bilatérales sur la libéralisation du transport aérien d'ici la fin septembre, a annoncé vendredi 11 juillet un responsable du ministère des Transports japonais.

# Le personnel au sol de British Airways pourrait se mettre en grève

LA COMPAGNIE AÉRIENNE est parvenue à augmenter légèrement son trafic, jeudi 10 juillet au deuxième des trois jours d'une grève de ses hôtes et stewards, mais les perturbations étaient toujours très importantes à l'aéroport d'Heathrow. Le programme de la compagnie était en effet plus chargé jeudi que mercredi. Mais comme la veille, seulement 30 % des vols ont été confirmés au départ d'Heathrow. A Gatwick, le trafic était plus proche de la normale.

Par ailleurs, British Airways pourrait faire face à un mouvement de grève des personnels au sol qui s'opposent à la vente des activités de restauration de la compagnie à l'aéroport d'Heathrow. Les responsables syndicaux doivent se rencontrer lundi 14 juillet pour décider s'il y a lieu d'appeler à la grève.

# L'italien STET favori pour la privatisation de Retevisión en Espagne

LE PROCESSUS de privatisation de Retevisión, appelé à devenir le second opérateur espagnol de téléphonie de base, entre dans la dernière ligne droite. Prévue initialement pour l'automne 1996 et retardée en raison de fortes difficultés à fixer les prix, l'opération, qui concerne 60 % du capital de Retevisión, touche à son terme. Le gouvernement devrait annoncer très prochainement sa décision finale, après l'examen des offres de candidatures par les autorités compétentes. Le choix semble toutefois déjà fait : anticipant l'annonce officielle, le quotidien El País rapporte, dans son édition de jeudi 10 juillet, que le consortium Union de Empresas, qui réunit pour l'occasion la société publique d'électricité Endesa et le groupe italien de télécommunications STET, sera l'heureux élu.

Après le retrait de la candidature du groupe Unisource, il y a quelques semaines, et devant le peu de poids de Mannesmann, l'opérateur de téléphonie mobile allemand qui faisait cavalier seul, deux consortiums étaient restés en lice : Opéra, mené par France Télécom avec l'américain Sprint et la banque espagnole Banco Central Hispano (BCH) et Union de Empresas, composé, outre d'Endesa et de la STET, de la compagnie électrique Union Fenosa, d'Euskatel (cable basque) ainsi que de plusieurs caisses d'épargne.

Le choix, sur la base des recommandations de la banque d'investissements Lehman Brothers, conseiller du gouvernement, aurait surtout pris en compte l'offre économique de Union de Empresas. Selon El País, celui-ci aurait proposé 116 359 millions de pesetas (environ 4,6 milliards de francs) pour les 60 % de Retevisión, alors que son concurrent, le consortium Opéra, offrait 32 000 millions de pesetas de moins.

## PLUS DE GARANTIES

Sur le plan technique et stratégique, les propositions ont été jugées à peu près équivalentes. Opéra envisageait 4 020 nouveaux emplois supplémentaires et pouvait se targuer de pouvoir fournir les 2 600 kilomètres de câble de fibre optique et les 15 000 kilomètres de droits de passage, qu'aurait apporté Renfe (les chemins de fer espagnols) en cas de victoire du consortium. De son côté, Union de Empresas avait à son actif 10 000 kilomètres de câble et 4 000 emplois à offrir. Il a aussi été estimé, poursuit El País, que ce second consortium « offrait plus de garanties que ses rivaux ». Il se serait en outre engagé à souscrire une augmentation de capital de Retevisión de 64 644 millions de pesetas qui, au bout du compte, lui donnera le contrôle de 70 % de la société. Si la nouvelle est confirmée, la STET, déjà présente en France,

réaliserait un nouveau pas en Europe dans la perspective de la libéralisation des différents marchés du téléphone. Retevisión, elle, s'offrirait une ouverture internationale. Avec le groupe italien, c'est aussi l'opérateur américain AT&T, qui devrait faire son « retour » sur la scène du téléphone espagnol. Indirectement, AT&T, qui avait renoncé à déposer une offre pour Retevisión après avoir été plusieurs semaines en compétition, a en effet scellé, la semaine dernière, un accord de coopération avec la STET dans les services de télécommunications à destination des entreprises.

En revanche, le coup serait rude pour le consortium Opéra. Désormais, si France Télécom veut mettre un pied sur le marché du téléphone espagnol, il lui faut viser un troisième opérateur. Mais il n'y aura plus de licence accordée avant l'automne 1998. Certains font déjà des analyses très critiques sur la stratégie de France Télécom, qui aurait pêché par orgueil. En imaginant, il y a quelques mois, être le seul intéressé par Retevisión, le Français aurait négocié de façon si abrupte avec Endesa, disent les Espagnols, que cette dernière l'aurait « lâchée », pour s'allier avec la STET.

Philippe Le Cœur avec Marie-Claude Decamps à Madrid

# L'américain Colt prêt à racheter le belge Herstal, filiale de GIAT

BRUXELLES de notre correspondant. Le fabricant d'armes américain Colt et GIAT Industries ont rendu publique, jeudi 10 juillet, une lettre d'intention concernant le rachat par Colt des 92 % de parts de l'entreprise belge Herstal détenues par l'entreprise publique française. Depuis plusieurs mois, GIAT était à la recherche d'un repreneur pour Herstal, dont les pertes d'exploitation, notamment celles de la Fabrique Nationale installée près de Liège, étaient difficilement supportables plus longtemps dans un contexte de crise des industries d'armement.

Pour les Américains, la reprise d'Herstal permettrait de « donner naissance au premier fabricant mondial d'armes de petit calibre ». Herstal détient en effet la célèbre marque Browning, et est propriétaire aux États-Unis de l'usine produisant les légendaires carabines Winchester. GIAT se félicite « d'avoir pu présenter à la région wallonne une solution attractive qui pourrait, si les négociations se poursuivent, faciliter le redressement de

Herstal ». Ces négociations seront délicates. La région wallonne ne détient que 8 % des actions de Herstal, mais dispose d'un droit de veto pour toutes les décisions stratégiques de l'entreprise. Quatre cents travailleurs d'Herstal ont manifesté jeudi à Namur devant le siège du gouvernement régional qui examinait le dossier de l'entreprise. Les syndicats d'Herstal rejettent les perspectives dessinées par la lettre d'intention Colt-GIAT. Ils craignent le déplacement vers les États-Unis des centres de décision, Colt exigeant la suppression du droit de veto régional.

Les responsables des syndicats chrétiens et socialistes ont présenté au ministre-président wallon, Robert Collignon (PS), un « plan de reprise alternatif », prévoyant le portage provisoire des actions du GIAT par la société publique SRJV, qui détient des participations régionales dans nombre d'entreprises wallonnes, dans l'attente de la constitution d'un actionariat rassemblant des capitaux privés et publics wallons. « Les travailleurs savent que le projet Colt tuera leur entreprise. Ils n'ignorent pas que le schéma alternatif sera très difficile, mais il ouvre des perspectives. Ils ne comprennent pas que le gouvernement wallon ne lui donne pas sa chance et les moyens d'aboutir. » A la direction de GIAT, on déclare n'avoir « jamais eu connaissance du plan de reprise élaboré par les syndicats ».

A l'issue de sa rencontre avec les délégués des salariés, M. Collignon a promis d'examiner les propositions syndicales, et décide de geler jusqu'au 15 septembre les décisions concernant l'avenir d'Herstal. D'ici là, Colt aura remis aux autorités régionales un plan industriel déterminant pour l'avenir des 1 400 personnes qui demeurent employées en région liégeoise.

Luc Rosenzweig

## Finmeccanica et GEC Marconi s'allient

Le groupe industriel italien Finmeccanica a conclu jeudi 10 juillet un accord préliminaire avec le britannique GEC Marconi pour « une ample collaboration stratégique dans le secteur de la défense », a annoncé un communiqué du groupe italien. Le groupe public italien IRI, qui contrôle 63 % de Finmeccanica, a approuvé cette opération. Selon Finmeccanica, l'accord préliminaire prévoit la constitution d'une « joint venture » partant dans le domaine des systèmes de missiles, des systèmes navals, des radars terrestres et des systèmes de commande et de contrôle, notamment le contrôle du trafic aérien.

La création de cette co-entreprise s'accompagnera de prises de participations croisées. GEC-Marconi prendra une participation minoritaire dans l'activité aéronautique d'Alenia Difesa, filiale du groupe Finmeccanica. Celle-ci prendra une participation minoritaire dans l'activité armement et véhicules blindés de GEC-Marconi.

LEMENT  
ENSUEL

COMPTANT

SECOND  
MARCHÉ

SICAV et FCP







■ LE DOLLAR a atteint les 114 yens vendredi (contre 113,15 jeudi) sur le marché des changes de Tokyo avant de décliner doucement, les opérateurs prenant quelques bénéfices.

■ LA BOURSE DE TOKYO a terminé vendredi en hausse de 0,6 %, encouragée par la bonne performance des valeurs de haute technologie. L'indice Nikkei a enregistré 120,71 points.

■ LA BANQUE CENTRALE DES PHILIPPINES a décidé vendredi de laisser flotter la monnaie locale, le peso. Elle est descendue jusqu'à 29,45 pour 1 dollar contre 26,40 jeudi.

■ LA BOURSE DE MANILLE a enregistré vendredi un gain de 7,57 %, son indice principal gagnant 189,99 points à 2 701,14, après la décision de laisser flotter le peso.

■ WALL STREET a renoué avec la hausse jeudi 10 juillet. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a gagné en clôture 44,33 points (0,57 %) à 7 886,76 points.

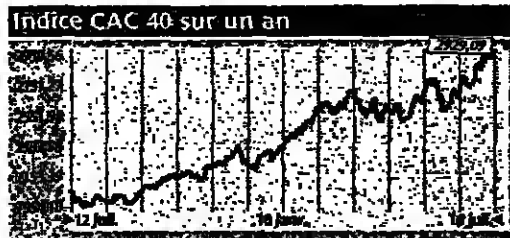
## LES PLACES BOURSILIÈRES

CAC 40	CAC 40	CAC 40	MIDCAC
Clôture	1 mois	1 an	1 mois

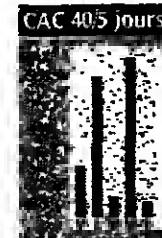
## Petite progression à Paris

APRÈS UNE SÉANCE de prises de bénéfice, la Bourse de Paris se représentait vendredi 11 juillet, dans le sillage de Wall Street. En hausse de 0,29 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait en milieu de journée une progression toujours limitée de 0,23 % à 2 935,83 points. A la veille d'un week-end de trois jours en raison de la fête nationale le 14 juillet, le montant des échanges était faible. Sur le marché à règlement mensuel, il n'atteignait pas 2 milliards de francs à la mi-journée.

Le franc français continue à manifester des signes de faiblesse face au mark alors que les incertitudes sur la capacité de la France à respecter la limite des déficits publics dictés par le traité de Maastricht, placent sur les marchés. Le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, ne s'alarme pas de cette petite dépréciation, estimant le franc « très solide ». L'indice des prix de France a baissé de 0,1 % en juin selon les premières estimations de l'INSEE.



Du côté des valeurs, l'action Eurotunnel qui gagnait plus de 10 % en début de matinée, affichait en milieu de journée une baisse de 0,6 % à 8 francs. Les actionnaires



d'Eurotunnel ont voté jeudi le plan de sauvetage de la société exploitant le tunnel sous la Manche. La Rochette continuait à monter sensiblement de 7,8 %.

## La Rochette, valeur du jour

PLUS FORTE HAUSSE du marché à règlement mensuel, l'action La Rochette a terminé la séance sur une progression de 7,8 % à 24,90 francs, jeudi 10 juillet à la Bourse de Paris. Les analystes expliquent cet engouement par des anticipations favorables liées à la hausse sensible des valeurs papières à Wall Street après la publication de résultats trimestriels meilleurs qu'attendu d'International Paper et un début de reprise de la demande de pâte à papier en

Amérique du Nord. Selon les prévisions du Crédit lyonnais, l'activité de ce secteur devrait connaître une croissance de 9 % en 1997.



## Petite progression à Tokyo

LA BOURSE DE Tokyo a modérément progressé vendredi 11 juillet, les inquiétudes suscitées par la situation financière de certaines sociétés ayant incité les investisseurs à rechercher activement des valeurs de haute technologie qui profitent de bons résultats. L'indice Nikkei 225 a gagné en clôture 120,71 points, soit 0,61 %, à 19 875,49 points.

Les analystes pensent que l'indice devrait se maintenir dans d'étroites fourchettes pour l'instant, les inquiétudes persistantes concernant certaines entreprises comme les sociétés de Bourse mais aussi les groupes liés aux secteurs du bâtiment et de la distribution pouvant peser sur la cote.

A Wall Street, les investisseurs ont repris courage jeudi grâce à

l'annonce de bons résultats trimestriels de sociétés, après avoir liquidé leurs avoirs boursiers la veille, dès que l'indice Dow Jones s'est rapproché du seuil psychologique des 8 000 points.

L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a gagné 44,33 points (0,57 %) à 7 886,76 points. Quelque 555 millions d'actions ont été échangées.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 10/07	Cours au 11/07	Var. en %
Paris CAC 40	2 935,83	2 935,83	+0,29
New York DJIA	7 886,76	7 886,76	+0,57
Tokyo Nikkei 225	19 875,49	19 875,49	+0,61
London FT 100	2 935,83	2 935,83	+0,29
Frankfurt DAX 30	2 935,83	2 935,83	+0,29
Bruxelles BEL 20	2 935,83	2 935,83	+0,29
Amsterdam AEX	2 935,83	2 935,83	+0,29
Madrid IBEX 35	2 935,83	2 935,83	+0,29
Stockholm OMX	2 935,83	2 935,83	+0,29
Hong Kong Hang Seng	2 935,83	2 935,83	+0,29
Singapore Straits	2 935,83	2 935,83	+0,29

## NEW YORK

Les valeurs du Dow Jones

	10/07	11/07	09/07
Alcoa	77,48	77,99	77,48
Allied Signal	85,18	84,87	85,18
American Express	78,61	77,43	78,61
AT & T	36	35,50	36
Bell Corp	55,31	54,18	55,31
Caterpillar Inc.	112,37	110,87	112,37
Chemical Bank	74,62	74,50	74,62
Coca-Cola Co.	69,75	69,43	69,75
Disney Corp.	76,87	77,06	76,87
Du Pont Nemours & Co.	63,75	63	63,75
Eastman Kodak Co.	78,13	79,68	78,13
Exxon Corp.	68,13	69,93	68,13
Gen. Motors Corp.	56,37	55,81	56,37
Gen. Electric Co.	69,68	68,43	69,68
Goodyear T & Rubber	63,06	61,87	63,06
Hewlett-Packard	78,13	79,68	78,13
IBM	102,75	102,68	102,75
Intl Paper	57,87	54,87	57,87
J.P. Morgan & Co.	107,75	106,37	107,75
Johnson & Johnson	62,37	63,68	62,37
McDonald's Corp.	48,81	48,06	48,81
Merck & Co. Inc.	100,62	101,18	100,62
Monsanto Mfg. & Mfg.	102,75	102,68	102,75
Philip Morris	43,18	43,63	43,18
Procter & Gamble Co.	149,68	149	149,68
Sears Roebuck & Co.	55,50	55,50	55,50
Shell Transport	66,87	66,06	66,87
Union Carbide	50,56	49,56	50,56
United Tech.	84,87	84,31	84,87
Wal-Mart Stores	25,86	25,86	25,86

## PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 10/07	Var. %	Var. %
Rochette (La)	24,90	+7,8%	+3,6%
Bany Contrepartie	132	+24,7%	+10,3%
Infogrammes Enter.	810	+3,5%	+3%
Orcl/Mac/Novartis	340	+13,7%	+13,7%
Hachette Fin.Med.	1307	+13,2%	+13,2%
OTM-Emprise	329	+13,2%	+13,2%
Bongran	2400	+12,7%	+12,7%
OLP&R	75	+12,7%	+12,7%
Suez Lyonnais Eau	645	+12,7%	+12,7%
NIJ	902	+12,7%	+12,7%

BAISSES, 12h30	Cours au 10/07	Var. %	Var. %
Changereux	340,50	-3,3%	-3,4%
Eurotunnel	7,85	-4,6%	-11,6%
DMC (Dofus M)	85,60	-3,4%	-25,7%
Dassault-Aviation	1335	-3,2%	+14,1%
Labinal	1485	-3,2%	-44,8%
Car et Eau	2525	-3,2%	-25,2%
Mazda/ep	8440	-2,9%	-100,7%
Bulle	61,50	-2,3%	+92,4%
Bayer Nat. Ville	567	-2,3%	+27,7%
Road	1772	-2,1%	+12,5%

## VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 12h30	échanges	Capitalisation en F
Eurotunnel	1474782	11947429,35
BF Aquitaine	132899	87202359
Saint-Gobain	92572	7995468
Boone Poland A	320257	1816764,50
Alsa	205325	7354281,20
LYM Mont Hen	45797	7295688
Alcatel Alsthom	87151	66717905
Lagardere	320418	6883454,40
L'Oréal	25622	6341084
Carrefour	13641	567041,27

## PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 10/07	Var. %	Var. %
Meub.Tricent (N)	375	+24,7%	+10,3%
MACC NV	137	+24,7%	+10,3%
Andra Tripartite (L)	206	+13,7%	+13,7%
Carpias Soc/NY	340	+13,7%	+13,7%
Academy-Cadham	345	+13,2%	+13,2%

BAISSES, 12h30	Cours au 10/07	Var. %	Var. %
Ind. pub. SBF 250	201,45	-0,6%	-0,6%
Ind. pub. SBF 250	1915,59	-0,6%	-0,6%
Ind. Second Marché	1923,59	-0,6%	-0,6%
Ind. Second Marché	1628,12	-0,6%	-0,6%

## INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

	10/07	11/07	Var. %
Ind. pub. SBF 250	201,45	201,45	-0,6%
Ind. pub. SBF 250	1915,59	1915,59	-0,6%
Ind. Second Marché	1923,59	1923,59	-0,6%
Ind. Second Marché	1628,12	1628,12	-0,6%

## NEW YORK

NEW YORK	LONDRES	MILAN	FRANCKFORT
DOW JONES	FT 100	MIB 30	DAX 30

NEW YORK	LONDRES	MILAN	FRANCKFORT
DOW JONES	FT 100	MIB 30	DAX 30

## LONDRES

Sélection de valeurs du FT 100	10/07	11/07	09/07
Allied Lyons	4,31	4,31	4,31
Barclays Bank	12,30	12,34	12,34
Bayer AG	72,90	73,40	72,90
Bay Hypo/Werchollak	54,80	54,80	54,80
Bayer Vertriebsbank	72,70	73,40	72,70
BMW	1475	1504	1475
Commerzbank	50,88	52,20	50,88
Deutsche Bank AG	144,40	146,20	144,40
Deutsche Telekom	92,10	94	92,10
Deutsche Bank AG	102,40	104,40	102,40
Deutsche Telekom	42,80	42,80	42,80
Dresdner Bank AG FR	66,30	68,20	66,30
Haniel VZ	105,10	107	105,10
Hochtief AG	77,60	78,30	77,60
Karstadt AG	595	608	595
Linde AG	1324	1340	1324
OTC Lufthansa AG	37,60	37,60	37,60
Man AG	542	545,20	542
Mannesmann AG	796	824	796
Metro	209,60	209	209,60
Muench Rur N	5560	5660	5560
Prinssag AG	527,50	542	527,50
Rohr	75,70	75,70	75,70
Sap VZ	411,80	414,50	411,80
Schering AG	199,80	194,50	199,80
Siemens AG	109,80	110,30	109,80
Thyssen	422,50	442,50	422,50
Veolia AG	101,35	104,70	101,35
Volkswagen VZ	1082	1100	1082

## LES TAUX

## Le Matif se reprend

APRÈS AVOIR sensiblement baissé la veille, le marché obligataire français se représentait vendredi 11 juillet dans la matinée en attendant la présentation du collectif budgétaire allemand. Sur le Matif, le marché à terme des titres d'Etat français, le contrat notional affichait une hausse de 14 centimes à 103,58. Selon les chiffres provisoires présentés vendredi par l'Insee, les prix à la consommation en France ont légèrement baissé en

## PARIS

## NEW YORK

## FRANCKFORT

## LONDRES

## MILAN

## FRANCKFORT

## LONDRES

## MILAN

## FRANCKFORT

## LONDRES

## MILAN

## FRANCKFORT

## LONDRES

## MILAN

## FRANCKFORT

## LONDRES

## MILAN

## FRANCKFORT

## LONDRES

## MILAN

## FRANCKFORT

## LONDRES

## MILAN

## FRANCKFORT

## LONDRES

## MILAN

## FRANCKFORT

## LONDRES

## MILAN

## FRANCKFORT

## LONDRES

## MILAN

## FRANCKFORT

## LONDRES

## MILAN

## FRANCKFORT

## LONDRES

## MILAN

## FRANCKFORT

## PARIS

## NEW YORK

## FRANCKFORT

## LONDRES

## MILAN

## FRANCKFORT

## LONDRES

## MILAN

## FRANCKFORT

## LONDRES

## MILAN

## FRANCKFORT

## LONDRES

## MILAN

## FRANCKFORT

## LONDRES

## MILAN

## FRANCKFORT

## LONDRES

## MILAN

## FRANCKFORT

## LONDRES

## MILAN

## FRANCKFORT

## LONDRES

## MILAN

## FRANCKFORT

## LONDRES

## MILAN

## FRANCKFORT

## LONDRES

## MILAN

## FRANCKFORT

## LONDRES

## MILAN

## FRANCKFORT

## LONDRES

## MILAN

## FRANCKFORT

## LES MONNAIES

## Légère glissade du franc

LE FRANC perdait à nouveau un peu de terrain vendredi 11 juillet dans la matinée autour de 3,5820 pour 1 mark contre 3,5807 la veille. La devise française souffre des doutes grandissants sur la capacité de la France à réduire ses déficits publics.

Toujours vendredi matin, le dollar regagnait du terrain face à l'ensemble des devises européennes et même au yen. Le billet vert avait assez nettement re-

## US/\$

## US/DM

## US/¥

## DM/¥

## S/¥

## S/DM

## S/DM

## S/DM

## S/DM

## S/DM

## S/DM

## S/DM

## S/DM

## S/DM

## S/DM

## S/DM

## S/DM

## S/DM

## S/DM

## S/DM

## S/DM







# AUJOURD'HUI

LE MONDE / SAMEDI 12 JUILLET 1997

**TOUR DE FRANCE 1997**  
Cédric Vasseur (GAN), vingt-sept ans, s'est emparé du maillot jaune, jeudi 10 juillet, à l'issue d'une échappée en solitaire victorieuse de 147,5 km,

dans la 5<sup>e</sup> étape Chantonnay - La Châtre (261,5 km). Le Français a dépassé l'Italien Mario Cipollini (Saco) de la première place du classement général, avec une avance de



2 min 17 s. L'Allemand Erik Zabel, qui conserve son maillot vert, vient en troisième position. La victoire de Cédric Vasseur n'est pas sans rappeler celle de son père Alain, qui, sous les

couleurs de la formation Bic de Luis Ocarina et Jan Janssen, s'était imposé il y a vingt-sept ans (le 4 juillet 1970) à l'arrivée du Felsberg, en Allemagne, après un raid de 172,5 km.

## En Berry, Cédric Vasseur n'est pas tombé dans « La Mare au diable »

Chantonnay-La Châtre. Le Français de l'équipe Gan s'est emparé du maillot jaune, jeudi 10 juillet, après une échappée solitaire de 147,5 km dans la 5<sup>e</sup> étape (261,5 km). De quoi célébrer le souvenir de son père Alain, vainqueur d'une étape du Tour 1970 à l'issue d'un raid de 172,5 km

**LA CHÂTRE**  
denote envoyé spécial  
Dans la Vallée noire, par ce « climat souple et chaud » qu'appréciait George Sand, le Tour de France a renoué, jeudi 10 juillet, avec le cyclisme romantique. Sur les interminables lignes droites ondulées reliant le Bocage vendéen à la Champagne berrichonne, le Français Cédric Vasseur, né il y a vingt-six ans au pays de Germinal, a brisé la règle qui voulait que, depuis le départ de Rouen, les échappées soient « condamnées à mort » (le Monde du 11 juillet). Le caennais de l'équipe Gan a conquis La Châtre (Indre), au bout d'une balade solitaire, et par-

### Le record reste à Thierry Marie

En s'échappant du peloton aux environs de Poitiers (Vienne), Cédric Vasseur, le coureur de l'équipe GAN, a mené un raid en solitaire de 147,5 km, qui compte parmi les plus longs de ces dernières années. La palme de la solitude revient au Français Thierry Marie, qui avait roulé sans assistance sur 234 km en 1991, « détronant » son compatriote Régis Clère (189 km d'échappée en 1987). Les suivants sont italiens : Fabio Roscioli en 1993 (183 km) et Eros Poli en 1994 (171 km). En cinquième position se trouve Joël Pelier, qui avait tenu 166 km, en 1989, devant le peloton.

fois nostalgique, de 147,5 km, qui s'est, comble de la volupté, finie dans les mailles du maillot jaune. Cédric Vasseur, un ancien coureur professionnel, Alain Vasseur, lui-même « compagnon du Tour de France » dans les années 70, s'enfuit à l'heure de la sieste du peloton, peu avant Poitiers. Le Nordiste compte rapidement vingt minutes d'avance, prit son courage à deux mains et adressa une prière au ciel, qu'il devait remercier, à l'arrivée, d'un baiser soufflé.

« J'ai eu la chance que le peloton fasse preuve de bonne volonté », reconnaît-il, après les honneurs, le nouveau héros du cyclisme tricolore. Les Telekom de Bjørn Riis et

du sprinter Erik Zabel, comme les Saeco de Mario Cipollini, jusqu'ici principaux bourreaux des poètes de la Grande Boucle, avaient décidé, pour une fois, de badiner avec la route. Combien d'images, de mots et de parfums ont pu revenir à la mémoire de Cédric Vasseur tout au long de son parcours initiatique de champion ? « J'ai pensé à mon père qui, depuis deux ans, sacrifie ses après-midis pour m'entraîner derrière son scooter. » Sous l'inoubliable tunique orange des Bic, et aux côtés de Jean-Marie Leblanc - devenu directeur du Tour de France - Alain Vasseur fut l'équipier de l'immense Luis Ocarina, qui donna au petit Cédric l'envie de poser son séant sur une selle, autant que « l'odeur du campfire ou les klaxons italiens ».

Alain Vasseur fut surtout une étoile filante du cyclisme. Pour ses débuts dans la cour des « pros », en 1970, il avait emporté les Quatre Jours de Dunkerque dans son jardin, puis, sur sa lancée, une étape du Tour de France, au Felsberg (Alle-

magne) après une échappée de 172,5 km. Ensuite, plus rien. « Il avait gagné plus de 100 courses chez les amateurs, il était crumé », l'excuse son fils. Arrivé dans Le Blanc (Indre), à 80 km du but, avec un bon quart d'heure de marge au crédit, Cédric Vasseur entendait-il encore l'écho de la voix de papa, lui répétant sans cesse : « Ne te prends pas pour un autre » ?

« UNE VIE APRÈS LE VÉLO »  
« Ce n'est pas parce que j'ai réussi ça que je vais tout à coup passer du côté des bons coureurs, préfère prévenir Vasseur junior. Le vélo, c'est un jeu en haut, un outre en bas. Mon père m'a appris à garder la tête les drapeaux. » L'expérience d'Alain Vasseur a également permis à Cédric de ne pas commettre certaines erreurs. Le vainqueur de la 5<sup>e</sup> étape du Tour n'a commencé à courir qu'à dix-huit ans et demi. Il a longtemps donné la priorité à ses études et regretté de ne pas avoir « poussé » une année supplémentaire pour obtenir

un diplôme d'ingénieur : « Il y a une vie après le vélo et si je dois un jour compter sur les gens de ce milieu pour travailler, ce ne sera pas très bon signe. D'autant qu'on est vite oublié. » Avec l'avènement de Cédric Vasseur, comme avec ceux de Frank Vandenbroucke (Mapei), neveu de Jean-Luc, de Gabriele Colombo, fils d'Ambrogio, de Jo Planckaert (Lotto), fils de Willy et neveu de Walter et d'Eddy, et bien sûr d'Axel Merckx (Polti), fils d'Eddy, c'est un cyclisme passionnel qui resurgit. Vasseur avance avoir été « émerveillé » comme un gosse par le départ du Tour aux Pays-Bas, en 1996, et aussi « aimer entendre crier [son] nom, du bord des routes ».

A l'heure du pédalage scientifique, des « seuils » et des « watts », sa « preuve par 21 », rappelle que le cycliste est un homme, coïncé entre ses forces et ses faiblesses, ses croyances et ses doutes. Cédric Vasseur a remarqué qu'une 21<sup>e</sup> place était souvent, pour lui, suivie d'un bon résultat. Or, à Plumelec, mardi 8 juillet... « Je terminais 21<sup>e</sup> de l'étape

et le soir, j'étais 21<sup>e</sup> au classement général ! » « Où sont les autres ? », interrogeait un petit garçon dans le public. De toute la journée, on n'avait, c'est vrai, vu qu'un coureur : Vasseur. Il lui restait une dizaine de kilomètres à couvrir. Les muscles comme du bois, les pommes aussi rouges que ses pneus, il n'avancait plus, prêt à basculer dans la « Mare au diable ». Une bonne alimentation l'avait jusqu'ici aidé à tenir, mais le dernier tronçon devait se faire au caractère. Celui de Vasseur a été forgé auprès des Flamands, des « Flahutes », comme on les nomme dans le milieu du vélo. Une rude école.

Originaire d'Hazebroeck, les Flandres et leurs pavés en biseau n'ont pour lui aucun secret. Il faut entendre Cédric Vasseur parler des Classiques de printemps ; expliquer dans le détail comment il convient d'aborder un « berg » (une côte). En 1995, il avait d'ailleurs failli gagner seul (dés) le Tour des Flandres, à peine rejoint dans le célèbre Mur de Grammont.

Avant le Tour, Cédric Vasseur était

tombé sur ce raccourci de sa jeune carrière, dans un grand quotidien : « Quatre années chez les professionnels, une seule victoire [une étape du Midi-Libre 1995] » et il voulait « leur montrer ce qu'il avait » dans le ventre. Cédric Vasseur en avait maintenant terminé de sa transcendence, avec un avantage de 2 min 32 s sur un groupe de dix poursuivants et de 3 min 24 s sur le peloton.

Paré de jaune, il laissait derrière lui 147 km de ruban gris et large, comme en réclamait le Suisse Mauro Gianetti (Française des Jeux), le matin, à Chantonnay. Le 84<sup>e</sup> Tour de France venait de vivre sa première journée sans violence et Alex Zülle (ONCE) n'en avait pas profité, ayant mis un point final à la chronique : d'un abandon annoncé. A une fenêtre, on entendait Chopin. Le ciel orange évoquait la bonne dame de Nohant et Alfred de Musset. Les romantiques sont toujours dans l'air du temps.

Nicolas Guillon

## Ludovic Auger et son long combat à l'arrière-garde

suis retrouvé tout seul en pleine galère. Je me suis dit : « Si ça commence comme ça... ». Mardi, ça m'est arrivé à 20 km de l'arrivée. Je ne savais pas que cela pouvait être aussi dur. Sur la route, j'ai vu un homme étendu par terre, mais je n'ai pas vu que c'était Tony Rominger. Mercredi, c'est allé un peu mieux. J'ai tenu dans le peloton jusqu'à 10 km de l'arrivée. Les gens nous applaudissent aussi, ça fait du bien. Aujourd'hui, je ne me suis fait décrocher qu'à 8 km. La forme revient doucement. Il faut que je tienne jusqu'à la fin de la semaine. Après ce sont les Pyrénées. Mais je ne suis pas un très bon grimpeur... »

### EMBARQUEMENT POUR L'ENFER

Chaque matin, Ludovic Auger signe la feuille d'inscription au départ en sachant qu'il embarque pour l'enfer. « Tout de suite, je me retrouve en queue du peloton. J'essaye de m'y accrocher le plus longtemps possible. » Les jambes n'obéissent plus, mais le cerveau continue d'ordre de tenir. Toute éjection prématurée signifierait une torture plus grande encore, en solitaire, et la certitude d'une arrivée hors délais.

Alors, les dents serrées, il supporte les phénomènes d'élasticité du peloton. Une accélération en tête à 30 km/h oblige les derniers à rouler à plus de 60 km/h pour « recoller ».

Puis vient le moment où le peloton est pris de frénésie à l'approche de la ligne d'arrivée. Pour un qui tente de s'échapper à l'avant, deux sortent à l'arrière. Les cerveaux ne répondent plus, et le moindre faux-plat devient une sanction. Ils sont ainsi régulièrement, une poignée à se retrouver, patageant dans les voitures des directeurs sportifs. Ce sont toujours un peu les mêmes, recensés par Georges Laborie, le commissaire de la voiture-balai, établissant un best of de l'arrière avec un humour qui lui est aussi nécessaire qu'aux médecins des mouroirs : Ludovic Auger, Gianluca Piroboni (Batik-Del Monte), Paolo Fornaciari (Saeco), Damien Nazon (La Française des Jeux).

Ces exclus ne sont pas des demi-soldes du cyclisme. Sans quoi ils ne seraient pas dans le peloton le plus prestigieux du monde. Simplement, ils sont victimes de ce « coup de moins bien » qui est le risque du métier. « Je n'ai plus de force, il n'y a rien d'autre à ajouter », explique Ludovic Auger. Lors de Paris-Roubaix, le coureur s'est brisé la nuque et a été immobilisé un mois : cela a dû à sa préparation. Mais qu'importe la raison. Aujourd'hui, il faut faire avec ses mollets en coton et ce refus d'obtempérer de l'organisme. Même son coéquipier Thierry Bourguignon, un des personnages les plus faci-

lieux du peloton, se garde bien de moquer la lanterne rouge : il sait, comme tous les autres, ce que ressent un homme que son corps abandonne.

« Le Tour de France, c'est autre monde. C'est gigantesque. L'organisation est impressionnante. Je pars dans l'inconnu. Je suis là pour apprendre », déclarait l'impétrant avant le prologue de Rouen, dans un de ses rapports quasi quotidiens au journal local, l'Yonne républicaine. Mais l'enthousiasme de la chronique s'est chaque jour émué un peu plus pour tourner au noir d'encre.

Le natif de Joigny, aujourd'hui âgé de vingt-six ans, avait sans doute rêvé autrefois, cette apothéose, quand il écrivait les courses régionales de jeunes. Ludovic voulait devenir coureur : pour réussir, il est parti, à Dijon puis à Paris. Aujourd'hui, il « ne regrette pas d'être là », en pleine errance à La Châtre. Il espère toujours « aller jusqu'aux Champs-Élysées et, peut-être, faire une petite place ». Il caresse encore l'idée de ce coup dans lequel il pourrait s'immerger, s'il parvient un jour à remonter aux avant-postes du peloton. « Si je marche et que j'ai la chance... » En attendant, l'exploit sera de remonter demain sur le vélo.

Benoît Hopquin

## RÉSULTATS

### 5<sup>e</sup> étape (261,5 km) Chantonnay-La Châtre

1. C. Vasseur (Fra., GAN), les 261,50 km en 6 h 16 min 44 s (moyenne : 41,847 km/h) ; 2. S. O'Grady (Aus., GAN), à 2 min 32 s ; 3. F. Cabellot (Esp., KEL) ; 4. M. Arango (Ita., MER) ; 5. P. Moreau (Den., USF) ; 6. T. Brasseur (Fra., BIC) ; 7. F. Gougol (Fra., CSO) ; 8. S. Cuffel (Fra., MUT) ; 9. M. Zan (Ita., ROS) ; 10. B. Humberger (Den., TVM) ; 11. C. Agostolo (Fra., CSO) ; 12. M. Cipollini (Ita., Saco) ; 13. E. Zabel (All., TEL) ; 14. G. M. Fagnini (Ita., SAE) ; 15. F. Monesson (Fra., GAN) ; 16. A. Baffi (Ita., USF) ; 17. R. Virenque (Fra., FES) ; 18. G. Fraiser (Can., MUT) ; 19. M. Traverson (Ita., MER) ; 20. M. Tosatto (Ita., MAG) ; 21. F. Simon (Fra., GAN) ; 22. C. Mergon (Fra., FOU) ; 23. G. Hinoglia (ELI, USF) ; 24. A. Tormai (Lit., LOT) ; 25. A. Ocarina (Esp., BAN) ; 26. V. Kozlov (Rus., ROS) ; 27. P. Van Hyle (Bel., LOT) ; 28. L. Pilon (Fra., MUT) ; 29. C. Moreau (Fra., FES) ; 30. T. Schmidt (All., ROS) ; 31. J. Kirsiku (Est., CSO) ; 32. A. Casanova (Esp., BAN) ; 33. L. Van Bon (Bel., ROS) ; 34. V. Foe (Ita., MAP) ; 35. P. Lutterberger (Aut., RAB) ; 36. C. Boardman (GB, GAN) ; 37. E. Daks (Fra., RAB) ; 38. J. Ullrich (All., TEL) ; 39. C. Rebellin (Ita., FOU) ; 40. L. Madouas (Fra., LOT) ; m. l. etc.

Classifications : C. Vasseur (Fra., GAN), 32 s ; S. O'Grady (Aus., GAN), 12 s ; P. Cabellot (Esp., KEL), 8 s ; D. Abdoujaparov (Ouz., LOT), C. Linaur (Fra., MUT), F. Monesson (Fra., GAN) et E. Zabel (All., TEL), à 2 s ; R. Janssen (Bel., CAS) et M. Cipollini (Ita., SAE), 2 s.

Classement par équipes : 1. GAN en 18 h 56 min 5 s ; 2. Casino, à 2 min 32 s ; 3. US Postal Service, à 3 min 24 s ; 4. Multis de Senegal-Marne, à 3 min 24 s ; 5. Hostoia, à 3 min 24 s.

Abandon : A. Zile (Sui., ONCE)

### Classements

Classement général : 1. C. Vasseur (Fra., GAN), en 23 h 14 min 35 s ; 2. M. Cipollini (Ita., SAE), à 2 min 17 s ; 3. E. Zabel (All., TEL), à 2 min 10 s ; 4. C. Boardman (GB, GAN), à 2 min 54 s ; 5. J. Ullrich (All., TEL), à 2 min 56 s ; 6. F. Vandenbroucke (Bel., MAP), à 3 min ; 7. A. Ocarina (Esp., BAN), à 3 min 4 s ; 8. S. O'Grady (Aus., GAN), à

3 min 5 s ; 9. F. Monesson (Fra., GAN), à 3 min 6 s ; 10. L. Jallabert (Fra., ONCE), à 3 min 6 s ; 11. P. Lino (Fra., BIC), à 3 min 19 s ; 12. O. Camenzind (Sui., MAP), à 3 min 22 s ; 13. P. Lutterberger (Aut., RAB), à 3 min 23 s ; 14. D. Rebellin (Ita., FOU), à 3 min 24 s ; 15. D. Nardello (Ita., MAP), à 3 min 32 s ; 16. J. C. Robin (Fra., USF), à 3 min 35 s ; 17. F. Andrau (ELI, COF), à 3 min 38 s ; 18. P. Virenque (Fra., FES), à 3 min 38 s ; 19. D. Eusebio (Esp., ONCE), à 3 min 42 s ; 20. L. Madouas (Fra., LOT), à 3 min 48 s ; 21. A. Baffi (Ita., USF), à 3 min 54 s ; 22. G. Totschinger (Aut., TEL), à 3 min 54 s ; 23. B. Rios (Den., TEL), à 3 min 59 s ; 24. E. Banzhe (Rus., BAT), à 4 min 8 s ; 25. B. Humberger (Den., TVM), à 4 min 11 s ; 26. L. Oudiz (Sui., FES), à 4 min 14 s ; 27. A. Ehl (Ita., CSO), à 4 min 17 s ; 28. V. Ekimov (Rus., USF), à 4 min 17 s ; 29. F. Simon (Fra., GAN), à 4 min 25 s ; 30. N. Mehl (Ita., BAT), à 4 min 26 s ; 31. H. Vopel (Aut., GAN), à 4 min 27 s ; 32. M. Rogge (P.B., RAB), à 4 min 27 s ; 33. F. Benezet (Esp., KEL), à 4 min 29 s ; 34. M. Traverson (Ita., MER), à 4 min 29 s ; 35. F. Escartin (Esp., KEL), à 4 min 30 s ; 36. S. Hovelt (Fra., FOU), à 4 min 32 s ; 37. L. Brochard (Fra., FES), à 4 min 40 s ; 38. F. Gougol (Fra., CSO), à 4 min 58 s ; 39. A. Preter (Fra., GAN), à 5 min 6 s ; 40. B. Corghita (Ita., BAT), à 5 min 9 s, etc.

Classement par points : 1. E. Zabel (All., TEL), 148 pts ; 2. M. Cipollini (Ita., SAE), 135 ; 3. F. Monesson (Fra., GAN), 103 ; 4. J. Biehl (Sui., TVM), 72 ; 5. R. McEwen (Aus., RAB), 56.

Classement de la montagne : 1. L. Brochard (Fra., FES), 38 pts ; 2. C. Saugnieu (Fra., COF), 11 ; 3. A. Kappas (Lit., CSO), 10 ; 4. F. Simon (Fra., GAN), 8 ; 5. C. Vasseur (Fra., GAN), 5.

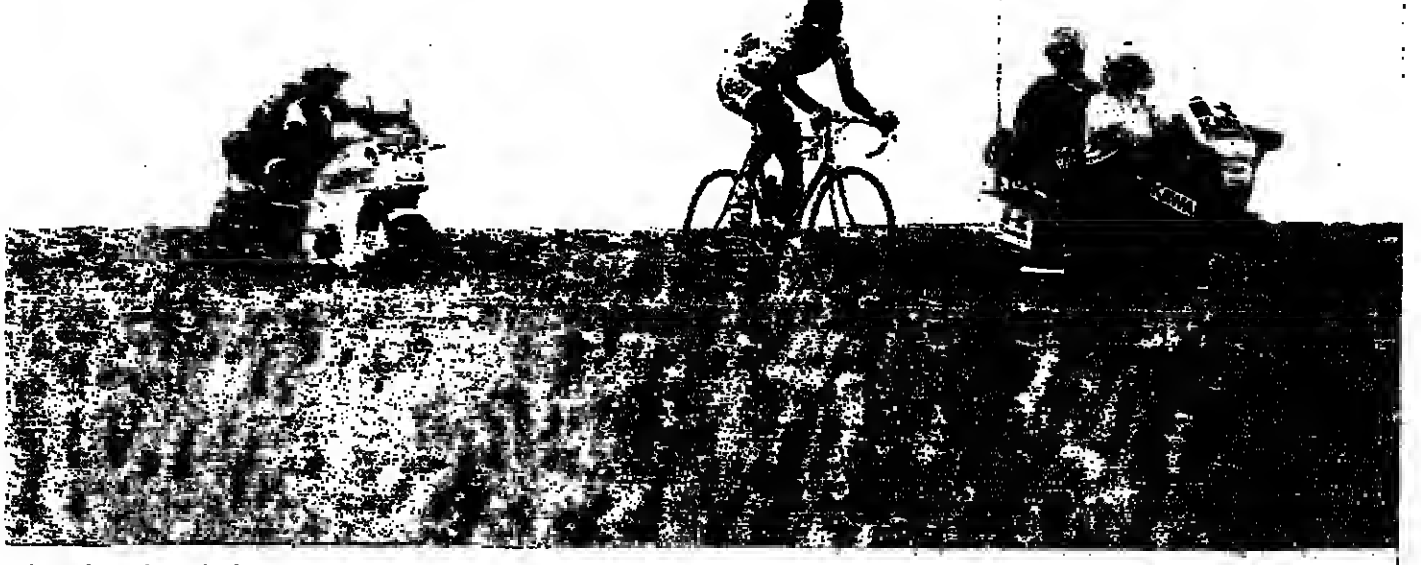
Classement par équipes : 1. GAN, en 18 h 56 min 5 s ; 2. Telekom à 3 min 38 s ; 3. US Postal Service, à 3 min 42 s ; 4. Mapei, à 4 min 20 s ; 5. Casino, à 4 min 24 s.

### Abandon

A. Zile (Sui., ONCE)

### Abandon

A. Zile (Sui., ONCE)



147,5 km de « belle » pour Cédric Vasseur

Son père, Alain, lui avait dit : « Ne te prends pas pour un autre ». Cédric Vasseur n'a écouté que lui-même. Il avait prévu son coup : au kilomètre 114, il s'est échappé du peloton. Celui-ci a réagi, mais Cédric a insisté et lui a faussé compagnie. Sur sa

route d'effort, le Français n'a jamais vraiment été seul. Serge Beucherie, directeur sportif adjoint de l'équipe GAN, l'a aidé à échafauder sa tactique dans la course. Et puis le public... A l'arrivée, Cédric dit : « Les gens te poussent, c'est incroyable ! Ça donne des frissons, on est comme dans un état second. » Le maillot jaune dit encore : « Je ne suis pas tout d'un coup devenu un bon coureur. »

CHANTONNAY - LA CHÂTRE

DEUX-SEVRES

Lotto mise gros sur l'

Un couple de Dan...

Depuis deux ans...

LA CHÂTRE

Le 10 juillet 1997, Cédric Vasseur a remporté la 5<sup>e</sup> étape du Tour de France 1997, à Chantonnay-La Châtre. Il a battu son père Alain Vasseur, vainqueur de l'étape en 1970.

Le maillot jaune est revenu à Cédric Vasseur, qui a mené un raid en solitaire de 147,5 km. Il a devancé son compatriote Régis Clère (189 km d'échappée en 1987) et les autres favoris italiens.

Le Tour de France 1997 est une épreuve majeure du calendrier cycliste. Elle a attiré un public record et a été suivie par des millions de téléspectateurs.

Le vainqueur, Cédric Vasseur, est un jeune coureur prometteur. Il a montré une grande capacité à résister à la fatigue et à mener un raid en solitaire.

Le Tour de France 1997 se termine le 19 juillet à Paris. Le vainqueur sera couronné roi de la route.







# Les cosmonautes-forçats de Mir apprennent la mécanique

Deux douzaines de boulons à dévisser puis à revisser, une vingtaine de connections électriques à réaliser : un lourd travail d'une durée de six à sept heures

CELA RESSEMBLE un peu à la méthode Coué. Depuis près d'une semaine, l'état des lieux sur la station russe publié quotidiennement par la NASA sur Internet précise imperturbablement que « les conditions à bord de Mir demeurent stables » et que, « selon l'équipage, la température et le degré d'humidité restent confortables ».

Le terme « confortable » est sans doute très exagéré, même si le système de stabilisation de la station, tombé en panne jeudi dernier (Le Monde du 5 juillet), a pu être remis en service. Les mêmes rapports de la NASA précisent d'ailleurs aussi que l'appareil d'absorption du gaz carbonique est tombé en panne, lundi 7 juillet, mais que les trois occupants de Mir ont pu bricoler une réparation de fortune.

Heureusement pour eux, Vassili Tsibliev, Alexandre Lazutkin et l'Américain Michael Foale ont suffisamment de travail pour oublier leurs soucis d'intendance. Ils viennent de réceptionner un vaisseau automatique Progress M-35, lancé samedi 5 juillet de Baïkonour avec 2,4 tonnes de nourriture et du

trique de stabilisation de la station ainsi que l'appareil Elektroo de production d'oxygène, remplacé provisoirement par des cartouches chimiques, les mêmes que celles qui furent à l'origine d'un incendie à bord en février.

Finalement, tout s'est bien passé. Après avoir tout rebranché et pris quelque repos, l'équipage s'est attelé, dès lundi soir, au déchargement du Progress. Trois jours d'un travail éreintant à l'issue duquel ils n'auront guère le temps de souffler. Dès vendredi 11 juillet, commencent leur entraînement en vue d'une très délicate sortie dans le vide destinée à monter sur Spectre une nouvelle porte qui, dotée de prises spéciales, rendra à la station une alimentation électrique quasi normale grâce au branchement de panneaux solaires actuellement déconnectés.

Quand le plan de travail lui fut exposé pour la première fois, l'équipage « exprima quelques inquiétudes » sur ses capacités à le mener à bien, croit savoir l'hebdomadaire américain Aviation Week and Space Technology daté du

Spectre que jusqu'à la ceinture et devra sans doute utiliser une perche pour saisir les câbles à brancher.

Depuis plusieurs jours, deux « vétérans » cosmonautes, Sergueï Krikalev et Nicolai Boudarine, répètent cette opération très délicate à terre, à la Cité des étoiles, près de Moscou, sous l'œil attentif d'une équipe de la NASA.

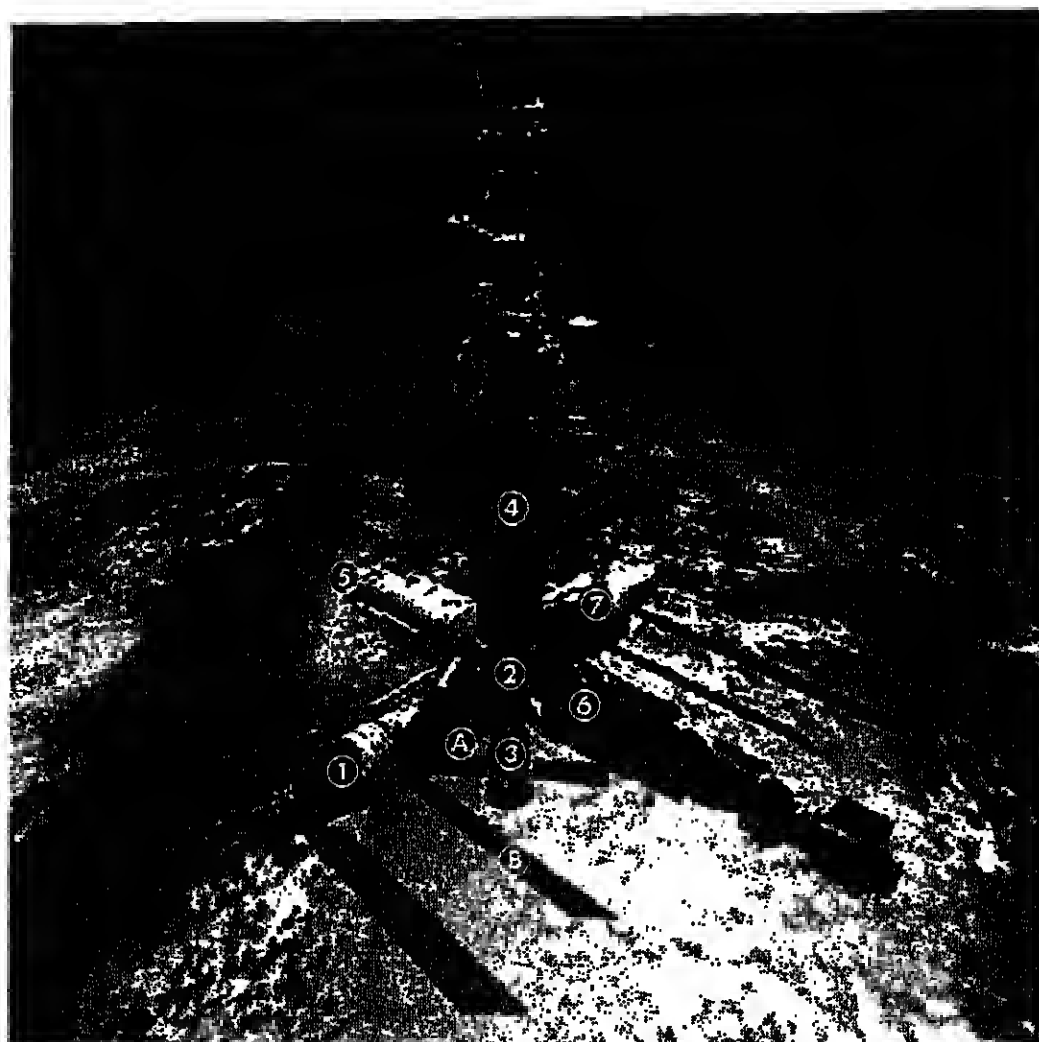
## ENTRAÎNEMENT EN PISCINE

Engoûlés dans les lourds scaphandres spatiaux, ils travaillent sur une maquette du module Spectre posée au fond d'une piscine, la portance de l'eau étant censée simuler plus ou moins l'apesanteur qui règne en orbite.

Veodredi 11 juillet, les trois occupants de Mir eodossoroot à leur tour leur scaphandre, mais resteront à l'abri de la station pour répéter sous la direction de Krikalev les gestes qu'il leur faudra refaire une semaine plus tard.

Vendredi 18 juillet, lors de leur sortie, ils n'auront pas droit à l'erreur. Le nœud d'assemblage devant être dépressurisé, les portes de tous les modules habitables seront closes, et Michael Foale attendra dans le vaisseau de secours Soyouz. Impossible de réintégrer la station si le nouveau sas de Spectre n'est pas posé (ou l'ancien remis en place). Tsibliev et Lazutkin n'auront alors pas d'autre alternative que de rejoindre Foale pour redescendre sur Terre à bord du Soyouz.

Jean-Paul Dufour



## Mir, entre dangers et sécurité

Le module Spectre (1) a été dépressurisé à la suite d'une collision avec un cargo Progress qui a endommagé la paroi (A). Un seul panneau solaire a été détérioré (B). Mais les câbles de connection des trois autres ont dû être coupés pour que la porte de communication avec le nœud d'assemblage (2) puisse être fermée, isolant Spectre du reste de la station. Pour changer cette porte et reconnecter les panneaux solaires de Spectre qui sont encore en état de marche, les deux cosmonautes russes vont devoir travailler en

scaphandre dans ce nœud, une sphère de 2,22 m de diamètre seulement. Leur collègue américain les attendra dans le Soyouz (3), prêt à les ramener éventuellement sur Terre. Pendant toute l'opération, Spectre et le nœud d'assemblage seront dépressurisés. Tous les autres modules ouvrant sur cette zone - le corps central (4), Priroda (5), Kristall (6), Kvant-2 (7) - devront donc être hermétiquement clos et désertés par l'équipage, qui ne pourrait pas les quitter en cas de difficulté.

## « Cela ne sera pas une suite d'Apollo XIII »

L'INCENDIE survenu le 23 février à bord de Mir et la collision de la station russe avec un cargo Progress, suivie d'une dépressurisation du module Spectre, le 25 juin, n'ont eu, heureusement, aucune conséquence grave pour les hommes. Ils n'en constituent pas moins, de l'avis de tous les spécialistes, « les deux accidents les plus graves susceptibles de survenir dans l'espace ».

L'émotion qu'ils ont suscitée outre-Atlantique a amené certains responsables américains à demander à la NASA de cesser d'envoyer ses astronautes sur Mir.

L'agence spatiale américaine répond que les séjours de longue durée qu'ils y effectuent depuis septembre 1996 leur apportent une expérience inestimable pour le montage en orbite de la future station internationale Alpha. La NASA affirme que les occupants de Mir ne courent pas plus de danger que lors des vols de navette et qu'ils peuvent descendre immédiatement à bord du Soyouz en cas de problème. La NASA a donc entrepris d'aider les Russes à prolonger au maximum la vie de cette installation orbitale permanente en attendant le montage d'Alpha, qui devrait démarrer mi-1998.

Sous le titre « Mir, pas de jugement hâtif »,

l'hebdomadaire américain Aviation Week and Space Technology défend cette position avec véhémence dans un éditorial publié le 7 juillet. « La Russie a une expérience des vols humains dans l'espace infiniment plus vaste que celle des Etats-Unis », écrit la revue. Et elle n'a perdu aucun cosmonaute en cours de mission depuis 1971, soit quinze ans avant l'accident de Challenger, la navette américaine dont l'explosion en vol fit sept morts le 28 janvier 1986.

## « DÉFENSE » PASSIONNÉE

« Bible » des passionnés d'aéronautique, Aviation Week and Space Technology peut difficilement être accusée de russophilie ou de « nassaphobie » galopante. Cela ne l'empêche pas d'enfoncer le clou : « Les systèmes spatiaux russes sont renommés pour leur robustesse, leur faible coût et leur fiabilité ».

Le dernier incident (la collision) n'est pas dû au trop grand âge de la station, mais « à un système flambant neuf de guidage du Progress ». Il révèle, pourtant, « des faiblesses inacceptables dans les procédures russes, un manque de vigilance des contrôleurs au sol et une insuffisance des tests au sol de l'avionique, reconnait l'éditorialiste, cela est facile à dire après coup ».

La NASA devrait « évidemment » cesser d'envoyer des astronautes sur Mir si de nouveaux problèmes de sécurité surgissent. Mais « le programme Mir-navette », dans l'ensemble, bien fonctionnant. Le stopper aujourd'hui serait dommageable pour le futur de l'aéronautique américaine et provoquerait, vis-à-vis de Moscou, « une rupture de confiance qui pourrait avoir de graves répercussions », estime Aviation Week and Space Technology.

Et si les ennemis des Russes et le retard qu'ils ont pris dans leur participation technique à la future station Alpha a déjà coûté 300 millions de dollars à la NASA, « cela reste bien au-dessous des 2 milliards de dollars » que cette coopération fait économiser aux Etats-Unis sur ce programme.

Les événements qui se déroulent sur Mir sont palpitants, « mais les scénaristes d'Hollywood peuvent passer le stylo. Il ne s'agit pas d'une suite d'Apollo XIII », ironise l'hebdomadaire américain, évoquant le film-catastrophe tiré du drame de sauvetage, en avril 1970, des astronautes américains perdus entre la Terre et la Lune après une explosion dans leur vaisseau.

J.-P.D.

## L'espace au quotidien

Si les conditions de vie à bord de Mir se dégradent considérablement ces derniers temps, elles n'ont jamais été très dures. Même quand tout va bien, il faut composer avec l'absence de pesanteur aux conséquences physiques redoutables : mal de l'espace les premiers jours, perturbations du système cardiovasculaire, fonte musculaire et décalcification ensuite. Seul remède : 2 à 4 heures d'exercice physique quotidien, qu'il faut alterner avec les « expériences biomédicales » - où le laboratoire est souvent également le cobaye - et... la maintenance du matériel. En clair, le « bidouillage » des instruments tombés en panne. La réparation n'est pas toujours parfaite et il arrive que la température atteigne 30 degrés et qu'il soit nécessaire d'éponger les parois ruisselantes d'humidité. Le tout dans une atmosphère tenant plus de la chambre on du vestiaire de rugby que du bord de mer, à l'intérieur d'un assemblage de « bidons » lancé dans une course folle autour de la Terre, où le jour succède à la nuit toutes les 45 minutes.

matériel de réparation, dont une nouvelle porte destinée à remplacer celle qui isole actuellement du reste de la station le module Spectre, perçonné lors d'une tentative d'amarrage manuel avec un autre Progress, le 25 juin. Cette fois, la manœuvre - menée lundi à 7 h 59 (heure de Paris) en mode automatique - s'est effectuée « doucement », précise la NASA.

Les trois hommes avaient soigneusement préparé l'opération. Les panneaux solaires rescapés de l'accident d'assurant que 50 % de l'alimentation électrique normale, ils ont entrepris de charger à bloc toutes les batteries du bord afin de disposer d'une puissance optimale durant la délicate phase d'approche finale du cargo. La veille de l'amarrage, pour économiser le courant, ils ont débranché le système élec-

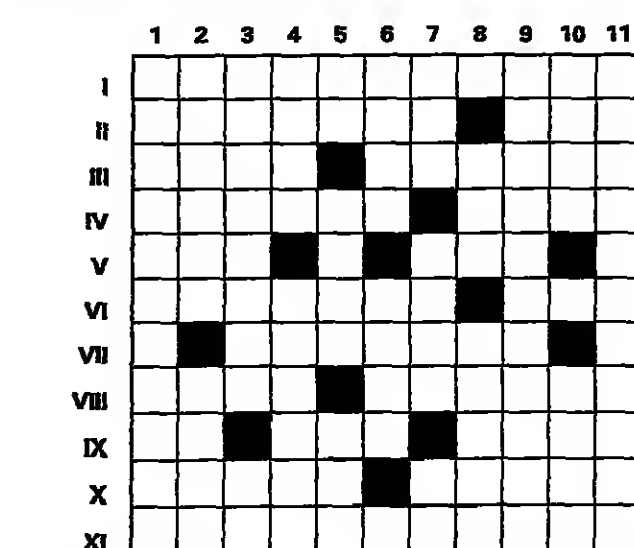
7 juillet. Deux douzaines de boulons à dévisser puis à revisser, une vingtaine de connections électriques à réaliser. L'ensemble de ces opérations pourrait demander six à sept heures d'efforts à Vassili Tsibliev et Alexandre Lazutkin, qui devront les effectuer dans le vide spatial, engoncés dans leurs lourds combinaisons.

Comme pour accroître la difficulté, ce travail doit être réalisé à l'intérieur du « nœud » d'assemblage, un sas sphérique de 2,22 m de diamètre seulement sur lequel ouvrent les portes de tous les modules de la station. L'espace vital y est tellement réduit qu'un seul homme pourra vraiment travailler sur la porte. L'autre se contentant de l'assistance. Ce mécanisme de l'espace se pourra probablement se glisser à l'intérieur de

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97145

3615 LEMONDE, tapex SOS (2,23 fmin).



## HORIZONTALEMENT

1. Ce serait merveilleux de la posséder. - II. Lui aussi, on rêve de la posséder. Traversé historique. - III. Pain de l'étranger. Celui de l'âge arrive toujours trop tôt. - IV. Do rouge et du jaune. La culture en boîte. - V. Pingre. Elmo. - VI. Fait partie des Roms. Tendre quand il est petit. - VII. Se promène dans l'espace. - VIII. Multiplie les unités. Qui a la grâce et la souplesse de l'animal. - IX. Personnel. Capitula à Appomattox.

tox. Lettres de liaison. - X. Câblées ou oos, elles oos ecobaineot. Sobit des domages. - XI. Femme de lettres.

## VERTICALEMENT

1. Arrive bien à propos. - 2. Créas des reflets. Uoe grande échelle. - 3. Imperceptible mouvement de la Terre. Est entré en mesure à Hongkong. - 4. Le Terrible est le plus connu. Pompes. - 5. Points. Dépressioo syrienne. Levant. - 6. Produit de la ruche.

Au centre de la Terre. - 7. Grogne dépassée. Au sommet. Camloo en petit. - 8. Chez les Grecs. Me reodis. - 9. En rupture avec l'abstraction, il a fait son retour vers la figure. - 10. Même la vie en a un. Bien sombre. - 11. Embrigrade de force.

Philippe Dupuis

## SOLUTION DU N° 97144

HORIZONTALEMENT  
1. Kleptomane. - II. Iodier. Mode. - III. Lurlog. Cid. - IV. Ebrété. - V. Dineur. Eo. - VII. Avouza. Est. - VII. Leotilles. - VIII. Ors. Roi Lear. - IX. Rt. Lago. Psi. - X. Iule. ENA. Es. - XI. Esquis-sasse.

VERTICALEMENT  
1. Kilocalorie. - 2. Loa. Vertus. - 3. Edredons. Lq. - 4. Pli. IUT. Leu. - 5. Tégénaires. - 6. Orobe. Loges. - 7. Trubloos. - 8. Am. Ir. EL. Aa. - 9. Noce. Esep (pèse). - 10. Edités. Ases. - 11. Sédentarisé.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

ISSN 0255-2237

Imprimeur du Monde 12, rue M. Gourdou 94852 Ivry cedex

## PHILATÉLIE

## La « Marianne » d'Eve Luquet

UNE EFFIGIE DE MARIANNE, dessinée par Eve Luquet, sera mise en vente dans les bureaux de poste, mardi 15 juillet, en remplacement de l'actuel timbre d'usage courant, Marianne de Louis Briat (Le Monde du 22 mars).

La Marianne de Luquet a été choisie à l'issue d'un concours qui mettait aux prises une trentaine de professionnels du timbre, chacun ayant proposé une maquette. En « finale », le projet d'Eve Luquet l'a emporté devant ceux de Jean-Paul Cousio, Michel Duraod-Mégret, Claude Jumelet et André Lavergne.

Trois valeurs font leur apparition : 2,70 F vert (écopli), 3,80 F bleu et le timbre sans valeur faciale à validité permaeote (TVP) rouge, au tarif de la lettre, veodu 3 F.

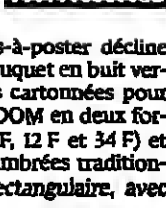
Les timbres, au format vertical 15 x 22 mm, dessinés par Eve Luquet et gravés par Claude

Jumelet, sont imprimés en taille-douce en feuilles de 100 exemplaires (2,70 F et 3,80 F) et en carnets autocollants (TVP).

Eofio, la gamme de prêts-à-poster décline la Marianne de Luquet en huit versions : pochettes cartonnées pour la France et les DOM en deux formats (à 10 F, 20 F, 12 F et 34 F) et enveloppes préimprimées traditionnelles, carrée, rectangulaire, avec

Voici six des autres projets de Marianne en compétition.

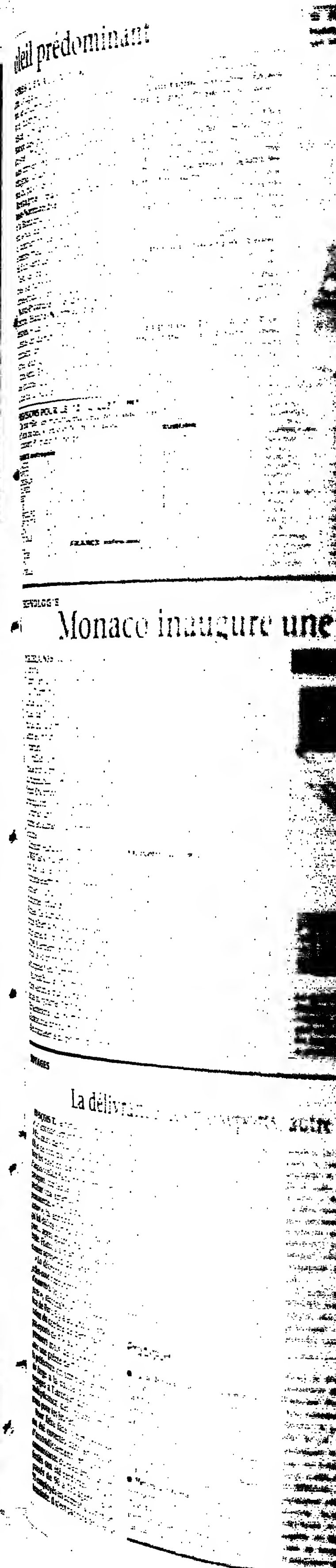
1: André Lavergne  
2: Claude Jumelet  
3: Michel Duraod-Mégret  
4: Jean-Paul Cousio, dont le dessin représente en même temps une colombe et un visage  
5: Jacques Juret  
6: Marc Taraskoff



ou sans fenêtre, à l'unité ou en lots bénéficiant de tarifs dégressifs.

P.J.

\* Vente anticipée à Paris, lundi 14 juillet, aux bureaux de poste temporaires « premier jour » ouverts à la préfecture et à la préfecture de police ; des bureaux de poste temporaires dotés d'un timbre à date sans mention « premier jour » seront ouverts dans chaque préfecture de département. Eve Luquet est l'auteur de la couverture du Monde des philatélistes de juillet-août qui s'inspire de sa Marianne.

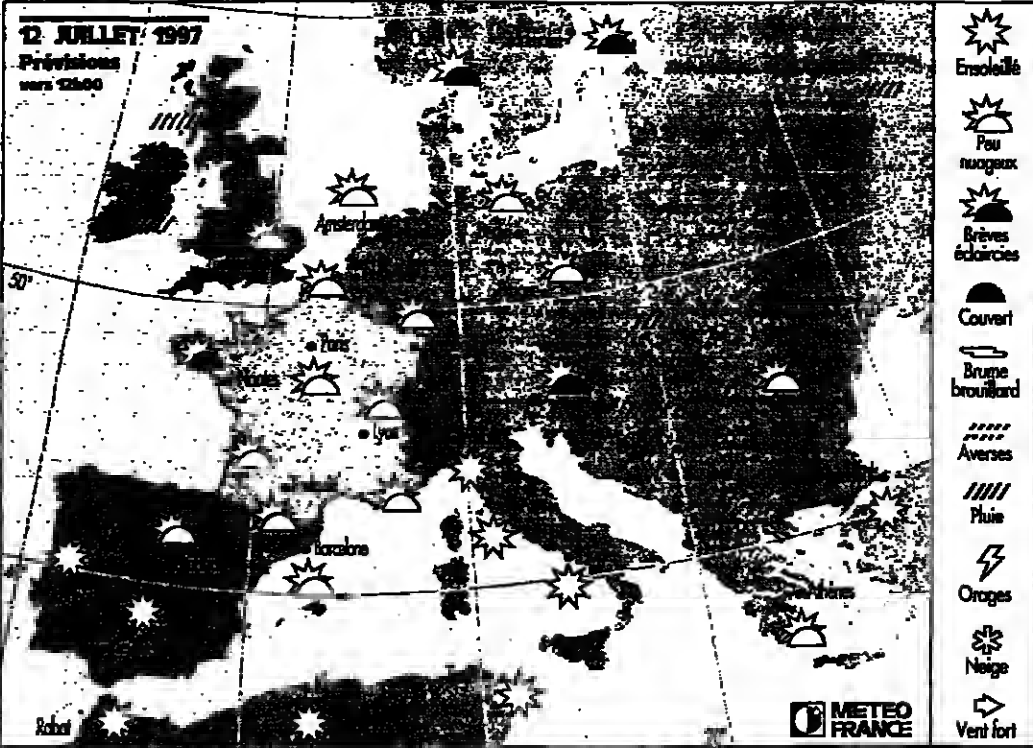




## Soleil prédominant

APRÈS L'ÉVACUATION du système de pression se renforce temporairement sur la France. En axe anticyclonique, les pays scandinaves à la Bretagne, nuages et pluies arrivent dès samedi sur la région, avant de s'étendre au cours du week-end sur les pays suivants : Bretagne, Pays de Loire, Haute-Normandie, Nord-Picardie, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Les brumes seront fréquentes en début de journée, notamment vers la vallée de la Seine. Après leur dissipation, le soleil s'imposera. En cours d'après-midi, des nuages d'altitude envahiront le ciel de la Haute-Normandie à la

Touraine. Il fera 22 degrés en bord de mer, 25 à 28 dans les terres. Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Les bruillards seront parfois denses au petit jour de la Bourgogne à la Franche-Comté. Par la suite, le soleil aura la part belle. Il fera de 26 à 29 degrés l'après-midi. Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Soleil et chaleur. L'après-midi, quelques nuages se dessineront dans le ciel du Poitou-Charentes et sur les sommets pyrénéens. Le mercure approchera les 30 degrés. Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes. Un peu de grisaille matinale qui ne contraindra pas l'impression générale de beau temps. Les sommets alpins se couvriront l'après-midi de quelques nuages. Il fera de 26 à 30 degrés. Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Le soleil l'emportera. Quelques nuages se développeront sur les montagnes. Il fera 27 degrés en bord de mer et 32 dans les terres.



PRÉVISIONS POUR LE 12 JUILLET 1997  
Ville par ville, les minima/maxima de température  
et l'état du ciel. S : soleil; N : nuageux;  
C : couvert; P : pluie; M : neige.

FRANCE métropolitaine	NANCY	15/26 S
ALGER	NANTES	14/26 N
ALGER	NICE	17/26 S
ALGER	PARIS	14/26 S
ALGER	PAU	12/24 S
ALGER	PERPIGNAN	12/21 P
ALGER	RENNES	15/22 N
ALGER	ST-ETIENNE	14/22 S
ALGER	STRASBOURG	14/22 S
ALGER	TOULOUSE	14/22 S
ALGER	TOURS	13/26 S
ALGER	LYON	15/24 S
ALGER	MARSEILLE	18/29 S

PAPEETE	24/30 S
POINTE-A-PITRE	25/31 S
ST-DENIS	17/23 N
REUNION	25/31 S
AMSTERDAM	16/24 S
ATHENES	25/32 S
BARCELONE	19/27 P
BELFAST	12/19 P
BELGRADE	19/22 P
BERLIN	16/22 S
BENNE	13/23 S
BRUXELLES	17/23 S
BUCAREST	16/24 S
BUDAPEST	16/24 S
COPENHAGUE	15/20 S
DUBLIN	11/17 P
FRANKFURT	17/23 S
GENEVE	15/25 S
HLSBURG	12/20 S
ISTANBUL	22/29 S

KIEV	13/20 P
LISBONNE	16/27 S
LIVERPOOL	11/18 C
LONDRES	15/24 S
LUXEMBOURG	16/22 S
MADRID	17/31 S
MILAN	17/20 S
MOSCOU	11/18 P
MUNICH	13/22 S
NAPLES	19/31 S
OSLO	11/24 N
PALMA DE M.	18/29 S
PRAGUE	13/20 S
ROME	16/27 S
SEVILLE	20/34 S
SOPIA	16/25 P
ST-PETERSBURG	13/19 S
STOCKHOLM	13/21 N
TENNESSEE	16/21 N
VARSOVIE	12/20 P

VIENNE	19/28 S
VIENNE	16/21 N
VIENNE	11/25 S
VIENNE	11/18 P
VIENNE	25/29 C
VIENNE	19/31 S
VIENNE	17/28 S
VIENNE	21/31 S
VIENNE	13/21 S
VIENNE	7/12 P
VIENNE	16/26 S
VIENNE	18/33 S
VIENNE	13/19 S
VIENNE	13/21 N
VIENNE	25/30 N
VIENNE	17/31 S

LE CAIRE	22/35 S
MARRAKECH	19/26 S
NAIROBI	11/19 S
PRETORIA	3/20 S
RABAT	19/26 S
TUNIS	20/30 S
ASIE-OCEANIE	
BANGKOK	27/32 P
BOMBAY	26/29 P
CHANGA	25/30 C
CHANGA	30/37 S
HANOI	27/29 P
HONGKONG	26/28 P
JERUSALEM	24/32 S
NEW DELHI	28/31 P
PEKIN	21/26 S
SEOUL	21/26 S
SINGAPOUR	27/31 C
SYDNEY	20/35 S
TOKYO	23/27 P

Situation le 11 juillet à 0 heure TU

Prévisions pour le 13 juillet à 0 heure TU

## TECHNOLOGIE

# Monaco inaugure une galerie marchande virtuelle sur Internet

PORCELAINES de la principauté, timbres commémoratifs du 700<sup>e</sup> anniversaire, chambres de l'Hôtel Terminus, locations de l'Agence du Midi, ou bouteilles choisies de Piper-Heidsieck, les symboles du luxe monégasque sont rassemblés pour la première fois sur Internet.

Le 8 juillet, après l'inauguration officielle par le prince Albert, la galerie marchande virtuelle baptisée Monaco Shopping (www.monaco-shopping.com) s'est ouverte avec 14 commerçants. Une vingtaine d'autres enseignes s'apprêtent à la rejoindre.

Christian Hanuse, président de la PME Tekworld et principal artisan de cette expérience de commerce électronique, espère rassembler une cinquantaine d'enseignes virtuelles d'ici la fin de l'année. Ce camarade d'école du prince Albert a bouclé le projet en un an après avoir obtenu le soutien d'IBM. L'entreprise américaine apporte la solution technique avec son logiciel Net Commerce.

Aujourd'hui, le site offre un paiement sécurisé par carte bancaire grâce au système Payline de SG2. En septembre, un porte-monnaie électronique conçu par Monacoll doit compléter le dispositif pour les

achats de faible montant, même s'ils ne sont pas monnaie courante dans l'univers du luxe.

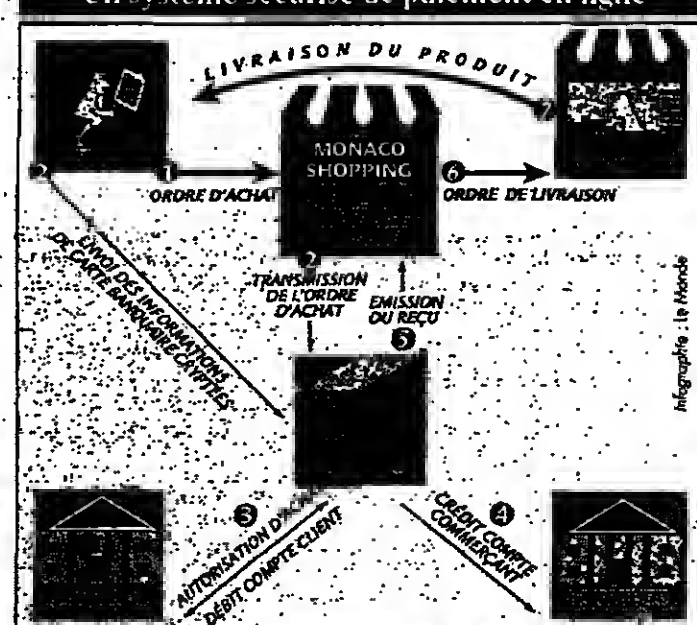
Tekworld a investi 3 millions de francs dans l'opération. Christian Hanuse ne s'attend pas à amortir rapidement cette somme. Chacun des 14 commerçants qui ont participé à l'inauguration de Monaco Shopping n'ont versé que 10 000 francs à Tekworld. Ils doivent également restituer de 2 % à 18 % du montant de leurs ventes à leur hôte. Pour l'instant, Tekworld a limité l'offre de la galerie à une dizaine de produits par boutique.

### PAIEMENT SECURISE

Les internautes friands de spécialités monégasques doivent remplir un formulaire d'enregistrement. Un préalable à tout achat qui reste raisonnable du fait du nombre limité de renseignements imposés. Ensuite, le paiement, réalisé par la communication du numéro et de la date d'expiration de la carte bancaire. Cette opération qui effraie encore nombre d'internautes est sécurisée par un cryptage des données avec une clé de 40 bits (système SSL).

Comme dans la plupart des galeries marchandes créées sur Internet, le client peut flâner d'une bou-

### Un système sécurisé de paiement en ligne



tique à l'autre, en remplissant avec les produits de son choix un panier tout aussi virtuel que le lieu qu'il visite. La liste de ses achats s'affiche ensuite à l'écran avec le prix total à régler. Tekworld ne prend pas en charge la livraison des articles qui est réalisée directement par les commerçants. Pour l'instant, ces derniers intègrent ce coût dans leur prix de vente. Mais l'ensemble du dispositif doit être revu dans six mois, lorsque la galerie aura acquis une première expérience.

Le lancement de Monaco Shopping se produit en pleine effervescence internationale autour du commerce électronique. A côté des grandes manœuvres économiques et industrielles, il est significatif que le projet ait été mené à bien par une entreprise qui emploie moins de 100 personnes. Tekworld ouvre Monaco Shopping la veille de la fermeture de World Avenue, la galerie marchande lancée à grand bruit le 13 août 1996 par IBM. Un symbole.

Big Blue, qui dépense sans compter pour s'établir solidement parmi les acteurs majeurs du commerce électronique, a changé de stratégie en juin dernier. D'animateur de galerie, il s'est rabattu sur la fourniture d'outils logiciels et

matériels. « La vente de détail n'est pas notre métier, et nous ne voulons pas entrer en concurrence avec certains des clients de nos produits et services informatiques », explique Bill Etherington, directeur général d'IBM Europe, Moyen-Orient et Afrique.

Pourtant, en octobre, IBM relance une galerie marchande, en France cette fois. Répondant aujourd'hui au nom de code Comet Shopping, elle doit déjà accueillir la Caisse nationale de prévoyance, Matra Communication et CD & Co. Chaque boutique pourra mettre en vente cinq produits pour une participation de 25 000 francs HT.

Bilingue français-anglais, la galerie sera ouverte mi-octobre par IBM pour une durée d'environ deux mois. Ensuite, mystère. La suite pourra être assurée par une autre entreprise, comme Tekworld, ou par les commerçants qui souhaitent poursuivre seuls l'expérience. Déjà, certaines sociétés intéressées se sont plaintes de la brièveté de l'opération. Mais IBM semble pris en tenaille entre son désir de stimuler le marché européen du commerce électronique et sa crainte de subir un nouveau revers.

Michel Alberganti

## VOYAGES

# La délivrance des passeports, autre « bouchon » de juillet

FRANÇOIS T. se rend à la mairie de son arrondissement, rue Minin à Paris, muni de tous ses justificatifs et de son passeport périmé. Pour les besoins de son travail, François voulait faire prolonger son passeport, sur lequel se trouve le précieux visa américain à validité permanente. « Il n'y a pas de prolongation », lui annonce l'employée, qui lui délivre son nouveau passeport... après quatre heures d'attente. François a bien occupé son dernier après-midi de vacances.

« La délivrance des passeports en juillet-août s'apparente à un péage d'autoroute les jours de grands départs », reconnaît-on à la préfecture de Paris. Il y a une augmentation du nombre de demandes de passeports de 4 % au cours des six premiers mois de l'année 1997, avec une pointe de 7 % en avril. La préfecture, on attribue cet appel du large à la baisse du prix des voyages à l'étranger ainsi qu'à la multiplication des voyages et séjours pour les jeunes.

Pour faire face, vingt antennes ont été ouvertes dans les mairies d'arrondissement et une au Centre de la gare. Les effectifs ont été renforcés : ils sont passés de 90 à 135 agents, dont 55 employés en contrat à durée déterminée. Il n'est pas rare de voir, le

premier jour, le stagiaire accueillir le public, tandis qu'un titulaire, qui n'a pas eu la chance de partir en vacances, supervise son travail. Il faut en général vingt minutes pour établir un passeport. « S'il y a cinquante personnes devant vous, il faudra attendre 1 h 40, voire davantage s'il y a des cas complexes, précise-t-on à la préfecture. C'est pourquoi les employés, qui travaillent jusqu'à 18 heures, évaluent le temps en fonction de l'affluence et arrêtent parfois la distribution des tickets avant l'heure annoncée. »

Parmi les cas complexes, le plus embarrassant est celui des per-

sonnes qui ont égaré leurs papiers sans en conserver la moindre photocopie et ne se souviennent plus de la date de délivrance. Si le passeport a été établi en province, il faudra que l'employé se déplace aux archives. Les autorisations de sortie du territoire pour les enfants mineurs posent également problème, lorsque le demandeur du passeport n'a pas l'autorité parentale.

Si tout se passe bien, les vingt minutes sont consacrées à la vérification des renseignements sur la personne : ceux-ci doivent correspondre aux informations qui fi-

gurent dans le dossier. L'employé consulte ensuite divers fichiers, dont celui des personnes recherchées. Il ne reste plus alors qu'à émettre le nouveau passeport. « A Paris, il n'y a plus de prolongation, car la démarche est la même. Ceux qui ont des visas intéressants doivent donc demander à conserver leur ancien passeport », conseille l'administration.

Paris est la seule ville où le passeport est délivré immédiatement au moment de la demande. Cet été, seulement dix préfectures assurent un service d'urgence qui fournit le passeport en une heure : Aurillac, Caen, Cahors, Cergy-Pontoise, Dijon, Gouret, La Rochelle, Tulle, Valence et Versailles. A Amiens, Beauvais, Colmar, Evreux, Niort et Orléans, on peut avoir son passeport dans la journée en insistant, et s'il n'y a pas trop de monde. A Grenoble, Mâcon et Tarbes, le délai est de quinze jours. Partout ailleurs, il faut compter de trois jours (à Nice) à six semaines (à Lille). Un service plus rapide peut être obtenu pour motif professionnel ou en cas de décès ou de maladie d'un parent à l'étranger. Il est alors nécessaire de fournir des justificatifs : ordre de mission, télégramme.

Michaëla Bobasch

## SERVICES

# 14 juillet : les services ouverts ou fermés

■ Presse : les quotidiens paraîtront normalement lundi 14 juillet.

■ Bureaux de poste : ils seront fermés.

■ Banques : elles seront fermées.

■ Grands magasins : ils seront fermés.

■ Assurance-maladie, allocations familiales : les centres d'accueil seront fermés au public du vendredi après-midi 11 juillet au mardi 15 juillet à 8 h 30.

■ Archives nationales : le Caran sera fermé.

Le Musée de l'histoire de France sera ouvert dimanche 13 et fermé lundi 14 juillet.

■ Bibliothèque nationale de France : à la bibliothèque Richelieu, les salles de lecture seront fermées dimanche 13 et lundi 14 ; le Musée des médailles sera ouvert.

A la bibliothèque François-Mitterrand, les salles de lecture seront ouvertes dimanche 13 et fermées lundi 14.

■ Hôtel national des Invalides : le Musée des armées de

l'Hôtel national des Invalides, le Dôme royal (tombeau de l'Empereur), le Musée des Plans-Reliefs et l'église Saint-Louis seront ouverts.

■ Institut de France : l'Institut sera fermé. Le Musée Jacquemart-André (à Paris), le château de Chantilly, le domaine de Chailly (en face de la Mer de sable), le château de Langeais (Indre-et-Loire) et le château de Keryls (à Beau-lieu-sur-Mer) seront ouverts.

■ Musées : la plupart des musées nationaux seront ouverts, à l'exception, à Paris, du Musée d'Ennery, du Musée Jean-Jacques Henner et du Musée d'Orsay ; en région parisienne, du Musée du château de Bois-Préau et du Musée du château de Versailles et du Trianon ; en province, du Musée Magnin (Dijon) (ces musées sont toujours fermés le lundi).

Le Centre Georges-Pompidou sera ouvert.

La Cité des sciences et le Palais de la découverte seront ouverts dimanche 13 et fermés lundi 14 juillet.



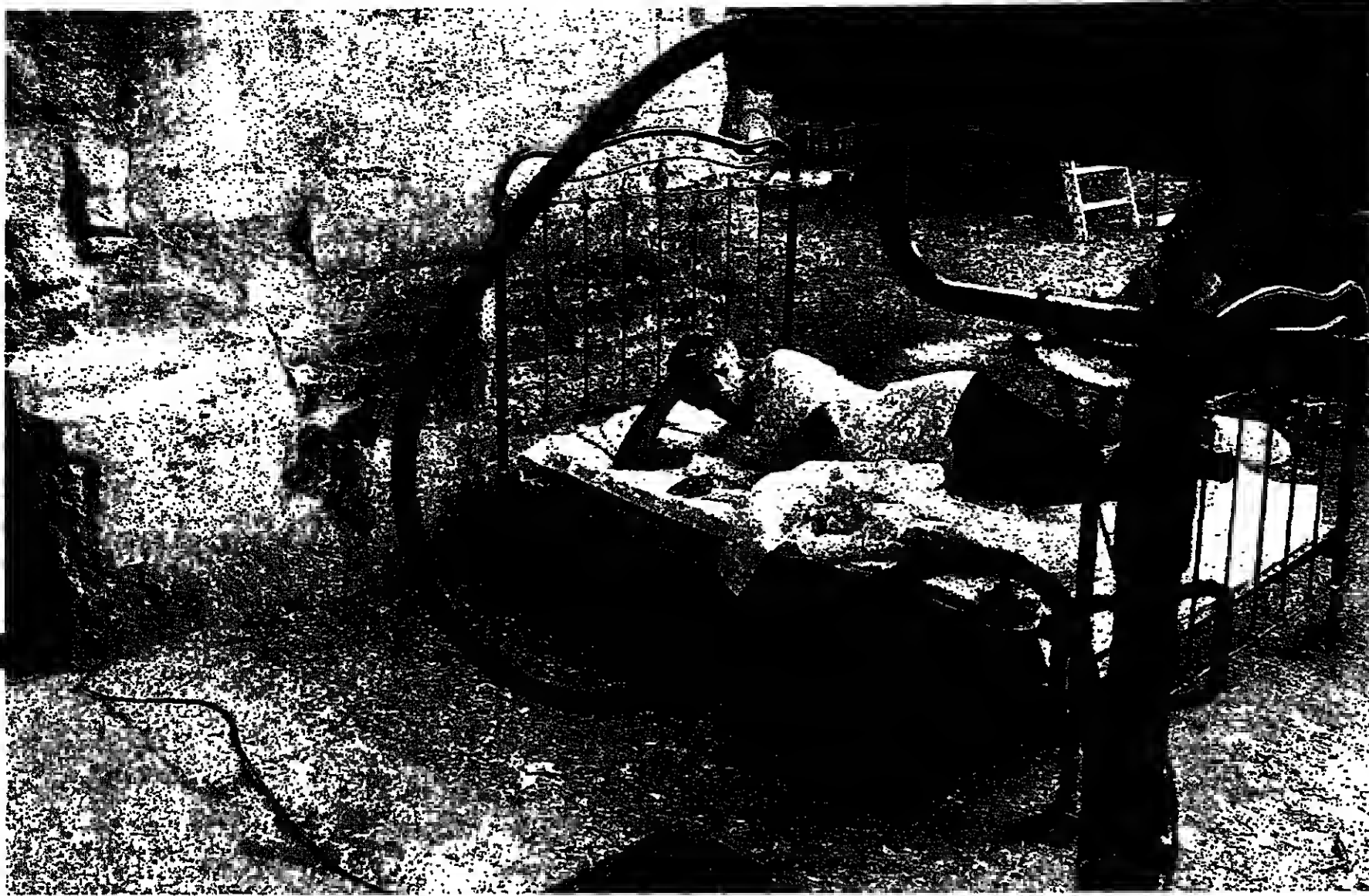
L'ÉTÉ FESTIVAL

Le Festival d'Avignon a joliment ouvert, jeudi 10 juillet, avec *Nathan le Sage*, de Lessing, servi dans le rôle-titre par un Sami Frey tout en force et en subtilité. Les spectateurs sont restés captivés, dans une Cour d'honneur baignée d'une douceur idéale, pendant plus de quatre heures, et jusqu'à 2 h 30 du matin, pour découvrir cette pièce qui se veut un plaidoyer pour la tolérance. La mise en scène du Québécois Denis Marleau est dépouillée, facilement « lisible » et permet d'instaurer un dialogue incessant entre les spectateurs et les comédiens. La chanteuse irlandaise Sinead O'Connor a donné un concert unique au Bataclan à Paris, après trois ans d'absence, et avant de se produire à Dax et Lorient. A Vitel, les clients du Clob Méditerranée ont découvert les charmes de la « sneak preview » : projeter un film devant un échantillon de spectateurs pour tester leurs réactions avant sa sortie.

LA PHOTOGRAPHIE DE GÉRARD RONDEAU

Homériques

Au cloître des Célestins, à Avignon, on entend des histoires de héros et de dieux. Agathe Mélinand et Laurent Pelly dans leur adaptation de ces hymnes homériques – qui ne sont pas d'Homère – nous racontent, simplement, l'enfance du monde.



Sami Frey magnétise le public de la Cour d'honneur

Avignon/Théâtre. Le comédien joue « Nathan le Sage » de Lessing, un plaidoyer pour la tolérance mis en scène par Denis Marleau, en ouverture du festival

**NATHAN LE SAGE**, de Lessing. Adaptation : Denis Marleau et Marie-Elisabeth Morf. Mise en scène : Denis Marleau. Avec Sami Frey, Anne Caillière, Christine Murillo, Serge Dupire, Aurélien Recoing, Micheline Bernard, Gabriel Gascon, Philippe Faure. **COUR D'HONNEUR**, les 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 19 et 20 juillet, à 22 heures. Quatre heures trente. TIO F à 190F

A la fin de la seconde guerre mondiale, la plus grande partie des théâtres allemands ont choisi de découvrir avec *Nathan le Sage*, de Lessing, que les nazis avaient interdit de scène. Un héros juif, un plaidoyer pour la tolérance : il y avait en une pièce ce qu'ils exécutaient. Cinquante ans plus tard, *Nathan le Sage* entre dans la Cour d'honneur d'Avignon, avec les regards dus à son rang : dirigée par le metteur en scène québécois Denis Marleau et servie par Sami Frey dans le rôle-

titre, la pièce de Lessing poursuit sans faillir son plaidoyer pour la tolérance, à l'ombre du mur du Palais des papes.

Comment l'aborder, ce mur de pierres dures ? Tous ceux qui se risquent dans la cour ont à affronter la question. Denis Marleau la balaie majestueusement. Il oublie le mur, ce n'est plus une façade mais une absence, destinée à mettre en valeur l'immensité du plateau. Plusieurs rangées de fauteuils ont été supprimées pour agrandir encore la scène.

Le décor a l'étrangeté d'une invention mentale (Michel Goulet). Il évoque une grille, une balustrade, un pont – sans que rien de tout cela n'existe. Il occupe tout l'espace, mais il ne gêne pas les comédiens. Au contraire, il les sert – c'est son principal mérite. Tout près des spectateurs, trois espaces renvoient aux religions dont les bâtiments stylisés habitent le fond du plateau : une mosquée, une église, une synagogue. La seule touche verte dans

ce monde de fer – des branchages de palmiers – frôle l'ironie plausante.

AU TEMPS DES CROISADES

La première indication de lieu vient de la lumière (Guy Simard) teintée d'une chaude plénitude orangée. Nous sommes au Moyen-Orient. A Jérusalem, exactement, en un temps imprécis, mais dont l'arrière-plan est la troisième croisade de 1189 à 1192. Nathan rentre de voyage. C'est un homme âgé, riche et sage, qui vit avec sa fille adoptive Recha et Daja, servante solide et chrétienne. Pendant l'absence de Nathan, Recha a été sauvée d'un incendie par un templeur qu'elle s'est mise à adorer comme si c'était un ange.

Le templeur cache un mystère. Pourquoi, lui le chrétien, a-t-il été gracié par son ennemi le sultan Saladin, musulman, alors que ses compagnons ont été retenus prisonniers ? En raison d'une ressemblance avec le frère de Saladin,

mystérieusement disparu. Tout d'abord, le templeur refuse de reconnaître Recha parce qu'elle est juive. Quand il la voit, il en tombe amoureux et demande sa main à Nathan. Pendant ce temps, Saladin cherche à rencontrer Nathan. Officieusement, il veut en obtenir de l'argent. Officiellement, il l'invite à débattre de la question de la vraie religion. Nathan fait le piège. Il lui propose une parabole, dans une scène qui signe le sommet de la pièce.

C'est l'histoire d'un anneau précieux détenu par une famille. A chaque génération, le père transmet l'anneau à son fils le plus méritant, qui acquiert ainsi le statut d'héritier légitime. Vient un homme aimant également ses trois fils. Il promet à chacun l'anneau. Au moment de mourir, il se sent incapable de trancher. Il fait confecturer deux faux anneaux identiques au premier, convoque en cachette chacun de ses fils, et leur donne à chacun un anneau. Après sa mort, les fils se

disputent. Qui a le vrai anneau ? Ils portent la question devant un tribunal, mais le juge, qui se reconnaît incapable de trancher, les convainc finalement d'accepter une vérité multiple. A chacun d'être digne de l'anneau.

Ainsi en va-t-il pour Nathan – et donc pour Lessing – des trois religions. Aucune ne détient la vérité, parce qu'il n'y a pas une vérité. La seule tentative intéressante, pour chaque homme, tient à la pratique, qui dément les certitudes en ce qu'elle est sans cesse à revoir. L'issue de la pièce donne raison à Nathan. Par un concours de circonstances frôlant le rocambolique, on apprend que Recha et le templeur sont frère et sœur, et, en plus, neveu et nièce du sultan. Ils finissent main dans la main, sous le regard du sage Nathan. Cette apparente simplicité du fil directeur de la pièce de Lessing masque une complexité presque envoûtante. Car il y a aussi, au fil des scènes, des histoires de guerre

et d'espion, de mariage et d'argent. C'est la vie qui porte Nathan – la pièce – comme elle emporte Nathan – le personnage. D'où vient que cet homme soit homme ? De ce que la mort lui a pris sa femme et ses sept fils, massacrés par les chrétiens. Rideau.

Dans la Cour d'honneur, Denis Marleau procède en maître. Il joue la simplicité et le démarquage net.

Les paris de Denis Marleau

Né en 1954, le Québécois Denis Marleau dirige le Théâtre Ubu de Montréal, qu'il a fondé en 1982. C'est un homme et un metteur en scène atypique, qui puise autant dans la culture européenne que dans la technologie américaine. Attiré par ceux qu'il appelle « les francs-tireurs de l'art moderne », il mène au théâtre une intense recherche formaliste, qui lui a valu une reconnaissance internationale. Invité une première fois à Avignon en 1996, il a présenté deux spectacles, *Le Passage de l'Indiana*, de Normand Chaurrette, et une adaptation de *Maîtres anciens*, de Thomas Bernhard. En mai, il a créé à Dijon *Les Derniers jours de Pessou*, d'Antonio Tabucchi.

des espaces dont témoigne son adaptation. On peut préférer la traduction de François Rey (éditée par José Corti), plus proche de la sensibilité de Lessing. En revanche, le metteur en scène québécois réussit à instaurer un dialogue incessant entre les spectateurs et les comédiens. Les personnages sont facilement repérables : Anne Caillière joue une Recha exaltée, Aurélien Recoing un Saladin (trop) affirmatif, en accord avec Micheline Bernard, sa sœur Sittah, calculatrice. Gabriel Gascon passe du derviche au patriarcat avec un égal empiètement. Dans un autre registre, Philippe Faure inquiète ce qu'il faut dans le rôle du Frère lai, et Christine Murillo séduit sans ambages par sa verve populaire.

Au milieu d'eux, Nathan est Nathan : c'est Sami Frey qui le joue. Il semble plus posé que ses compagnons. Mais sa sobriété recèle tant de force, de subtilité, de douce ironie et de solitude qu'il magnétise l'auditoire. On le savait remarquable, singulier, personnel. On le découvre grand parmi les grands. Au panthéon de la Cour.

B. Sa.

Brigitte Salino

Lessing, « un vagabond érudit »

LESSING n'a pas eu de chance : il avait trop d'esprit. Cette disposition lui a joué plus d'un tour, mais il s'en est accommodé. Après sa mort, en 1781, il a été statué dans la posture de grand rénovateur du théâtre allemand – cela a masqué les accidents de ses aventures intellectuelles et humaines. Si ses pièces majeures – *Minna von Barnhelm*, *Emilia Galotti* et *Nathan le Sage* – n'ont cessé d'être montées en Allemagne (en RDA et en RFA), il a fallu attendre que Giorgio Strehler propose à l'Odéon-Théâtre de l'Europe, en 1983, une admirable *Minna*, pour que Lessing passe véritablement les portes du théâtre français. Giorgio Strehler tenait à cette présentation, non seulement à cause du génie de la pièce, mais aussi parce qu'il voit en Lessing un représentant de l'Europe de la raison et du cœur qu'il appelle de ses vœux.

Né en 1729, Gotthold Ephraim Lessing aurait dû être pasteur, comme son père et son grand-père. Il commence d'ailleurs par étudier la théologie à Leipzig, mais bifurque vite vers les domaines dont il entend qu'ils feront de lui « un homme » : la philologie, les sciences naturelles, la médecine. Dans le même temps, il se lie à une troupe de théâtre qui crée sa première pièce, *Le jeune Erudit*. Lessing a dix-huit ans.

Beaucoup plus tard, il écrira qu'« il n'est pas vrai que la ligne la plus courte soit toujours la plus droite ». Sa vie a suivi ce chemin. Elle est passée par des villes aussi différentes que Berlin, Breslau, Hambourg, et des fonctions aussi diverses que journaliste, secrétaire de général, bibliothécaire. Elle a aussi oscillé entre des moments de très grande célébrité, que Lessing a cassés lui-même. Elle s'est nourrie de la fréquentation assidue des livres et de nuits dans les tavernes et les salles de jeu. Elle a connu l'amour, mais ce fut un amour longtemps contrarié. Et, quand enfin Lessing put se marier, il ne compta que deux ans de bonheur. Son fils mourut à la naissance, sa femme en couches.

HUMOUR AMBIVALENT

« Je l'ai perdu avec tant de regret, ce fils ! Car il avait tant d'intelligence ! tant d'intelligence », écrit alors Lessing à un ami. « N'était-ce pas intelligence qu'on lui dit de tirer au monde avec des pinces de fer ? Qu'il ait tout de suite flairé le pot aux roses ? N'était-ce pas intelligence que de saisir la première occasion pour en repartir ? » Tel était Lessing. Façon d'un humour totalement ambivalent. A sa future femme, qui, de passage à Vienne, préfère aller à l'église qu'au théâtre, il écrit qu'il trouve son ef-

fort « fort louable ». Et il ajoute : « Car je suis tout à fait sérieux en affirmant qu'on rit plus dans les églises viennoises qu'aux théâtres ».

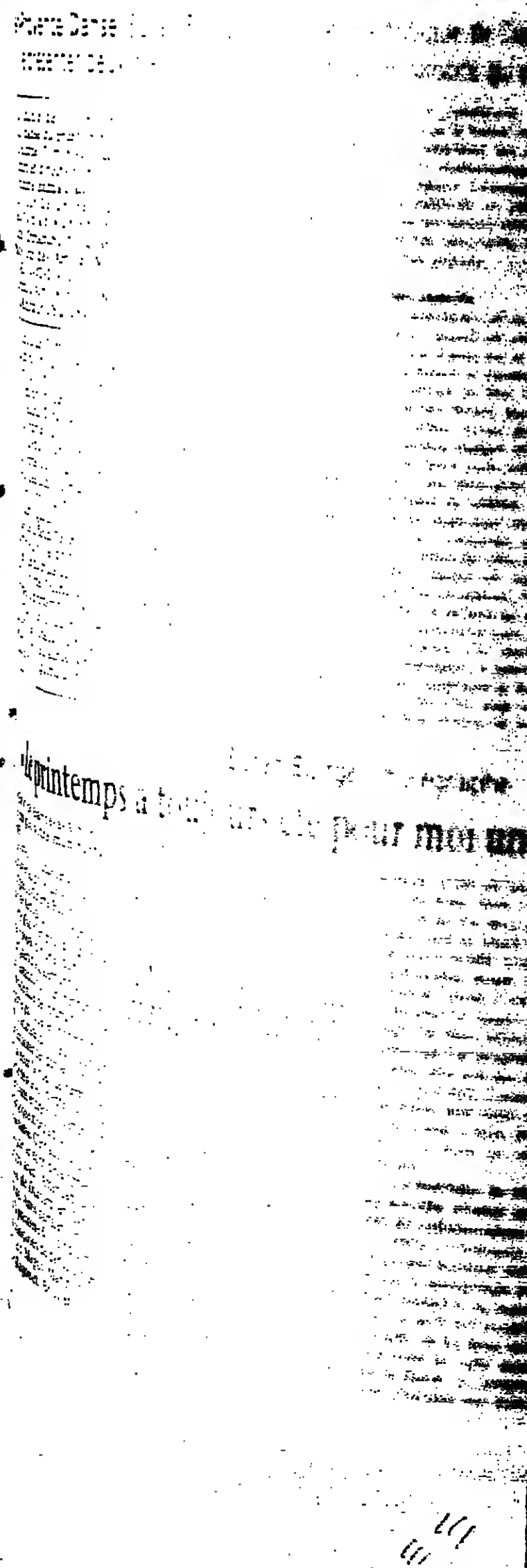
Voulu pour l'homme. L'œuvre est à la hauteur. Elle se compose de pièces, d'articles, d'ouvrages polémiques. C'est l'œuvre d'un « vagabond érudit », comme il se nommait lui-même, décidé à vivre et à penser sans contrainte. Lessing avait une conviction : « Il n'est pas de mon devoir de résoudre les difficultés que je crée. Mes idées peuvent bien être de moins en moins liées, ou même paraître se contredire entre elles, pourvu qu'elles soient des idées où [les lecteurs] puissent trouver à penser par eux-mêmes ». Cette conviction lui valut de provoquer une révolution dans le théâtre allemand : contre le goût de l'époque, qui portait aux nues la tragédie française, Lessing vanta Shakespeare, tout en appelant la naissance d'une tragédie allemande dont les héros puissent inciter les spectateurs à réfléchir sur eux-mêmes et par eux-mêmes. Ainsi, il fonda une approche nationale – et surtout sociale – du théâtre, qui s'est imposée comme une préoccupation et une source de réflexion majeures sur les scènes allemandes.



Sneak preview

AFFICHE

La danse comme laboratoire





## A L'AFFICHE

**Musique aux Arcs**  
Du 13 juillet au 1<sup>er</sup> août, la station se met à la musique. Le clavieriste Bernard Vanotti et le pianiste Michel Dalberto y ont invité des artistes à donner des programmes où l'un relève les noms d'André Caplet, Chostakovitch, Adams, Hindemith, Schubert...  
**Festival des Arcs, 73800 Bourg-Saint-Maurice. Tél. : 04-79-41-55-54.**

**Les vacances à la mer**  
La Bibliothèque du Centre Pompidou présente une exposition axée sur les souvenirs de famille, de 1900 à 1970. A partir d'autocromes, de photographies, de cartes postales, de publicités, quatre parties sont définies : la montée des stations balnéaires, les activités de plage, la famille, des films amateurs.  
**Centre Georges-Pompidou, Galerie de la BPI, 19, rue Beaubourg, 75004, Paris. Tél. : 01-44-78-12-33. Du 9 juillet au 29 septembre.**

**L'été photographique de Lectoure**  
Cette édition est marquée par l'exposition Jan Groover, grande figure de la photographie conceptuelle américaine. A voir également, Pierre Savatier, Alain Alquier, Daniel Locus et Clarisse Doussot.  
**Centre photographique de Lectoure, 5, rue Sainte-Claire, 32700. Lecture. Tél. : 05-62-68-83-72. Du 19 juillet au 28 septembre.**

**ET SUR INTERNET**  
\* Le journal des festivals, nos photographies et reportages : [www.lemonde.fr/festivals](http://www.lemonde.fr/festivals)

## « Sneak preview » au Club Med

A Vittel cet été, la sortie des films est testée sur de gentils membres

LE GRATIN du show business, de la politique et du cinéma s'était donné rendez-vous, samedi 5 juillet au soir, lors de l'ouverture du premier Festival de Vittel. Véhiculés par d'élégantes décors, Michael Jackson, Sharon Stone, Jim Carey, Charles Pasqua et Charlotte Valandrey ont ainsi gravi tour à tour l'escalier tapissé de rouge du Centre des congrès jorain, qui concurrençait en la circonstance le Palais du festival de Cannes. Tout au moins chacun faisait-il mine d'y croire, parmi la foule impavide et clairsemée des buveurs d'eau dont les improbables débordements étaient maintenus à distance par trois barrières ferrugineuses.

En vérité, hormis Charlotte Valandrey, nulle vedette ce soir-là à Vittel, mais quelques très lointains sosies, et, notamment les nombreuses affiches qui le faisaient accroître, pas davantage de Festival de Cannes, mais une activité d'un nouveau genre - la *sneak preview*, projection d'un film destinée à tester auprès d'un échantillon de spectateurs les réactions du public avant sa sortie - lancée depuis le mois de mai par le Club Méditerranée à l'attention des gentils membres de son village yosgien. Rien d'étonnant à cela : les vacances, comme chacun sait, sont synonymes de liberté, et ce n'est pas d'hier que « le Club » en fait usage, y compris dans le maniement du vocabulaire. On peut ainsi lire dans la brochure consacrée à cette nouvelle activité que les clients « auront la sensation

d'être, pour quelques heures, les critiques les plus célèbres, les jurés du Festival de Cannes, de Venise ou de Berlin, ou les nouveaux « moguls » d'Hollywood ». Les vacances étant, comme chacun sait, l'occasion rêvée de se faire du cinéma.

Au risque d'assombrir par une fois cependant dire un mot de la réalité de cette entreprise. Elle est née de la rencontre entre la politique de développement des villages thématiques du Club Méditerranée et l'offre de service d'une agence de communication (Le Public Système) qui, œuvrant notamment dans le domaine du cinéma, entretient des liens privilégiés avec certains distributeurs. Cinq films en avant-première ont

## Les spectateurs sont invités à remplir un questionnaire après chaque projection et certains sont réunis pour en débattre

ainsi été montrés à Vittel jusqu'à présent : *Comme des rois* de François Veille, *Coup de foudre* et *conséquences* d'Andrew Tennant, *Scream* de Wes Craven, *Deux Jours d Los Angeles* de John Herzfeld, et *Prince Vaillant* d'Anthony Hickox. Pour chacun d'entre eux, le public est invité à remplir un questionnaire détaillé après la projection, puis un nombre restreint participe à un débat destiné à affiner l'estimation quantitative. Réalisée par une agence spécialisée, l'étude fait l'objet d'un rapport d'une centaine de pages

pour quel produit ? de cette réunion. Les techniques de marketing cinématographiques imprimées des Etats-Unis, y compris ces projections-tests destinées à modifier en amont le film lui-même, sont plus ou moins honteusement pratiquées en France, où le cinéma est encore considéré comme un art. L'opération Vittel, qui joue le jeu de la « communication », marque à ce titre une date : le début du cinéma hydraulique, sinon la fin des baricots.

Jacques Mandelbaum

## HORS CHAMP

■ Ete prolifique pour le designer et architecte français Sylvain Dubuisson, Grand Prix national de la création industrielle, en 1990. Après avoir signé la scénographie nocturne de la place Clément-Marot lors du Printemps de la photo de Cahors, il met la dernière main à l'aménagement du salon de thé japonais Thrava qui doit ouvrir, le samedi 19 juillet, rue Saint-Florentin, dans le 1<sup>er</sup> arrondissement de Paris, et peaufine l'orfèvrerie liturgique qui sera utilisée par le pape Jean Paul II lors des journées mondiales de la jeunesse à Paris en août. Il a dessiné un calice, un ciboire, des patènes et des coupes qui sont réalisés par l'atelier de haute orfèvrerie de Christoffel. Enfin, l'architecte vient de terminer la construction à Saint-Selve (Gironde) des chais du Château Haut-Selve (graves), premier domaine viticole entièrement nouveau depuis cent ans et propriété du viticulteur Jean-Jacques Lesgourgues.

■ La troupe de théâtre de rue Arlésiens, le 7 juillet, à un safari photo : un rhinocéros géant, de bois et de fer couler musc, l'œil vert, la gueule baveuse et la queue tourbillonnante, a été exhibé sur le boulevard des Lices, précédé de cymbales gigantesques dont le fracas rythmait la marche tribale et d'un canon qui propulsait dans le ciel des milliers de tracts incitant la foule à « sortir son appareil pour photographier la bête ». Les meilleures photos seront primées par la troupe. *Safari* est une création pour les Rencontres internationales de la photographie produite par le conseil général des

Bouches-du-Rhône (300 000 francs). Ce rhinocéros réapparaîtra lors de l'Exposition universelle de Lisbonne, en 1998. L'animal sera immergé dans le Tage.

■ Après le succès de *Raison et sentiments*, de Jane Austen, réalisé au cinéma par Aung Lee, et celui du *Patient anglais*, de Michael Ondatje, réalisé par Anthony Minghella, Hollywood s'interroge sur l'opportunité des adaptations de romans à succès au cinéma, mécanisme dont les grands studios se méfient jusque-là et qui faisait le bonheur des indépendants. Côté indépendant, des adaptations de *The Ice Storm*, de Rick Moody par Aung Lee, et de *De beaux lendemains*, de Russell Banks par Atom Egoyan, ont déjà été présentées au Festival de Cannes 1997. La transposition de *Nouveau dénouement*, d'E. Annie Proulx, est prévue. Côté majors, Warner a produit *L. A. Confidential*, de James Ellroy (présenté lui aussi à Cannes ; première le 19 septembre aux Etats-Unis), de Jane Smiley (*sortie le même jour*) et la 20<sup>th</sup> Century Fox adapte *Anywhere but here*, de Mona Simpson.



## La danse comme laboratoire du temps

Aix-en-Provence/Danse. Susan Buirge, conseillère artistique de Danse-à-Aix de 1980 à 1986, revient dans la ville présenter deux pièces d'un répertoire sur les saisons qu'elle crée, depuis quatre ans, à Kyoto

Ubusuna (danse de l'hiver) et Mizu-gaki (danse du printemps), de Susan Buirge. Tomihisa Hida (composition et direction musicale). Ichihime gagaku-kai (orchestre). Félix Lefebvre (lyricisme). Yoshiko Kunishima (costumes). Dimanche 13 juillet, 22 heures, cour des Arts et Métiers. Tél. : 04-42-23-30-30. Au programme à Aix : Kin Iro No Kaze no Kanata et Ubusuna.

Les musiciens de Tomihisa Hida, vêtus de kimono rose saumon, se découpent sur fond de lumière bleue. La saturation des couleurs absorbe le regard. Côté jardin, les danseurs costumés de blanc arrivent sur scène, l'un derrière l'autre. La ligne qu'ils dessinent ouvre une coulée dans l'espace, qui s'enroule en corolle autour d'un garçon (Yuchi Igarashi). Il est la partie mâle de la fleur. Tel est le début de *Mizu-gaki* (le printemps), troisième volet du cycle des saisons selon Susan Buirge. Quand la danse commence, le printemps bat déjà son plein. D'où les couleurs fortes qui baignent le plateau : le rose intense rouge, le bleu garde son adage, et le blanc a gagné du terrain.

On est passé d'un printemps à Kyoto à un drapeau de 14 juillet. D'entrée de jeu, Félix Lefebvre, avec ses seules lumières, a posé les limites, élargies, de ce printemps qui n'appartient qu'à Susan Buirge. C'est beau, c'est drôle. C'est franco-japonais.

Les lumières pas plus que la danse ne s'autorisent pourtant un millimètre de cliché. Avant *Mizu-gaki*, la chorégraphe a déjà donné une danse consacrée à l'automne (*Kin Iro no Kaze no Kanata*) et une autre à l'hiver (*Ubusuna*). Ce travail, que Susan Buirge conçoit à Kyoto depuis quatre ans, est une réussite parce qu'il résiste à tout ce qui serait facilité, certifier en fleur et bon. Quand elle compose, elle n'oublie jamais qu'elle est née dans le Minnesota (où la nature est aussi un vertige), que sa première danse, elle se souvient l'avoir faite dans les traverses de fraises de son grand-père. Elle n'oublie pas davantage qu'elle s'établissait en France, en 1970, pour créer sa propre pensée chorégraphique, loin d'Alwin Nikolais, son maître à danser.

Le Japon pour elle n'est pas une découverte, mais un point d'observation d'elle-même, où elle a pu réunir, avec calme, toutes les strates

qui la constituent. Le Japon est le pays de la forme et du formalisme. L'Américain, qui a retenu les procédés mathématiques et aléatoires de Merce Cunningham pour bâtir sa méthode de composition, aime que ses danses soient des objets réfléchis, structurés, dont elle bannit l'élan primitif.

**INFLUENCES**  
Stravinsky et sa rythmique de peur : quand un chorégraphe occidental danse sur le printemps, il a forcément la partition du *Sacre du printemps* en tête. Et les noms de Nijinsky, Béjart, Bausch inscrits sur sa rétine. Susan Buirge a trouvé, peut-être malgré elle, une réponse pour éviter toute influence : ce n'est pas dans *Mizu-gaki* qu'on retrouve la trace du célèbre *Sacre du printemps*, mais dans *Ubusuna*, sa pièce d'hiver, composée juste avant. Au tour début de cette danse, elle a, en effet, massé ses danseurs tout à gauche du plateau. Pendant dix minutes, ils ne font qu'osciller. Et là on est exactement dans la pulsation de Stravinsky. Car, dans l'hiver de la chorégraphe, le printemps germe déjà : rappelez la figure finale qui est celle d'un doigt surgissant, telle la jeune pousse, de derrière la main.

Et, dans son printemps, il y a déjà l'été. Pas de séparation, pas de frontières. On n'est plus dans les saisons. On est dans le temps.

*Mizu-gaki* se développe autour de l'idée des ombres retrouvées avec le retour du soleil. Tout au long de la pièce, un(e) danseur(se) se tient immobile, à l'écart. Il n'est pas éclairé. Il est le nord. Les danseurs montent sur leurs pointes, redescendent. La séve se fraie un parcours. La danse s'effectue deux à deux. Pistil et étamine. La chorégraphe, fine observatrice des danses anciennes japonaises, elle a su en apprécier l'économie de gestes, qui permet à un saut peu spectaculaire de prendre soudain toute sa valeur. D'être surpris par deux danseurs qui, enfin, se touchent. Attendris par deux filles qui, penchées l'une sur l'autre, se courbent en un même mouvement d'abandon (Chiharu Shira, Mikayo Mori). Le minimalisme japonais ancestral rejoint, ici, celui des années 60 aux Etats-Unis. Tomihisa Hida, par ailleurs prêtre shintoïste, paraît ravi d'avoir été entraîné dans l'aventure. Sa musique est déchantante.

D. F.

Susan Buirge, chorégraphe

## « Le printemps a toujours été pour moi une saison si difficile ! »

« En quoi Danse-à-Aix est-elle un peu votre manifestation ?

— En 1980, j'ai succédé à Rosella Hightower au poste de conseillère artistique de Ginette Escoffier, qui créait ce festival il y a vingt ans. Ginette Escoffier préoccupée, à juste raison, par une danse qui s'impliquerait socialement dans la ville, demandait aux chorégraphes invités de faire des animations. Je ne pense pas que le chorégraphe soit un animateur. J'ai eu l'idée de leur demander des danses conçues exprès pour la rue. Le terme de « danse de rue », inventé à Aix, est devenu une expression générique. La danse questionnait la ville, et la ville la danse. C'est aussi à Danse-à-Aix que se sont développés les échanges avec l'American Dance Festival, de Durham, en Caroline du Nord. Alors paraissent en 1983, pour la première fois, cinq compagnies françaises de danse contemporaine : Maguy Marin, Dominique Bagonet, Bouvier/Obadia,

Karine Saporta, Dominique Petit et Caroline Maradot... Cette année, à Aix, ma compagnie dansera l'automne et l'hiver, car Montpellier-Danse 97 et l'Arsenal de Metz, coproducteurs de *Mizu-gaki*, en ont voulu l'exclusivité.

— N'avez-vous pas été gênée de créer sur ce thème du printemps qui a tant d'illustres prédecesseurs ?

— Ce qui m'intéressait, c'était de comprendre pourquoi cette saison m'a toujours été si difficile. Il y a une telle accumulation de forces. C'est si chaotique. Je suis bouleversée par ce que je ressens, ce déchirement de l'enveloppe de la Terre. En revanche, au Japon, l'idée du printemps est douce, romantique... Bien sûr, la partition de Stravinsky est là. On ne peut pas vivre au XX<sup>e</sup> siècle sans penser à son *Sacre*. Je n'ai jamais, je crois, travaillé autant les rythmes à l'intérieur d'un même tempo, car cette musique de compositeur russe renforce les sentiments dou-

oureux. C'est un salut que je lui adresse dans mon cœur. Par ailleurs, je ne me sens pas dans une lignée, pour la simple raison que je n'ai pas travaillé uniquement sur le printemps. Avant, j'ai créé l'automne et l'hiver. C'est très porteur de brasser les quatre saisons d'un coup, car mon printemps naît de l'hiver que j'ai imaginé, et cet hiver ne peut être issu que de l'automne qui l'a précédé. Comment une saison porte une autre saison, comment l'une s'effrite dans l'autre : voilà ce dont je veux rendre compte.

— La musique de Hida Tomihisa a-t-elle évolué après quatre ans de collaboration ?

— Hida a commencé à composer sa propre musique avec ce travail. Avant il interprétait les musiques traditionnelles du répertoire gagaku. Ce qu'il fait toujours dans les temples et les lieux sacrés. Il a totalement accepté mon approche de la danse. Je compose toujours une structure très élaborée, qui se

bâtit dans le silence. Pendant les répétitions, Hida note au chronomètre. Quinze jours avant la première, nous mettons musique et danse ensemble. Pour l'hiver et l'automne : tout a été pile dans le mille. Pour ce printemps, il a fallu un léger ajustement, nécessité par ma propre conception du printemps qui s'oppose à celle des Japonais. Je peux dire que j'ai dû, cette fois-ci, le pousser dans ses retranchements, surtout pour la première partie où il fallait trouver la force du printemps qui ébranle la montagne. Il était plus facile pour la seconde partie, qui est celle des rivières, de trouver un accord de tonalités. Toutefois, l'ensemble de la pièce a trouvé sa résonance après des heures de discussion avec Hida sur les notions shintoïstes concernant le neuf, le vieux, le renouvellement et la continuité.

Propos recueillis par Dominique Frérot

## Les contradictions de Sinead O'Connor

Paris/Rock. La chanteuse irlandaise se produisait au Bataclan, avant de se rendre à Dax et à Lorient

SI UNE OVATION salue Sinead O'Connor après chaque morceau, c'est que l'irlandaise possède une des plus belles voix de la chanson contemporaine et que ses mélodies rayonnent d'une touchante mélancolie. C'est aussi que sa personnalité s'est enrichie d'une histoire de rébellion et de souffrance, de lutte et d'humiliation. Depuis ses débuts, en 1987, la jeune indomptée a combattu comme autant de moulins à vent le conformisme religieux de son pays, le Vatican, les puritains américains, l'occupant britannique en Irlande du Nord, le poids de son passé familial. Le 21 juin, elle devait participer à un concert organisé à Jérusalem en faveur de la paix et du partage de la Ville sainte. Menacée de mort par les religieux d'extrême droite, la chanteuse, déjà au cœur d'une échauffourée devant le Saint-Sépulcre, en 1995, avait dû renoncer.

Jeudi 10 juillet, pour un concert unique au Bataclan, le public parisien attendait bras ouverts celle qui avait suspendu sa boulesse carrière depuis trois ans. Accompagnée d'un groupe de dix chanteurs et musiciens à majorité féminine, Sinead O'Connor n'en-tame pas son concert en martyre. Sur un rock relax, on découvre le visage apaisé d'une femme de trente ans. Disparu le crâne rasé, signe ostensible du rejet de sa séduction ; évanouies les douloureuses rictus qui témoignaient de son âme torturée. De beaux cheveux bruns encadrent une souriante frimousse. Un tee-shirt bleu, sans manches, s'arrête un peu au-dessus du nombril. Cette sérénité inédite, l'irlandaise, convertie au bouddhisme, avoue la devoir à sa maternité. Elle vient de dédier à l'amour de ses deux petites filles, autant qu'aux « peuples d'Israël, du Rwanda et d'Irlande du Nord », les six chansons d'un nouveau mini-album, intitulé *Gospel Oak*.

Le concert s'articule autour de la tendre douceur de ces nouveaux titres. On y retrouve le lyrisme élégant des mélodies celtiques, un timbre qui évoque autant l'optimisme qu'un souffle terrien. Sinead est à la crémée de deux des grandes voix de la chanson irlandaise, celle - éthérée - d'Enya et celle - plus rude - de Mary McGowan. Souvent la délicatesse des harmonies s'anime d'une ferveur quasi-religieuse. Un chœur de quatre jeunes filles à la dégaîne de collégiennes donne à certaines gigue alongues des allures de

gospel. La dame se confronte à ses contradictions. Celles d'une anticléricalité qui vibre de religiosité, celles d'un enfant martyrisé chérissant plus que tout le fruit de ses entrailles (« *Quand tu auras besoin de moi je ferai / ce que la propre mère n'a pas fait / le materniser* », dit-elle dans *This Is to Mother You*). Dans *This Is a Rebel Song*, qu'elle dédie sur scène à « Jeanne d'Arc, mon héroïne, bien que son image soit dévoyée par le Front national », elle parle de l'enfermement héréditaire de son peuple en chantant « *I love you my hard Englishman* ».

## Parfois, les musiciens suscitent des mélanges troublants

Ces bons sentiments recèlent des pièges musicaux. Le groupe, en particulier le batteur, applique souvent lourdement cette quête d'émotions. Un plan électrique parsemé de notes bleues trop faciles les coups de cœur de la vocaliste. Envahissants, deux synthétiseurs distillent des nappes blanches aussi envoiées qu'une neige artificielle agitée dans une boule magique. Parfois, les musiciens suscitent des mélanges troublants. Le tempo d'une marche irlandaise peut épouser avec bonheur les circonvolutions d'un violoncelle, le groove urbain d'une basse et les mélodies d'un chanteur arabe. Sur les harmonies les plus dépourvues, Sinead sait se contenter d'une retenue magnétique, flirter doucement avec des aigus où affleure sa vulnérabilité.

On aimerait l'entendre cotoyer plus d'étrangeté, trop souvent le sentimentalisme prime sur l'audace. Alors que la voix devrait se suffire à elle-même, une touche d'effet new age vient parasiter son intensité. La force de ses convictions pourrait la guider. Quand, en rappel, la chanteuse reprend le *Redemption Song* de Bob Marley, une phrase aussi forte que « *Emancipate yourself from mental slavery* » (libérez-vous de l'esclavage mental) mériterait autre chose qu'un confort petit bourgeois. Sinead O'Connor sera le 13 juillet au Festival des arènes de Dax et le 2 août au Festival inter-celtique de Lorient.

Stéphane Davet



## De l'art de la trompette

Paolo Fresu est à Paris pour trois concerts avec son quintette italien. En plein air et en club.



PAOLO Fresu, c'est le trompettiste du Palatino d'Aldo Romano. Paolo Fresu est ce jeune homme aux airs romantiques qui s'accroît à l'avant-scène quand les autres jouent. Paolo Fresu donne à chaque note de trompette (ou de bugle) ce timbre feutré, oublié, triste avec délicatesse, qui se situe parfaitement à l'orthocentre du triangle des Bermudes du jazz actuel (Chet Baker, Tom Harrell, Enrico Rava). Agé de trente-cinq ans, Paolo Fresu s'impose comme l'émule de Rava avec qui il a joué, est venu par tous les grands leaders (les saxophonistes Phil Woods, Dave Liebman, John Zorn), a joué avec Gerry Mulligan, vient de remporter le Django d'or du meilleur musicien européen. Le

parc floral prend ses tenues d'été, moins luxuriantes qu'en temps de rhododendrons, mais plus fermes. Dans le bassin, les myriades de tortues en sort à la saison des amours, ce qui est toujours complexe et un peu angoissant. Paolo Fresu, qui respire l'Italie, vient avec un quintette très typé. Bonne occasion de découvrir certains des artistes de la botte. Et d'entendre Fresu dans sa langue.

\* Parc floral de Paris (bois de Vincennes), Paris 12<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Château-de-Vincennes, 16 heures, le 12. Entrée du parc : 10 F.  
\* Au Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet, 22 heures, les 11 et 12. 01-40-26-46-60. 80 F.

## UNE SOIRÉE À PARIS

Daniela Mercury. Représentante la plus explosive, mais aussi la plus intelligente de l'axe *music de Salvador-de-Bahia*, Daniela Mercury sait manipuler les foules. Enfant douée du carnaval bahianais, elle travaille avec Gilberto Gil, Caetano Veloso ou Carlinhos Brown. Elle a la voix, l'enthousiasme, et ses chevaliers servants lui ont offert d'excellentes chansons. *La Cigale*, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Pigalle, 20 heures, le 11. Tél. : 01-49-25-84-99. 143 F.  
Dave Burrell Sextet. Pianiste d'abord connu pour ses flirts avec la « new thing » et le free jazz du milieu des années 60, Dave Burrell est aussi un formidable amoureux des racines du jazz, surtout dans leur versant le plus proche du gospel et du blues. Il dresse depuis plusieurs années une synthèse à la spontanéité lyrique de ses deux sources. Dave Burrell jouera avec ses amis français Daniel Huck et Carl Schlosier, l'un et l'autre à

placer parmi les grands expressionnistes du jazz. *Au Duc des Lombards*, 42, rue des Lombards, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet, 22 h 30, le 11. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.  
Willie Colon. Tromboniste et chanteur, le Portoricaïn Willie Colon est l'un des monstres sacrés de la salsa. Aussi incontournable que Celia Cruz ou Rubén Blades, avec qui il enregistre quelques albums essentiels à la gloire du genre. *Botanique*, 50, boulevard Voltaire, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Voltaire, 21 heures, le 12. Tél. : 01-47-00-55-22. 160 F.  
Mambomatia. Manobo et cha-cha-cha avec un big band épatant de quinze musiciens et trois chanteurs tirés à quatre épingles, qui donnent un nouvel élan aux grands classiques de Perez Prado, Benny Moré, Tito Puente et Machito. *La Fava*, 105, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> République, 22 h 30, les 12 et 19 et 26. Tél. : 01-42-02-20-52. 100 F.

## CINÉMA

### NOUVEAUX FILMS

**BATMAN & ROBIN**  
Film américain de Joel Schumacher, avec Arnold Schwarzenegger, George Clooney, Chris O'Donnell, Uma Thurman, Alicia Silverstone, Michael Gough (2 h 05).  
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> ; Bretagne, dolby, 6<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) (+); UGC Danton, dolby, 8<sup>e</sup> ; Gaumont Marignan, dolby, 8<sup>e</sup> (+); UGC Normandie, dolby, 8<sup>e</sup> ; UGC Opéra, dolby, 9<sup>e</sup> ; La Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13<sup>e</sup> (01-45-80-77-00) (+); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15<sup>e</sup> (+); Gaumont Kinopanorama, dolby, 15<sup>e</sup> (+); Majestic Passy, dolby, 16<sup>e</sup> (01-42-24-46-24) (+); UGC Maillot, 17<sup>e</sup> ; Pathe Wagram, dolby, 18<sup>e</sup> (+); 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19<sup>e</sup> (+).  
**BOX OF MOONLIGHT**  
Film américain de Tom O'Lillo, avec John Turturro, Sam Rockwell, Catherine Keener, Lisa Blount, Annie Corley, Alexander Goodwin (1 h 47).  
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> (01-40-39-99-40) (+); Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2<sup>e</sup> (01-47-70-33-88) (+); Espace Saint-Michel, dolby, 5<sup>e</sup> (01-44-07-20-49) ; La Pagode, 7<sup>e</sup> (+); Gaumont Ambassade, dolby, 8<sup>e</sup> (01-43-59-19-08) (+); La Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13<sup>e</sup> (01-45-80-77-00) (+); Miramar, dolby, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) (+).  
**DAARYA**  
Film indien d'Amol Palekar, avec Nimal Pandey, Nimal Kulkarni, Nimal Kulkarni, Pinder Ali, Fakayaz, Nandu Madhav (1 h 47).  
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (+); 14-Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (+); 14-Juillet-sur-Seine, 19<sup>e</sup> (+).  
**LES DEUX ORPHELINES VAMPIRES**  
Film français de Jean Rodin, avec Isabelle Teboul, Tina Aumont, Alexandra Pic, Brigitte Lahaie (1 h 30).  
Strady, 10<sup>e</sup> (01-47-70-08-86).  
**LE FAN**  
Film américain de Tony Scott, avec Robert De Niro, Wesley Snipes, Ellen Barkin, John Leguizamo, Benicio Del Toro, Patrick Arbanville-Dunn (1 h 50).  
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> ; Gaumont Opéra, dolby, 2<sup>e</sup> (01-43-12-91-40) (+); UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8<sup>e</sup> ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13<sup>e</sup> (01-47-05-88) (+); Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (+).  
**LES GARÇONS WITMAN**  
Film franco-hongrois de Janos Szasz, avec Alpar Fogarasi, Szabolcs Gergely, Maia Morgenstern, Peter Andorai, Lajos Kovacs (1 h 33).  
VO : Studio des Ursulines, 5<sup>e</sup> (01-43-26-

19-09) ; L'Enfermement, 14<sup>e</sup> (01-45-43-63).  
**HARRIET LA PETITE ESPIONNE**  
Film américain de Bronwen Hughes, avec Michelle Trachtenberg, Rosie O'Donnell, Vanessa Lee Chester, Gregory Smith, J. Smith Cameron, Robert Joy (1 h 42).  
VF : Paramount Opéra, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-42-56-31) (+).  
**MAUVAIS GENRE**  
Film français de Laurent Bénégui, avec Jacques Gamblin, Laurent Lavenex, Monica Bellucci, Michel Aumont, Christiane Cohendy (1 h 30).  
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (+); UGC Rotonde, dolby, 8<sup>e</sup> ; Ellysée Lincoln, dolby, 8<sup>e</sup> (01-43-59-36-14) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8<sup>e</sup> ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19<sup>e</sup> (+).  
VF : Saint-Lazare-Passy, dolby, 8<sup>e</sup> (01-43-87-35-43) (+); UGC Opéra, dolby, 9<sup>e</sup> ; Majestic Bastille, 11<sup>e</sup> (01-47-00-02-48) (+); Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13<sup>e</sup> (01-45-80-77-00) (+); Gaumont Alsia, dolby, 14<sup>e</sup> (01-43-27-56-50) (+); Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (+); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15<sup>e</sup> (+); Gaumont Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) (+); Majestic Passy, 16<sup>e</sup> (01-42-24-46-24) (+); Pathe Wagram, dolby, 18<sup>e</sup> (+); 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19<sup>e</sup> (+).  
**MORDEBURO**  
Film français de Lionel Kopp, avec Ornella Muti, Philippe Clévenot, Patrick Catalifo, Maurice Bénichou, Dominique Pion (1 h 40).  
Sept Parnassiens, dolby, 14<sup>e</sup> (01-43-20-32-20).  
**LE PRIX À PAYER (\*)**  
Film américain de G. Gary Gray, avec John Turturro, Queen Latifah, Vivica A. Fox, Kimberly Elise, John C. McGinley, Blair Underwood (1 h 57).  
VO : UGC Forum Orient-Express, dolby, 1<sup>er</sup>.  
VF : Rex, 2<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; Ellysée Lincoln, dolby, 8<sup>e</sup> (01-43-59-36-14) ; Paramount Opéra, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-42-56-31) (+); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13<sup>e</sup> (01-47-07-55-88) (+); Miramar, dolby, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) (+); Miral, dolby, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) (+); La Gambetta, dolby, 20<sup>e</sup> (01-46-36-10-96) (+).  
**LE SILENCE DE RAB**  
Film français de Christophe Loizillon, avec François Cluzet, Éliane Löwensohn, Jacky Berroyer, Roland Amstutz, Marcel Bozonnet, Pierre Baillot (1 h 30).  
14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (+); 14-Juillet Hautes-Frédérie, 6<sup>e</sup> (+); Ellysée Lincoln, 8<sup>e</sup> (01-43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14<sup>e</sup> (01-43-20-32-20) ; Le Cinéma des cinéastes, 17<sup>e</sup> (01-53-42-40-20) (+).  
(\*) Film interdit aux moins de 12 ans.  
(+) Réserve au moins de 10 ans.

## RÉGIONS

Une sélection musicale, danse, théâtre et art en région

### MUSIQUE CLASSIQUE

#### BEAUNE

Il Combattimento di Tancrèdi e Corinda  
de Monteverdi, Gian Luca Farrarini (Tancrèdi), Monica Bacelli (Corinda), Roberto Abbondanza (Tost), Ensemble Concerto italiano, Rinaldo Alessandrini (direction).  
Hospices, rue de l'Hôtel-Dieu, 21 Beaune, 21 heures, le 13. Tél. : 03-80-26-21-30. De 80 F à 300 F.  
Amsterdam Baroque Choir & Orchestra  
Bach : Cantates BWV 214, 215 et 21, Concerto brandebourgeois BWV 1049, Soli Rubens (soprano), Elisabeth von Magnus (alto), Mark Padmore (ténor), Klaus Mertens (basse), Ton Koopman (direction).  
Basilique Notre-Dame, impasse Notre-Dame, 21 Beaune, 21 heures, le 18. Tél. : 03-80-26-21-30. De 80 F à 300 F.

#### BORDEAUX

Don Giovanni  
de Mozart, Dwayne Croft (Don Giovanni), Vincent Le Teulier (Leporello), Pamela Armstrong (Donna Anna), Mireille Delunsch (Donna Elvira), Veronica Cangini (Zerlina), Bradley Williams (Cotillon), Tili Fechner (Masetto), Chœur de l'Opéra de Bordeaux, Orchestre national Bordeaux-Aquitaine, John Fiore (direction), André Engel (mise en scène), Françoise Grès (chorégraphie).  
Grand-Théâtre, 46, avenue du Parc-de-Lezarde, 33 Bordeaux, 15 heures, le 12 ; 20 heures, les 15, 18 et 23. Tél. : 05-56-48-58-54. De 40 F à 320 F.

#### COLMAR

Orchestre national du Capitole de Toulouse  
Ravel : *Alborada del gracioso*, *Rapsodie espagnole*, Chabrier : *España*, Roussel : *Bacchus et Ariane*, Ravel : *Daphnis et Chloé*, suite n° 2, Michel Plasson (direction).  
Eglise Saint-Matthieu, 68 Colmar, 21 heures, le 12. Tél. : 03-89-20-68-94. De 50 F à 250 F.  
Quatuor Sine Nomine  
Mozart : *Quatuor à cordes KV 575*, Schubert : *Quintette à cordes D 956*, Mikhaïl Milman (violoncelle).  
Théâtre municipal, 3, rue Unterlinden, 68 Colmar, 18 h 15, le 13. Tél. : 03-89-20-68-94. 120 F.

Orchestre national du Capitole de Toulouse  
Wagner : *La Chevalerie des Walkyries*, Dvorak : *Concerto pour violoncelle et orchestre*, Brahms : *Concerto pour violoncelle et orchestre*, Vladimir Spivakov (violin), Gary Hoffman (violoncelle), Michel Plasson (direction).  
Eglise Saint-Matthieu, 68 Colmar, 21 heures, le 13. Tél. : 03-89-20-68-94. De 50 F à 250 F.  
Mozart : *La Clémence de Titus*, ouverture, *Concerto pour piano et orchestre KV 488*, *Symphonie n° 40*, Jean-Philippe Collard (piano), Vladimir Spivakov (direction).  
Eglise Saint-Matthieu, 68 Colmar, 17 heures, le 14.

#### MONTELLIER

Café Strauss  
de Strauss, Françoise Polter (Brünnhilde), Michele Lagrange (Kriemhilde), Christel Bladin (Siegfried), Marc Macquar (Gunther), Chœur des opéras de Montpellier, Orchestre philharmonique de Montpellier, Enrique Omeke (direction), René Koenig (mise en scène).  
Cour Jacques-Cœur, centre de la vieille ville, 34 Montpelier, 22 heures, les 16 et 18. Tél. : 04-67-02-02-01. De 100 F à 210 F.

#### REIMS

Ensemble orchestral de Paris  
Mozart : *Symphonie n° 40*, Vivaldi : *Concerto pour deux violoncelles et concertos*, Tchaïkovski : *Variazioni rococo*, Mstislav Rostropovitch, Wendy Warner (violoncelle), Philippe Bender (direction).  
Basilique Saint-Rémi, 53, rue Simon, 51 Reims, 19 heures, le 18. Tél. : 03-26-77-45-25.

#### SAINTES

Jeune Orchestre atlantique  
Haydn : *Symphonie n° 32 « Oxford »*, Concerto pour violoncelle et orchestre, Mozart : *Aus de concert*, Stéphane Degout (baryton), Andrea Pettinau (violoncelle), Benoit Weeger (direction).  
Abbaye-aux-Dames, 17 Saintes, 18 heures, le 12. Tél. : 05-46-97-43-82. 60 F.  
Pierre Hamel (davein)  
Guerres de Bach.  
Abbaye-aux-Dames, 17 Saintes, 22 heures, le 12. Tél. : 05-46-97-43-82. 130 F.

#### CHATELAIN

Chapelle royale  
de Bach : *Cantates BWV 56 et BWV 158*, Bach : *Cantates BWV 56 et BWV 158*, Concerto pour violon et orchestre BWV 1047, Peter Kooy (basse), Sirkka-Liisa Kaakinen (violin), Philippe Herreweghe (direction).  
Abbaye-aux-Dames, 17 Saintes, 12 h 30, le 13. Tél. : 05-46-97-43-82. 130 F.

#### ABBEY-AUX-DAMES, 17 SAINTES, 12 H 30, le 13. Tél. : 05-46-97-43-82. 130 F.

Eljah  
de Mendelssohn, Rosa Mannion (soprano), Annette Markert (alto), Werner Gura (ténor), Detlef Roth (baryton), Chapelle royale, Collegium vocale, Orchestre des Champs-Élysées, Philippe Herreweghe (direction).  
Abbaye-aux-Dames, 17 Saintes, 20 h 30, le 13. Tél. : 05-46-97-43-82. 240 F.

#### DANSE

AD-EN-PROVENCE  
Groupe Grenade  
Josette Balz : *Trois temps, trois mouvements*.  
Théâtre du parc Jourdan, 13 Aix-en-Provence, 22 heures, les 12, 13 et 14. Tél. : 04-42-23-30-30. De 70 F à 260 F.  
Compagnie Contre-jour  
Trois Boléros, *Jardins mobiles*.  
Théâtre de l'Archevêché, 13 Aix-en-Provence, 22 heures, le 12. Tél. : 04-42-23-30-30. De 80 F à 160 F.

Compagnie Ma To Ma  
Susan Burge : *L'Autre Côté du vent doré*, Ulysse.  
Ecole des Arts et Métiers, 2, avenue Jules-Lisaac, 13 Aix-en-Provence, 22 heures, le 13. Tél. : 04-42-23-30-30. De 70 F à 260 F.  
Compagnie Maguy Marin  
Maguy Marin : *Un, Aujourd'hui peut-être*.  
Val-de-l'Arc, chemin des infirmières, 13 Aix-en-Provence, 22 heures, les 15 et 16. Tél. : 04-42-23-30-30. De 70 F à 260 F.

Ballet de l'Opéra de Paris  
Angelin Preljocaj : *Le Parc*.  
Théâtre de l'Archevêché, 13 Aix-en-Provence, 17 et 18. Tél. : 04-42-23-30-30. De 90 F à 260 F.  
AVIGNON  
Compagnie Angelin Preljocaj  
Angelin Preljocaj : *Paysage après la bataille*.  
Lycée Saint-Joseph, rue des Lices, 84 Avignon, 22 heures, du 12 au 19, relâche le 14. Tél. : 04-90-14-14-14. 130 F.

LUCEUILLES-BAINS  
Compagnie Schmid-Pernette  
Andreas Schmid, Nathalie Pernette : *Le Frisson d'Alce*.  
Quatuor Sine Nomine  
Mozart : *Quatuor à cordes KV 575*, Schubert : *Quintette à cordes D 956*, Mikhaïl Milman (violoncelle).  
Théâtre municipal, 3, rue Unterlinden, 68 Colmar, 18 h 15, le 13. Tél. : 03-89-20-68-94. 120 F.

#### THÉÂTRE

La Vie aventureuse  
de René Desportes, philosophe de Robert Angebaud, mise en scène de Pierre Oebauche, avec Maud Adrien, David Ballet, Carole Bouillon, Joëlle Cavreuil, Jean-Luc Oustrou, François Danel, Évanthe Du Duc, Jean-Pascal Dorelli, Alexandre Oury, Alexandre Parrier, Jérémie Ghesquière, Gemma Guillemey, Olivia Jerkovic, Benjamin Julia, Olivier Kermes, Etienne Kimes, Anne Labonne et Delphine Launé.  
Cour d'honneur du quartier Valence, rue du Marché-Juin, 47 Agen, 21 heures, les 12, 14, 15, 16, 17, 18. Tél. : 05-53-47-82-08. Durée : 3 heures. 04-90-14-14-14. 130 F.

AVIGNON  
Nathan le sage  
de G. E. Lessing, mise en scène de Christine Delmotte, avec Béatrice Barget, Hamadi, Nathanaël Harca, Frédéric Héron, Isabelle Legros, Véronique Lemaire et Valentin Traversi.  
Cour d'honneur du Palais des Papes, 84 Avignon, 22 heures, du 12 au 20, relâche le 14. Tél. : 04-90-14-14-14. Durée : 3 heures. De 110 F à 190 F.

La Dégradation aux flambeaux  
d'André Benedetto, mise en scène de l'auteur, avec Jacqueline Benedetto et André Benedetto.  
Théâtre des Carmes, 6, place des Carmes, 84 Avignon, 18 heures (jours pairs) et 21 h 30 (jours impairs), du 12 au 30. Tél. : 04-90-82-20-47. Durée : 1 h 20. 55 F et 80 F.

Le jour où je me suis installé à la présidence  
d'André Benedetto, mise en scène de l'auteur, avec Bertrand Hurault et André Benedetto.  
Théâtre des Carmes, 6, place des Carmes, 84 Avignon, 18 heures (jours pairs) et 21 h 30 (jours impairs), du 12 au 30. Tél. : 04-90-82-20-47. Durée : 1 h 25. 55 F et 80 F.

#### NOTES À TISSA

Le Vent à Djénia  
Retour à Tissa  
d'Albert Camus, mise en scène de Baki Boumazza, avec Emmanuelle Meysingnac.  
Théâtre du Bourg-Neuf, 5 bis, rue du Bourg-Neuf, 84 Avignon, 14 heures, du 12 juillet au 2 août. Tél. : 04-90-85-17-90. Durée : 1 h 15. 55 F et 80 F.

Cléopâtre et Héra  
d'après Homère, mise en scène de Laurent Pelly, avec Anne Levy, Magali Magne, Fabienne Roaboy, Claire Somet, Rémi Gillet, Pascal Elso, Réginald Huguenin, Sébastien Lehoucq, Claude Lévêque et Patrick Zimmermann.  
Cloître des Célestins, 84 Avignon, 22 heures, du 12 au 22, relâche les 14 et 18. Tél. : 04-90-14-14-14. Durée : 1 h 30. 110 F et 130 F.

Eclipse  
de Bartabas, mise en scène de l'auteur, avec Julio Anzures, Bartabas, Nathalie Barot, Manuel Bigamet, Catherine Bosch, Kettie Dubus, Abdelrahman el-Bahjoui, Laure Guillaume, Etienne Renier, Quincella Swynningan, Aïcha Touré et Messaoud Zeggane.  
Château de la Roche, 13 Aix-en-Provence, 22 heures, les 12, 13, 15, 16, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 26, 27, 28. Tél. : 04-90-14-14-14. Durée : 2 heures. 150 F et 180 F. Jusqu'au 2 août.

X. L. du crime (en russe)  
de Oenil Guink, d'après Dostoevski, mise en scène de Kana Guink, avec Oksana Mishra, Oleg Raïev, Anna Raïeva et Daria Kiriloutchenko.  
Ligne Volpanti, 84 Avignon, 19 heures, du 12 au 14, les 16, 17, 18, 20, 21, 22. Tél. : 04-90-14-14-14. Durée : 1 h 30. 110 F et 130 F.

Les quatre-vingt-neuf minutes  
de Némé  
de Lothar Trolle, mise en scène de Michel Raskine, avec Sophie Barbouy, Ana Benito, Christine Bratos, Mariel Guitier, Kabelle Randrianatsoavina, Frédérique Ruchaud et Sylviane Simonet.  
Salle Beethoven, 84 Avignon, 19 heures, du 12 au 14, les 16, 17, 18, 19, 20, 21. Tél. : 04-90-14-14-14. Durée : 1 h 21. 110 F et 130 F.

Tania-Tania  
d'Olga Moukhina, mise en scène de Julia Zimina.  
Jardin du Lycée Saint-Joseph, 84 Avignon, 11 heures, les 12 et 13. Tél. : 04-90-14-14-14. Durée : 1 heure. 50 F.

La Dispute : Contention  
de Marivaux et Didier-Georges Gabilly, mise en scène de Stanislas Nordy, avec Marc Bodnar, Olivier Dupuy, Delphine Ellet, Hélène Fabre, Eric Lagulgné en alternance avec Stanislas Nordy, Josée Schuler et Virginie Vilmouin.  
Gymnase Aubanel, 84 Avignon, 18 heures, du 13 au 15, les 17, 18, 19, 20, 21. Tél. : 04-90-14-14-14. Durée : 2 h 50. 110 F et 130 F.

Histoire de Marie  
de Brassat, mise en scène de Maurice Bénichou, avec Maurice Bénichou et Geneviève Miché.  
Musée Calvet, 66, rue Joseph-Vernet, 84 Avignon, 11 heures et 19 heures, le 13. Tél. : 04-90-14-14-14. Durée : 1 heure. 50 F.

Le Journal  
d'Alain-Claude  
Jean-Louis Martinelli, avec Christine Gagnieu.  
Musée Calvet, 66, rue Joseph-Vernet, 84 Avignon, 11 heures et 19 heures, le 14. Tél. : 04-90-14-14-14. Durée : 1 heure. 50 F.

Une aventure (en russe)  
de Marina Tsvetayeva, mise en scène d'Ivan Popovitch, avec Karen Badalov, Madeleine Ojastarova, Andreï Kazakov, Keriia Koutepova, Polina Koutepova, Sergueï Yakoubenko, Rostom Yousoufiev, Oleg Loubimov, Igor Oukhrimov, Torgue Rakhimov, Youri Stepanov, Galina Tournina et Kirill Progov.  
Chapelle du Lycée Saint-Joseph, 84 Avignon, 23 h 30 et 1 heure, du 14 au 17. Tél. : 04-90-14-14-14. Durée : 1 h 10. 80 F.

Chambre d'hôtel dans la ville  
de Némé  
d'après Nicolas Gogol, mise en scène de Valeri Fokine, avec Avengard Leonov, Igor Liakh, Valeri Ermitchev, Denis Soukhonov, Natalia Loukicheva, Nikolai Logoukhine, Tatiana Ivchenko et Ljudmila Belchik, Ilya Vlassov, Artchak Snarlan, Leon Khodja-Elnarlan, Ilya Lavrov, Julia Kossareva et Alexei Fadeiev (musiciens).  
Usine Volpanti, 84 Avignon, 22 heures, du 16 au 18, les 20, 21, 22, 23, 27, 19 heures et 22 heures, les 23 et 26. Tél. : 04-90-14-14-14. Durée : 1 h 25. 110 F et 130 F.

Champ contredance  
d'après Roland Barthes, Hervé Guibert et Philippe Mimyria, mise en scène de Stanislas Nordy, avec Marc Bodnar, Hélène Fabre, Valérie Lang et Stanislas Nordy.  
Musée Calvet, 66, rue Joseph-Vernet, 84 Avignon, 11 heures et 19 heures, le 16. Tél. : 04-90-14-14-14. Durée : 1 heure. 50 F.

CHALON-SUR-SAÛNE  
Chalon dans la rue  
avec Amine, la Cie internationale Alligato, la Cie des Chercheurs d'air, le Comité central, le collectif Organum, la Cie théâtre Skene, le Footsant Travaillant Théâtre, les Friches Théâtre urbain, FTZ, le Groupe F, B16, Kumulus, Oposito, le Café égyptien, Ptoptakta, les Passe Murailles, Quazar et Wurme Wurme.  
Date toute la ville, 71 Chalon-sur-Saône, 11 heures, du 17 au 19 ; 11 h 30, le 20. Tél. : 03-85-93-32-45. Entrée libre.

HERSSON  
Tempête sur le bonheur  
d'Olivier Perrier et Dominique Perrier, mise en scène d'Olivier Perrier, avec Abdallah Badis, Monique Brun, André Guenit, Simone La Gourrière, Olivier Mathieu, Dominique Perrier, Olivier Perrier, André Torret, Isabelle Védie et Ana Mariolani (danseuse).  
En plein air derrière la mairie, 03 Hérisson, 21 h 30, le 12. Tél. : 04-70-03-86-18. Durée : 1 h 30. 40 F et 60 F.

VILLENEUVE-LES-ANGLAIS  
Milarepa, l'homme de coton  
d'Eric-Emmanuel Schmitt, mise en scène de Bruno Abraham-Kremer, avec Bruno Abraham-Kremer, Mahmoud Tabriz-Zadeh (musicien) et Shermila Roy (chanteur).  
Cloître de la Collégiale, 30 Villeneuve-les-Anglais, 22 heures, du 12 juillet au 2 août, relâche les 14 et 21. Tél. : 04-90-14-14-14. Durée : 1 h 20. 80 F et 100 F.

ART  
ALES  
Ida Karskaya  
Musée-bibliothèque Pierre-André-Benoît, 52, montée des Lauriers, Rochefort, 30 Ales, Tél. : 04-66-86-98-68. De 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 septembre. Entrée libre.

BELFORT  
Armand Guillaumin  
Tour 46, rue de l'ancien-Théâtre, 90 Belfort. Tél. : 03-84-54-25-46. De 14 heures à 19 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 31 août. 10 F.

Centre de congrès Atria, avenue de l'Espérance, 90 Belfort. Tél. : 03-84-58-65-00. De 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 août. Entrée libre.  
Musée d'Art et d'Histoire, château, 90 Belfort. Tél. : 03-84-54-25-51. De 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 août. 11 F.

BORDEAUX  
Rosa Bonheur (1822-1899)  
Musée des Beaux-Arts-galerie des Beaux-Arts, place du Colonel-Raynal, 33 Bordeaux. Tél. : 05-56-10-17-43. De 10 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 heures ; nocturne mercredi, 21 heures à 23 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 août. 20 F.

CÉRET  
Picasso, dessins et papiers collés  
Céret 1911-1913  
Musée d'Art moderne, 6, boulevard du Maréchal-Joffre, 66 Céret. Tél. : 04-68-87-27-76. De 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 septembre. 35 F.

DIJON  
Liam Gillick  
Le Consortium, Centre d'art contemporain, 16, rue Quentin, 21 Dijon. Tél. : 03-80-30-75-23. De 14 heures à 18 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 15 août. Entrée libre.

Prague 1900-1938, capitale secrète des avant-gardes  
Musée des Beaux-Arts, palais des Etats-Bourgeois, 21 Dijon. Tél. : 03-80-74-14-14. De 10 heures à 18 heures. Ouvertures exceptionnelles les 14 juillet et 15 août. Fermé mardi. Jusqu'au 13 octobre. 20 F.



## COMMUNICATION

LE MONDE / SAMEDI 12 JUILLET 1997

**AUDIOVISUEL** Récemment nommé à la présidence de RFO, l'ancien président de La Cinquième, Jean-Marie Cavada, profite de l'été pour dresser le diagnostic de cette

société publique de 1200 salariés et de 1,2 milliard de francs de budget. ● L'ETAT-MAJOR de la chaîne a déjà été remanié et le nom de RFO devrait être modifié. ● LE NOUVEAU

PATRON, qui veut changer « l'image » de la chaîne, souligne sa mission éducative et parle sur le métissage et l'interregionalité. Il a d'ailleurs tenu à rencontrer le poète Al-

mé Césaire, à la Martinique. ● CONFRONTÉE à la concurrence de quatre télévisions privées, toutes illégales et sur lesquelles le CSA devrait se pencher, RFO devrait béné-

ficier selon les vœux de son nouveau président d'une place sur le bouquet numérique TPS et d'une fréquence FM destinée aux Antilles résidant en Ile-de-France.

# Jean-Marie Cavada esquisse les contours de sa télévision d'outre-mer

Le nouveau PDG de RFO profite de l'été pour visiter les différentes stations de sa société et prôner en guise de stratégie « la culture du métissage qui est l'avenir du monde ». Séduits par le discours, les personnels attendent « des actes »

### GUADELOUPE

Les vacances de Jean-Marie Cavada seront studieuses. Outre les négociations compliquées qu'il mène avec la direction de France 3 sur la périodicité et le remodelage de son magazine « La Marche du siècle », le nouveau PDG de Radio-Télévision française d'outre-mer (RFO) devra peaufiner la stratégie qu'il esquisse pour cette société au fil de ses visites dans les stations. Après la Guyane et la Réunion, Jean-Marie Cavada s'est rendu, fin juin, en Guadeloupe et à la Martinique.

« Nous couvrirons ce qui est bien, nous sanctionnerons ce qui est mal », lance le PDG de RFO, lors des discours quelquefois alambiqués qu'il tient devant le personnel. Auréolé de son prestige professionnel et entouré de ses escouades de proches collaborateurs, M. Cavada manie à la fois la séduction et la fermeté. Cette manière de faire résulte du diagnostic qu'il dresse de cette société de 1200 personnes réparties sur neuf sites et dotée d'un budget de 1,2 milliard de francs.

« C'est une maison qui souffre d'un manque d'image », estime le nouveau PDG, qui rappelle à toutes les occasions qu'elle a été gouvernée par des « préfets ». « Je n'ai pas couronné RFO et je suis sa dernière chance », lance-t-il à l'envi, rappelant ainsi qu'il aurait pré-

féré un autre poste à celui-ci. Mais Jean-Marie Cavada est de ceux qui savent admirablement retourner une situation à leur avantage. En quelques semaines, il a élaboré une stratégie et mis en place une politique de communication pour RFO. Il envisage d'en modifier le

lors de sa visite à la Martinique, Jean-Marie Cavada a voulu être reçu par Aimé Césaire. Une rencontre qui est, peut-être, l'annonce d'une réconciliation entre l'écrivain-homme politique et RFO, où il fut interdit d'antenne jusqu'en 1981.

### Des concurrents dans l'illégalité

En Guadeloupe, quatre télévisions privées diffusent des programmes, mais aucune n'en a l'autorisation. Archipel 4, qui avait obtenu en 1992 une autorisation de quatre ans aujourd'hui échu, a fait l'objet d'une mise en demeure du CSA pour non-respect du cahier des charges. Canal 10, considéré comme la machine électorale de Lucette Michaux-Chevry, député (RPR) de Pointe-à-Pitre, s'est vu refuser une autorisation en 1991. Quant à TV Eclair, à Basse-Terre, l'autorisation lui a été refusée en 1988 et en 1991. Depuis 1991, le CSA favorise un projet de télévision inter-îles. Et a autorisé la société TCI Antilles à émettre en Martinique et Guadeloupe. TCI Martinique, en difficultés financières, disparaît en 1995 quand démarre TCI Guadeloupe, qui diffuse des émissions de TF1, M6 et MCM et revendique 25 % d'audience. Mais elle est aujourd'hui illégale. L'autorisation d'émettre ayant été annulée par le Conseil d'Etat. Le CSA, qui n'a rien fait jusqu'ici pour faire respecter ses décisions, devrait rapidement clarifier la situation.

nom, et il impose déjà un changement de vocabulaire. « Outre-mer » a été traduit en « océane », les « agents » sont devenus des « collaborateurs » et la société, une « compagnie ».

Pour ce qui est de la stratégie, elle reposera sur « la culture du métissage qui est l'avenir du monde ». Et c'est en ce sens que,

le nouveau PDG, qui ne manque pas de souligner la concurrence à laquelle est confrontée RFO, plaide aussi pour l'interregionalité, c'est-à-dire les relations avec les continents voisins des stations de RFO, « présentes sur trois océans ». L'ancien président de La Cinquième, chargé du service public, n'oublie pas la dimension éducative :

« Dans ces régions, nous devons apporter un peu d'éducation populaire, notamment à destination des jeunes, sur la lecture et dans le domaine de la santé », estime le PDG de RFO.

Plutôt flatté d'avoir comme nouveau patron quelqu'un qu'on reconnaît dans la rue, le personnel de RFO est partagé entre la fascination et le scepticisme. Le discours du nouveau PDG séduit mais son ton cassant en agace certains. Si les remarques qu'il fait sur la place d'une caméra ou le contenu du journal télévisé sont incontestées, son autoritarisme passe quelquefois plus mal. C'est le cas lorsqu'il se fâche très fort face au reproche qui lui est fait « d'être un président à mi-temps » ou d'avoir tardé à prendre les rênes de RFO pour cause d'installation prolongée à La Cinquième.

« Maintenant, on attend les actes », dit le personnel, qui veut voir comment la nouvelle équipe mettra en application le discours du PDG. Jean-Marie Cavada, qui déplore que le budget de RFO soit totalement absorbé par les dépenses de fonctionnement et laisse peu de place aux programmes, espère trouver des économies à l'intérieur de la société. Il ne cache pas son désir d'encourager les départs de certains collaborateurs dans cette maison qu'il estime « sur-administrée ».

Côté investissements, il envisage

de découvrir, dans la cour de RFO-Martinique, un superbe car-régie de 6 millions de francs, tout neuf et qui pourra à peine servir tellement sont élevés les coûts liés à son fonctionnement. En outre, ce genre de matériel, qui nécessite le déplacement d'une dizaine de techniciens, n'est pas le mieux adapté aux programmes de proximité que souhaite réaliser la chaîne.

### « GARDE RAPPROCHÉE »

Pour appliquer sa stratégie, Jean-Marie Cavada a déjà remanié l'état-major de RFO, notamment pour y faire venir sa « garde rapprochée », en partie issue de La Cinquième. Il devrait bientôt nommer un directeur de l'antenne, pour harmoniser la grille des programmes, en tenant compte de l'enquête qui sera lancée auprès des téléspectateurs. Pour dynamiser et pour former les équipes locales, il veut dépêcher sur place une équipe volante de formateurs en réalisation, journalisme, écriture et présentation.

Mais M. Cavada sait aussi se mouvoir dans les coulisses de la politique. Dès la nomination du gouvernement de Lionel Jospin, plutôt que de faire la queue devant le bureau de Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, il a rendu visite à Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer pour plaider

deux dossiers, classés sous la rubrique « continuité territoriale ». Pour appliquer ce concept républicain dans le sens outre-mer-métropole, le PDG de RFO revendique les moyens de s'offrir une place dans le bouquet TPS et une fréquence FM pour une radio destinée aux « Dominiens » vivant en Ile-de-France.

En homme de communication avisé, Jean-Marie Cavada concocte aussi des manifestations publiques destinées à asseoir l'image de sa station et à « décomplexer » ses troupes. La célébration du 150<sup>e</sup> anniversaire de l'abolition de l'esclavage et une Réunion des jeunes écrivains des Antilles, peu connus et mal édités, qu'il rêve de réunir à la Sorbonne à Paris, font partie de ses projets.

Françoise Chirot

■ Les Journalistes de « La Marche du siècle » estiment que « la volonté de la direction des programmes de France 3 de supprimer la diffusion hebdomadaire du magazine constitue une atteinte à la mission d'information d'une grande chaîne de service public ». Une cinquantaine de collaborateurs des sociétés Théophraste et Théopresse, qui produisent « La Marche du siècle » et « Etats d'urgence », ont publié et signé un communiqué en ce sens, mercredi 9 juillet.

### DÉPÊCHES

■ **PRESSE** : le président de la première chambre des référés du tribunal de grande instance de Créteil (Val-de-Marne), statuant jeudi 10 juillet, a renvoyé au mardi 15 sa décision concernant la plainte des Nouvelles messagères de la presse parisienne (NMPP) contre les grévistes du Livre CGT. Ceux-ci bloquent le centre de tri et de distribution de Rungis (Val-de-Marne) pour protester contre la réorganisation entraînée par la modernisation des NMPP (Le Monde du 11 juillet).

■ Jean-Michel Boissier, dernier des quatre fondateurs de Courrier International, quitte à son tour l'hebdomadaire créé en 1990. D'abord adossé à la Société générale de Belgique puis à la Générale occidentale, (Alcatel-Alsthom), Courrier International est contrôlé depuis 1995 par CEP Communication, filiale d'Havas. Selon l'ancien directeur de l'information de Courrier International : « Les fondateurs du journal car il n'a jamais gagné d'argent ». La diffusion payée du titre oscille entre 95 000 et 104 000 exemplaires mais n'a pas encore atteint l'équilibre.

■ **AUDIOVISUEL** : Anne Durupt devient directeur général du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), succédant ainsi à David Kessler, récemment nommé au cabinet du premier ministre. Ancienne élève de l'ENA, Anne Durupt était directeur de cabinet d'Hervé Bourges, président du CSA.

■ **PRODUCTION** : le rachat des activités divertissement de Mediaset International Group par le studio MGM a été approuvé, jeudi 10 juillet, par les actionnaires des deux sociétés. Avec cette acquisition évaluée à 573 millions de dollars (environ 3,4 milliards de francs), la major américaine prend le contrôle des studios Orion, fondés il y a dix-neuf ans, et s'adjuge un catalogue de 2 200 films de cinéma et de télévision dont Amadeus, Platoon, Danse avec les loups et Le Silence des agneaux.

■ **IMPRIMERIE** : le groupe canadien Quebecor s'implante en Amérique du Sud. La société a annoncé, mardi 8 juillet, qu'elle avait acquis 50 % d'Editorial Antartica SA, le deuxième imprimeur commercial du Chili ainsi que 70 % d'Editorial Antartica Sacre en Argentine.

## Les grévistes du Livre-CGT et la direction du « Midi libre » campent sur leurs positions

### MONTPELLIER

« Au dix-septième jour de leur grève, les ouvriers du livre de Midi Libre ont reçu le soutien de délégations syndicales venues manifester à Montpellier de plusieurs régions de France, jeudi 10 juillet. Après une prise de parole, un cortège d'environ 200 personnes s'est rendu devant la préfecture pour y déposer une motion. Michel Muller, secrétaire général de la FILPAC-CGT, voulait ainsi apporter « tout le soutien financier, politique, logistique qu'il faudra pour que les salariés tiennent. Parce qu'on ne peut pas laisser des gens se battre autant de jours sans qu'il y ait une solidarité active qui se développe au plan national ». Il a demandé l'ouverture rapide de négociations, en dénonçant la disproportion « indécence » entre le coût de la grève pour le journal et les revendications des salariés.

Mesuré cependant dans ses propos, M. Muller a refusé d'envisager une extension du conflit, sinon à l'intérieur du groupe, ajoutant

que cette grève n'est pas un « test national ». A leur retour, les ouvriers du Livre se sont vu interdire l'entrée de l'entreprise par les gardiens, sous l'œil de 75 gardes mobiles, venus pour prévenir tout dérapage. La situation, qui a fait l'objet de constats d'huissiers, devait déboucher sur le dépôt d'un référé et permettre ainsi aux grévistes de pénétrer dans les locaux syndicaux.

### RENCONTRE PRÉVUE LE 15

Malgré une annonce de dialogue au cours du premier week-end de juillet, la situation s'est en effet à nouveau dégradée : la direction a rejeté en bloc les dernières revendications de la FILPAC-CGT, considérant qu'elles étaient identiques à celles formulées le 23 juin. Dans un texte diffusé en interne, elle dénonce l'obstination des grévistes. « Il est grand temps, avant qu'il ne soit trop tard, que nos collaborateurs techniques en grève reprennent la seule voie qui garantisse leur avenir et celui de leur famille, celle de la raison », peut-on lire.

Francis Renard, secrétaire FILPAC-CGT du comité d'entreprise, dénonce de son côté l'obstination du PDG, Claude Bujon, au « comportement d'enfant gâté qui veut faire plier la FILPAC comme on plie les dockers, les métallurgistes et d'autres fédérations ». Devant la perspective d'un soutien financier national de la FILPAC-CGT, l'entourage de M. Bujon répond que le journal peut tenir en payant les salaires au moins jusqu'à fin août.

Une prochaine rencontre doit avoir lieu le mardi 15 juillet, lors d'un comité central d'entreprise, avancé à la demande de la direction. Celle-ci semble déterminée. Estimant avoir concédé suffisamment, elle confirme son intention de poursuivre l'impression à l'étranger d'un quotidien de substitution de douze pages tiré à 100 000 exemplaires. Et elle assure avoir trouvé hors des frontières l'imprimerie qui pourrait, à terme, lui permettre de publier sa nouvelle formule.

Jacques Monin

## Les chaînes de télévision américaine adoptent une seconde signalétique pour la violence et le sexe

### WASHINGTON

Les téléspectateurs américains disposeront à partir du 1<sup>er</sup> octobre d'une nouvelle signalétique des émissions, qui prendra la forme de lettres « brillantes et visibles ». L'accord a été signé par toutes les chaînes privées (y compris câblées) à l'exception de NBC. Ses dirigeants ne pensent pas que ces dispositions empêcheront les sénateurs de légiférer sur la télévision comme l'engagement en a été pris en échange de cet accord et ils constatent que l'industrie de la télévision a « capitulé » devant les pressions politiques : « Ce sont les téléspectateurs et non les hommes politiques et les représentants de groupes d'intérêt qui devraient réglementer la télévision », souligne NBC. Non sans fondement : les sénateurs ont proposé des projets de loi visant à obliger les programma-

teurs d'émissions à respecter un système d'indexation, faute de quoi des sanctions (suspension de la licence de diffusion) seraient appliquées.

Admettant cette menace, le sénateur de l'Arizona, John McCain, qui est à l'origine du dispositif, a assuré que l'accord s'est effectué sur une base « volontaire ». Mais les chaînes refusant le nouveau système ne pourront bénéficier de la loi sénatoriale, censée donner du temps aux familles pour s'adapter à la nouvelle signalétique, couplée à la puce anti-violence (permettant aux parents de bloquer des programmes) qui doit équiper les nouveaux téléviseurs en 1998.

Le système de classification des programmes mis en place en janvier, fondé sur l'âge des jeunes téléspectateurs, a été vivement critiqué : les symboles à l'écran sont

jugés compliqués et vagues. De nombreux programmes échappent en outre à toute signalétique. Un sondage du New York Times, en janvier, montrait que 37 % seulement des parents utilisent ces symboles pour guider leur choix.

Le problème est que la nouvelle classification ne remplace pas un système largement décrié mais la compléte. Les parents vont peut-être « reconquérir leur salon » mais l'addition de ces sigles complique un peu plus leur liberté retrouvée. Quant aux professionnels, ils sont divisés, certains s'inquiétant de la réaction des annonceurs. Une classification plus stricte doublée d'une possibilité d'en bloquer la diffusion risque fort de diminuer l'audience de certaines émissions. Et donc de faire chuter les recettes publicitaires.

Laurent Zecchini

## Une nouvelle formule « à gauche » pour « La Marseillaise »

### MARSEILLE

Depuis deux semaines maintenant paraît la nouvelle formule de La Marseillaise, quotidien communiste régional de la côte méditerranéenne. Pour son directeur, Paul Biaghi, il s'agit « de faire de La Marseillaise, un grand journal de gauche [...], de faire vivre une conception renouvelée de l'information et de la politique ». Les responsables du journal estiment que la fusion du Provençal et du Méditerranéen d'Hachette en un seul titre, La Provence, libère une place à gauche parmi les anciens habitués du Provençal.

Leur démarche correspond aussi à la volonté d'ouverture affichée par le PCF, traduite par la création d'un « conseil éditorial », « représentatif du mouvement associatif, syndical et progressiste, du monde intellectuel et culturel de nos régions » qui devrait « donner son avis sur le contenu de La Marseillaise et formuler des propositions, des pistes de travail pour les périodes à venir ». Une société des

lecteurs doit aussi être créée à la rentrée.

La nouvelle formule commence par un ensemble sur l'événement du jour, consacré en principe à l'actualité régionale. Le journal adopte un traitement de la politique très engagé sur le plan national et local mais s'efforce de suivre au plus près ce qui se passe dans toute la gauche, à côté des comptes-rendus toujours optimistes des activités du PCF.

Ce pari « de la qualité, de la diversité », selon le rédacteur-en-chef Alain Fabre, est porté par soixante-cinq journalistes, à peine plus qu'auparavant pour un journal de 48 pages qui couvre l'Hérault, le Gard, les Alpes-de-Haute-Provence, le Var, le Vaucluse et les Bouches-du-Rhône. Le premier numéro a été tiré à plus de 100 000 exemplaires, un chiffre élevé et maintenu en raison de la grève de Midi-Libre, qui permet au quotidien communiste d'accroître sa diffusion dans le Languedoc.

Michel Samson

FUTONS OMOTÉ

**Dormez Zen.**

- 142, Rue de la République - 75006 Paris - Tél. : 01 42 55 30 30
- 21, Rue des Beugnots - 75006 Paris - Tél. : 01 42 57 42 36
- 47, Rue St Antoine - 75001 Paris - Tél. : 01 42 42 35 94
- 65, Rue Jean Jaurès - 75019 Paris - Tél. : 01 40 40 20 20
- 45, Rue Maréchal de Saxe - 93006 Levallois - Tél. : 01 47 24 00 04
- 11, Rue des Clercs - 34000 Montpellier - Tél. : 04 79 01 06 30
- 105, Rue de la Gare - 74000 Annecy - Tél. : 04 50 57 48 65

OMOTÉ. UN ETAT D'ESPRIT



Au rendez-vous

# Le blues de Navarro

par Alain Rollat

LE COMMISSAIRE Navarro, ce soir-là, broyait du noir. Sa petite fille était accusée d'avoir chipé une montre à l'école. Cela sentait le coup monté. Les parents de la prétendue « victime », d'origine algérienne, menaçaient de porter plainte s'il n'acceptait pas d'intercéder en faveur d'un membre de leur famille, incarcéré pour séjour en situation irrégulière. Il ne savait pas non plus comment aider son copain André, dont la fille fréquentait une bande de malfrats qui préparaient une casse. Cela risquait de finir mal. Il avait, enfin, un problème plus personnel avec son supérieur hiérarchique qui lui reprochait de présenter des notes de frais plus élevées que les siennes. Il alluma son téléviseur dans l'insouciance d'y trouver un motif de réconfort.

Un visage qui lui était familier emplissait l'écran de LCI. Le visage d'un revenant. Libéré sous condition pour raison de santé, Pierre Botton, le gendre de l'ancien maire de Lyon, faisait la promotion du récit de ses vingt mois d'enfermement paru en librairie. Il parlait de son séjour en prison avec une mine de déterré bien qu'il ait plutôt gros. L'homme, dans ses apparences, avait beau coup changé. L'image qu'il offrait n'avait rien de commun avec celle du « golden boy » tiré à quatre épingles qu'il présentait à l'époque de sa splendeur médiatique. Son polo, sans marque visible, semblait délavé. Il disait à voix basse qu'il avait subi, seul, face à lui-même, un isolement « terrible ». Cette expérience lui avait permis de « faire

le tour des choses ». Mais il voulait témoigner que les conditions de détention des notables ne sont pas aussi confortables qu'on a tendance à le croire. Sur la couverture de son livre on pouvait d'ailleurs lire : « Un VIP en prison : la vérité. » Navarro, d'un naturel charitable, sentit l'émotion l'envahir quand cet homme déchu affirma qu'il s'était « ruiné » pour payer ses dettes et que sa seule ambition était désormais de se consacrer à ses propres filles. Il eut même l'impression que son propos était sincère quand il assura qu'il n'en voulait « vraiment à personne ». Il ne put néanmoins s'empêcher de se demander à qui Pierre Botton faisait allusion quand il fit « remarquer » qu'il avait été, au cours du fameux feuilleton judiciaire qui lui avait valu la prison, « un des seuls à assumer devant le tribunal », alors que la « technique habituelle » consiste à imputer « aux autres » la responsabilité de ses fautes. Il changea de chaîne.

Sur TF1, Patrick Pothier d'Arvor interrogeait Elisabeth Gulgosh. Sir de lui, il semblait ironiser sur la volonte moralisatrice du nouveau garde des sceaux : « Tous les ministres de la justice disent ça... » Navarro sentit monter en lui une étrange envie de mixage. Peut-être existait-il un lien entre cette conversation et la précédente... Il zappa à nouveau pour échapper au flagrant délit d'une atteinte à la présomption d'innocence.

La chronique d'Alain Rollat s'interrompt. Elle reprendra dans nos éditions du lundi 1<sup>er</sup> septembre daté 2 septembre.

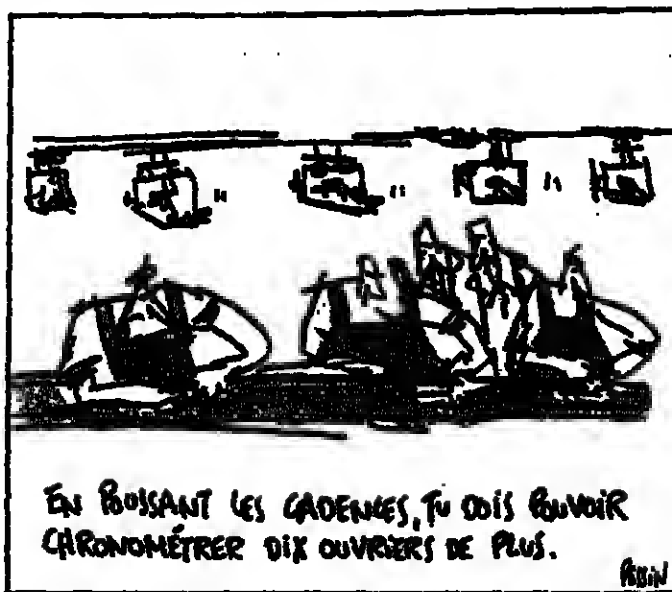
IL N'EST absolument pas nécessaire d'être pervers pour goûter le plaisir de regarder, un jour de repos obligatoire et en pleine période de vacances, un documentaire sur le travail et l'une de ses formes les plus infernales : la production à la chaîne. C'est à cette révolution de notre mode de vie qu'est consacré l'un des vingt-six épisodes de l'encyclopédique série « Le Siècle des hommes », une de ces innombrables rétrospectives commandées par l'immense de l'an 2000.

Il ne faut surtout pas rater le début, désopilant. Cette très sérieuse émission commence avec beaucoup d'à-propos par un hymne au travail, extrait d'un film de propagande américain des années 30, dont les accents ne peuvent, aujourd'hui, que faire sourire, pour le moins. « Chantons le travail, car il est le roi de tout ce que nous aimons sur Terre. La puissance de ses muscles est la lumière de l'aube... Il élève le destin des hommes. » Les images sont à l'avenant, ainsi que le commentaire qui suit : « Admirez le triomphe du travail, le corps lisse et brillant des machines... le chant de la victoire : la chair humaine ne souffre plus. »

Le fait que la grande BBC soit au nombre des chaînes qui ont produit « Le Siècle des hommes » n'est vraisemblablement pas étranger à la conception de cette entrée en matière, lointainement teintée d'un humour très britannique. Mais, plaisanterie mise à part, l'Histoire impose un tel rappel. Paradoxalement, au moment où le travail à la chaîne fonctionnait à plein régime, les

# L'ouvrier enchaîné

Sur France 2, « Le Siècle des hommes » rappelle quel phénomène, déterminant pour notre fin de millénaire, fut l'invention du travail à la chaîne



Etats-Unis, paradis du capitalisme, employaient à peu près le même langage que l'ennemi soviétique. Le champion du communisme vantait, avec autant de grandiloquence, les mérites du « héros » Stakhanov, ce mineur insatiable qui, au charbon, ne cessait de battre d'impossibles records de production, pour mieux faire passer l'esclavage des « masses ».

L'avènement de la production en grande série, inventée par Henry Ford pour l'industrie automobile, n'a pas libéré l'homme, au contraire de ce qui est dit dans le morceau de bravoure précité. Pis, la « chair humaine » a souffert bien davantage.

allaient bientôt pouvoir s'offrir l'une de ces voitures autrefois inabordable. Mais il est à noter que 70 % d'entre eux étaient des immigrants de fraîche date, disposés à travailler dans les conditions les plus pénibles et à « obéir », comme le voulait Henry Ford. « Ce n'est pas un travail qui motive », témoigne un ancien ouvrier de Renault. Après le krach de 1929, les industriels n'ont plus eu les moyens de payer aussi bien leur main-d'œuvre et de compenser ainsi les terribles inconvénients du système. Alors les syndicats ont retrouvé, auprès de l'ouvrier-rouge, l'influence qu'ils avaient au temps de l'ouvrier qualifié. Pied de nez de cette révolution : les patrons, qui pensaient avec la chaîne éliminer ou réduire le syndicalisme, ont vite compris qu'en cas de grève il était désormais beaucoup plus facile de bloquer toute une industrie. Mais les besoins de la guerre ont achevé de généraliser le travail à la chaîne. En 1944, les Américains produisaient plus de 300 avions quotidiennement.

L'émission, admirablement composée, s'arrête là. dommage. Il manque cette conclusion : la chaîne a rendu possible la « guerre totale », autre phénomène de notre siècle. Oubli d'autant plus surprenant que « Le Siècle des hommes » propose précisément ce sujet dans un prochain épisode.

Francis Cornu

\* « Le Siècle des hommes » : A la chaîne, France 2, dimanche 13 juillet à 23 h.

**TF1**  
20.45 1, 2, 3, SÉRIES  
20.45 Walker Texas Ranger.  
L'enfant sacré.  
21.30 Les Dessous  
de Palm Beach. O 121  
Partenaires de cœur.  
22.25 La Ville  
du grand secret. O  
Cupidon.  
23.20  
DE PLUS EN PLUS  
Magazine.  
Invité : Marc Joffet.  
0.45 et 1.55, 3.00, 4.05,  
4.45 TF1 nuit.  
0.55 « Histoires naturelles.  
Dorées d'animaux.  
(60 min). 9117305  
2.10 Haroun Taziefi raconte sa terre.  
Documentaire. (21) Haroun Taziefi et  
les violons. 3.30 et 4.15, 5.15 Histoires  
naturelles. Documentaire. 4.55 Mu-  
sique. Concert (20 min).

**France 2**  
20.55 SUSPECT NUMÉRO 1  
Opération Nadine  
Téléfilm de O. John Strickland,  
avec Helen Mirren,  
Colin Salmon.  
(121) (105 min). 7203898  
(321) (100 min). 9080808  
Le corps d'une femme non  
identifiée est découvert dans un  
jardin du quartier jamaïcain de  
London. L'inspectrice en chef  
Tennison est chargée de  
l'enquête, rendue difficile par  
l'hostilité des habitants envers  
une police « blanche » et jugée  
raciste. Les pressions se  
multiplient, les interrogatoires  
se succèdent, un homme  
s'accuse. Mais l'enquête  
n'a-t-elle pas été menée trop  
vite et dans un climat trop  
passionnel ?  
0.25 Journal, Météo.  
0.40 Les Routiers. Série.  
1.35 Le Tour de France. Rediffusion de  
l'équipe du jour. Le Blanc-Mantons.  
2.40 Les Gachis. Téléfilm de Franco  
Rossa. Avec Massimo Ranieri, Ste-  
phane Peralta. (181) (72 min). 134024  
3.55 Cin. Documentaire. (12) La voie  
de l'Étoile. 4.55 Zén. Documentaire.  
(20) L'art et le zen. 5.30 Chocobid  
ballon. Documentaire (20 min).

**France 3**  
20.55 THALASSA  
Duel sous l'équateur  
(60 min). 2380498  
Dont les îles de Sao Tomé et  
Principe du Golfe de Guinée, on  
célèbre la pêche au grand  
espadaon volier. Par nécessité,  
ou par passion, les pêcheurs  
traquent ce poisson majestueux  
appelé le Roi de l'Atlantique.  
21.55 FAUT PAS RÊVER  
Magazine.  
Chine : les Moon à longues cornes ;  
France : grandeur nature ; Burkina  
Faso : le Far West africain  
(50 min). 2985633  
22.10 Journal, Météo.  
22.15 Heure d'en rire.  
Café-théâtre.  
L'envol des mammouths.  
Pièce de Eric Le Roch  
(75 min). 8478284  
0.25 Les Hommes.  
(19) Par le fer et le sang  
(50 min). 4919541  
1.15 Les Brûlés de l'Histoire. Docu-  
mentaire. 2.20 La Grande Aventure de  
James Chadwick. Feuilleton (55 min).

**Arte**  
20.45 S.O.S. PARENTS  
Téléfilm de Rolf Schübel,  
avec Julia Jäger, Gesche Blume-Werry  
(197, 90 min). 849121  
Une mère célibataire découvre sa séropositivité et  
se préoccupe de l'avenir de sa fille de cinq ans.  
Elle trouve du réconfort auprès d'un couple  
d'homosexuels.  
22.15 GRAND FORMAT :  
LES PANTHÈRES NOIRES  
Documentaire de Les Lee-Lee  
(130, 120 min). 4145343  
L'histoire du Black Panther Party, de ses dévies  
et de la terrible répression qui s'abat sur ses  
militants.  
0.15 Moments furtifs (Augen... Blicke) ■  
Film d'Imogen Kimmel, avec Fritze Bachrachmidt,  
Karin Dierker (1988, v.a., 80 min.). 4015247  
1.35 Le Dessous des cartes.  
Le Pôles (112) ■  
De Pierre Cardin.  
1.45 Trois histoires d'amour de Vanessa.  
Documentaire (rediff., 50 min). 5898838  
2.35 Mange à la maison. Court métrage  
11994, rediff., 15 min.). 9343306

**M 6**  
20.50 FX, EFFETS  
SPÉCIAUX  
Série, avec Kevin Dobson  
(175 min). 849121  
Alerte à la bombe.  
Fausse manœuvre.  
Un magicien des effets spéciaux  
au service de la justice.  
22.45 LE CAMÉLÉON  
Indes d'éco-  
Série (55 min). 4432817  
23.40 Trois témoins  
pour un coupable.  
Téléfilm O  
de David Lowell Rich,  
avec Lindsay Wagner  
(100 min). 5218879  
Une mère de famille se  
bat pour innocenter son  
mari, condamné à trente  
années de prison, après  
une erreur judiciaire.  
1.20 Best of movie. 2.30 Les Pigeons.  
2.45 Mises à jour - best of rediff. 3.30  
Fréquentation. Elton John. 3.55 Mondia-  
ment 4. Documentaire. 4.45 Turbo-fo-  
dini. 5.30 La Fox de - Best of (25 min).

**Canal +**  
20.35 MOLLY ET GINA,  
DEUX FILLES  
POUR UN TUEUR  
Téléfilm de Paul Leder,  
avec Frances Fisher.  
(1995, 85 min). 838614  
Après le meurtre de son père,  
l'assistante d'un détective privé  
reprend une sombre enquête.  
22.00 ► PÉTANQUE :  
TROPHÉE CANAL+  
(60 min). 23063  
23.00 Les Deux Papes  
et la Maman  
Film (1996, 77 min). 300512  
0.20 Charmants garçons ■  
Film (105 min). 1492367  
2.10 Club privée au Portugal  
Film (1996, 90 min). 9033473  
3.40 Frankie Starlight ■  
Film de Lindsay-Hogg  
(1995, v.a., 100 min). 769541  
5.20 Le Coup de sirocco ■  
Film (1978, 99 min). 8077809

**Radio**  
**France-Culture**  
20.00 Le Rythme et la Raison.  
Pierre Lacroix (20).  
La Syphilis.  
20.30 Radio archives.  
Quand Gérard Philipe met en  
scène.  
21.32 Black and Blue.  
Autopsie de l'Empire. 2. A  
gros du l'impérialisme.  
avec Gilles Avenet.  
22.40 Nuits magnétiques.  
0.05 Du jour au lendemain. Michel  
Boulet (L'autre Livre). 0.48 Les Châliés  
du musée hall. 1.00 Les Nuits de  
France-Culture (rediff.).  
**France-Musique**  
19.36 Concert.  
Donné en direct de la salle de  
concert de Twickenham, à la Radio  
d'ondes. Œuvres de Schubert :  
Der Schiffer O 536 ; Lied eines  
Schäfers an die Cécilie O 360 ;  
Augenlied O 297 ; Der  
Zimmermann O 707 ;  
Abschied O 471 ; Einmündet O  
620 ; Der Trauer O 77 ;  
Eysum O 584, Begegnung,  
Beynon, Heinrich Deutsch,  
piano.  
22.00 Concert.  
Donné le 16 juin, au  
Saint-George's, à Bristol, par  
l'Orchestre du Siècle des  
Lumières, dir. Simon Karle :  
Symphonie O 736a, de  
Schubert ; Symphonie n° 3  
Mérope, de Beethoven.  
0.00 Les Mots et les Nuits (rediff.).  
L'art de la fugue. La question de l'in-  
strument. 1.00 Les Nuits de  
France-Musique.  
**Radio-Classique**  
20.40 Les Soirées.  
Sergio Celibidache, chef  
d'orchestre, et Eurobaroque,  
piano.  
22.35 Les Soirées. (suite), 0.00 Les  
Nuits de Radio-Classique.

**TV 5**  
20.00 Jeux sans frontières  
(France 2 du soir).  
21.45 Grand tourisme.  
21.55 Météo  
des cinq continents.  
22.00 Journal (France 2).  
22.30 Le Journal du Tour.  
Magazine.  
22.45 Vue sur la mer  
(France 2 du 27.7).  
0.00 Clao 1 Magazine.  
0.45 Solir 3 (France 3).

**Planète**  
19.37 De la démocratie  
en Inde.  
20.35 Et au milieu coule  
le Gulf Stream.  
21.23 A la recherche  
du cheval d'or.  
22.16 Le Bureau,  
histoire du FBI. (14).  
23.08 Angola : La Paix  
en mouvement.  
23.38 Central Park. (12).

**Animaux**  
20.00 Cheval mon ami.  
La peur vaincue.  
20.30 L'île aux flamants.  
21.00 Le Monde sauvage.  
De l'origine des espèces à la  
sélection naturelle.  
21.30 Flipper le dauphin.  
Le film de la saison.  
22.00 Wild media.  
La base du glacier.  
23.00 ABC natural history  
séries.

**Paris Première**  
20.00 20 h Paris Première.  
Magazine.  
21.00 Premiers rires.  
21.50 Le JTS des festivals.  
22.25 Paris modes. Magazine.  
22.55 Les Gondoliers.  
Opéra de Gilbert et  
Sullivan. Enregistré  
à l'Opéra de Sydney  
1160 min). 6730789

**Festival**  
19.25 Le Voyageur.  
Les complices. Sang neuf.  
20.30 La Vie de Marianne.  
Téléfilm de Pierre Cardinal,  
avec Nathalie Baye  
122 (155 min). 6724442  
23.05 L'Homme que je suis.  
Téléfilm de Jack Gold,  
avec John Hurt  
(80 min). 91194701

**Série Club**  
20.45 Two.  
Rendez-vous à la morgue.  
21.35 François Gaillard  
ou la vie des autres.  
Feuilleton, Julien.  
22.30 Alfred Hitchcock  
présente.  
Serment d'hypocrisie.  
23.00 Les Incorruptibles.  
le retour. La série.  
23.45 Blackout (155 min).

**Canal Jimmy**  
20.30 Star Trek.  
Les enchères de Triskelion.  
21.20 Le Meilleur du pire.  
21.50 Game On.  
Moment mal chéri (v.a.).  
22.30 Dream On.  
Vengeance féminine (v.a.).  
22.55 Schindler. Le conteur (v.a.).  
23.20 Sex Machine.  
0.05 La Semaine sur Jimmy.  
0.15 New York Police Blues.  
Émission impossible (v.a.).  
1.00 Spin City.  
1.25 Friends (3<sup>e</sup> saison).  
The One with the Tiny  
T-Shirt. The One with the  
Doilies (v.a., 30 min).

**Disney Channel**  
20.35 Juste pour rire.  
21.35 Simbad.  
22.05 Les Cent vies  
de Black Jack Savage.  
22.50 L'Histoire d'une  
orang-outan orpheline.  
23.45 Sylvie et compagnie.

**Téva**  
20.30 et 22.30 Téva interview.  
20.55 Nos meilleures années.  
Du sexe, du sexe : L'autre  
chasseur.  
23.00 Clair de lune.

**Eurosport**  
15.00 Cyclisme. En direct.  
Tour de France (1<sup>er</sup> étape)  
Le Blanc - Marmans  
(215.5 km, 135 min). 1787614  
19.30 Fléchettes.  
20.30 Monster Truck.  
21.00 Tractor pulling.  
22.00 Cyclisme. Résumé.  
23.30 Boxe. Poids lourds. Combat  
en dix reprises : James  
Worring (GB) - Alex Stewart  
(GB) (60 min).

**Voyage**  
19.25 et 23.50  
Découverte le monde.  
19.30 Planète aventure :  
Exploration tropicale en  
Australie.  
20.20 et 0.20  
Deux jours en France.  
20.35 Suivez le guide.  
22.30 Carnet de route.  
Zanibar.  
23.00 Chez Mizaral, invité :  
Patrick Mallet, journaliste.

**Muzzik**  
20.30 Musique en temps réel.  
D'Orville Miles.  
21.00 Jazz à Calvi 96 :  
hommage à Ella.  
Concert (110 min). 506042879  
22.50 Jazz Collection - Bill  
Evans. De Jean-Luc Léon.  
Le forcené de l'harmonie.  
23.45 160 Lo (45 min).

**ABONNEMENT VACANCES**  
Ce n'est vraiment pas le moment  
de vous passer du Monde  
Abonnez-vous !  
☐ OUI, je souhaite m'abonner au Monde pendant mes vacances  
(en France métropolitaine uniquement).  
Je choisis la durée suivante :  
☐ 2 semaines (13 N°) : 91 F ☐ 2 mois (52 N°) : 360 F  
☐ 3 semaines (19 N°) : 126 F ☐ 3 mois (78 N°) : 536 F  
☐ 1 mois (26 N°) : 181 F ☐ 1 an (312 N°) : 1 890 F  
► Je joins mon règlement soit : F par  
☐ Chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde  
☐ Par carte bancaire N°          
Date de validité                     
Date et signature obligatoires  
► Mon adresse en vacances : du    au     
Nom :  Prénom :   
Adresse :   
Code postal :  local :   
► Mon adresse habituelle :  
Nom :  Prénom :   
Adresse :   
Code postal :  local :   
vous pouvez également vous abonner  
sur 3615 LE MONDE code ABO  
\* Pour l'étranger nous consulter http://www.lemonde.fr  
Bulles de remonter ou pages 12 (pour avoir votre départ à :  
LE MONDE services abonnements  
24, avenue du Général-Leclerc - 69646 Chassagny Cedex - Tél : 01-42-17-32-90  
USA - CANADA  
73442 Paris Cedex 05, France, par avion poste payée et Champlain  
N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LMS of N.Y.  
Box 15-19, Champlain N.Y. 12919, 1518

**Signification des symboles :**  
► Signifié dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».  
■ On peut voir.  
■ Ne pas manquer.  
■ Chef-d'œuvre ou classique.  
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.







## L'échappée belle

par Pierre Georges

UN BIEN JOLI MOT. Au terme de son échappée au long cours et pour dire comme ce fut dur, Cédric Vasseur, vainqueur de l'étape du Tour de France et nouveau maillot jaune, jeudi soir, avoua : « A la fin, c'est ma tête qui pédalait ». De fait, tout cela aurait pu s'achever dans le cri d'usage au soir des grandes épopées : « Bravos ! ». Le regardant faire, suant, souffrant, souffrant, le voyant en finir avec son châtimement et en commencer avec sa gloire, celle de son père et la sienne propre, on eut pour Cédric Vasseur une pensée émue.

Aux braves, le Tour de France reconnaissant ! La preuve d'ailleurs, cet autre mot, lu dans le *Parisien*, ce matin. La petite amie du nouveau maillot jaune a décidé, toutes affaires cessantes, d'aller le rejoindre. Et, dit-elle, « l'en profiterai peut-être pour le demander en mariage ». Voilà qui serait babil et fort opportun. Avec bouquet fourni par l'organisation. Et titre tout trouvé : le marié était en jaune !

Mais ne plaisantons pas avec les choses sérieuses. Car, avec ou sans maillot jaune, nous avons été tous, plus ou moins, un jour ou l'autre, dans l'état de Cédric Vasseur. A pédaler avec la seule tête. A ramener avec les seules mains. Ou, ce n'est pas à exclure, à écrire avec les seuls pieds. Tous dans cet état d'effort, en vue de la ligne d'arrivée, de faire les choses sans trop savoir ni comment ni pourquoi. Mais de les faire.

« Bravardiers ! » Le cri pourrait même tomber, de haut, concernant le chroniqueur qui ne met plus un mot devant l'autre en vue du 14 juillet. Qui plaie Sarkozy le républicain quand Sarkozy est promu. Qui confond Mars et Mir. Qui fait défilier Giverny au cimetière des Innocents.

Allons ! Il est temps d'abréger ses souffrances. Et les vôtres. Le malheureux n'obéit même plus aux critères de convergence élémentaires de la logique. Il entend blanc et écrit noir. En juin, il apprend de la bouche de Juppé que les comptes de la nation sont en plein redressement. En juillet, il constate de la main du même que les comptes du pays sont en pleine vire. Une semaine, il admet que la SNCF perd de l'argent. L'autre qu'elle embauche. Un jour, il lit qu'on ferme Villorbe car Renault va mal. Un autre que, tout compte fait, Renault s'exporte bien et ne va pas si mal. Un instant, il croit, à écouter les prêches, que British Airways est l'exemple même de la réussite éditante du système libéral. Un autre, il voit que les principaux bénéficiaires, ses salariés et embauchés, se sont mis en grève pour mieux en célébrer les mérites.

Qui croit ? Que croit ? Vérité, contre-vérité. Un peu comme à l'armée, ordre, contre-ordre. Les faits s'entrechoquent, se contredisent, s'annulent et s'effacent. La France va mal ? Les sondages vont bien ! Le temps est pluvieux ? Le soleil s'installe. Allégrement dégraisse le mammoth ? Le mammoth allègrement embauche. Les « allocs » seront plafonnées ? Pas plafonnées pour tout le monde !

Et ainsi de suite. Par exemple, la justice, le parquet et le pouvoir. Couper le lien ? Soit, allons-y ! Maintenir le cordon ? Bon, maintenant ! Il a bien raison, Cédric Vasseur. A la fin des fins, ce sont bien nos pauvres têtes qui pédalent. Dans l'été. Tout simplement.

P.-S. : Cette chronique reprendra le lundi 1<sup>er</sup> septembre.

## L'ETA exige dans un ultimatum le regroupement au Pays basque espagnol de 600 prisonniers politiques

L'organisation séparatiste menace de tuer un otage enlevé le 10 juillet

MADRID

de notre correspondant  
La joie du gouvernement espagnol aura été de courte durée. Neuf jours après la libération des deux otages que détenait l'ETA (un avocat séquestré pendant sept mois et relâché contre une rançon et un gardien de prison détenu pendant 532 jours et libéré par les forces de l'ordre), l'organisation séparatiste basque a revendiqué un nouvel enlèvement.

C'est par un appel anonyme, jeudi soir 10 juillet, au journal basque *Egin* (proche des milieux séparatistes) que l'ETA a fait savoir qu'elle a enlevé un nouvel otage. Il s'agit d'un jeune conseil-

ler municipal de Ermua, en Biscaye, Miguel Angel Blanco Garrido. Agé de vingt-huit ans, M. Blanco Garrido a été, semble-t-il, enlevé l'après-midi même, alors qu'il venait de quitter son domicile pour se rendre à son travail.

Contrairement à ses plus récentes habitudes, l'ETA a posé immédiatement ses conditions : le gouvernement espagnol, s'il veut éviter que l'otage soit assassiné, dispose d'un délai qui court jusqu'à samedi 16 heures pour rassembler les quelque 600 prisonniers basques dispersés dans toutes les prisons du pays, afin de les regrouper au Pays basque. Une

revendication formulée depuis longtemps par l'ETA, à la demande pressante des familles des détenus contraintes de longs et coûteux voyages pour aller leur rendre visite. C'est cette dernière revendication qui avait motivé, il y a plus d'un an, l'enlèvement du gardien de prison, José Antonio Ortega Lara, otage hautement symbolique.

Cette fois, la personnalité du nouvel otage enlevé (c'est un membre du Parti populaire, le parti conservateur au pouvoir) renforce ce chantage politique. Le coup est rude pour le gouvernement de José Maria Aznar, qui ce jeudi même avait organisé une

réunion pour féliciter la guardia civil de la brillante opération de police qui avait abouti à la libération de M. Ortega Lara. D'autant plus que ces derniers jours, de nouvelles polémiques sont apparues à propos de la politique pénitentiaire, particulièrement « rigoureuse », menée par le gouvernement envers les détenus basques.

« CHANTAGE »  
Après les revendications de l'ETA, les partis politiques, opposition comprise, ont apporté leur soutien au gouvernement. Une cellule de crise s'est mise en place dès jeudi au ministère de l'Intérieur où l'on indiquait « qu'il n'était pas question de céder à pareil chantage ». En attendant, de nombreuses manifestations de protestation contre cette dernière action de l'ETA ont déjà eu lieu dans plusieurs villes du pays et la mobilisation populaire est très grande. D'autant plus que l'ETA, comme pour se « rattraper » après l'échec qu'elle a essuyé face à la police, dans la libération d'Ortega Lara, a commencé avec éclat sa « campagne de terreur d'été ».

L'année dernière, un engin explosif avait blessé trente-cinq personnes dans un aéroport. Cette année, il a fallu évacuer, mardi, plusieurs plages et tenir à distance 15 000 touristes à la suite de menaces terroristes. Pour finir, deux petits engins ont explosé et deux autres ont été désamorçés à temps, mercredi, près de Lloret del Mar, dans la région très touristique de Gérone.

Marie-Claude Decamps

## Des paras belges contestés par leur ministre

BRUXELLES

de notre correspondant  
Jean-Paul Poncelet, ministre belge de la défense, veut en avoir le cœur net. Choqué par le récent acquiescement de deux « ex-casques bleus » qui, en 1993, avaient brutalisé un jeune Somalien, il entend faire réaliser une enquête indépendante sur le racisme au sein des forces armées belges.

Le lundi 30 juin, le conseil de guerre de Bruxelles acquittait deux paras-commandos du 3<sup>e</sup> bataillon de Tielen. Des photographies parues dans la presse avaient pourtant montré les deux soldats en train de faire rôtir un jeune habitant de Kismayo, en Somalie. Le président du tribunal militaire avait surpris en jugeant que les militaires ne s'étaient rendus coupables que de « violences légères » et que les brûlures du jeune Somalien n'avaient pas été prouvées.

Encouragé par les réactions d'une partie de l'opinion et les médias, le ministre Jean-Paul Poncelet avait rapidement estimé que les intéressés devaient, après enquête, être éventuellement renvoyés de l'armée. Il avait aussi déclaré qu'il empêcherait par tous les moyens les bâillonnages, et singulièrement celui de Tielen, d'être contaminés par la « peste brune ».

Des témoignages venus de Somalie lors de l'opération « Restore Hope » avaient par ailleurs indiqué que le nom du parti d'inspiration néofasciste, le Vlaams Blok, avait été peint sur des murs.

PROPOS NUANCÉS

Tancé par des syndicats militaires qui exigent des « excuses », interpellé au Parlement par les élus du Vlaams Blok, confronté aux critiques de certains journaux flamands qui le soupçonnent d'éclectisme facile (M. Poncelet est francophone), le ministre a légèrement nuancé ses propos. Il a toutefois confirmé sa volonté de remettre de l'ordre dans l'armée du royaume.

Il sera aidé par le général Jozef Schoups. Le « patron » de la force terrestre belge estime qu'un « petit groupe » de parachutistes de Tielen appartient bel et bien à « un parti politique qui a des idées extrémistes ». Dans son rapport, le général soupçonne la hiérarchie des paras d'avoir été mise au courant des exactions commises en Somalie et de n'en avoir rien dit. Il souligne la lenteur de la procédure disciplinaire et les ravages de l'alcoolisme durant les opérations à l'étranger parmi les militaires. (Intérim).

Marie-Claude Decamps

## La grâce présidentielle du 14 juillet

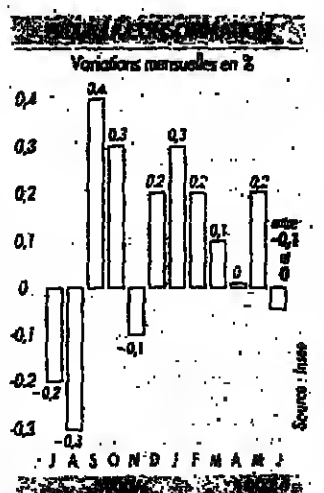
LE PRÉSIDENT Jacques Chirac a signé, jeudi 10 juillet, le traditionnel décret de grâce collective du 14 juillet, préparé par la chancellerie, qui accorde aux personnes condamnées une remise de peine de sept jours par mois restant à purger, dans la limite maximum de quatre mois.

Les auteurs de crimes commis sur des mineurs de moins de quinze ans, d'actes de terrorisme, de violences contre les agents des forces de l'ordre et de l'administration pénitentiaire, ainsi que les personnes condamnées pour ingérence, corruption ou prise illégale d'intérêt sont exclus de ce dispositif.

■ CULTURE : l'historien François Furet, soixante-dix ans, a été hospitalisé, jeudi 10 juillet, à l'hôpital de Toulouse à la suite d'une chute au cours d'une partie de tennis. L'académicien est violemment tombé sur le dos et la tête à la suite d'un choc avec son partenaire de jeu. Les autorités médicales se sont refusées à donner des précisions sur l'état de santé de François Furet qui aurait pu être réanimé avant d'être transporté en ambulance.

■ MARCHÉ DE L'ART : le produit des ventes aux enchères de Drouot, au premier semestre 1997, a atteint 1,95 milliard de francs, soit une augmentation de 12,5 % par rapport au premier semestre 1996.

■ INFLATION : La variation des prix à la consommation a été comprise entre 0 % et -0,1 % en juin, après -0,2 % en mai, selon l'indice provisoire publié vendredi 11 juillet par l'INSEE. Sur un an, la hausse est comprise entre 0,9 % et 1 %. Alors que l'activité économique n'est pas encore très soutenue, l'accélération de la croissance n'étant attendue que pour le second semestre, l'inflation reste donc exceptionnellement basse. En hausse de seulement 0,1 % en glissement annuel, les prix des produits manufacturés (qui pèsent à hauteur de 41 % dans l'indice) sont les principaux responsables de cette modération. Les prix de l'alimentation, eux, progressent de 1,8 % et ceux des services de 1,4 %.



## BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le vendredi 11 juillet, à 10 h 15 (Paris)

PERMUTURE DES PLACES ASIATIQUES	OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES
Yoko Nikkei 19875,49 +0,61 +2,66	Cours au 10h15
Hong Kong Index 15225,29 +2,60 +13,19	Var. en %
	Fin %
	Paris CAC 40 2996,54 -0,25 +26,81
	London FT 100 4765,50 -0,05 +15,71
	Zurich 1925,52 -0,05 +45,74
	Milan MIB 30 21088 +0,28 +34,34
	Frankfurt Dax 30 3992,38 -0,05 +38,21
	Bruxelles 13859 +0,22 +31,10
	Suisse SMI 2710 -0,05 +44,62
	Madrid Ibex 35 7095,16 -0,05 +37,64
	Amsterdam CBO 626,40 -0,05 +43,29

Tirage du Monde daté vendredi 11 juillet 1997 : 540 355 exemplaires

## « Le Monde » de l'été

LE MONDE s'habille en été à partir de ce week-end, et jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre, en proposant à ses lecteurs plusieurs rendez-vous.

LES DAMES DU NOIR. Après Ruth Rendell, sept autres femmes écrivains signeront des nouvelles inédites en français, les vendredis (édition datée samedi), jusqu'au 29 août. Se munir d'un coupe-papier et suivre les pointillés... Des cahiers à conserver avec soin, car les nouvelles ne seront pas réunies ultérieurement en un volume.

LE NOUVEAU BLUEBERRY. Ecrite et dessinée par Giraud, la nouvelle aventure de Blueberry, *Ombres sur Tombstone*, sera publiée en vingt-trois épisodes, à partir du lundi 14 juillet (édition datée 15).

LES LIAISONS DANGEREUSES FRANCE-AFRIQUE. En cinq articles, à compter du lundi 21 juillet (édition datée 22), Eric Fottorino racontera comment l'affairisme et le clientélisme se sont substitués à une politique africaine ambitieuse.

RAZZIA SUR LES OBJETS D'ART. C'est un grand voyage dans treize pays que proposeront Roland-Pierre Paringaux et Emmanuel de Roux, à partir du samedi 26 juillet (édition datée 27-28), sur les traces des trafiquants d'antiquités.

LA FIN DE L'EMPIRE DES INDES. Bruno Philip retracera, au travers de six portraits, la naissance chaotique de l'Inde indépendante. A partir du lundi 11 août (édition datée 12).

RETOUR SUR IMAGES. Annick Cojean a rencontré les acteurs de douze photographies marquantes, symboles d'un événement, d'une émotion ou d'une souffrance. Du lundi 18 août (édition datée 19) au samedi 30 août.

A partir du lundi 1<sup>er</sup> septembre, nos lecteurs retrouveront les chroniques interrompues en été, les suppléments « Economie » et « Initiatives », les pages quotidiennes « communication », « radio-télévision » et « kiosque », la page hebdomadaire « histoire », les deux « entretiens du lundi », ainsi que la rubrique « débats » dans sa configuration habituelle.

LES PROGRAMMES DIFFUSÉS SUR CES CHAINES SE SONT-ILS AMÉLIORÉS OU DÉTÉRIORÉS ?			
CHaine	AMélioré	DÉTÉRIORÉ	Non
TF1	27%	50%	23%
2	43%	34%	23%
3	53%	23%	24%
CANAL+	18%	11%	71%
M6	47%	15%	38%

Cette publicité a été entièrement conçue par les téléspectateurs.

2  
3  
France Télévision



Paris en fe

P

L'homme qui ne voula

Q



هكذا من الأدب

# Le Monde des LIVRES

LITTÉRATURE RUSSE  
pages IV et V

ALLAN GURGAMUS  
page III

LA CHRONIQUE  
de Roger-Pol Droit  
page VI

MUSIQUE  
Une vie, une œuvre :  
l'intégrale  
Benjamin Britten  
par Xavier de Gaulle  
page VII

## Paris en fête

Qu'elle séduise ou agace, la capitale suscite encore et toujours le plus vif intérêt. Feux d'artifice éditoriaux pour la Ville Lumière

**P**aris occupe une place résolument à part parmi les villes d'Occident. Le constat n'a rien de romanesque puisqu'à l'heure où la maison new-yorkaise Holmes & Meier publie la traduction de l'ouvrage de Johannes Wilms, *Paris, Hauptstadt Europas 1789-1914* (Beck, 1988), encore inédit en France, Jean Favier s'interroge avec une lucidité lassée sur la pertinence des études sur le lieu : « Fallait-il écrire de nouveau une Histoire de Paris ? Tant de livres ont précédé celui-ci... » Il s'y résout cependant et nous offre un formidable travail dont le plan traduit ce malaise. Si l'état de la recherche historique justifie une vaste synthèse, Favier entend ne pas se faire piéger par le risque majeur : confondre l'histoire du pays avec celle de sa capitale. D'Étienne Marcel aux ligues, de la Fronde à la Commune ou à la Libération, les moments retenus dans *Quand l'histoire de France se fait à Paris* sont ceux des crises, des déchirements, ce qui fait la part trop belle à la convulsion dans l'élaboration de la nation comme de sa conscience. C'est sans doute pourquoi cette imagerie prévisible est rejetée en fin d'ouvrage, après les « Structures » qui organisent l'espace et la société de la ville, les critères politiques, culturels et économiques qui assurent sa réputation et son rayonnement : « Une ville d'exception » et les usages de la vie, publique comme privée, du citadin (« La vie au quotidien »).

Tout serait à relever : la subtile distinction entre l'image codifiée de la Parisienne et la conception du Parisien, si floue qu'elle amalgame les extrêmes ; l'aventure des noms de rues, comme celle de la langue lorsque les rimes populaires restituent les phrases perdues ; les sons de la cité, l'obsession de l'approvisionnement pour nourrir un ventre sans cesse dilaté, et le contrôle policier qui confond clercs et laïques, marginaux et truands. L'émotion populaire, qui gagne aussi volontiers le cimetière que la grève, justifie le repli des temps modernes sur une sphère privée, dont Favier relève le charme parfois coquin

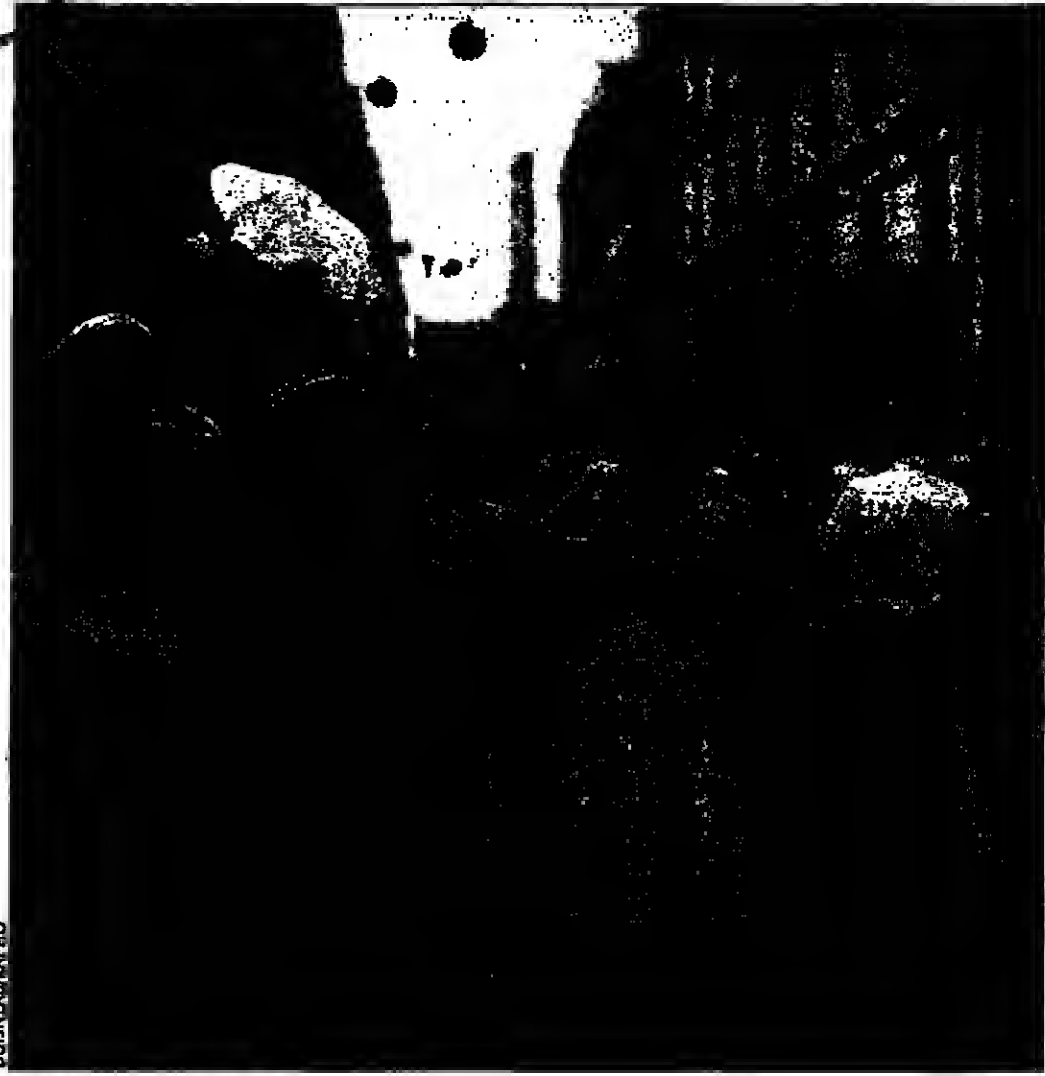
travers le lieu qui la célèbre : le Balajo de Jo Privat relayant le Boubou, quand les bourees et jenns rythment la vie d'un monde de l'ombre où poussent cependant les « fleurs de pavé » de la tradition littéraire. C'est ce qu'a vu Vincent Millot, dans *Paris en bleu*, où passe, intacte, la capacité de séduction, de fascination permanente de la ville et qui a provoqué une centralisation hors pair. Robert Mandrou avait naguère rouvert la Bibliothèque bleue de la littérature de copiage. A son tour, Millot travaille sur la construction de l'imaginaire urbain. On est frappé par la continuité du monumental : c'est en s'enracinant dans le temps long et la tradition héritée de l'antique que naît le visage de Paris.

lorsque l'hôtel particulier se transforme en « folles », tandis qu'au club des nantis répond la séduction débraillée des guinguettes. Le lecteur gourmand tenté de picorer dans les entrées multiples (« bains », « tourisme », « jeux et sports », « badaud ») devrait tenter d'aborder l'ouvrage dans son ensemble : il y lira un portrait complexe et sensible de la ville qui aide à comprendre la fascination qu'exerce Paris, même auprès de ceux qui la dénigrent.

Il est toutefois d'autres histoires que la quête des racines. En se penchant sur la Bastoche, avec une passion que son style enfle, il assume pleinement, Claude Dubois rend sa mémoire aux rues bordées et aux bals musette, à l'argot de la rue aux Auvergnats de Paris, aux crimes de banlieue et de la sexualité après d'une fibre populaire chassée du centre par le regard d'Hausmann. Ce travail enthousiaste est un hommage appuyé à un style de musique à

travers le lieu qui la célèbre : le Balajo de Jo Privat relayant le Boubou, quand les bourees et jenns rythment la vie d'un monde de l'ombre où poussent cependant les « fleurs de pavé » de la tradition littéraire. C'est ce qu'a vu Vincent Millot, dans *Paris en bleu*, où passe, intacte, la capacité de séduction, de fascination permanente de la ville et qui a provoqué une centralisation hors pair. Robert Mandrou avait naguère rouvert la Bibliothèque bleue de la littérature de copiage. A son tour, Millot travaille sur la construction de l'imaginaire urbain. On est frappé par la continuité du monumental : c'est en s'enracinant dans le temps long et la tradition héritée de l'antique que naît le visage de Paris.

Il est encore d'autres Paris de plume. L'essai de Marie-Claire Bancquart retrace la même alchimie toutes les époques littéraires du Paris Belle Époque : sa métamorphose politique, « victime » de l'affaire Dreyfus, mais aussi sa projection dans le monde de l'effroi. Le Paris-mystère des milieux d'affaires plus ou moins louches qu'élucide ou épaississent à l'encre les personnages de Gaston Leroux et Maurice Leblanc, sur fond de rengaine de cabaret apache,



Rue de Nantes, 14 juillet 1955

quand Fantômas recrute chez Bruant... Moins poétiques, les anticipations du temps optent pour la contre-utopie qui prévoit les révolutions de la communication et du transport mais pressent aussi la pollution, l'épidémie ou la déshumanisation. Le charme obstiné du Paris des passeurs de rives, de Toulet à Apollinaire, ne dissipe pas le malaise dont Paris porte désormais l'empreinte littéraire. Reste la flânerie, ce luxe nécessaire du voyageur de ville, visiteur érudit à la Stendhal ou fils du lieu auquel il dédie ses explorations et ses rêves, tels Léautaud ou Léon-Paul

Fargue. Pour qui arpente aujourd'hui une ville-tourte, l'appropréhension du lieu passe par une soif de savoir qui justifie la multiplication des guides. Comme s'il fallait préférer l'information reçue à l'écho intime que l'endroit nous renvoie. Signalons toutefois le remarquable *Guide du Paris médiéval* de Laure Beaumont-Maillet ; informé et précieux, il se distingue, en marge de ses qualités d'écriture, par ses mises au point archéologiques aussi prudentes que bienvenues.

Le parcours aventureux d'un chien et d'un chat, échappés d'un logis mal fermé, permet à Lionel et Philippe Koechlin (dont ce fut le dernier ouvrage) de traiter la traversée de Paris à leur manière : tendre, ironique, narquoise aussi. Lieux convenus ou plus secrets, cette promenade personnelle a la grâce malicieuse que les hommes de lettres osent moins souvent. Paris comme un jeu de piste pour enfants, sans boussole ni impatience ? Le trait précis de Lionel Koechlin traduit sans réalisme contraignant la magie de la flânerie désinvolte. La meilleure façon de découvrir Paris comme d'en célébrer le miracle.

PARIS  
Deux mille ans d'histoire  
de Jean Favier.  
Fayard, 1 008 p., 198 F.

PARIS EN BLEU  
Images de la ville  
dans la littérature  
de copiage  
(XVI-XVIII siècles)  
de Vincent Millot.  
Ed. de Vincent Millot.  
192 p., 150 F.

PARIS « BELLE ÉPOQUE »  
PAR SES ÉCRIVAINS  
de Marie-Claire Bancquart.  
Ed. Adam Biro/Paris musées,  
160 p., 150 F.

LA BASTOCHÉ  
Bal musette, plaisir  
et crime 1750-1939  
de Claude Dubois.  
Ed. du Félin, 420 p., 159 F.

GUIDE  
DU PARIS MÉDIÉVAL  
de Laure Beaumont-Maillet.  
Ed. Hazan, 200 p., 175 F.

CHIEN & CHAT  
DANS PARIS  
de Lionel Koechlin.  
Seuil, 128 p., 59 F.

## L'homme qui ne voulait pas grandir

Avec une ironie qui n'exclut pas la générosité, Martin Walser nous livre le récit d'un double naufrage

DORN OU LE MUSÉE  
DE L'ENFANCE  
(Die Verteidigung der Kindheit)  
de Martin Walser.  
Traduit de l'allemand  
par Hélène Belletto.  
Livres de poche, 541 p., 55 F.

**Q**u'est-ce qu'un perdant ? Un individu poursuivi par le malheur ? Jamais compris des autres, ne trouvant pas sa place dans le monde ? Tout cela est vrai, mais masque l'essentiel. Comme le vrai gagnant aime gagner, le vrai perdant est celui qui aime perdre, trouvant une secrète volupté dans l'échec. Alfred Dorn est né à Dresde le 9 septembre 1929. Les fêtes qui se sont penchées sur son berceau ont été géométriques : enfant prodige, exceptionnellement doué pour la musique, Alfred développe même, en devenant un jeune homme, une troublante ressemblance avec Humphrey Bogart. Mais le malheur est déjà inscrit dans cette similitude avec un faux dur, un héros séduisant par sa fragilité même. La vie, ce n'est pas du cinéma, et les événements vont faire peu à peu basculer l'existence d'Alfred Dorn. Après la guerre, ses parents se séparent ; Alfred reste avec sa

mère, qui ne tolère plus de sa part le moindre signe d'attachement pour cet homme qui l'a quittée. Le traumatisme familial est bientôt doublé d'un traumatisme national : la division de l'Allemagne en 1949. Pour poursuivre ses études de droit, interrompues pour des raisons politiques, Alfred passe à l'Ouest et s'installe dans la partie occidentale de Berlin où il vit dans la nostalgie de sa ville natale. Malgré les exhortations de son père, qui vient le voir parfois et qui s'est remis en ménage avec une jeune femme de vingt ans de moins que lui, il n'arrive pas à se faire des amis - encore moins des amies. Une seule chose importe : l'attachement pour sa mère qui prend des allures d'amante exigeante.

Les relations entre l'Est et l'Ouest ne cessent de se détériorer : émeutes à Berlin-Est, insurrections en Hongrie. Il faut maintenant ruser avec la censure pour que les lettres et les collis ne soient pas interceptés ; le ridicule politique entre même en concurrence avec le ridicule individuel ; c'est ainsi que l'étudiant Alfred ne peut plus envoyer son linge à l'Est pour le faire laver et repasser par sa mère ! Motif : interdiction d'importer du linge sale. D'exilé, il devient victime et,

par peur de couper le cordon, se complait dans cette situation qui va le broyer. Prisonnier de contradictions qu'il ne peut résoudre, cultivant un romantisme primaire qu'il est incapable d'assumer, bloqué dans cette capitale qui n'en est que la moitié d'une, irresolu jusqu'à l'ambiguïté de sa sexualité, Alfred va s'appliquer, par l'écriture des frustrations, à mythifier un passé qui est pour lui la seule source de bonheur, mettant dans cette entreprise la même radicalité que met son pays à effacer son histoire. C'est ainsi qu'il rassemble photos, documents, édifiant peu à peu un véritable musée de l'enfance, centré autour de la figure de sa tyrannique génitrice.

Avec ce roman publié en 1991, Walser se livre à une étonnante performance de conteur. Avec une désinvolture dans la narration qui fait souvent oublier toute la matière brassée, il se fait l'explorateur ironique d'un double naufrage : national mais surtout individuel. L'ironie du conteur qui se délecte à consigner dans le menu toutes ces choses absurdes, désolantes, comiques, ne doit pourtant pas faire oublier l'essentiel : la souffrance, inscrite dans le nom même du héros (Dorn veut dire « épine »).

Et si Alfred Dorn, si méticuleux, si pointilleux, attaché à laisser des traces de ses moindres faits et gestes ne laisse après sa

mort aucun testament, c'est peut-être qu'il est tout entier dans son dernier geste : une main crispée sur un livre ouvert, l'histoire de Gaspard Hauser, qui n'a pas su ou n'a pas pu grandir et est mort d'être resté un enfant dans un monde d'adultes.

Pierre Deshusses

Cathy Bernheim  
**Mary Shelley**  
La jeune fille  
et le monstre

Biographie

**Mary Shelley**  
1797-1851

« La jeune fille et le monstre » est le premier roman de Mary Shelley, publié en 1818. C'est une œuvre majeure de la littérature anglaise du XIXe siècle. Le roman raconte l'histoire d'une jeune fille, Mary Shelley, qui se retrouve seule dans l'île d'un monstre, et qui doit lutter pour survivre. Le roman est une œuvre majeure de la littérature anglaise du XIXe siècle.

EDITIONS DU FÉLIN



## L'assassin cinéophile

LE SOLEIL EST MEILLEUR  
À L'OMBRE  
de Jean Rey.  
Ed. Hors Commerce, coll. « Hors  
Noir » (26, rue Picpus, 75012  
Paris), 247 p., 95 F.

Roger Vailland prévoyait qu'à quarante ans un homme a le visage de ce qu'a été sa vie. Encore faudrait-il qu'il existe des autres ! Léon Dumas ne se pose plus de questions. Il n'a retenu de sa carrière de figurant au cinéma que l'humiliation d'être au mieux une silhouette dont nul ne connaît jamais le nom. Il se console en songeant que la plupart de ses prestations sont restées sur les tables de montage. C'est pourtant sur l'écran qu'il aura connu la vraie vie, en s'identifiant aux personnages de quelques chefs-d'œuvre du cinéma. *La Chasse du comte Zoroff*, d'Ernest Beaumont Schoedsack et Irving Pichel, *Le Cabinet des figures de cire*, de Paul Leni, *Freddie*, de Tod Browning, *Loulou*, de G. W. Pabst, et bien d'autres films auront été ses Veuses à lui. Tous les autres protagonistes du deuxième roman de Jean Rey sont eux aussi, à leur manière, des doublures. L'insomnie et l'alcool leur permettent de survivre dans un Paris dont l'auteur dit l'inhumanité actuelle dans un style vif et tranchant. Léon Dumas n'est pas devenu un assassin par hasard ou pour accéder à la célébrité. Il a seulement voulu écrire un scénario parfait, dans lequel les citations cinématographiques seraient une espèce d'hommage à ses maîtres du septième art. Il ne tue donc pas par plaisir : ou pour composer une quelconque frustration sexuelle, mais par esibitisme. Ce qui compte, pour lui, c'est la lumière, le décor de ses crimes, et il n'est pas loin de considérer ses victimes comme des partenaires.

Pierre Drachline

## Le voyage infini

Cinq personnages en quête de sens, cinq nouvelles bouleversantes de Sylvain Roumette

AIMER EN D'AUTRES LIEUX  
de Sylvain Roumette.  
Flammarion, 110 p., 70 F.

Dans la nouvelle « Séville ou la promesse faite à Elvire », Thomas offre à Elvire une figurine en terre cuite qui, cassée, révèle en ses flancs une topaze. Selon une coutume espagnole, les sapes sont des objets sans valeur qui cachent un cadeau de prix. Les cinq nouvelles du recueil de Sylvain Roumette, *Aimer en d'autres lieux*, sont des sapes. La curiosité première du lecteur est dévoyée. Il croit lire des histoires de désir, de séduction ou de révélation. O découvre que les humains, comme les plantes et les insectes, se soumettent à un itinéraire de survie.

Sylvain Roumette coconstruit ses nouvelles comme on organise un voyage intérieur. Désirer une femme, c'est avant tout imaginer une évasion et l'écrire, c'est en dessiner le plan. L'histoire la plus fascinante n'a d'intrigue que celle que le personnage principal invente. Hans Petersen élève des truies dans un coin perdu des Cévennes. La particularité de cet ermite est de réciter des livres qui existent déjà. A partir de comptes-rendus (il a une prédilection pour ceux du « Figaro littéraire »), il recrée le roman dont il ne lira jamais l'original : « Pas banal, peut-être, dit-il, pourtant c'est ce que nous faisons tous, si vous réfléchissez bien. Quand vous lisez un livre, vous vous en racontez un autre ». Et au passage, il définit le métier de critique littéraire, qui dans le meilleur des cas propose un « papier » qui « contient assez d'indices pour qu'un paléontologue puisse reconstituer l'animal entier ». Des deux étapes de la lecture, la plus profitable serait la reconstruction à usage intime, tant il est vrai que le chef-d'œuvre le plus réaliste n'est qu'une illustration cohérente de nos désirs.

Sylvain Roumette repère

## Confiant, égrillard et truculent

LE MEURTRE  
DU SAMEDI-GLORIA  
de Raphaël Confiant.  
Mercure de France, 284 p., 120 F.

Romule Beausoleil, le trentenaire, ancien ramasseur de ténettes promu conducteur de camion, a été tué d'un coup de pic à glace dans le cou. En découvrant, près des latrines publiques, son cadavre souillé par les excréments des chiens errants, la bougresse Carmélise a eu « le bec caud ». L'inspecteur Dorval, sosie de Sidney Poitier, mène l'enquête : un « vrai pététière » !

Les suspects ou manœuvres pas dans ce quartier de Fort-de-France vivant sous le joug d'habiles maîtres de contes à cran d'arrêt, Raphaël Confiant et ses lecteurs s'écoquent. Plus qu'une ténébreuse affaire judiciaire, le rapport de police du 18 septembre 1964 bocote une savoureuse promenade dans les rues à bisbilles du quartier de Morne Pichevin. Quelques coqs se pavant ici-bas, à commencer par ce jacoteur de Christophe de Pompinasse, imitateur de Tino Rossi mais surtout de l'homme, coursailleur de jupons, démantibuleur de virginité. Mais la distribution de cette truculente galerie de portraits est surtout féminine : Ferdine, Philomène, Hermancia, Anastasie Saint-Aude, ardente indienne danseuse de mazurka, pépéticienne s'offrant contre un bout de popeline, négresses-matadors et dresse bleus nait ayant attendu « écherra d'années avant d'ouvrir son cœur à un homme ». La population trousse par Confiant est gaillarde ; elle bamboche, braquette et se freinette dans toutes les postures possibles. Sa prose est ironique, impertinente, égrillard, un cocktail de frénésie sexuelle et créolité linguistique. La langue créole honore avec brio la tradition du travestissement de la douleur en rire.

Jean-Luc Doulin

## Les soleils d'antan

Huit nouvelles de Roger Grenier. Le bonheur n'est jamais au rendez-vous du souvenir

QUELQU'UN DE CE TEMPS-LÀ  
de Roger Grenier.  
Gallimard, 180 p., 90 F.

Les personnages de Roger Grenier n'ont pas le goût du bonheur. Cette insatiable est leur séduction. La longue nouvelle qui ouvre le recueil et celle, écrite en écho, qui le clôt ont pour personnage principal une femme seule et floue. Quelle que soit la médiocrité de son passé (ou à cause de cela), elle n'attend rien d'un avenir plié. « Quelqu'un de ce temps-là », le dernier des huit récits, est le plus désespéré. L'intrigue est achevée avant de se nouer. Muré dans cette certitude, le lecteur s'abandonne totalement au dialogue, une immobilité sans espoir dont chaque mot résonne au plus profond de sa propre solitude.

Une comédienne vieillissante, reléguée aux troupes en tournée, erre dans une ville déserte après avoir joué un deuxième rôle dans « Tartuffe ». Un inconnu la rejoint. Le hasard – et la fiction – leur offre un dernier duo avant que chacun retourne à sa médiocre tragi-comédie intime. Ils se « reconnaissent », se remémorent leur adolescence et, l'intermède d'une nuit abolie, se quittent. Florencia Lalande (de son vrai nom Antoinette Borde-neuve) et Thierry Lacaze évoquent la bande de jeunes lycéens d'antan. Que sont-ils devenus, ceux encore vivants ? Qu'ont-ils fait de leurs rêves ? Qu'avait imaginé Thierry de cette Antoinette qui lui semblait différente et inaccessible ? Près du kiosque où meurent les musiques perdues, d'abord curieuse puis attentive, que reconnaît Florencia de la jeune fille qu'elle fut dans le regard et les paroles de cet homme d'un soir ? Elle qui a incarné toutes les héroïnes, à tous les âges de la vie, écho dans un vaudeville triste. Happée par les

Hugo Marsan

## Souvenirs d'une vieille d



## Holder chez Vuillard

Quelques nouvelles accrochées aux toiles du peintre nabi... en demi-teinte

JOURS EN DOUCE  
d'Eric Holder.  
Ed. Flohic, coll. « Musées secrets », 90 p., 38 ill., 98 F.

Le livre d'Eric Holder, au si beau titre, *Jours en douce*, est assez emblématique du plaisir que peut donner cette collection, « Musées secrets », et des questions qu'elle pose. Quelque dix écrivains ont déjà accepté ce jeu de la rencontre avec un peintre. Non pas pour écrire un essai, une analyse, mais pour rechercher, dans une juxtaposition entre image et texte – une fiction, une méditation – un écho, un dialogue entre deux imaginations. Cela suppose que la manière, dans la miniature se lit au goût de la peinture suscite une émotion chez le lecteur ; que celui-ci comprenne pourquoi et comment ce texte-là « fonctionne » avec ces images. En un mot il faut que le regard du lecteur et celui de l'écrivain, sur le peintre choisi par ce dernier, aient quelque chose de commun. Pour la réussite du projet, une alchimie très particulière – et rare – est nécessaire.

Eric Holder a choisi Edouard Vuillard (1868-1940), un des représentants des nabis (avec notamment Bonnard et Vallotton), dont une biographie succincte – un peu trop peut-être – figure en fin de volume. Cinq histoires brèves de Vuillard, la maison de Jeanne, « La petite », « La charlotte », « Noli me tangere », « Mon hommage, moosieur ». Si l'on a lu le Holder de *La Belle jardinière* ou de *La Compagnie des femmes* (tous deux aux éditions du Dilettante), on imagine bien en quoi il se sent proche de Vuillard : les arêtes des jardins, l'atelier de peinture, une certaine manière d'être là sans s'affirmer, une mélancolie, une tendresse secrète... Mais si l'univers d'Eric Holder,

tout au long de ce qu'il construit depuis maintenant douze ans, peut aisément entrer en résonance avec l'œuvre d'Edouard Vuillard, les nouvelles choisies pour ce volume ne sont pas toutes absolument pertinentes. Chez Holder, dans ce livre, on manque de femmes voluptueuses et veloutées comme le *Modèle se déshabillant* dans *Fotier*, rue Truffaut, un très beau Vuillard, ou éclatantes de rousseur comme la *Jeune fille* près d'une porte.

Ici, Vuillard résiste à Holder. Par exemple, « La charlotte », où Holder raconte avec délicatesse l'histoire d'une femme seule, doulosée dans sa maison coussue, attendant comme un sauveur les visites régulières de son fils – qui vont probablement devenir plus espacées –, est beaucoup plus sombre, plus triste que les Vuillard qui l'accompagnent (sauf peut-être, dans le triptyque des *Jardins publics*, le panneau *L'Ombrelle rouge*). Le premier texte du volume, en revanche, « La maison de Jeanne », a bien les tonalités de Vuillard, les teintes de cet univers où « on croit entendre des chuchotis dans des trous d'ombres ». Et surtout, « Noli me tangere », sur lequel « défilent » plusieurs autoportraits de Vuillard et un portrait de Félix Vallotton, est la magnifique évocation d'un homme qui a passé sa vie à regarder, à dessiner, à peindre : « Plus il vieillit, plus les abîmes, autour de lui, acquièrent de l'importance. Il oime qu'ils soient posés, immuables. Le banc ici, et le vase là-bas. Plus que la sécurité dont ils sont garants, c'est leur éternité qui le rassure. Ils lui survivront comme ils ont survécu à leurs précédents propriétaires ». On aurait aimé que tout le livre soit de cette veine-là. Et l'on se dit, au fond, que lorsqu'un écrivain veut rencontrer un peintre, c'est à lui, et de lui, qu'il doit parler. Directement.

Jo. S.

## Richesses épistolaires

LETTRES RETROUVÉES  
1884-1910  
de Jules Renard.  
Edition établie, préfacée et annotée par Jean-François Flamant.  
Ed. Le Cherche-Midi, 309 p., 118 F.

Plusieurs volumes de correspondance de Jules Renard ont été publiés, mais près de trois cents lettres retrouvées entre 1884 et 1910 ont aujourd'hui encore pu être réunies (et pour certaines corrigées conformément aux originaux) par Jean-François Flamant.

Les destinataires de ces années étant les Blum – essentiellement Léon Blum, Maurice Barrès, Alfred Valette, Jehan Rictus, Félix Vallotton –, ces lettres ont d'abord pour vertu (un peu ternie) de combler quelques lacunes biographiques. Elles précisent parfois les relations intellectuelles de Jules Renard avec un Barrès antidreyfusard : « Je vous écris comme un isolé qui a une faible pour la justice et qui n'a interrompu qu'un instant, en son honneur, ses rêveries quotidiennes » (1898), ou un Blum, fin critique de son œuvre : « Oh ! oui, toute beauté est poésie. La commotion, voilà toute l'observation » (1903).

Claire Paulhan

On lira aussi avec intérêt les pages de Jehan Rictus sur Jules Renard dans les *Cahiers Henry Pourcelle*, n° 7, éd. Plein Chant, 16120 Bascac.

## Poétique de l'énergie

Pérégrinations, allusions littéraires et autobiographiques... Kenneth White en mouvement

LES RIVES DU SILENCE  
de Kenneth White.  
Mercure de France, 300 p., 125 F.

Le LIEU ET LA PAROLE  
Entretiens 1987-1997  
Ed. du Seuil, 142 p., 115 F.

De l'Ecosse à l'Ardèche, de Munich au Japon, du Labrador aux Côtes d'Armor, où il demeure, Kenneth White arpente l'espace. « J'étais, je suis toujours, dit-il, un homme pour qui le monde extérieur existe ». S'il résume l'équation de « bourlingueur », ce poète du mouvement, de l'énergie, a dressé, dans divers essais, les traits de ceux qu'il habite : « L'Esprit nomade ».

Parmi eux, Segalen et Saint-John Perse, mais aussi les romantiques Tchék et Morlaix, les premiers à suivre la « route bleue » – titre qu'il donne au livre qui retrace son itinéraire au Labrador (1). Dans la « famille française » de White figurent Daumal, Michaux, Bataille et Breton, qui remarqua son premier livre, *Les Limbes incandescents*.

L'œuvre de White prend une triple forme : les « récits-cheminements », assez autobiographiques, des *Lettres de Gourgonnol aux Cygnes sauvages*, ramenés du Japon ; les essais qu'il écrit en français : on y rencontre Artaud, Hokusai, Pound et Deltell, Thoreau et Rimbaud. White, inventeur de la « géopoétique », se voit lui-même comme un « Héraclite hyperboréen », un « Tchouang-tseu d'Ecosse » ; les poèmes, enfin, qu'il écrit en anglais, et qui paraissent en édition bilingue, dans une belle traduction de sa femme, Marie-Claude.

Monique Pezillon

Deja enfant, White voulait être beach-comber, écumeur de rivières. S'il a vécu au pied des Pyrénées, c'est le littoral qu'il préfère. Il aime le vocabulaire complexe et précis qui permet de décrire une côte : « Interface terre-mer-vent, mouvements migratoires, ondulations ». Son dernier recueil de poèmes, *Les Rives du silence* (le précédent, *Atlantico*,

## Deux destins inséparables

ISHMAEL  
de Daniel Quinn.  
Ed. Anne Carrière, 350 p., 120 F.

Il faut se méfier des futurologues. Eclaircir demain à la lumière des données d'aujourd'hui qui ne répondent pas à ce qu'on annonçait hier est une entreprise risquée, et d'autant plus quand l'avenir de l'homme dépend de la disparition du gorille. C'est sur cette éventualité que Daniel Quinn, philosophe et futurologue, bâtit un roman éblouissant par le sujet, la technique d'écriture, la poésie et, habilement plus suggérée que dite, une remise en cause des rapports dévastateurs que l'homme entretient avec la nature. Il nous séduit et fascine sans manquer à nous laisser songeur au terme d'une histoire savamment imaginée qui est la nôtre.

Cherchant qui lui enseignerait à sauver le monde, le narrateur répond à l'annonce d'un professeur en quête d'un élève avide de cet enseignement. La rencontre est le premier étonnement. Ishmael, le professeur, est un gorille. Le récit qu'il fait de sa vie est à lui seul une page d'anthologie. Sa biographie achevée, le cours commence. De la naissance de la planète à nos jours Ishmael analyse et critique, non sans laisser son élève intervenir, ce qui nous offre de savoureux dialogues, autre talent du romancier, qui, sur la philosophie, la religion, l'écologie, le sens de l'histoire ou la fragilité de la couche d'ozone nous donne à réfléchir sans en avoir l'air. Le plus grave et le plus inquiétant est dit d'une façon si simple qu'il nous apparaît évident, malgré la complexité des événements, que l'humanité, divisée en « créatures qui agissent comme si le monde leur appartenait et d'autres comme si elles appartenaient au monde », aurait pu faire autre chose de sa « Mère Nature », donc d'elle-même.

Pierre-Robert Ledercy

## Le bourgeois et le jardinier

Le bourgeois et le jardinier



Les soleils d'antan

## Souvenirs d'une vieille dame indigne

A partir de la figure haute en couleur de Lucy, veuve d'un héros de la guerre de Sécession, Allan Gurganus construit un roman-fleuve charriant anecdotes et tragi-comédies réminiscentes

**LUCY MARSDEN RACONTE TOUT** (Oldest Living Confederate Widow Tells All) d'Allan Gurganus. Traduit de l'anglais (États-Unis) par Elisabeth Peelaert. Plon, « Feux croisés », 710 p., 179 F.

Alors qu'il effectuait des recherches pour écrire des nouvelles, Allan Gurganus a constaté qu'en 1980 il restait treize veuves de vétérans de la guerre de Sécession, sur la liste des pensionnés de guerre des États-Unis. Cela lui a donné une idée. Une idée si folle et si jubilatoire qu'elle a entraîné tout le reste : la verve du style, le jaillissement des rebondissements, et la création d'un personnage principal, Lucy Marsden, une dame de quatre-vingt-dix-neuf ans assez indigne - on s'en aperçoit en cours de route - qui raconte sa vie à une jeune femme venue lui « soulever ses souvenirs » dans la maison de retraite où elle finit ses jours. Elle s'est mariée à quinze ans pour fuir une réputation de sauvage mal élevée - un grand dam de sa pauvre mère qui vient d'une bonne famille, vraiment convenable. Le mari, le capitaine Willie Marsden, est un personnage célèbre dans sa région, car il est parti faire la guerre avec les confédérés à l'âge fort tendre de treize ans. Ce qui lui donne cinquante et un ans bien trempés au moment de la célébration du mariage. A partir de là, le romancier et son porte-parole peuvent couvrir une période de près de cent cinquante ans d'histoire. Mais qui ou ne s'attendant pas à un roman historique, sur la guerre civile et le Sud profond, Allan Gurganus traite l'histoire comme Alexandre Dumas, il en tire un cadre, des péripéties, une atmosphère - tout comme la Caroline du Nord lui sert de pré-



Allan Gurganus

texte à de la couleur locale garantie grand teint et non de champ d'expérimentation sociologique. Cet énorme livre n'est jamais qu'un récit qui part en tous sens, comme dans les vraies histoires que les vraies grand-mères racontent et que l'on écoute quand on est petit, qu'on a écouté parfois un léger bâillement. Alors, on ne reprochera pas à cette bavarde de Lucy de faire à la fois les questions et les réponses, de perdre parfois le fil de son discours et de se mettre non pas à divaguer - elle a toute sa tête bien entendu - mais à sauter du coq à l'âne, à se

lancer dans des digressions, des commentaires, souvent savoureux, apostrophant son auditeur : « Là, regardez sous mon lit. Levez-vous un peu. Vous devez bien avoir cent ans de moins que moi au bas mot. Allez, la porte est fermée, il n'y a que nous deux comme poulettes. » Et elle expose souvenirs et secrets, et pas seulement les siens, ceux du capitaine également, ceux qu'il n'a racontés que bien plus tard, dans ses cauchemars, où dans sa vieillesse, revivant sans cesse les mêmes épisodes, la mort de son copain, Ned, si beau garçon, si bon musicien, et cette autre mort d'un autre enfant, Simon, l'en-

mi qu'il a tué et qui avait une si jolie montre, le retour après la défaite dans la propriété familiale brûlée par l'armée de Sherman, la faim, la bataille d'Antietam, une blessure à la jambe qui a bien failli finir en amputation, l'amitié d'un adulte, le caporal Salvador Cortez Drake Magellan Smith, originaire de Caroline du Nord, lui aussi. La jeune épouse a une grande tendresse pour cet enfant qu'elle n'a pas connu, celui qui reste au fond des cinquante ans de son vieux capitaine, et qu'elle voudrait sauver. Mais elle n'a aucune chance et toute leur vie de couple sera empoisonnée par ces souvenirs d'enfance perdue.

Il faut bien l'avouer, ce sont ses histoires à elle que l'on préfère. La voir se confronter à l'autre femme forte de son récit, l'ancienne esclave, Castalia, qui ne pardonne jamais rien, renfrognée, indispensable et insupportable, pesant dans les cent kilos et grossissant au fur et à mesure, enveloppée dans des vêtements de toutes les couleurs et plus tard dans un ahurissant manteau de vision. La voir se coltiner ses neuf enfants, drames et soirées tranquilles, scènes de ménage et bonheur quotidien, et des nuits qui ne sont pas d'ivresse car même si le mari fait des efforts, il est trop lourd et trop vieux, et « l'assemblage » se fait mal. Jeunesse écourtée et recontars de vieille dame, une histoire par-ci, une autre par-là, cela cafoille, ce n'est pas toujours crédible, ce n'est pas très politiquement ni correct, ni incorrect, mais cette vieille Lucy-Lucile a une voix qui porte, un ton gouailleux, et rien ni personne ne peut l'empêcher de parler.

Martine Silber

\* Signalons également *Bénie soit l'assommoir*, un « conte moral » du même auteur. Traduit de l'anglais (États-Unis) par Simone Manceau, 191 p., 134 p., 38 F.

## Jungle d'Amérique

T.C. Boyle plus sarcastique que jamais, dans ce récit où le rêve américain devient vite un enfer

**AMERICA** (The Tortilla Curtain) de T.C. Boyle. Traduit de l'anglais (États-Unis) par Robert Pépin, Grasset, 344 p., 134 F.

Dès son premier roman, *The Descent of the Man*, T.C. Boyle s'interrogeait, sous la forme d'un pastiche désopilant, sur la frontière entre l'homme et l'animal (Jane, la fiancée du « héros », entretenait des relations physiques avec le chimpanzé érudite Konrad). Dans son nouveau roman, toujours sur le mode satirique, il abandonne la métaphore et s'attaque d'emblée à la réalité. Deux couples, l'un américain, résidant dans les riches domaines de l'Arroyo Blanco, l'autre mexicain, habitant au creux d'un canyon, se croisent et se heurtent. America, jeune fille de dix-sept ans, enceinte, vivant dans la pauvreté, suit son compagnon Cándido dans sa quête d'une vie meilleure, de l'autre côté de la frontière : aux États-Unis. Clandestins sans le sous et sans toit, ils doivent vivre l'enfer au sein même du paradis. Au-delà du problème des papiers, de la recherche du travail, du manque d'un lieu sûr où dormir, il y a les Gabachos, ces Américains arrogants, humiliants, méprisants, et surtout cette *mala suerita* qui leur colle à la peau. Pas de révolte, parce qu'il n'y a rien à défendre, si ce n'est leur propre vie. A quelques miles de là, Delaney, sa femme Kyra et son beau-fils Jordan, leurs deux chiens et leur chatte, poursuivent une existence tranquille et confortable. Delaney, journaliste chroniqueur écolo, a des idées humanistes. Un jour, il a un accident. Il heurte de plein fouet une sorte de fantôme furtif qui s'est littéralement jeté sous ses roues. L'individu blessé, morceau de chair à vif, muet et bagard, n'est autre que Cándido, à qui De-

laney, désespéré, offre 20 dollars. Le destin de ces personnages est désormais scellé... jusqu'à une fin apocalyptique où l'arche de Noé est emportée dans un immense torrent de boue.

Pas la peine de chercher à anticiper sur l'avenir proche ou lointain de ces quatre individus : il en va au gré de la fantaisie de cet écrivain, souvent comparé pour son imagination débridée au Sud-Américain Gabriel García Márquez ou à l'Américain Thomas Pynchon. A son imagination foisonnante correspond une écriture précise et sans bavure, couteau soigneusement effilé dont les coups renvolent au réel, impitoyablement. Derrière une trame complexe servie par un symbolisme qui force le rire jusqu'à la grimace, se dessine une analyse féroce de la société. Delaney le bien-pensant voit ses convictions humanistes s'effriter. Cándido, obstiné dans la croyance en un mythe américain, devient l'instrument de sa propre destruction. T.C. Boyle ne laisse place à aucun héros. Si la résistance d'America et de Cándido force l'admiration, leur résignation est insoutenable. Si Delaney semble bien armé pour résister à l'atmosphère réactionnaire et fasciste de son riche lotissement, c'est pour devenir à terme l'un des plus virulents acteurs de l'ostracisme. Les Wetbacks (immigrants illégaux) deviennent des animaux et les Gabachos, Delaney en tête, de véritables chasseurs. Derrière ces personnages plantés dans un décor étouffant, tel une peinture épaisse et lourde, transparaît aussi une critique virulente de l'univers religieux, que T.C. Boyle pousse jusqu'à la dérision.

Le romancier en devient cruel avec son lecteur. Au fil des méandres du récit, ce pastiche de l'imaginaire crée une œuvre apyrique et troublante, un miroir qui nous gratifie d'un pied de nez. Sylvain Jendreau

## Le bourgeois et le jardinier

Au-delà des différences de style et de tempérament, la correspondance entre Hermann Hesse et Thomas Mann révèle deux colosses de la tradition humaniste

**CORRESPONDANCE HERMANN HESSE-THOMAS MANN** Traduit de l'allemand par Jacques Duvernet, éd. José Corti, 327 p., 140 F.

D'abord quelques lettres différentes, échangées parfois à plusieurs années d'intervalle, dans la période qui encadre la première guerre mondiale. Puis soudain le rythme s'accélère et le ton change : les liens se resserrent entre ces deux écrivains qui avancent pourtant « à bonne distance l'un de l'autre sur les terres de l'esprit ». Nous sommes au début des années 30. Chacun est au sommet de sa gloire. Thomas Mann passe pour un écrivain bourgeois, froid et hautain. Hesse a des allures nettement plus marginales, où la passion pour la mythologie orientale fait bon ménage avec le maniement du rateau et de l'arrosoir. « L'été dernier, écrit Mann en décembre 1932, un jeune homme de Königsberg m'a envoyé un exemplaire calculé de l'édition à bon marché des Buddenbrooks, parce que j'avais fait des réflexions hostiles à Hitler. La lutte contre le « répugnant guignol » va souder les deux écrivains : révolte de l'esprit contre la dictature. Il y a chez ces deux intellectuels une clairvoyance qui n'en est que plus impitoyable pour tous ceux qui prétendaient ne rien savoir et n'avoir rien vu venir. Les différences ne sont pas apaisées pour autant. Est-ce parce que Hesse se trouve déjà à l'étranger ? (Il vit en Suisse et a pris la nationalité de ce pays en 1923). Toujours est-il que son indignation est d'abord tempérée par une sorte de nostalgie que Thomas Mann, dans sa lettre du 31 juillet 1933, résume vertement : « L'enthousiasme aux yeux bleus » dont vous parlez me laisse maintenant parfaitement froid. Je trouve

qu'il n'est plus permis d'être aussi bête. » C'est la seule et unique fois où l'on sent un véritable agacement. Mais si l'indignation personnelle est une chose, l'engagement politique et public en est une autre. Pour Hermann Hesse, les choses sont claires depuis longtemps, si l'on peut parler de clarté chez cet esprit torturé. Toujours il a considéré l'engagement comme un mouvement néfaste, qui détourne des vraies valeurs. A chaque individu de trouver sa vérité, dans la solitude. Il ne faut pas croire pour autant que Hesse est un égoïste pusillanime. Au cours de la première guerre mondiale, Hesse s'occupait des blessés et des prisonniers, dépensant sans compter son énergie et son temps, alors que Thomas Mann écrivait *Les Considérations d'un apolitique*. Mais ce dernier, héritier d'une longue tradition germanique, qui a d'abord défendu la culture dans ce qu'elle a de plus universel, se convainc peu à peu que la défense de la démocratie ne peut se satisfaire de l'affirmation répétée de valeurs intellectuelles, auraient-elles prétention à l'absolu. Avec l'évolution du monde, il s'agit de réconcilier l'esprit et la politique, et son engagement pour la République de Weimar, première expérience démocratique de l'Allemagne moderne, le prouve. On voit ainsi s'opérer chez lui un revirement presque que nature. « Il faut que nos langues malhonnêtes apprennent à dire : Vive la République ! », conclut-il dans un discours prononcé en 1922. Pourtant, Thomas Mann hésite encore à prendre ouvertement position contre le nouveau régime de la tyrannie. A celui qui est devenu son ami, il fait part de ses doutes, de ses incertitudes. « Pour ma part, je considère que le mieux est de rester tranquille en éclairant les esprits, bien sûr, dans le cercle étroit des amis, mais sans engager de contre-

campagne », lui répond Hesse en janvier 1936. Thomas Mann ne l'écouterait pas, et les lettres ne manquent pas où l'on sent une critique parfois légèrement sarcastique envers l'hésitante attitude de repli de Hesse. Pourtant, la situation de l'après-guerre et le scepticisme croissant de Thomas Mann à l'égard de la façon dont s'édifie la nouvelle Allemagne rapprochent à nouveau les deux hommes, et c'est Thomas Mann qui écrit en 1947, pastichant Heine : « Quand je pense à l'Allemagne la nuit, je me dépêche de me rendormir. » Ce qu'il y a d'étonnant dans cette correspondance entre ces deux géants de l'humanisme, c'est aussi ce que l'on pourrait appeler l'égoïsme de l'humanité. Il serait vain d'aller y chercher ne serait-ce qu'une esquisse du panorama intellectuel de l'époque. Mises à part quelques allusions, l'une à Musil, l'autre à Ehrenstein ou Gide, pas un mot sur les grands écrivains de l'époque, que ce soit Brecht, Jung, Zweig, Broch ou Walser. A eux deux, ils semblent former les piliers de la sagesse. Leur complicité presque fraternelle se renforce d'année en année, et l'ironie de Thomas Mann a bien du mal désormais à dissimuler la profondeur de son attachement. « N'allez pas mourir avant moi ! Premièrement ce serait de l'impertinence, car "c'est moi d'abord !" Et surtout vous me manqueriez terriblement dans tout ce tohu-bohu », écrit-il en juillet 1952. Le vœu du « bourgeois lübeckois » sera exaucé, sans que l'on puisse savoir qui aura manqué le plus à l'autre.

R. Des.

\* Ont également paru, de Hermann Hesse : *Musique*, traduit par Jean Malaplate, éd. José Corti, et *Histoires d'amour*, traduit par E. Beignon, A. Cade, H. du Cheyron de Beaumont, J.-M. Gaillard-Paquet, éd. Calmann-Lévy.

## Chez les Durrell

Gerald, l'aîné de Lawrence, et leur cadette Margaret se sont piqués d'écriture. Curiosités

**LES LIMIERS DE BAFUT** (The Bafut Beagles) de Gerald Durrell. Traduit de l'anglais par A. de Noblet, éd. Phébus, 186 p., 119 F.

**LE AYE-AYE ET MOI** (The Aye-Ayes and I) de Gerald Durrell. Traduit de l'anglais par Isabelle Chapman, éd. Payot, 225 p., 64 F.

**PENSION DE FAMILLE** (Whatever Happened to Margaret?) de Margaret Durrell. Traduit de l'anglais par Jean Rosenthal, éd. Nil, 254 p., 120 F.

C'est dans les montagnes du nord du Cameroun que coexistent le crapaud-feuille et la grenouille poilue, c'est là que feüle le féroce chat doré. Gerald Durrell aurait pu devenir écrivain, comme son frère aîné, Lawrence, l'élégant chroniqueur d'Alexandrie, mais il préférait la zoologie. Il parcourait le monde à la recherche d'espèces rares et narrait ses aventures dans des livres charmants. Les merveilleuses à quatre pattes foisonnent autour du village de Bafut : il faut pour les attraper beaucoup marcher, et beaucoup patienter pour les capturer. L'auteur en profite pour regarder le paysage avec un œil d'aquarelliste. Quarante ans plus tard, le monde a changé. La préservation des espèces est devenue une religion dont Gerald est un grand prêtre. Son dernier livre traite tristement ces préoccupations. L'écriture n'est plus qu'une stratégie de relations publiques pour attirer des sponsors. L'humour s'essouffie, les captures deviennent répétitives. Reste, intacte, la vivacité pénétrante du vieux chasseur quand il décrit les paysages et les peuples malgaches. On peut s'intéresser à Madagascar, mais il faudrait bien du talent pour

nous captiver avec Bounenmouth, où Margaret, la petite sœur des Durrell, a tenu une pension de famille en 1947. Au soir de sa vie, elle a décidé d'écrire à son tour et raconte cette expérience avec des torrents d'humour mécanique et bien élevé. Des tantes riches

qui ne faut pas effrayer avec des pensionnaires farfelus, des enfants espions, des policemen courtisés et fêlés : la panopie d'un R.G. Wodehouse. Il manque Jeeves, malheureusement ; mieux vaut relire le *Quotidian*. Jean Soublin

GRAND PRIX DE POÉSIE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE POUR L'ENSEMBLE DE SON ŒUVRE

JACQUES RÉDA

LA LIBERTÉ DES RUES

GALLIMARD



## Sorokine, les couleurs du désastre

Personnage emblématique de l'underground moscovite, fidèle à l'idée originelle du « conceptualisme », le romancier russe n'a de cesse de revendiquer l'« amoralité esthétique ». Une amoralité qui découle de la société soviétique, qu'il met à nu cette fois dans l'horreur

**LES CŒURS DES QUATRE** (Serdtsa Tchetyrekh) de Vladimir Sorokine. Traduit du russe par Vladimir Berelowitch. Gallimard, 216 p., 120 F.

Vladimir Sorokine fait passer les sous-sols du crime collectif aux mains de *serioi killers*. Tortures, meurtres, viols, anthropophagie : ce romancier, que Victor Erofeev, dans sa préface essentielle aux *Fleurs du mal* russe, (voir « Livraisons » ci-contre), présente comme « prêt à révéler la couronne de monstre suprême de la nouvelle littérature russe et d'en être en même temps la divinité », est convaincu qu'aucune bien-séance ne résiste à des millions de morts, que toute pudeur est impudique dans le désastre. Et que nous n'en avons pas fini avec lui. Avec celui qu'il a vécu, et qui est aussi pleinement le nôtre. Il arrache brutalement les murs du théâtre secret dans lequel l'action se poursuit, en ce moment même, sans nul besoin de caution idéologique. Il suit, avec l'efficacité de jeux électroniques désormais accessibles à toutes les mains, les trajectoires meurtrières de ceux pour qui le crime est un mode de vie qu'ils pratiquent jusqu'à la nausée. Quitte à se décrocher le cœur qu'ils n'ont pas.

Ce romancier noir - du noir gothique du temps de la révolution industrielle, renforcé du béton armé par notre siècle - naît à la veille du rapport Khrouchtchev. Il renverrait volontiers aux milliers de biographies de ceux de sa génération s'il n'en avait été chassé par son enfance. Devant ce mot, « enfance », ses poings se serrent. Son regard se perd loin au-delà de son interlocuteur. La suite se lit sur ses lèvres : « Des traumatismes physiques et psychiques ont changé mon comportement et m'ont permis d'exister simultanément dans le

monde gris de la réalité soviétique, et dans le monde coloré de mes fantasmes. La littérature est née de ces fantasmes. »

Ingénieur de formation, il exercera la profession d'illustrateur pour la très officielle Union des écrivains. Ses premiers dessins appartiennent aussi au secret de l'enfance. Il sait qu'ils ne ressemblent pas à ceux des autres. Alors il les cache. Il n'en garde que la technique pour gagner sa vie. Avec ses premiers textes, il est moins prudent. Il les montre à des écrivains « formés dans les traditions démocratiques russes de Pasternak, Akhmatova, Mandelstam, Soljenitsyne ». Ils s'indignent : « Soit tu te soignes, soit tu arrêtes d'écrire ! » Il a compris : il plonge dans l'underground moscovite. Les années 80 commencent. Une nouvelle génération se reconnaît en lui.

Des peintres, des écrivains, des musiciens, se rassemblent dans l'impossibilité d'exister au regard de la culture d'Etat. Sans éditeurs, sans galeries, sans salles de concert, ils sont condamnés à inventer simultanément leur mode et les lieux de sa représentation. Vladimir Sorokine sera « conceptualiste », avec les poètes Dmitri Prigov et Lev Rubinstein, le plasticien Ilya Kabakov. « Nous recherchons une amoralité esthétique. Nous pensions que le refus de séparer l'éthique et l'esthétique était faux. Que c'était un tabou qui renvoyait au réalisme socialiste. Nous insistons à propos des dissidents. Pour nous, ils étaient d'autres représentants de l'homme soviétique qui n'avaient fait qu'inverser le signe « plus » en signe « moins ». »

Les conceptualistes ne considèrent pas la société d' alors comme monstrueuse, mais comme absurde. Ils ne se réfèrent pas aux droits de l'homme, mais à ceux de l'imagination. Rien ne les amuse plus que de se draper des



« Je n'ai aucune idéologie. Rien que l'expérience de mon corps »

mots et des images de ceux qui les rejettent. « Quand on se sentait bloqué pour un universel, on se soulevait le gilet, on mettait un disque avec un discours de Brejnev ou congrès du parti et on chantait. On en faisait un opéra. C'était cela le sovets art. » Ce pop art soviétique n'est pas toujours très bien compris. Son éditeur français supprimera purement et simple-

ment quarante pages de son roman *Le Trentième Amour* de Marina, vraisemblablement parce qu'il reprend in extenso un discours de la Proïda.

Son premier livre, *La Queue*, est publié à Paris l'année de ses trente ans. En russe et en français simultanément. Il est souligné. Ses textes ne disparaissent pas. Mais le KGB s'en alarme. Le pisté. Puis

semble se dissoudre dans la perestroïka naissante. « S'il n'y avait pas eu la perestroïka, je serais sans aucun doute en prison. Ce n'est pas un hasard si mes textes, écrits avant 1982, ont été publiés à ce moment-là. Plus tôt, j'aurais été dissident. J'aurais été obligé de jouer un rôle qui ne m'est pas naturel. Surtout lorsque je vois que les dissidents ont pris la place des fonctionnaires contre lesquels ils combattaient ! »

Ses livres vont être traduits dans une dizaine de langues. Il va voyager avec eux, écrire une dizaine de pièces, dont *Claustrophobie*, montée par Lev Dodine et jouée avec succès à Bobigny. Fidèle à l'idée originelle du conceptualisme, il se refuse au style. Il cherche une langue impersonnelle. *La Queue* est fait de l'assemblage de dialogues tirés droit de la rue. *Le Trentième Amour* de Marina soviétique les conventions du porno soft. Roman adopte la langue du XIX<sup>e</sup> siècle et *Les Coeurs des quatre* celle du thriller. « Mon propre langage, c'est celui dans lequel je pense et je parle. Celui que je mets sur le papier n'est pas à moi. Il ne m'appartient pas. »

Il n'a pas cessé de revendiquer une « amoralité esthétique » : « Elle découle de l'amoralité de la société soviétique. Le pouvoir oncle a disparu, mais l'homme soviétique existe toujours. Il est totalement amoral, prêt à tout et soit vivre chaque jour comme si c'était le dernier. Les Coeurs des quatre porte de cet homme nouveau qu'avait voulu les bolcheviks, et je l'aime parce qu'il n'existe nulle part ailleurs. » L'homme nouveau selon Vladimir Sorokine n'est pas de fréquentation facile. Fin de siècle, l'album dans lequel a été publié *Le Coeur des quatre* en Russie il y a quatre ans, a perdu la moitié de ses abonnés après la parution. Lors de sa sélection pour le Booker russe, un membre du jury menace de tuer l'auteur si

on lui donne le prix. « J'ai arraché la peau de l'homme soviétique. Je montre son écorché », aime à répéter Vladimir Sorokine. Et d'ajouter : « Homo sovieticus, j'en suis un, bien sûr : "Made in Soviet Union", c'est écrit sur mon front. Mes filles, qui ont dix-sept ans, ne le sont pas. Elles appartiennent à la rave culture. » Il sait qu'il n'en aura jamais fini avec la violence qui l'a submergé. Pour autant, rien chez lui n'indique la moindre complaisance envers elle. L'horreur écrite est un moyen d'éprouver au plus près la réalité de la fiction, d'atteindre le moment où, devenue intolérable, elle risque de s'annuler. Elle met à nu les ressorts du monde qui a voulu le nier, elle est manœuvre de pratiquer son utopie, comme s'il ne cherchait rien d'autre qu'à réaliser ce qu'aurait pu être selon lui une authentique « fiction soviétique ».

### DIMENSION LUDIQUE

Le coup de dés qui conclut le livre n'abolit en rien cette réalité. Il inscrit l'horreur dans une dimension ludique que les consciences prudes refusent de voir, celles-là mêmes qui avaient accueilli par un silence retentissant le *Vous m'avez fait former des fantasmes* de cet autre joueur, Hervé Guibert. « Depuis mon enfance, j'ai rencontré toutes sortes de violences, dit Vladimir Sorokine. Et je n'ai jamais réussi à en comprendre la nature. Sans doute puis-je le concevoir. Mais je n'arrive toujours pas à me convaincre qu'elle existe vraiment. Comme je ne croyais pas, lorsque j'avais cinq ans, qu'on pouvait me frapper. Et comme je ne conçois pas la violence, elle m'effraie. Pourquoi existe-t-elle ? Moins dérangeant est à l'opposé de celle de Sade. Il avait l'idéologie devant lui. Il combattait l'Eglise catholique. Je n'ai aucune idéologie. Rien que l'expérience de mon corps. »

Jean-Louis Ferrier

## Gorki dans les bas-fonds

Sans parvenir à lever tous les mystères qui entourent le romancier russe, Arcadi Vaksberg montre comment les maîtres du Kremlin exploiteront sa célébrité

### LE MYSTÈRE GORKI

de Arcadi Vaksberg. Traduit du russe par Dimitri Sesemann, Albin Michel, 453 p., 130 F.

Quand Lénine et les bolcheviks s'emparent du pouvoir, en 1917, Alexéï Maximovitch Pechkov, dit Maxime Gorki, est un écrivain russe au sommet de sa gloire - aussi lu et célébré que l'avaient été ses contemporains Tolstoï, mort en 1910, ou son ami Tchekhov, disparu en 1904. Arcadi Vaksberg montre comment cette gloire va être exploitée par les pouvoirs soviétiques au cours de la vingtaine d'années qui reste, à vivre à l'auteur des *Bas-fonds*, à compter de la révolution d'octobre. Pris dans une nasse de plus en plus serrée, l'homme va être entraîné à devenir un jouet docile entre les mains de ses maîtres soviétiques, itinéraire où se gâche lentement, face à l'histoire, la réputation, et la vie, d'un grand écrivain qui appartenait avant 1917 à une sorte de culture universelle d'opposition.

Ce *Mystère Gorki*, nourri des découvertes les plus récentes livrées par les archives, appartient incontestablement au genre de l'histoire-réquisitoire. Pourtant, à la lecture, la sévérité se tempère. On finit par avoir l'impression que la faute principale de Gorki consiste à avoir surestimé l'efficacité de sa réputation internationale auprès des pensionnaires du Kremlin. En réalité, ni Lénine ni Staline, en dépit des honneurs et des voyantes embrassades qu'ils lui prodigèrent sans cesse en public, n'appréciaient l'homme, à en croire Arcadi Vaksberg. Pour eux, en revanche, sa réputation constitue bel et bien un capital à exploiter - quitte à accorder les quelques concessions requises d'usage dès lors qu'il s'agit de s'attacher les services d'un « compagnon de route » de premier plan. Et, de fait, Gorki ne renâcle pas à

intervenir. Mais, comme le montre Arcadi Vaksberg, cette générosité a l'effet pervers de constituer un réseau « gorkien » de protégés et de clients, instituant de facto Alexéï Pechkov en *Veld* (chef) de la littérature... Un pouvoir d'ailleurs d'autant plus limité par le fait que Gorki résidait, de 1922 à 1933, en Italie, à Sorrente. En 1921, ses lettres furent en tout cas insuffisantes à arracher à Lénine l'autorisation pour le poète Alexander Blok d'aller se faire soigner en Finlande, lequel finit par en mourir. Le suicide de Maïakovski, en revanche, ne lui arracha en 1930 guère que ces mots, écrits à Boukharine : « On peut dire qu'il a bien choisi son moment, celui-là ! J'ai connu cet homme et je ne lui ai jamais fait confiance. »

### SOLIDARITÉ DE CLAN

Au-delà des aventures féminines de Gorki qu'Arcadi Vaksberg détaille jusqu'à plus soif, l'intérêt de l'ouvrage est de montrer, une fois de plus, à quel point au sein d'un régime qui se voulait résolument moderniste comme celui de l'URSS perdurait l'archaïsme des solidarités ethniques et des réseaux de clan - source de tous les népotismes. Si, par exemple, le chef du NKVD, Guénrich Yagoda, en fut si proche, n'est-ce pas aussi parce que, comme l'écrivain, il était natif de Nijni-Novgorod (la ville même qui fut rebaptisée Gorki de 1932 à 1990).

On connaît la célèbre visite organisée par le NKVD que Gorki fit en 1929 aux îles Solovki, le premier des camps soviétiques, duquel l'écrivain, plus ou moins manipulé, tira un récit enthousiaste et lénifiant. On connaît moins la maï basse que Gorki fit, peu de temps après 1917, sur les objets d'art (notamment les armes anciennes) confisqués par le pouvoir aux « collectionneurs », au nom d'un prétendu « sauvetage des valeurs culturelles » - trafic dont Arcadi Vaksberg attribue la paternité à l'écrivain. Com-

ment, à l'aune de la grande terreur qui se déchaîne au milieu des années 30, appréciée des propos du genre « si l'ennemi ne se rend pas, on l'exécute » ? Comment ne pas être choqué de voir Gorki, inspirateur d'un Institut de médecine expérimentale (le VIEM) destiné à prolonger la vie humaine, à commencer par celle des dirigeants de l'URSS, en défilant en 1935 la mission par des raisonnements du genre : « L'expérimentation sur l'homme lui-même est indispensable (...) Il faudra pour cela des centaines d'unités humaines, ce sera un véritable service de l'humanité, ce qui sera, bien évidemment, plus important, plus utile que l'exécution de dizaines de millions d'êtres humains pour le confort de vie d'une classe misérable, psychiquement et moralement dégenerée, de prédateurs et de parasites. »

On peut regretter qu'Arcadi Vaksberg laisse entiers un certain nombre de ces « mystères », qu'il alimente cependant en documents de toutes sortes. Par exemple, rien n'explique vraiment le subit revirement de 1918 d'un Gorki, qui était jusque-là plutôt proche des sociaux-démocrates, en faveur des communistes, sur le compte desquels il manifestait pourtant une précoce lucidité.

L'hypothèse selon laquelle Gorki aurait plus tard joué contre Staline la carte de Kirov, dont l'assassinat, le 1<sup>er</sup> décembre 1934, donna le signal d'un nouvel accès de la terreur, est séduisante, mais reste une hypothèse. Enfin, Gorki est-il mort de maladie, le 18 juin 1936, ou empoisonné par un Staline qui aurait vu en lui l'ami de son ennemi Boukharine ? Vaksberg tend à accepter la thèse de l'empoisonnement, sans être en mesure de conclure.

Quoi qu'il en soit, Gorki ne sort pas grand de l'ouvrage. L'œuvre, dont il est assez peu question dans ce livre, elle, demeure.

N. W.

## Voyage en Russie profonde

L'histoire d'une enfance aristocratique, au siècle dernier, à l'époque où les moujiks subissaient le servage institutionnel

### LE BON VIEUX TEMPS

(Pochekhonskaja Starina) de Mikhaïl Efragovitch Saltykov-Chtchedrine. Traduit du russe par Luba Jurgenson, éd. L'Age d'homme, 443 p., 116 F.

Etait-il si béni ce temps où les tsars autocrates de toutes les Russies régnaient sur les étendues situées entre la mer Baltique et l'Océan Pacifique ? A lire Saltykov-Chtchedrine, auteur satirique redoutable, la vision lyrique, patristale, de Lev Nikolaïevitch Tolstoï, son contemporain, s'efface. Le lecteur se retrouve confronté aux réalités sordides, cocasses et tragiques du pays profond. C'est l'horreur vécue au jour le jour par les serfs, entrecoupée d'instants de plaisir minable, mais aussi la vie des familles de leurs propriétaires, univers miniaturisés où se reproduisent les hiérarchies de l'immense empire ; car au sein de ces aristocraties et théocraties tribus chacun occupe la place qui lui revient, d'un côté les chouchous - enfants préférés -, les maîtres dominants et les épouses dominatrices, de l'autre les Poul de carotte, les pères faibles ou démissionnaires et les femmes trop sèches.

Né en 1826, Mikhaïl Efragovitch Saltykov (Chtchedrine est un pseudonyme qu'il a pris plus tard) appartenait à une famille de nobles installés dans un village de la province de Tver. Le pope et les ourses lui fournissent les éléments d'une instruction sommaire, puis, après des études supérieures, il se consacre à la littérature tout en entrant, comme d'autres jeunes intellectuels de sa classe sociale, au service de l'administration gouvernementale. Une sinécure obtenue au ministère de la guerre ne lui épargne pas la colère des censeurs : dé) collaborateur de la revue démocratique *Sovremennik* (Le

Contemporain) de Nekrassov, ennemi juré du servage, Saltykov publie, en 1849, un livre, *Une affaire embrouillée* qui lui vaut huit ans de rélegation en province. De retour à Saint-Petersbourg, il se voit confier des postes qui lui permettent d'observer les arcanes de la machine bureaucratique soumise au bon plaisir des tsars Nicolas I<sup>er</sup> et Alexandre II. Décidément, chez Saltykov-Chtchedrine, l'écrivain lucide l'emporte toujours sur l'employé obéissant. Vers la fin de sa vie, lorsque le servage des paysans sera aboli, il dirige un périodique libéral qui sera interdit en 1884, l'année de sa mort. Cet aristocrate rebelle est déjà connu en France par deux textes, le roman *Les Goloviev* et *L'histoire d'une ville* - violente satire contre l'administration - publiés dans la « Pléiade » en 1967. (1)

*Le Bon Vieux Temps*, qui paraît aujourd'hui grâce à l'excellente traduction de Luba Jurgenson, raconte l'enfance de Nikanor Zatrapezn, noble de Pochekhonie, un trou perdu à quelque 300 kilomètres au nord-est de Moscou, en plein milieu d'une sinistre zone marécageuse. Le nom du personnage central cache celui de l'auteur ; en effet, l'écrivain se proposait de rédiger sa biographie ainsi que la chronique d'une famille de propriétaires terriens, la sienne, ruinée et enrichie ensuite par un bétail humain taillable et corvéable à merci. La mort de Saltykov Chtchedrine arrête le flot de ces souvenirs au seuil de son adolescence. Le livre est composé d'une trentaine de longs récits, chacun retraçant un épisode de la vie du narrateur, de celle de ses parents et de leurs voisins sur les domaines qu'ils exploitent.

Nul autre que Saltykov-Chtchedrine n'aura opéré une radiographie aussi complète de ce qu'était la Russie profonde avant l'abolition du servage, en 1860, et après. De cette recherche du temps passé, temps russe, donc immuable, surgissent des personnages que le gé-

nial de Saltykov reod proches comme s'ils étaient contemporains : Vassili, père indolent et rêveur, Anna Pavlovna, mère inculte et épre au gain, sorte de Folioche slave qui saura rebâtir la fortune perdue de son époux et redonner à leur mari, les Framboisiers, l'édair d'antan au prix d'une avarice sordide. Si les ripailles gargantuesques se succèdent lorsque des invités arrivent, la nourriture est chichement comptée au quotidien ; seuls les enfants privilégiés reçoivent la plus grande part alors que les autres retiennent leurs larmes devant les assiettes presque vides. Ces autres, plantes sauvages, sont oubliés ou confiés aux nurses paysannes. Il y a aussi une foule d'oncles et de tantes, ivrognes cruels, sinon rombières perdus veillant sur d'immenses propriétés et disposant de leurs serfs comme l'on dispose d'objets inanimés qu'ils vendent et qu'ils rachètent. Parmi eux, Alempi, le cocher fidèle, ou bien Oulita, fouettée à mort par un hobereau dément. Parfois, les femmes opprimées prennent une grandiose revanche, telle Antissa, la serve russe qui épouse son maître avant de le réduire au rang d'amuseur public et d'esclave. Souvent le regard que ce grand classique pose sur ce monde fou dans sa démesure se voile de tendresse. Humains, trop humains, ses personnages lui sont proches, l'habitent. Au-delà d'un paysage hivernal peuplé de serfs et de nobles, paysage digne de Breughel, une lecture anthropologique de la vie en Russie au siècle dernier, mœurs et usages, coutumes religieuses et gastronomiques, relations économiques et sociales, s'impose. L'élargissement des paysans sollicités par les débuts d'une révolution industrielle fiande de main-d'œuvre aurait-il sommé les gles de cette vaste prison moyenâgeuse ? Rien n'est moins sûr.

E. R.

(1) Edition établie par Sylvie Lapeau et Louis Mariné.

Ossorguine, l'intim

L

Insolent tandem

L'ap

A



## Ossorguine, l'intimiste visionnaire

Inspirés parfois de vieux faits divers, ces récits mélancoliques affirment avec force les profondes convictions de leur auteur. Au premier rang desquelles figure son refus radical de toute violence

LE JEUX DU DESTIN  
de Michel Ossorguine.  
Traduit du russe,  
anotés et préfacés  
par Elsa Gribinski,  
EdAutrement, coll.  
« Littérature », 157 p., 79 F.

Lorsqu'en 1905 éclatent en Russie les révoltes anarchistes de l'effondrement qui aura lieu onze ans plus tard, Michel Ossorguine est âgé de vingt-sept ans. Issu d'une famille de l'aristocratie libérale, avocat, écrivain, journaliste aussi, sa participation à un mouvement insurrectionnel lui vaut une condamnation à mort. Il s'enfuit en Occident, voyage en Italie et en France, devient franc-maçon, publie ses premiers textes littéraires et combat l'autocratie tsariste dans la presse. De retour à Moscou après dix ans d'exil, il accueille la révolution avec ferveur et se lie avec tous ceux qui, comme lui, saluent l'avènement du temps messianique. Il ne partagera pas le sort tragique d'issénine et de Malakowski, de Méina Tsvetaeva, mais son refus de participer à la terreur révolutionnaire le conduira une fois encore en prison. Nouvelle condamnation à la peine capitale, nouveau départ, grâce à l'intervention de Namsky, et second exil, d'abord à Paris, ensuite à Saint-Germain-des-Bois. Il ne reverra jamais son pays. Fin novembre 1921, terrassé par une crise cardiaque, il s'éteint à Chabris.

Modeste et discret, Ossorguine n'est pourtant pas un personnage comode. Plutôt incorruptible politiquement, ses violentes prises de position pacifistes, son esprit tolérant qui s'exprime dans la presse russe éparpillée entre Paris et Sankhail, New York et Riga, dérangeaient les exilés « blancs ». Parmi eux, Nina Andreevna et son compagnon l'attachent même d'intelligence avec le Kremlin ; un ar-

ticle signé par sa veuve (1) fait taire ces rumeurs surgies d'habitude au sein de l'univers clos de toutes les émigrations. A partir de 1928 jusqu'à la veille de la guerre, Ossorguine publie une dizaine de volumes, dont *Une rue à Moscou* (2), immense succès au milieu des années 30, et *Les Gardiens du livre*, un recueil de textes qui restitue les efforts des écrivains russes pour sauver les bibliothèques en perdition pendant la guerre civile (3).

### MÉTAPHORIQUE

Il est parfois de si belles traductions que l'envie vient de les lire à haute voix tant elles rendent la musique intime de l'original. C'est le cas de ces récits mélancoliques, parfois inspirés de vieux faits divers, mais toujours affirmant avec la force du génie les profondes convictions de l'auteur (4). Dans *L'Aveugle né*, un jeune homme se soumet à une opération supposée lui rendre la vue ; pourtant les sensations qu'il éprouve au fond de sa nuit sont beaucoup plus aiguës que celles des voyants. L'intervention qu'il subit lui permettra-t-elle de garder son innocence et l'acquiesce perception intérieure ? Nous ne le saurons jamais ! Ils sont ainsi les récits de Michel Ossorguine, intimistes, soulignant néanmoins des interrogations inquiétantes. Son écriture ressuscite ces objets dérisoires, indispensables au petit confort du lettré. Taille-crayons et vieilles lunettes, calendriers et galets ramassés sur la plage, coupe-papiers, bouts de ficelle inutilisés ne cessent d'encombrer son bureau. Ils se cachent, se débloquent - et sont pour toujours - telle cette pièce d'un jeu d'échecs, perdue dans la rue (« Le pion ») ou bien se réveillent d'une longue léthargie comme la montre hors d'usage qui se remet en marche, cinquante ans plus tard, à l'instant même où la mort vient

narguer le contour (« A propos d'une boîte blanche »). L'obsession du temps cyclique, la nostalgie non dite d'un hypothétique « éternel retour », ressortent à travers l'histoire d'un pauvre bougre fasciné par les rites funéraires (« L'Homme qui aimait la mort ») alors que dans « Le Terroriste », l'écrivain affirme son refus radical de la violence, même au service d'une noble cause.

Pour restituer la cécité des hommes, leur sottise, Ossorguine utilise la métaphore, mais lorsqu'il sollicite le passé russe, il devient plus direct, visionnaire étonnant et tragiquement actuel. « Les Os du juif » tire son inspiration d'un événement qui se serait passé vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle dans une campagne russe reculée : Meudelle, entre deux prières, s'épuise à courir pour gagner quelques sous ; malheureux, il souhaite reposer enfin dans un cimetière. Après son trépas, une épidémie décime le bétail du village et, tous les remèdes s'avérant inopérants, les paysans décident d'employer celui qu'ils considèrent le plus efficace. Ils déterrent le juif, pilent ses os et nourrissent les bêtes avec le produit ainsi obtenu. Elles mourront jusqu'à la dernière, alors que, livable, le faïtisme de Mendeleï, un *talieh* (5) sur ses épaules, continuera sa course tout au long des ruelles de la bourgade sans jamais trouver le repos tant désiré. (« Le malheur de Mendeleï surpasse tout malheur humain, et c'est lui, avant tout autre, que doit entendre Celui dont le nom est Imprenable », conclut Michel Ossorguine en 1934. « Le Supplément du cahier » avait été publié pour la première fois à la même époque, récit tout aussi prémoniteur dont l'histoire se passe encore au XVIII<sup>e</sup> siècle sur le chemin de son école ; le jeune Vassia Roudny trouve un cahier rempli de pages blasphematoires où il s'agit d'un certain Dieu qui, « gollant fort des

vierges terrestres, apparaît à icelles en la forme d'un taureau ou d'un cygne (...), et icelles vierges par Dieu deviennent grosses. Il a une barbe, la face bien faite et boit de cette bière qu'on nomme nectar, souvent jusqu'à l'ivresse ».

N'y comprenant rien, Vassia Roudny soumet ce texte, sans doute recopié et perdu par un séminaliste fasciné par la mythologie, aux notables du village, pope, instituteur, militaire. Horrifiés, ils dénoncent cet écrit hérétique et ordonnent une enquête. L'écuyer est arrêté ; soumis à la torture, il mourra sans pouvoir indiquer la source du document sacrilège témoinnat des frasques d'un Dieu inconnu. Alors, comment trouver le coupable ? La solution se trouve dans un vieil édit du gouverneur, qui stipule : « Qui libelles et lettres injurieuses compose et répand (...) l'auteur en personne n'ayant guère été trouvé, le bourreau une telle lettre sous la potence doit arder, et l'édit auteur malhonnête déclarer ». Le cahier sera donc brûlé devant une foule en heste, décapé cependant de ne pas assister au supplice d'un véritable vivant.

Ce texte paraissait quand en Allemagne nazie s'allumaient les premiers bûchers où brûlaient les livres « impurs » alors que dans le pays d'Ossorguine ceux des écrivains suspectés d'hérésie étaient chassés de toutes les bibliothèques et interdits.

Edgar Reichman

(1) Tatiana Bakomine-Ossorguine, in *Cahiers du monde russe et soviétique*, janvier-mars 1990.

(2) Réédité en 1973, aux éditions L'Age d'homme.

(3) Illustré par Alexis Remizov et accompagné de poèmes de Marina Tsvetaeva, aux éditions Interférences, 1994.

(4) Ensis dans les années 30, ces récits ont été d'abord publiés dans *Poésie nouvelle* (les dernières nouvelles, Journal des émigrés russes).

(5) Châle utilisé lors des prières.

● RÊVES DE JÉRUSALEM, d'Alexandre et Lev Shargorodsky. C'est un tableau de Chagall retouché par Laurel et Hardy. Mochko le rêveur est parti un jour de Myastkovka pour Jérusalem demander à Dieu quelques faveurs. Il n'en est jamais revenu. Mais de temps à autre, il apparaît à son petit-fils, monté sur un âne qui ne broute que de l'herbe bleue. Il suffit au gars de fermer les yeux pendant un cours de mathématiques pour quitter l'Union soviétique des années 50 et se retrouver au pied du Mur des lamentations. « Les gens se répartissent en deux catégories, il y a ceux qui bâtissent des châteaux en Espagne et ceux qui les vendent ». Les frères Shargorodsky font manifestement partie de la première catégorie et se sont souvent heurtés à la deuxième. Le rêve chez eux, débouche invariablement sur les situations les plus cocasses. Ils se moquent de tout, de tous et surtout d'eux-mêmes, appliquant une ironie décapante aux images un peu convenues des rêves d'évasioo (traduit du russe par Dominique Leveillé, éd. Métropolis, 160 p., 132 F.). G. M.

● LES PARIAS D'EDEN, de Jaroslav Melnik. Dans la première de ses six brèves nouvelles postulant au titre d'« ensemble romanesque », une authentique vedette de la race porcine devient la maîtresse de l'auteur, et aucun détail de leurs fougueuses étreintes n'épargne le lecteur. Zoophilie, inceste et cannibalisme font bon ménage au loog de ces textes où les protagonistes, actrices ratées et parents pervers, adolescents narcissiques et amoureux transis se livrent aux plus singuliers exercices sexuels. Ils osent se retrouver pas en enfer comme il conviendrait mais carrément au paradis. A ces parias parachutés dans l'Eden, le narrateur demande (et nous nous posons la même question) pourquoi ils sont là. « Parce que nous avons beaucoup souffert », répondent ces fornicateurs impénitents. La vraie souffrance - qui mérite du respect - des intellectuels de l'ex-URSS ne justifie pas cette complaisante délectation morbide, ce déballage torrentiel de pornographie et de festins anthropophages (traduit du russe par Christophe Glogowski, éd. Pavillons, coll. « Domaine de l'Est », 148 p., 119 F.). E. R.

● LA VIPÈRE ET LA ROUTE ANCIENNE, d'Alexis Tolstoï. Exilé en Occident après la révolution, Alexis Tolstoï (1883-1945) est revenu à Moscou pour y devenir l'un des plus pugnaces propagateurs du réalisme-socialiste et serviles thuriféraires de Staline. Écrits à la fin des années 20, ces deux récits témoignent d'un talent que les concessions et la soif de pouvoir de cet ancien président de l'Union des écrivains allaient conduire à la déliquescence. « La Vipère », c'est une combattante de l'armée rouge revenue à la vie civile. Privée ainsi de sa raison d'être, elle deviendra une meurtrière. *La Route ancienne* raconte l'agonie d'un officier français sur un navire entre Odessa et Marseille, une fois la Russie du tsar défaite (traduits du russe par Paul Lequenne, éd. L'esprit des péninsules, 112 p., 70 F.). E. R.

● TOUT CHASSEUR VEUT SAVOIR, UNE VIE À LÉNINGRAD de Mikhaïl Issaïev. Entre la magie de la Venise du Nord et les trépidations de Manhattan, Evgueni n'hésite pas longtemps. Pour un Juif à l'époque de Brejnev, la vie n'est pas facile en ancienne URSS. En 1966, âgé de trente et un ans, ce Soviétique pas tout à fait comme les autres arrive aux États-Unis avec comme seul précieux bagage la nostalgie des nuits blanches de Leningrad et celle de ses définites amours. Ce premier roman, autobiographique, d'un auteur qui enseigne aujourd'hui à l'université Stanford (Californie) a été rédigé directement en américain. La véritable patrie de l'étranger n'est-elle pas la langue dans laquelle il écrit ? (traduit de l'anglais - États-Unis - par Cécile Weisbrodt, éd. Noli sur Blanc, 222 p., 136 F.). E. R.

● MOSCOU SUR VODKA, de Vénédict Eroféiev. De la gare de Koursk jusqu'à celle de Péetrovski, banlieue aux confins des ténèbres absolues, c'est à un voyage autour de Moscou que nous invite Eroféiev, capitaine saoul aux commandes d'un bateau ivre. Son récit conduit le lecteur jusqu'au bout de la nuit. Staline est mort, Krouchtchev écarté : il en reste vingt années de grisaille et de joyeux désespoir jusqu'à l'effondrement de l'empire soviétique qui déjà vacille. Ce texte, traduit aujourd'hui dans une vingtaine de langues, avait circulé d'abord en samizdat. Eroféiev, Rimbaud de la prose soviétique, est décédé en 1990 à l'âge de cinquante-deux ans (traduit du russe par Annie Sahatier et Antoine Pingaud, éd. Iboya Vrag, 211 p., 60 F.). E. R.

● MARINA TSVETAËVA, une ferveur tragique, de Claude Delay. La vie de cette poétesse est tracée de noir. Née en 1892 à Moscou dans une famille de l'intelligentsia, elle n'a pas quatorze ans quand sa mère meurt. Elle connaît successivement la faim, le deuil et l'exil avant de retourner en URSS en 1939. Et se pendra, en 1941, à Elabouga (Tatarie), où elle avait été évacuée avec son fils. C'est dans cette vie de drames que respirent sa poésie. Son premier recueil publié dès ses dix-huit ans (*Album du soir*) est salué par la critique. Elle continue d'écrire et d'être publiée malgré la Révolution et son exil en Europe. De tout temps elle a fait l'admiration de ses pairs (Ehrenbourg, Rilke, Brodsky...). Mandelstam et Pasternak lui dédient de nombreux poèmes. Publiée en France à partir de 1968, elle est traduite par les plus grands (Elsa Triolet, Lily Denis, Eve Malleret).

Psychanalyste, Claude Delay a écrit quelques ouvrages sur l'amour et notamment sur la solitude des femmes. C'est dans un séminaire d'études féminines qu'elle a découvert Marina Tsvetaeva : le poète seul face à sa passion et la femme aux amours nombreuses, mais surtout l'enfant marquée par une mère qui voulait faire d'elle une musicienne. Tentant de s'identifier au style de Tsvetaeva, la psychanalyste plonge dans ses ouvrages comme dans ses propres souvenirs, mêle les extraits des textes du poète à sa propre analyse, donne ainsi un ton intimiste à sa biographie, sans éviter un écueil : la création d'« une image quelque peu fantastique ou mythique (...), voire romantique » de la vie de Marina Tsvetaeva. Engagée dans un lyrisme banal, le livre pêche par manque de rigueur (Plon, 245 p., 120 F.). A. R.

● LES FLEURS DU MAL RUSSE, Anthologie de la nouvelle littérature russe, de Victor Eroféiev. La littérature avait-elle sombré en URSS ? C'est ce qu'affirmaient écrivains pétersbourgeois et érudits moscovites. Aujourd'hui, l'anthologie de Victor Eroféiev réfute catégoriquement cette hypothèse, citant à l'appui dix-neuf auteurs, successeurs de la « génération du dégel », qui, après une jeunesse passée dans le conformisme bréjnevien, ont été échaudés par la pseudo-libération culturelle de Krouchtchev. Plus qu'à la politique, ils s'intéressent à l'être humain, ses déviances, ses fantasmes, son désarroi. Ils explorent l'individu, celui-là même qui a été nié ou plutôt étouffé depuis 1917. Ils observent sa sensibilité et rient de sa médiocrité dans une société marquée par la décadence.

Pour rendre ses lettres de noblesse à « la langue russe (...) livrée en pâture à des idéaux mensongers », ces « hommes de quarante ans » (baptisés ainsi dans les années 80) la consacrent à l'expressivité de la laideur, à la force des sentiments engendrés par le crime et la cruauté. Certains l'attachent d'un vocabulaire ordurier (Victor Eroféiev), d'autres la destructrice, la conceptuelle (D. Prigov, L. Robinson). Tous s'efforcent de la faire renaître, de se l'approprier (Albin Michel, coll. « Les grandes traductions », 432 p., 160 F.). A. R.

## en Russie profonde

## Insolent tandem

Soixante-six ans après sa publication paraît en France le picaresque et désopilant roman d'Il'f et Petrov

LEVEAU D'OR  
(Zolotoi isenok)  
d'Il'f et Yevgueni Petrov,  
traduit du russe  
par Alain Préchac,  
éd. Librairie du Globe,  
45 p., 160 F.

Ily Arnoldovitch Faïnzilberg (Il'f), fils d'un juif employé de banque, est né en 1893 à Odessa, ville méridionale et non conformiste. C'est à Moscou qu'il rencontre en 1925 Yevgueni Petrovitch Kataïev (I) (Petrov), son cadet de trois ans, oessite lui aussi. Rencontre féconde car ils se complètent, fustigent la censure et emportent l'adhésion d'un public qui avait cessé de lire.

Malgré l'insolence de leur œuvre commune - réfractaire aux auns qu'imposait le « réalisme socialiste » -, ils ne subissent pas le sort réservé aux élites littéraires insoumises : le premier meurt terrassé par la tuberculose en 1937, le second, correspondant de guerre, cinq ans plus tard, dans un accident d'avion alors qu'il revenait du front.

*Le Veau d'or*, tout comme *Les Douze Chaises* (histoire romanesque d'un trésor enfoui entre les restes d'un siège), fut d'abord publié en feuilleton au cours de l'année 1931. Ostap Bender, escroc au grand cœur, avait déjà séduit les foules assoiffées d'aventures et d'enrichissement rapide pendant la période faste de l'NEP (2).

Ressuscité par Il'f et Petrov, qui l'avaient fait mourir dans *Les Douze Chaises*, Bender, tout aussi pacifique, recrute deux malfrats moins chanceux, Balaganov, chapeleur sans envergure, et Pankoski, éternel bouc émissaire. Les comparses arrivent à convaincre l'innocent chauffeur d'une antique voiture baptisée « Antilope » de se joindre à eux. C'est qu'Ostap Bender, lassé de

larcins minables, vient d'apprendre que sous la façade d'un modeste employé aux écritures, Koreiko, se cache en vérité une crapule sinistre, enrichie d'une manière frauduleuse. Il convoite les millions de Koreiko qui, prévenu du danger, prend la fuite vers l'Asie centrale.

### FOLLE POURSUITE

Dans les conditions imposées par Staline après 1929, l'année dite du grand tournant (extermination des koulaïs, industrialisation à outrance, instauration d'une dictature sanglante), commence alors une fantastique poursuite. Entre le corrompu Koreiko, sous les traits duquel on reconnaît l'ancêtre des futurs profiteurs du régime stalinien, ainsi que de ceux qui lui ont succédé, et Ostap Bender, version soviétique d'Arsène Lupin, le dernier l'emportera au terme d'une fabuleuse épopée entrecoupée de récits secondaires, embobés comme les pompées russes.

Faux cynique, Ostap Bender devient donc lui aussi millionnaire, mais comment profiter de cette fortune sans éveiller la curiosité des autorités ? Pour que ce roman picaresque et féroce puisse paraître dans le pays des soviets, il fallait y ajouter une conclusion édifiante. « La morale prolétarienne » y est sauvée, mais cette fresque sollicite d'autres lectures. C'est justement cette ambiguïté qui lui donne puissance et pérennité.

E. R.

(1) A ne pas confondre avec son frère, Valentin Kataïev, médiocre romancier stalinien.

(2) Nouvelle politique économique initiée par Lénine pour sortir, en 1921, du communisme dit de guerre. Elle prit fin en 1928, après avoir accordé une certaine liberté aux petites et moyennes entreprises privées.

## Expériences poétiques

Traversée dans l'« océan de mots » et de sonorités du poète Vélimir Khlebnikov

ZANGEZI ET AUTRES POÈMES  
de Vélimir Khlebnikov.  
Traduit du russe et présenté par  
Jean-Claude Lanne,  
Flammarion, coll. « Poésie »,  
368 p., 149 F.

A la fois linguiste et mathématicien, Vélimir Khlebnikov (1885-1922) voulait créer un univers harmonieux par l'image et le son : un « immense missel-recueil d'images de toutes les Russies », pour reprendre les mots d'Ossip Mandelstam. Considérant que le mot est plus vaste que le sens, il a fondé ses recherches sur les ressources de la musicalité de la langue. Le travail du traducteur Jean-Claude Lanne, qui lui a consacré plus de vingt ans d'études, est couronné aujourd'hui par cette publication d'une grande partie de l'œuvre du poète. Ce recueil complète en effet les *Nouvelles de Je et du Monde*, publiées par l'imprimerie nationale en 1994 (1).

A travers les poèmes courts et les poèmes narratifs, *Zangezi et autres poèmes* présente les trouvailles de ce « chevalier de la lutte poétique » comme le nommait Vladimir Maïakovski. Leader du mouvement futuriste russe (1905-1917), fondateur d'un langage poétique, le *zaoum* (qu'on pourrait traduire par « au-delà de la raison »), Khlebnikov travaille sur l'origine du mot, qu'il définit : « Ô, ériez, rient / Ô, briez, rieurs ! / Ceux qui rient de rires, ceux qui rient rialement / Ô, ririez, rieusement !... » (Conjuration par le rire, 1908-1909).

Sa liberté poétique est totale, pourvu que le mot soit beau. Il crée des mots-valises et des verbes à partir de noms de famille comme dans le poème court *Gentilhomme la nuit, gentishane...* (1913) : « Gentilhomme la nuit, gentishane ! / Brûlez, légères boules bleues ! / Aurore nocturne, zaro-thouste ! / Et toi, ô ciel bleu, mo-

zarte ! ». Et ne cesse d'enrichir son vocabulaire (2) : d'archaïsmes, de termes techniques, d'argot, jusqu'aux régionalismes et autres mots rares qu'il puise dans le célèbre *Dol*, l'équivalent russe du *Lit-tré*.

Dans cet « océan sans borne des mots », tel que le qualifie le futuriste Vassily Kaminski, Khlebnikov joue. Il croise les homonymes et leurs images : « ... La mesure tantôt s'empli de grain, tantôt rythme et ensarcelle le verbe. » (*Le Compagnon rouge*, 1912) ; puis double le sens du verbe par la musicalité de la langue. Ainsi, dans *La Bête et le Nombre* (1915), l'atmosphère marine s'impose au point que l'on prenne l'alarme pour la lame : « Elle s'effondre, brisée par l'alarme. / Sur les durs rochers et parmi les pierres », un seul mot offre une double lecture. Jouer ou chercher ? Les deux avec humour.

S'il fait sienne, syntaxe et orthographe, « en prosodie, il reste attaché aux règles classiques tant pour les mètres que pour la rime », affirme Nikita Struve, dans son *Anthologie bilingue de la poésie russe* (3). Le rythme est essentiel dans la poésie de Khlebnikov. Poète abstrait, il se place dans une logique cosmique qui obéirait à une loi des nombres. Les nouvelles de *Zangezi et autres poèmes*, construites en mosaïque de différentes nouvelles autonomes, révelent ce théoricien du temps. S'il o'a pas atteint le langage universel qu'il recherchait, son génie n'est plus à démontrer.

Anne Rodier

(1) *Nouvelles de Je et du Monde* de Vélimir Khlebnikov, trad. Jean-Claude Lanne, Imprimerie nationale, 462 p., 160 F.

(2) *Slovar Neologizmov Velmira Khlebnikova* de Natalia Persova, éd. Wiener Slavistischer Almanach Sonderband 40 (1995), TOO Tsentr Poligraficheskikh Ouslug, 560 p.

(3) Aubier-Flammarion, 1970.



**GÉOMÉTRIE DES PASSIONS**  
(Geometria delle passioni)  
Peur, espoir, bonheur : de la philosophie à l'usage politique de Remo Bodei.  
Traduit de l'italien par Mariène Raiola.  
PUF, coll. « Pratiques théoriques », 496 p., 288 F.

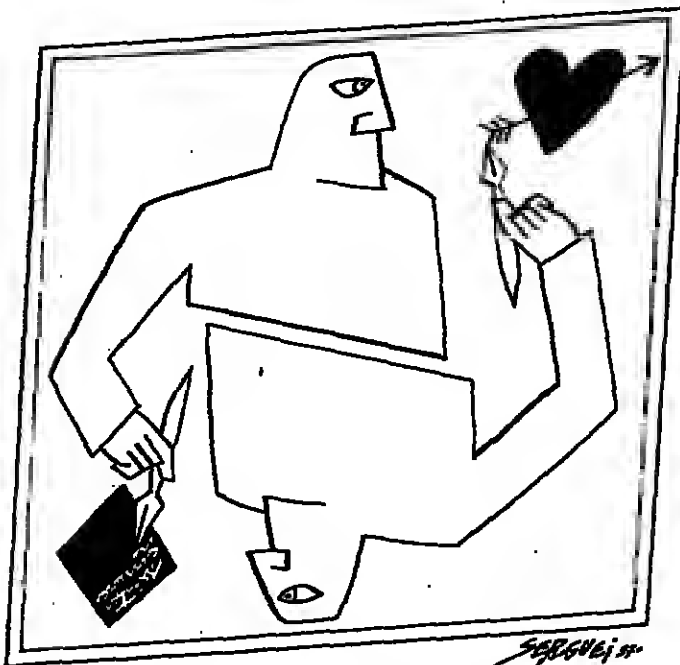
**FIGURES ITALIENNES DE LA RATIONALITÉ**  
Sous la direction de Christiane Menasseyrie et André Tosel.  
Ed. Kimé, 650 p., 300 F.

On nous répète que plus personne ne reste isolé, que les lointains n'ont plus de secrets. Comment comprendre que nous ignorions encore à ce point, dans le domaine des idées, nos plus proches voisins ?

On nous le chante sur tous les tons : nous voilà réellement sur le point de devenir « globaux », villageois planétaires, interconnectés en permanence, informés nuit et jour, déréalisés en temps réel. Plus rien d'essentiel ne sera local, localisé ni localisable. Nous serons, sous peu, définitivement branchés les uns sur les autres, monde entier en ligne... Pourtant, rien ne semble demeurer plus étranger que nos voisins les plus proches, rien ne persiste à être si opaque à notre compréhension que les autres cultures, dans leur cohérence propre et leur diversité. Sous la grande pellicule informatique – où circulent directives financières, informations commerciales, données scientifiques et nombre de messages idiots – de puissantes barrières demeurent entre les esprits. Peut-être sont-elles aujourd'hui renforcées par l'illusion faisant croire à leur rapide évanescent. Qu'on veuille bien, malgré tout, observer autour de soi, au lieu de garder les yeux rivés sur les écrans d'ordinateur : il subsiste effectivement entre les disciplines, les civilisations, les cultures nationales, les langues, d'épaisses et fort étanches murailles. Sans doute essaye-t-on, ici où là, de les fissurer, d'ouvrir quelques brèches. Mais elles persistent, massives, immobiles, sous la course effrénée des données satellisées ou câblées. An fluide des messages mondiaux, obstinément

s'opposent la dureté hiératique des traditions, la fixité souterraine des tourments de la parole et de l'esprit. Sans doute est-ce la principale difficulté à creuser si l'on veut commencer à prendre la mesure de notre époque d'une manière réellement philosophique. Regarder notre temps en philosophie : que signifie une telle entreprise ? Il ne s'agit pas de commenter ou de prolonger la tradition philosophique occidentale, mais bien de l'ouvrir – non seulement à d'autres mondes philosophiques, mais aussi aux situations inédites qui marquent notre temps. Or, curieusement, les philosophes s'intéressent encore peu à ce qui n'est pas gréco-européen. Ils détournent rapidement le regard, dès que s'agitent les problèmes inédits de l'actualité planétaire. Rares sont les penseurs qui tentent une mise en perspective de l'héritage philosophique pour saisir l'étrange époque présente. C'est le cas de Remo Bodei, professeur à l'université et à l'Ecole normale supérieure de Pise, auteur d'une dizaine d'ouvrages qui l'ont conduit de travaux de facture classique – sur Hegel ou Ernst Bloch, notamment – à des recherches plus difficiles à étiqueter, mais sans conteste plus novatrices. Il s'efforce aujourd'hui de comprendre, avec autant de solide érudition que d'ouverture d'esprit, comment l'âme occidentale s'est modifiée profondément entre les temps que l'on dit classiques, héritiers pour une large part de l'Antiquité, et ces temps

## Cuisiner l'âme à l'italienne



que nous vivons, qui paraissent presque sans nom – car ils ne sont plus modernes, sans être devenus vraiment autre chose. Remo Bodei s'intéresse aux transformations à long terme de nos architectures intérieures. Comment s'organisent nos attentes et nos craintes ? Selon quelles règles s'entrelient-elles ? S'agit-il de guerres civiles intérieures ? De quelle manière ont évolué, dans les mutations des rapports subtils avec nous-mêmes, les rôles respectifs de la raison et des passions ? A travers ces questions, le philosophe ne cherche pas à restituer en historien des processus circonscrits au domaine des idées. Il tente au contraire de diagnostiquer des mouvements de grande ampleur, de poser les jalons d'une véritable histoire des sentiments et du gouvernement de soi,

dans l'intention avouée de contribuer à une réévaluation de l'éthique. On ne saurait suivre le détail de cette enquête savante et précise sur les relations de la raison et des passions, qui conduit de Sénèque à Tocqueville en passant par Hobbes et Descartes et embrasse aussi bien les représentations de l'individu que les théories politiques. Résultats de ce livre important : une mutation d'ensemble, et deux tournants majeurs qui l'accompagnent. La mutation d'ensemble conduit de la hiérarchie raison-passion à la prolifération indistincte du règne des désirs. Entre l'Antiquité et nous, tout a changé, de ce point de vue. A l'idée d'une subordination naturelle de la partie inférieure de l'âme à sa partie supérieure s'est substitué le règne indé-

fini et proliférant de désirs vagues autant que puissants. Classiquement comprises comme un trouble à écarter, une perturbation malencontreuse de l'état premier de l'âme – qui serait par nature transparente et contemplative –, les passions ont changé de sens : elles se sont muées en pseudo-désirs à satisfaire, elles se sont travesties en besoins artificiels de consommation et en conditionnements sociaux de toutes sortes. Les passions classiques – où Kant voyait encore un « cancer de l'âme » – ne se sont pas contentées de disparaître. Elles se sont métamorphosées en interminable menu monnaie de petites volontés sans vraie guerre.

Deux tournants ont indirectement produit cette mutation. D'abord Spinoza. En considérant le désir (*cupiditas*) comme « l'essence même de l'homme », et non plus comme quelque accident fâcheux le détournant de sa vraie nature, il a permis de ne plus opposer une part divine et souveraine de l'âme et sa pesanteur terrestre, corporelle, vite jugée encombrante ou maléfique. Mieux : avec lui s'ouvre la voie féconde d'une conception de l'intelligence des passions qui permette de sortir du vieux couple de l'espérance et de la crainte. Ce que Spinoza désigne, c'est finalement la voie mettant fin à la mortification, rompant avec « l'attrait obsessionnel pour la mort et la souffrance ». L'autre tournant, opposé mais non moins déterminant, est représenté par l'action des jacobins, « archétype des mouvements politiques modernes d'émancipation radicale » : leur politique de la vertu est aussi une politique de la terreur. Le sage spinoziste, qui voulait atteindre à la liberté vraie du désir, laisse place à l'idéologue militant, agitateur et théoricien, qui travaille à l'émancipation totale de la société.

Le beau travail de Remo Bodei, dont ces quelques lignes ne donnent qu'une esquisse lyophilisée, est aussi un plaidoyer sobre mais efficace pour un assouplissement de nos catégories morales qui ne soit pas un abandon de l'universalité. Il fait sienne, à sa manière, la règle de Leopardi : « La raison a besoin de l'imagination et des illusions qu'elle détruit ; le vrai a besoin du

faux ; la substance de l'apparence. L'insensibilité la plus parfaite dans la sensibilité la plus vive (...), la géométrie de l'algèbre et de la poésie, etc. » Peut-être cette maxime est-elle aussi une définition des manières italiennes de philosopher. Il existe en effet un ensemble de voies typiques pour cheminer dans la pensée, des trajets spécifiques qui se croisent les interrogations de la Cité et celles de l'esthétique. Par en approcher les singularités, les spécialistes se sont réunis deux années consécutives à l'initiative de Christiane Meynassière et d'André Tosel. Ils éclairent Pétrarque ou Virgile, font découvrir Guarini ou Spinoza, et s'efforcent de cerner cette curieuse « province métaphysique » qui s'étend de l'autre côté des Alpes, et peut-être de l'autre côté de nos évidences bien cloisonnées. Car l'Italie ne découpe pas la même manière que la France le partage de la raison et des passions, du vrai et de l'apparence. Bien des traits de cette « cuisine de l'âme » peuvent encore nous déconcerter et nous ouvrir des perspectives inattendues. Derrière des architectures de la table, la pensée nous réserve encore des dépassements étonnants.

Derechef, contrairement à ce qu'on répète à l'envi, il faut donc soutenir cette évidence : le monde n'est pas du tout connu. Il ne s'est même pas encore constitué, si l'on veut bien entendre par monde non pas seulement le grand flux catodique dont nous sommes submergés, mais aussi des rencontres effectives – patientes, tâtonnantes, hasardeuses, obstinées – entrées dans les systèmes de pensées disciplinées, les cultures. Tout ça, vu de Sirius, reste grandement à accomplir. On objectera les milliers de volumes dans les bibliothèques, les banques de données, le stock impressionnant de dictionnaires et d'encyclopédies de toutes natures. Rien de plus aisé, il est vrai, que soutenir que l'on sait déjà tout et tout. Voilà qui est exact, mais sans importance. La seule chose qui compte est de faire l'épreuve de diversité radicale du monde, et d'essayer d'en comprendre les liens les plus ténus. Ce n'est pas une affaire facile.

## Contre l'excès identitaire

A partir de l'exemple américain, Denis Lacorne plaide pour un multiculturalisme modéré

**LA CRISE DE L'IDENTITÉ AMÉRICAINE**  
Du melting-pot au multiculturalisme de Denis Lacorne.  
Fayard, 394 p., 150 F.

Aujourd'hui, l'Amérique fascine les intellectuels français autant par sa puissance qu'elle inquiète par les dérives centrifuges, voire séparatistes, prises à ses minorités noires, hispaniques, féministes, gay, etc. Tendances que l'on caricature souvent sous l'appellation de « *political correctness* » (correction politique). Cette crise américaine de la pensée française contraste avec l'étonnante faveur dont le modèle américain jouissait en France dans les années 80, et nul doute que l'affaire dite du voile islamique aura constitué de ce point de vue, à l'automne 1989, une sorte de tournant. Certaines des voix qui avaient vanté jusqu'alors les mérites d'une installation démocratique pacifique réussie outre-Atlantique – compte tenu de la question de l'esclavage – se mirent à voir dans le multiculturalisme américain un véritable repoussoir, l'annonce menaçante d'une prochaine dictature des minorités et des communautés.

Dans ce contexte, l'ouvrage de Denis Lacorne vient à propos pour calmer ce feu français très en vogue qui consiste à plaquer nos anglo-saxonnes hexagonales, avouables ou non, sur une réalité étrangère, en l'occurrence celle des Etats-Unis. Patiemment, à travers les textes fondateurs, Denis Lacorne nous aide à remonter le cours d'une idéologie américaine qui connaît de l'intérieur, depuis la *Lettre sur la tolérance* du philosophe John Locke (1686) jusqu'à Horace Kallen, qui serait l'inventeur, dans les années 20, de ce qui allait devenir le multiculturalisme américain. A l'époque de Horace Kallen, prôner la diversité des cultures et leur coexistence signifiait battre en

brèche le discours des « *nativistes* », qui, eux, jugeaient inassimilables les immigrants d'origine « *hébraïque* », « *alpine* » ou autre. Le multiculturalisme, loin donc d'être l'habillage conceptuel des tendances au repli identitaire, naît d'abord comme une théorie de l'intégration, comme une réaction à la xénophobie.

Denis Lacorne reste cependant conscient des excès, parfois cocasses quoique souvent démesurés, que peut inspirer le multiculturalisme, notamment sur les campus américains. Par exemple, ceux d'une « *ethno-science* » surtout préoccupée d'attribuer son lot de découvertes à chaque minorité (le triangle de Pascal aux mathématiciens chinois, l'écriture et le calendrier aux Olmèques, etc.). Si en revanche Lacorne ne conteste pas la légitimité de l'affirmative action (le traitement préférentiel pour les citoyens issus de groupes défavorisés), il note que celui-ci charrie aussi son lot de « *victimes innocentes* » (ceux à qui leur mérite permettrait d'accéder à tel emploi public ou à telle université tel emploi public ou à telle université mais qui voient la place prise, au nom de la rectification des injustices historiques). Il propose, pour prévenir tout risque de surenchère ethnique et empêcher l'allongement infini de la liste des victimes présumées de l'histoire, de réduire l'application de l'affirmative action aux Afro-Américains et d'en limiter la portée dans le temps.

En se faisant ainsi le partisan d'un multiculturalisme modéré et en collant de plus près à l'histoire connue à la réalité d'une Amérique trop souvent méconnue à force de paraître familière, ce livre ouvre la voie à ce que pourrait être une réflexion sur un multiculturalisme à la française. Une réflexion qui se déciderait enfin à envisager le dépassement du vieux modèle jacobin autrement que comme l'apocalypse.

Nicolas Weill

## Les corps d'Althusser

L'histoire de la pensée de Louis Althusser serait celle du déni de son corps au profit de son « *corpus* » écrit

**LIRE ALTHUSSER AUJOURD'HUI**  
Ouvrage collectif.  
Ed. L'Harmattan, série « *Futur antérieur* », 158 p., 90 F.

Comment penser le lien chez Althusser entre sa psychopathologie, le meurtre de sa femme Hélène, sa pensée de philosophe et son rôle d'intellectuel communiste ? Un colloque s'est tenu en 1995 à l'Ecole normale supérieure, sous l'égide de l'IMEC. A la lecture de ses actes, il apparaît que seul le biographe d'Althusser, Yann Moulier-Boutang, se pose sérieusement cette question difficile. C'est parce qu'il se trouve placé lui-même, dans sa relation avec l'ancien « *caïman* », de philosophie de la Rue d'Ulm, au cœur d'une contradiction entre l'antisubjectivisme du philosophe (son refus d'admettre le rôle d'un sujet dans l'histoire, définie comme « *processus sans sujet ni fin* ») et le fait qu'Althusser acceptait, dès 1986, six ans après le meurtre qui l'avait condamné au silence, de collaborer avec lui à sa propre biographie. Pour d'autres, qui furent ses élèves et les participants à son séminaire, la question ne doit pas plus être posée que celle, pour des hétérogènes, du rapport entre la pensée du maître et l'adhésion du professeur au parti nazi. Lire Althusser aujourd'hui exigerait que le fait divers d'une nuit tragique de 1980, avec ce qu'il révèle de la structure psychique de la personne qui commit ce meurtre, soit mis entre parenthèses. Il faudrait comme toute reconduire le non-lieu dont fit l'objet ce « *passage à l'acte* » pour n'avoir affaire qu'à la pensée, puisque nous n'aurions pas les moyens de penser la dialectique entre l'homme, sa pratique théorique et son engagement politique. On retrouve alors, dans les recherches que continue de susciter le philosophe, la coupure qu'il avait voulu instituer entre l'homme souffrant et la pensée

triumphante. Ce qui implique pour certains philosophes le refus de prendre en compte l'autobiographie posthume d'Althusser, *L'avenir dure longtemps*, qui le ressuscite, en 1992, deux ans après sa mort physique, sinon comme philosophe, du moins comme mythe, celui du philosophe-admiral. On sait qu'il voulait y rendre compte publiquement de son crime tout en s'en exemptant.

**FLUX UNIVERSITAIRE**  
L'effet des nombreuses publications posthumes d'Althusser, autobiographie mise à part, est difficile à mesurer. Rares sont encore les travaux que les deux gros tomes d'*Ecrits philosophiques et politiques*, parus en 1994 et 1995, celui des *Ecrits sur la psychanalyse*, paru en 1993, ont suscités. Althusser se trouve pris dans les flux et reflux universitaires de la théorie marxiste et dans les débats sur la psychanalyse (théorie ou clinique ?). Ce qui frappe dans les contributions des philosophes qui mettent entre parenthèses le « *sujet* » Althusser et son crime, c'est le caractère délibérément préfreudien, et donc archaïque, de leur pensée. Ce qui frappe, au contraire, dans l'esquisse que donne Yann Moulier-Boutang du second tome, très attendu, de sa biographie, c'est comment il y apparaît contaminé par ce qu'il expose comme le fantasme primordial du « *sujet* » Althusser, le fantasme maniaque de toute-puissance qui résulte d'une volonté de maîtrise absolue sur le sens, d'une *libido dominandi*, un désir de pouvoir par une intelligence supérieure à toutes les autres, ce qui est la folie même. Yann Moulier-Boutang montre bien que la folie d'Althusser se consolide de sa méconnaissance, et comment il manipula par un constant chantage au suicide son second analyste, René Diatkine, comment il pensa, dans *L'avenir dure longtemps*, mieux comprendre sa propre

configuration psychique et les « *inscriptions archaïques* » de son inconscient que son analyste lui-même, comment il mit celui-ci en échec en cherchant à le séduire et à le dominer et en conservant enmuée en lui l'énigme de son crime, sous le récit classiquement psychanalytique d'une relation oedipienne (père-bas, mère aimée castratrice, mère aimant à travers lui un mort, le frère de son mari), dont elle donne le prénom Louis à l'enfant, qui est né fantasmatiquement d'un viol de la mère par le père). Ce récit interprétatif est celui que ressasse *L'avenir dure longtemps*.

Moulier-Boutang, en une figure elle aussi classique du fantasme du biographe, saute sur les épaules de son sujet et voit ce que celui-ci ignore ou du moins a réussi à cacher à ses analystes : la relation incestueuse qu'à travers Hélène, sa compagne puis son épouse, il entretenait avec sa sœur Georgette, malade mentale dont il a rêvé qu'il la tuait, avec son accord, pour la délivrer de sa folie et se délivrer du même coup de sa culpabilité incestueuse. Ce rêve (« *sorte de communion dans le sacrifice* »), selon les termes mêmes d'Althusser) avait été consigné, en 1964, et communiqué à Hélène et à Diatkine. Ni l'une ni l'autre n'y entendirent l'annonce du meurtre de 1980. De cette interprétation qui remplit le « *blanc* » laissé par Althusser, volontairement ou non, dans l'interprétation de son propre cas, Moulier-Boutang tire un réseau de significations qui relient la folie althusserienne à la folie stalinienne qui fut celle de l'époque chez les intellectuels et dans l'histoire réelle. Il le fait dans une langue si abstraite et parfois si fautive, systématiquement, qu'on a le sentiment qu'il veut réserver le fin mot de son interprétation au second tome annoncé, tout en la livrant déjà de façon hermétique. Et on a envie de lui souffler de chercher plutôt du côté du père que de la sœur et de la mère.

Deux essais précédemment parus et qui n'ont pas eu d'écho, semblent-ils, en dehors des cercles psychanalytiques, l'un de Joël Allouche, *Luis Althusser, récit divin* (EPEL, 1992), l'autre de Josette Pacaly (« *Althusser ou le déni* », dans le collectif *Le tournant d'une vie*, RITM, n° 10, université Paris-X, 1995), insistent sur l'orientation perverse de la constitution psychique d'Althusser (le déni de son homosexualité, et donc de la différence des sexes. Pour Josette Pacaly, ce déni se retrouve dans la pratique théorique d'Althusser et sa conception de l'histoire comme processus sans responsabilité autre que celle du processus lui-même. « *La pensée écrit Josette Pacaly, est véritablement ici accomplissement de déni comme rêve : elle est déni de la réalité ; je parle de la réalité terrible à l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle (...)* »).

Ce qui reste en jeu est la question du corps d'Althusser, comme elle est en jeu aujourd'hui dans la théorie et la pratique psychanalytique, parce qu'elle a été longtemps négligée, voire déniée, dans la psychanalyse freudienne. Les lettres à Franca Madonia, la belle et si fragile intellectuelle sicilienne, avec qui, dans les années 1961-1963, le philosophe au « *corps mou* » entretint une liaison tumultueuse, donneront, l'année prochaine, matière à penser sur cette question et sur celle de l'identité de la pensée. Les extraits de ces lettres publiés dans la revue *Infini* (1) sous la bande « *Le sty et le corps* », qui est aussi le titre de réflexions de Philippe Sollers sur l'érotisme du corps parlé, peut-être écrit, montrent en un éclair net la façon dont Althusser a déplacé son érotisme sur le corps du peuple-massé de ses lecteurs, auxquels il voulait offrir le corps de ses textes théoriques pour mieux le donner et se dominer comme corps désirant et souffrant.

Michel Contat

(1) *L'Infini*, n° 58, été 1997 (192 p., 920 F.).





## L'événement Britten

Xavier de Gaulle livre une vaste étude, synthétique et richement documentée, d'un des derniers compositeurs-interprètes de ce siècle

**BENJAMIN BRITTEN OU L'IMPOSSIBLE QUIÉTUDE**  
de Xavier de Gaulle.  
Actes Sud, coll. « Série musique »,  
576 p., 198 F.

Si l'on excepte la revue *L'Avant-scène Opéra* (1), aucun éditeur, avant Actes Sud, ne s'était encore intéressé au nouvel « Orphée britannique ». Le copieux « Britten » qu'accueille aujourd'hui la collection dirigée par Alain Artaud tranche nettement sur une pagination d'ordinaire plus modeste.

Xavier de Gaulle est l'homme qu'on attendait plus. Son étude est vaste, informée, écrite dans un excellent français. Toutes les sources disponibles sont honnêtement citées et adroitement incluses. De Gaulle restitue exactement ce qu'on espère d'un tel travail fondateur : un livre de synthèse, écartant largement les connaissances actuelles sur le compositeur. On ne trouvera aucun exemple musical imprimé dans le *Benjamin Britten ou l'impossible quiétude*. Mais les analyses, faisant sagement commentaire, suffisent à éclairer sur le contenu des œuvres, notamment sur les opéras, longuement décrits. On pourra toujours consulter les éditions reliées bleu et or de Boosey and Hawkes ou les volumes de Faber, sa dernière maison d'édition musicale.

Tout synthétique qu'il est, ce *Britten* est richement documenté : articles de journaux, interviews, lettres et journal intime, tous documents inédits en français. Et de Gaulle motive ses choix : il ne goûte guère la biographie « à l'américaine » de Humphrey Carpenter (Faber & Faber, 1992), la dernière parue avant celle de Michael Oliver (Phaidon Press, 1996). On peut approuver le Français dans son mépris pour les intrusions analytiques dans la vie psychique, intime et sexuelle de Britten. Cependant, de Gaulle ne tombe pas dans le lieu

commun d'un Britten séraphique : « L'enfance n'est pas un thème parmi tant d'autres chez Britten, c'est une donnée et une constante, un pôle qui anime tout autour de lui. Rûl-il muet, comme dans *Peter Grimes*, à l'orée de la carrière du compositeur, ou à sa clôture, dans *Death in Venice*, mystérieux, parfois coupable, souvent maltraité, incompris, victime de la sottise, de la maladresse et de la violence d'adultes qui ont dû eux-mêmes renoncer à l'enfance avant de l'avoir comprise, l'enfant est toujours là, à la fois ange (Saint-Nicolas, 1948, et *Abraham et Isaac*, 1952) et souillon (*The Little Sweep*, 1949), tous deux pétris d'une semblable innocence. (...) Britten occupait mal que l'on réduisit son œuvre au problème de l'innocence perdue et, en 1971, selon le souvenir de Colin Matthews, il n'eut qu'un mot pour qualifier cette vision de ses ouvrages lyriques, stigmatisée par le magazine *Opera* : « This is absolute rubbish ! » Il jeta le « torchon » à travers la pièce, mais Matthews regretta de n'avoir pas eu le courage de lui demander : « Très bien, alors de quoi traitent-ils donc ? » Juste et fondamentale question.

### PARTI PRIS

L'auteur affiche ses choix et ses faveurs, n'hésitant pas à valoriser certaines œuvres de jeunesse et à minorer l'intérêt de pages de la maturité. Il dénonce, sans charger le portrait, le caractère méfiant, parfois égoïste, de Britten. Mais, au fond, et plus discrètement que Wagner, Britten n'avait fait que collecter les moyens, outils et médias nécessaires à la réalisation de ses projets musicaux : une troupe d'opéra (*English Opera Group*), un lieu d'expression (le Festival d'Aldeburgh), un éditeur (Faber sera créé avant tout en vue d'éditer sa musique). Par ailleurs, sa générosité (matérielle et intellectuelle) envers de jeunes interprètes et compositeurs sera réelle, de même que demeurera sincère et profonde son

admiration pour Dmitri Chostakovitch, musicien avec lequel il partageait, jusqu'à l'influence mutuelle, le goût de l'éclat et du sarcasme en musique. Enfin, Britten fut un ardent partisan des musiques pour les « jeunes personnes », ses idées « de gauche » le plaçant toujours à l'avant-poste de l'éducation artistique.

On eût peut-être souhaité plus d'incises, plus d'arrêts sur image au cours du texte, notamment sur la question politique, ses rapports avec le mouvement conduit par Auden, Isherwood et quelques autres, ou sur la question pédophile présumée. Mais de Gaulle choisit un cours chronologique qu'on suit avec aisance. Par contre, cette étude rapporte des éléments peu connus sur Britten pianiste et chef d'orchestre. On savait, à l'écoute de quelques mesures d'introduction de la *Sonata Arpeggiata* de Schubert, enregistrée avec Rostropovitch, que Britten était l'un de ces musiciens qui inspirent leurs partenaires et stupéfient le public en semblant être la musique même.

C'est probablement le baryton Dietrich Fischer-Dieskau, créateur du *War Requiem* et dédicataire des *Songs and Proverbs of William Blake*, qui a le mieux résumé le talent discret de Britten, l'un des derniers compositeurs-interprètes de ce siècle : « C'était un merveilleux chef, dans le plus grand sens du terme (...), qui suscitait auprès d'un orchestre l'envie de jouer pour lui. Sa technique de jeu était sans prétention, mais il en était de même de Weingartner et de Richard Strauss. (...) Il y a vingt ans, j'écrivais dans le *Radio Times* : « Quand on travaille pour Ben, chaque chose est un événement. » »

Renand Machart

(1) *Peter Grimes* (n° 31), *Midsummer Night's Dream* (n° 146), *Billy Budd* (n° 158) et récemment *The Turn of the Screw* (Owen Wingrave (n° 173).

## Merveilles soufies

Humanisme et islamisme se conjuguent dans ce grand classique du XIII<sup>e</sup> siècle

**LE LIVRE DES DERVICHES BEKTASHIS**  
Traduit du turc par Kudsi Erguner, avec la collaboration de Pierre Mariez et Christian Le Mellec, éd. Le Bois d'Orion, 250 p., 135 F.

Il y a des livres au destin singulier. Publié une première fois il y a vingt ans sous le titre *Le Livre des amants de Dieu*, le *Vilayet Name*, un des grands classiques de la littérature soufie, reparait enfin sous ce nouveau titre dans une traduction de Kudsi Erguner, lui-même grand interprète de la musique soufie. C'est un petit chef-d'œuvre qui déconcertera peut-être le lecteur peu habitué à l'emphase des chroniques orientales mais qui nous livre, à la façon d'un conte et avec un goût prononcé des prodiges, l'atmosphère des milieux et des maîtres soufis musulmans au XIII<sup>e</sup> siècle en Anatolie. Le personnage central en est un des hommes les plus remarquables de ce temps, Hadji Bektash Veli, qui, né à Khorassan, vint ensuite en Anatolie, où il enseigna et fonda, dans le village qui porte aujourd'hui son nom près de la Cappadoce, la confrérie des Bektashis.

Ce terme de confrérie ne doit pas nous faire illusion. Ses membres, appelés derviches, n'étaient pas tout à fait des moines au sens chrétien du mot, mais de libres disciples recrutés le plus souvent parmi les artisans, les commerçants, les caravaniers et qui séjournaient au couvent, ou fapou plus ou moins permanente. Beaucoup étaient mariés, d'autres, comme les *asik* ou troubadours errants, parcouraient steppes et chemins en chantant et en improvisant des chants mystiques. Mais qu'enseignaient exactement Hadji Bektash ? Un ensemble de préceptes et de connaissances « s'écartaient très souvent quand ils ne s'y opposaient pas ouvertement » du formalisme et du

ritualisme de l'islam orthodoxe. « Mille pèlerinages à la Kaaba ont moins de valeur que la conquête d'un seul cœur », disait-il par exemple. Ou encore : « Si votre cœur est sale à l'intérieur, inutile de faire vos ablutions. Elles ne laveront que votre corps. »

On conçoit qu'un tel enseignement – et d'autres pratiques, elles aussi à la limite de l'hérésie et parfois même franchement hérétiques – aient pu toujours plaire aux autorités religieuses ou temporelles de l'époque. Admettre les femmes dans les confréries, communier occasionnellement avec du vin n'était guère apprécié des croyants orthodoxes ! En ces temps troublés où se déchamaient ici ou là les incursions mongoles et les rivalités entre sultans, ces tekkes, ces confréries furent les seuls lieux de paix, de véritables oasis de méditation, de tolérance et d'ouverture au monde extérieur. On le voit clairement dans ce livre, qui ne propose d'ailleurs aucun credo. Écrit plus d'un siècle après la mort d'Hadji Bektash – qui disait d'ailleurs que « l'homme véritable est celui qui meurt avant de mourir et peut laver son cadavre avant ses funérailles » –, ce livre est l'exact équivalent de ce que fut au Moyen Âge pour l'histoire des saints chrétiens la *Légende dorée* de Jacques de Voragine. Il est un vivant recueil de miracles et de merveilles où l'on voit les saints prier sur une feuille de sésame, se transformer en grue cendrée, changer le seigle en blé et faire mûrir des pommes en plein hiver, mais où l'on devine aussi une quête de Dieu qui n'est jamais mépris de la chair et de l'homme et un amour qui s'étend jusqu'aux plus humbles plantes. Bref, la vérité d'un monde où l'homme est l'enfant chéri de la Création et où, sans loi, Dieu n'aurait aucun sens. La devise des Bektashis n'était-elle pas, et n'est-elle pas toujours : « Notre seule religion, c'est l'homme » ?

Jacques Lacarrière

## Des morts-vivants très résistants

**OÙ SONT PASSÉS LES VAMPIRES ?**  
de Ioanna Andreescu.  
Préface de Geneviève Calame-Griaule, éd. Payot, 174 p., 99 F.

Il y a cent ans, Bram Stoker publiait son *Dracula*. Depuis, les vampires, de livre en film, se sont multipliés. Mais l'on ignorait que sur leur terre natale, au pied des Carpates, ces morts-vivants sont toujours présents dans l'univers des paysans. L'ethnologue Ioanna Andreescu est partie à leur recherche dans les villages perdus d'Olténie, au sud-ouest de la Roumanie d'où elle-même est originaire. Esquissant les soupçons des autorités (c'était encore le régime de Ceausescu) et gagnant la confiance des habitants grâce aux recommandations d'un pope auquel elle est apparentée, elle a joué les détectives pour mener une enquête insolite sur la piste du *moroi*, ce mauvais mort très résistant et aussi familier qu'inquiétant.

Les femmes surtout lui en ont parlé. La figure principale de ces récits est Dodu, alias « le Bulgare », un ancien garde forestier qui avait une solide réputation de dépravé. On devient vampire, souvent, après une vie d'excès. Métamorphosé après son décès, Dodu revenait notamment faire du tapage chez sa veuve. Il a fallu, dit-on, déterrer sa dépouille mortelle et la brûler pour en finir. Ioanna Andreescu restitue la vivacité des propos, l'intensité des croyances et la permanence des rites par lesquels les villageois identifient les défunts suspects et les empêchent de continuer à nuire. Ces vampires d'aujourd'hui, en Olténie, nous surprennent, tant ils ne ressemblent pas à leurs doubles de cinéma. Mais ce que nous confirme cette étude aussi documentée que plaisante à lire, c'est que le destin des morts, toujours, est affaire de vivants.

Nicole Lapierre

## François-Marie Banier, l'enfant frondeur

Un petit traité de cruauté raisonnée sur les « animaux » de cette fin de siècle, fixés par un artiste étourdissant et insaisissable, qui livre là une part de son autobiographie

**PAST-PRESENT**  
Photographies  
de François-Marie Banier.  
Ed. Schirmer/Mosel,  
256 p., 179 photos, 298 F.

Des talents, il en a trop, peut-être : il fait des dessins, des photos, des romans, des affaires, des rencontres improbables ou trop programmées. Il invente des ooms pour des parfums luxueux, dessine une épée d'académicien français, traverse la planète pour aller passer une soirée avec une vieille dame célèbre – ou un vieux monsieur, ou une jeune femme, célèbres aussi. Vous, vous ne le connaissez pas, mais êtes-vous certains qu'il ne vous a pas pris en photo ? Vous traversiez la rue, vous n'avez rien remarqué. Pas un cet homme sur le trottoir d'en face ? Pas entendu le garçoo qui a arrêté un instant sa vieille Mobylette pour sortir un petit appareil ? Lui, il a vu. Votre solitude, votre étrangeté, votre difformité (apparete ou cachée). Gare à vous si vous êtes trop petit, trop gros, bossu, si vous osez s'écarter de la ligne de votre jumeau – ou jumelle –, gare à vous si le réel vous fait peur, si vous regardez quelqu'un avec amour, si votre visage a pris les plis de toutes vos blessures. Il vous aura.

Il s'appelle François-Marie Banier. A moins que ce ne soit un nom de guerre (de toutes façons, c'est son nom de guerre, une guerre bien à lui, qu'il mène sans que quiconque puisse vraiment savoir pour qui, pour quoi, comment, et qui il est). Il a cinquante ans, et déjà une bonne vingtaine de vies. Les méchantes langues vous diront qu'il est une méchante langue – ce n'est pas tout à fait faux –, un mondain superficiel et violent, que ses amis se sont appelés Horowitz, Aragon, Silvana Mangano, Marie-Laure de Noailles, Paul Morand, Dali, François Mitterrand... et se nomment



Un regard sans concession ou presque

aujourd'hui Isabelle Adjani, Nathalie Sarraute, Hector Bianciotti, Caroline de Monaco, Johnny Depp et une bonne partie du bottin mondain. Mais a-t-il des amis ? Les artistes ont-ils des amis ?

A vingt-cinq ans, François-Marie Banier avait déjà écrit trois romans, *Les Résidences secondaires*, *Le Passé composé*, *La Tête la première* (1), où l'on voit son œil de photographe, comme l'œil détecte son regard d'écrivain dans ses images. Il était d'une beauté renversante, éternel adolescent qui se croyait tout permis et se permettait tout. Il avait l'air d'un ange – blondeur et traits réguliers – mais, déjà, le regard était intense, parfois sombre. Il se comportait volontiers comme un « affreux », disant tout haut « ce qui se dit pas », imitant les règles de la mondanité pour les miner immédiatement et faire exploser ce qu'on appelait pas

encore, heureusement, le consensus. Il était très « décoratif », le petit Banier, mais il pouvait vous gâcher une soirée en deux mots et trois cris, reprocher à une dame qui se croyait très belle son mauvais goût, son maquillage, son inculture et à un vieux monsieur de le regarder un peu trop intensément...

A trente-huit ans, en 1985, il a réglé ses comptes avec son enfance dans *Balthazar fils de famille* (Gallimard). Là, on a vu où était la déchirure : le père qui gifle, qui cogne plus dur, qui humilie, les hurlements, l'enfant qu'on traite de monstre et qu'on veut « soigner »... « On n'a qu'un seul âge dans la vie », écrivait Banier, on l'attrape en naissant et on le garde. Il l'a gardé. Enfant frondeur. Enfant frappé.

Quand on le lit, on a envie de le rencontrer. On peut s'en repentir. Ou le trouve étourdissant. Ou

insupportable au sens propre. Ou les deux à la fois. Tonitruant, odieux avec le maître d'hôtel, désagréable s'il en a envie, irrésistiblement séduisant s'il le décide, brutal même quand il proteste de son amitié. Il vous embrasse et vous vous demandez si c'est un geste d'accueil ou d'hostilité. Il est trop fort, trop puissant, trop rugueux pour être tendre, ou simplement amical. Il est impitoyable. A ce faire peur. Malgré tout, si l'on aime la vie sans trop y croire, on ne peut pas ne pas l'aimer, le lire, regarder ses photos. Si l'on veut voir de près comment ce théâtre de marionnettes folles et cruelles joue la fin de ce millénaire, Banier est l'un des bons guides. Pour ceux qui recherchent la lucidité. Les photos qu'il a réunies sous le titre *Past-Present* sont un volet de plus de son autobiographie et un petit traité de cruauté raisonnée sur les « animaux » de la fin du XX<sup>e</sup> siècle, des têtes couronnées au clochard déjanté, de la *jet society* à la payanne trop grosse qui pose pour lui avec fierté.

Dans ses photos, Banier veut révéler quelque chose, un détail, un destin, une situation, un « autre », pour mieux se cacher, lui, comme toujours. Mais il a accepté de mettre dans ce livre une exception, un moment où la teodresse le rejoint saos qu'il puisse s'en défendre. Les portraits de Silvana Mangano, si doux, si délicats, presque indéfectibles d'intimité et d'abandon. Ce jour-là, Banier le trublion était las de la guerre, des rires, des cris, des bruits de la mondanité vaine. Il a fait entrer François-Marie, un ami fidèle. Il a arrêté le temps, il a laissé faire le silence. Il a pris des images simples, secrètes, troublantes, étonnantes, qui en disent aussi long sur lui que sur elle.

Josyane Savigneau

(1) En poche, « Folio » Gallimard, n° 2444, 2564, 2715.

## PHILIPPE DELERM LA PREMIÈRE GORGÉE DE BIÈRE ET AUTRES PLAISIRS MINUSCULES



« C'est presque rien le bonheur à la Delerm. Juste des instants fugaces qui sont des moments de grâce. Avec des phrases ciselées dont le charme s'étire sur une page ou deux... Quand on flâne avec Philippe Delerm, on se sent bien, on se sent libre, on se sent vivre. On est en pantoufles dans notre tête... »

Martine Laval, *Télérama*

« Magritte de la plume, Philippe Delerm saisit, avec son fillet, ces moments papillons où tout est libre, léger, éphémère comme un flash. Son recueil a quelque chose d'irremplaçable : cette possibilité d'émouvoir ! »

André Rollin, *Le Canard Enchaîné*

« Compagnon indispensable au chevet de vos siestes estivales. Gourmet, espiegle, fraternel, Philippe Delerm a vocation à rendre le lecteur heureux. »

Patrice Delbourg, *L'Événement du Jeudi*



L'ARPEUR

GALLIMARD



## Le livre en pleine dépression

Selon les indicateurs, rarement le secteur de l'édition n'a connu pareille crise. Une situation d'autant plus inquiétante qu'elle ne s'appuie sur aucune raison conjoncturelle particulière mais semble être l'accélération d'un processus ancien

L'édition est en crise. Ce n'est pas nouveau. Valla bien quarante ans que le cri d'alarme est lancé, que l'on entend dire par les éditeurs, les diffuseurs, les libraires, que rien ne va plus. En 1991, il y avait la guerre du Golfe, on désertait les librairies au profit des marchands de journaux. En 1995, c'était l'élection présidentielle, les attentats, les grèves du mois de décembre. Mais, cette fois, l'explication n'est pas immédiatement perceptible. La catastrophe évidente qui frappe particulièrement depuis le mois de janvier l'ensemble de la profession, et qui n'est pas spécifique au secteur malade des sciences humaines (voir « Le Monde des Livres » du 18 avril) est d'autant plus grave. Comme si, indépendamment d'une conjoncture précise, apparaissait l'accélération soudaine, mais amorcée depuis longtemps, d'un phénomène de fond. Peut-on réduire la crise actuelle de l'édition aux conséquences du marasme socio-économique ? Procède-t-elle plus profondément d'une modification structurelle des comportements et du statut du livre ? D'une « crise de la culture » ?

« Le livre est à une phase cruciale de son histoire. Il nous faut prendre conscience que nous traversons une situation grave, où la défense de l'écrit devient un enjeu essentiel », déclarait Serge Eyrolles, président du Syndicat national de l'édition (SNE), dans le magazine *Livres Hebdo* du 20 juin. Moins de livres vendus pour plus de livres publiés : suicide, la tendance est ancienne. Mais les chiffres de vente du premier semestre, relevés par *Livres Hebdo* et confirmés individuellement par la majorité des éditeurs (certains échappant à la crise, ou en profitant), comptent parmi les plus noirs que l'on ait connus : chute des tirages, du chiffre d'affaires (de 8 % à 10 % chez les gros éditeurs), des ventes au détail (de 4 % à 5 %), bref, du « panier moyen » du client en librairie ; et, en revanche, hausse de la production des nouveautés (de 16 % par rapport à l'année précédente),

augmentation des taux de retours des invendus (au premier trimestre, 4 % de plus qu'à la même période de 1996). Le plus inquiétant est que 1997 fait suite à deux années moroses. Les chiffres définitifs, pour 1996, ne sont pas encore disponibles, mais le SNE estime la baisse du chiffre d'affaires à 1,4 % environ (1).

**LES RAISONS**

Les raisons ? On ne cesse d'incriminer, depuis des années, les concurrents rencontrés par le livre. Concurrences extérieures (télévision, multimédia, loisirs divers) et intérieures (photocopillage). Sans compter la disparition des émissions littéraires et l'absence du livre à la télévision qui commencent à préoccuper même les opposants traditionnels à l'autorisation de la publicité télévisée pour le livre : « Que les nouvelles générations passent des heures devant la télévision sans y entendre parler de livres, cela pose un problème », s'interroge Alain Flammarion, directeur général de Flammarion. Ce qui prend forme plus nettement aujourd'hui, c'est la convergence de ces phénomènes dans un contexte d'inquiétude sociale et de baisse du pouvoir d'achat. Ce n'est pas un hasard si le livre de poche (de faible prix, mais aussi de faible bénéfice pour l'éditeur et pour l'auteur) est - avec la bande dessinée et le livre pratique - le seul à être épargné par la crise. La baisse du chiffre d'affaires général s'accompagne d'une hausse de la production, signe de la prépondérance des livres à bas prix (1) donc d'une baisse moyenne des bénéfices. « C'est très net, constate Alain Flammarion. Il y a de la part des lecteurs une méfiance à l'égard du livre en grand format dont la vente a chuté de 30 %. Avant d'acheter, ils attendent la sortie en poche ».

La faible rentabilité obtenue sur chaque titre poussant les éditeurs à une inflation de la production, le cercle est vicieux. Pour Jérôme Lindon, PDG des éditions de Minuit, il s'agit d'une « course à l'abîme » :

« Pour compenser l'augmentation du taux de retours, les éditeurs envoient davantage de livres aux libraires qui, débordés, renvoient les livres. La profession manque de discipline. Le problème de la réimpression et du prêt en bibliothèque reste selon lui préoccupant : « Une bibliothèque prête un livre 444 fois alors que l'éditeur a vendu dans l'année 170 exemplaires du même titre, soit insuffisamment pour émettre une réimpression. Résultat : l'exemplaire de la bibliothèque est en laque et on ne peut plus le commander chez l'éditeur. Donc le livre n'existe plus ».

La crise de l'édition ne serait donc pas d'abord une crise de la lecture : « Jamais on n'a autant emprunté en bibliothèque, jamais il n'y a eu une telle diversité de bons livres, autant de supports médiatiques pour porter des livres », constate Christian Bourgois, qui pointe d'ailleurs les problèmes liés aux techniques modernes de distribution. « Le petit nombre potentiel de lecteurs est plus ou moins toujours le même. Mais l'appareil de distribution ultraperformant mis en place ces dernières années nécessite un volume de ventes qui ne correspond pas aux besoins et aux possibilités du public ».

Si les éditeurs semblent résolus à réduire leur production, c'est que la situation en librairie est devenue critique. « Depuis 1990, nous sommes nombreux à dire aux éditeurs qu'ils publient trop et n'importe comment », explique Christian Thorel, directeur de la librairie Ombres Blanches de Toulouse. Les bons livres sont masqués par le reste, car les moissons d'édition renforcent la production « planche à billets » pour être présents sur les tables des libraires. « Les clients se méfient, les retours s'accroissent et beaucoup de points de vente accusent un recul de leur chiffre d'affaires depuis le début de l'année. Chez Ombres Blanches, 1997 s'annonce moins bien que l'année précédente - exceptionnelle, il est vrai. Le premier semestre enregistre une hausse de 4 % du chiffre d'affaires, mais le mois de mars a apporté la première baisse depuis cinq ans.

Chez Michèle Ignazi, à Paris, la fréquentation a décliné de manière tangible depuis janvier. Si le résultat global parvient à se maintenir, c'est grâce aux habitués et à des commandes exceptionnelles. « Mais la clientèle se renouvelle peu », constate-t-elle. A Lyon, enfin, la librairie Flammarion a vu son chiffre d'affaires général progresser depuis le début de l'année, mais la fiction ne suit pas le mouvement. Des « valeurs sûres », comme Djian, d'Ormesson ou Modiano, n'ont pas fait le plein de leurs ventes. Tant et si bien que Jean Fèvre, le directeur de la librairie, compte réorganiser son magasin durant l'été pour faire plus de place à la pochothèque.

**LE CAS MAXI-LIVRES**

Dans ce contexte, l'offensive commerciale annoncée par la Fnac est perçue comme une menace supplémentaire par les libraires. Grâce à son projet « Ariane », qui devrait être opérationnel dès 1998, la chaîne compte centraliser le traitement des 5 % de titres qui constituent le « cœur de l'affaire ». Les livres à forte rotation et les « indispensables », soit environ dix mille titres et 60 % du chiffre d'affaires de la Fnac, seront gérés à partir d'une plate-forme unique et constamment accessibles aux lecteurs. Une logistique inquiétante pour les petits éditeurs, qui craignent de ne pouvoir accéder à cette cible magique. Autres incertitudes planant sur la profession, le sort du groupe Maxi-Livres/Proface placé en redressement judiciaire mercredi 7 mai (« Le Monde des Livres » des 9 et 16 mai) et pour lequel la période d'observation a été prolongée jusqu'au 7 décembre. Parmi les quarante-deux candidats déclarés pour une reprise totale ou partielle du groupe - dont le passif serait estimé à 628 millions de francs et qui sera probablement vendu « par appartements » -, on trouve notamment Hachette (intéressé par les quelque deux cents points de vente de Maxi-Livres) et son concurrent CEP Communication (via le club de livres France-Loisirs), le Grand

Livre du mois, ainsi que des sociétés de capital risque, des fonds d'investissement ou des groupes financiers, français ou étrangers, comme Morgan Stanley, Apax Partner, Baupost Group ou Wårde Partners. « Que cet outil qu'est Maxi-Livres puisse intéresser des étrangers soucieux de pénétrer le marché français, cela ne m'étonne pas », note un expert du secteur. Voilà qui serait en tout cas susceptible d'en modifier la donne, au moment où les librairies de Maxi-Livres semblent devenues un nouvel « enjeu » pour la profession.

Mais ce qui continue aussi de traumatiser l'ensemble de la chaîne éditeurs-diffuseurs-libraires, c'est la « catastrophe culturelle » engendrée, dans le sillage de Maxi-Livres, par le dépôt de bilan de sa filiale de distribution, Distique. En les privant de quatre mois de leurs ventes, soit un tiers de leur chiffre d'affaires annuel, celui-ci touche de plein fouet quelque deux cent soixante petites maisons dont beaucoup sont exemplaires de la richesse et de l'originalité de la pensée contemporaine. Chez Fata Morgana, cet éditeur littéraire dont le siège est situé dans l'Hérault, on explique que ce préjudice conduit à « renoncer aux livres les plus difficiles » et à repousser sine die « des titres prévus en juin parmi lesquels un inédit d'Elytis ou un petit récit d'André Gide ». Aux Editions Théâtrales, Jean-Pierre Engelbach explique dans un communiqué : « Cette affaire arrive pour notre maison au moment où nous publions un livre important sur Le Théâtre d'art, un beau livre à gros budget qui déséquilibre notre trésorerie. Elle risque de nous priver des fruits nécessaires de sa commercialisation et d'aggraver encore notre situation. Après quinze années consacrées à publier des livres de théâtre, des auteurs contemporains et à les promouvoir dans les librairies (...), les éditions Théâtrales sont aujourd'hui menacées de disparition pour de seules raisons financières ».

C'est le 30 juillet que le tribunal de commerce de Lyon devrait sta-

tuer sur l'avenir de Distique. Parmi les sept repreneurs potentiels qui doivent soumettre leur plan de reprise avant le 11 juillet, on parle notamment d'un diffuseur-distributeur, Vilo. d'Harmonia Mundi ainsi que du groupe Hérissey, imprimeur installé à Evreux (Eure) et candidat pour une reprise partielle des actifs.

Si la solution Hérissey recueille l'appui de l'association des éditeurs indépendants - son secrétaire, Régis Blanchet, des éditions du Prieuré, a écrit au ministre de la culture, Catherine Trautmann, pour lui demander de l'appuyer politiquement -, certains la jugent au contraire irréaliste. « Jusqu'à nouvel ordre, Hérissey n'est pas connu comme diffuseur », remarque M. Emmanuel Pierrat, l'avocat d'un certain nombre de petits éditeurs. Ce métier ne s'improvise pas. A priori, le seul candidat un peu sérieux, c'est Vilo ».

En attendant, nombre de libraires et d'éditeurs abordent l'été avec des trésoreries tendues. Du côté des banques, les lignes de crédit s'amenuisent, la confiance aussi. Comme s'il fallait ajouter aux difficultés, l'affaire Distique vient encore, dit-on, « polluer les relations des banquiers avec les milieux du livre ».

Florence Noiville, Raphaëlle Rérolle et Marlon Van Renterghem

(1) Sur la base de données chiffrées représentant un peu plus de 80 % du chiffre d'affaires de l'édition, la tendance estimée du Syndicat national de l'édition pour 1996 donne un chiffre d'affaires de 14 071 milliards de francs, contre 14 129 milliards en 1995, soit une baisse que l'on peut évaluer à 1,4 % environ en francs constants (-0,4 % en francs courants). En 1995, le chiffre d'affaires global de l'édition avait déjà reculé de 4,7 % en francs constants. Pour 1996, par ailleurs, les quantités vendues passeraient de 300 à 316 millions d'exemplaires, tandis que le prix moyen connaît une forte chute, passant de 45 à 43 francs hors taxes. Le nombre de titres produits en 1996 est de 45 106, contre 45 125 en 1995.

## Artaud persécuté

La publication des *Œuvres complètes* d'Antonin Artaud chez Gallimard n'en est pas au bout de ses peines. A la demande de Serge Malausséna, neveu et unique ayant-droit d'Artaud, une double procédure a été plaidée en appel, vendredi 4 juillet, devant la première chambre de la cour d'appel de Paris, lors d'une audience de plus de sept heures. La première opposait Serge Malausséna aux éditions Gallimard et à Paul Thévenin, amie d'Artaud morte en septembre 1993, qui a consacré sa vie au décodage et à l'établissement (chez Gallimard) des quelque 400 cahiers manuscrits dont elle était détentrice. Dans la seconde procédure, emblématique

quoique moins complexe et n'ayant occupé que la toute fin de l'audience, M. Malausséna poursuivait l'éditeur Philippe Sollers, directeur de la revue *L'Infini* (publiée chez Gallimard), pour avoir fait paraître sans autorisation, dans le n° 34 de *L'Infini* (été 1991), de longs extraits de « Conférence au Vieux-Colombier », texte essentiel d'Artaud figurant dans le tome XXVI des *Œuvres complètes*.

C'est par ce fameux tome XXVI, précisément, que le scandale était arrivé : après en avoir bloqué la publication en 1991, M. Malausséna en avait réclamé l'interdiction par voie judiciaire et avait été débouté de sa demande par un jugement du 6 juillet 1994. Entre-temps, l'héritier assignait en référé Philippe Sollers avant d'entamer les deux procédures dont il a interjeté l'appel plaidé il y a une semaine : en première instance, les juges l'avaient en effet débouté face à Gallimard, et avaient condamné Philippe Sollers à 20 001 francs de dommages et intérêts.

Le contrat ne portait pas sur les textes rédigés postérieurement à lui et a contesté le travail d'édition de Paul Thévenin (défendeur par M. Anne Weil-Macé), qui aurait « manipulé » l'œuvre de l'écrivain, notamment sans en faire apparaître les dessins. M. José-Anne Bénazéraf, pour Gallimard, a entre autres constaté l'impossibilité d'une publication en fac-similé, relevé la volonté incontestable d'Artaud de divulguer toute son œuvre, et plaidé que M. Malausséna ne pouvait être investi d'un droit de divulgation pleinement exercé par Artaud lui-même (la majorité des œuvres étant par ailleurs antérieures au fameux contrat) de son vivant.

C'est sur un point essentiel, le droit à la postérité d'Artaud, que

l'affaire de *L'Infini* apparaît comme symbolique. En contestant - sans lui apporter une critique sérieuse - la totalité du travail de Paul Thévenin, Serge Malausséna ne précise pas quel destin il compte donner aux inédits. Or, si la « Conférence au Vieux-Colombier » a été publiée sans autorisation, M. Karen Berrey, avocat de Philippe Sollers, a fait valoir que la défense du droit moral d'Artaud supposait d'abord de rendre ainsi son œuvre familière et vivante. Au terme de l'audience, le président, Jean Mazars, a vivement incité les parties à s'accorder sur le principe d'une médiation. En cas d'échec, les arrêts seront rendus le 3 octobre.

M. V. R.

## L'EDITION FRANÇAISE

● **Nouvelles archives à l'IMEC.** L'Institut mémoires de l'édition contemporaine (IMEC) vient de recevoir les archives de deux philosophes qu'Emmanuel Levinas comptait parmi ses maîtres : Léon Brunschvicg (1869-1944) et Maurice Halbwachs (1877-1945) - celles de ce dernier ayant été confiées à l'IMEC par Pierre Bourdieu, professeur au Collège de France. L'IMEC a également reçu les archives de l'anthropologue André-Georges Haudricourt et celles de Jean Piel, lesquelles comprennent les archives littéraires de la revue *Critique* fondée par Georges Bataille, dont il fut le directeur.

● **Gombrowicz contre L'Hérne.** Apprenant la cession aux éditions Fayard de l'ensemble des Cahiers de L'Hérne épuisés (« Le Monde des Livres » du 4 juillet), Rita Gombrowicz, veuve de l'écrivain polonais Witold Gombrowicz, a protesté. « Il ne vous est pas possible de

rééditer le « Cahier Gombrowicz » (publié en 1971 par Dominique de Roux), et encore moins de céder ce droit que vous n'avez pas », écrit-elle par l'intermédiaire de son avocat à Constantin Tacou, PDG des éditions de L'Hérne, dans une lettre valant pour une mise en demeure.

● **Grisoni chez Flammarion.** Dominique-Antoine Grisoni, directeur de la collection « Biblio » au Livre de poche (Hachette), a été nommé responsable des essais et documents aux éditions Flammarion, sous l'autorité de Danielle Nees, directrice générale. Il devrait prendre ses fonctions en septembre aux côtés d'Hélène d'Ormesson et de Raphaël Sorin, respectivement directeurs littéraires pour la littérature étrangère et la littérature française.

● **Prix littéraires.** Le prix Apollinaire a été décerné au poète Richard Rognet pour *Lutteur sans triomphe* (L'Estocade) ; le prix des Ambassadeurs à Hélène Carrère d'Encausse pour *Nicolas II : la transition interrompue* (Fayard).

## A L'ETRANGER

### Elémentaire, le marketing

La petite ville de Crowborough (Sussex) a décidé de se lancer dans le tourisme littéraire en utilisant le nom et l'œuvre de son seul et unique résident célèbre : Sir Arthur Conan Doyle. Comme le créateur de Sherlock Holmes est mort en 1930, on peut s'étonner que personne n'y ait pensé plus tôt. En tout cas, les organisateurs de la manifestation expliquent qu'il n'y a pas de raison que Baker Street et ses commerçants empochent tous les gains liés au(x) grand(s) homme(s) et que Crowborough, où Conan Doyle a habité pendant vingt-trois ans, n'en tire aucun profit. Les touristes qui sont venus participer à ce festival, samedi 5 et dimanche 6 juillet, ont pu acheter toutes sortes de chaises, des casquettes à la célèbre pipe, assister à un défilé canin à la gloire du chien de Baskerville et participer à un séminaire. Une commande a été passée pour faire édifier une statue de Conan Doyle (dont la maquette a été approuvée par sa fille) mais les fonds manquent encore. Heureusement, il existe quelque 400 associations venues au culte de Sherlock Holmes à travers le monde.

● **VENEZUELA : le prix Rómulo Gallegos à Angeles Mastretta.** Le prix international pour le roman Rómulo Gallegos, l'un des plus prestigieux d'Amérique latine, a été décerné à Caracas (Venezuela) à la romancière mexicaine Angeles Mastretta pour son livre *Mal de Amores* (Alfaguara), une histoire d'amour qui se situe pendant la révolution mexicaine. Elle recevra son prix d'un montant d'environ 360 000 francs, le 2 août, à Caracas.

● **GRANDE-BRETAGNE : Chers enfants.** Une jeune femme anglaise au chômage, récemment divorcée et sans le sou, vient de signer un contrat sans précédent pour un livre pour enfants, environ 1 000 000 de francs, auprès d'un éditeur américain. L'histoire s'intitule *Harry Potter and the Philosopher's Stone* et avait été très appréciée en Angleterre. Harry Potter, pauvre orphelin élevé par un méchant oncle et une méchante tante, découvre qu'il est un magicien et passe dans un autre monde par une faille temporelle. Et les studios de Hollywood semblent également intéressés.

● **De plus en plus de livres en ligne.** Après Amazon.com aux Etats-Unis, ou l'Internet Bookshop britannique, sont arrivés d'autres librairies spécialisées sur Internet : d'abord la chaîne Barnes & Noble, et à présent le Book-of-the-Month Club vient de lancer un site avec 2 400 titres, ce qui confirme que le marché s'agrandit mais que cela pourrait être nocif pour les librairies traditionnelles. L'avantage évident des sites sur Internet, c'est qu'ils n'ont pas de problèmes de stockage et qu'on peut y trouver en particulier des livres qui ne sont plus en librairie (170 000 titres en permanence chez Barnes & Noble, tandis qu'Amazon s'empare d'en présenter deux millions et demi). En outre, profitant de leur situation dominante, ils peuvent proposer des rabais et des promotions souvent importants. En revanche, les ventes restent en fait pour l'instant assez réduites et Amazon serait en déficit de quelque 30 millions de francs.

**LE LECTEUR**

AP 2030 - 34024 Montpellier Cedex 1  
La littérature à en mourir de rire  
Dans tous les kiosques 18 F



Dans le n° 5 : *Attila chez les Huns*  
« Un enchantement de l'esprit »  
Angelo Rinaldi  
« Le bonheur est dans le Lecteur »  
Jérôme Garcin

Le 2

Lionel... l'industrie...  
une... de restructuration



OTAN, Paris

La mode en...  
Le monde en...